



# Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

# Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

PROVINCE OF QUEBEC

Québec, Vendredi, 24 Décembre 1915.

Quebec, Friday, 24th December, 1915.

## Nominations

## Appointments

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du seizième jour de décembre 1915, de nommer le lieutenant-colonel J. J. Creelman, actuellement en France, commissaire pour recevoir des affidavits pour l'usage d'aucune cour de la province, ou nécessaire pour tout acte où document devant être mis à exécution ou devant avoir son effet civil dans la province, sous l'autorité de l'article 27 du code de procédure civile de la province de Québec.

7427

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR, has been pleased, by order in council, dated the sixth day of December, 1915, to appoint lieutenant colonel J. J. Creelman, actually residing in France, commissioner to receive affidavits for use in any court of the province, or necessary for any deed or document to be carried into execution or to have its civil effect in the province, under the authority of article 27 of the code of civil procedure of the province of Québec.

7428

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, de l'avis et du consentement du conseil exécutif de faire les nominations suivantes:

Quebec, 15 décembre 1915.

MM. Jean-Baptiste Carpentier, marchand, de Saint-Zéphirin de Courval, Noel Senneville, cultivateur, La Visitation, comté d'Yamaska, juges de paix pour le district de Richelieu.

MM. Godfroy Lavallée, marchand, Joseph Sainte-Marie, cultivateur, Joseph Simard, commerçant, Emile Coutu, Louis Drolet, Joseph Beaupré, cultivateurs, Eugène Deveault, entrepreneur du Lac aux Sables, comté de Portneuf, juges de paix pour le district de Québec;

M. Alphonse Richard Contant, marchand, de Saint-Méthode, comté du Lac Saint-Jean, juge de paix pour le district de Roberval.

MM. Lewis Skaife, ingénieur-civil, Joseph

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR, has been pleased by and with the advice and consent of the Executive Council to make the following appointments, to wit:

Quebec, 15th December, 1915.

Messrs. Jean Baptiste Carpentier, merchant, of Saint Zéphirin de Courval, Noel Senneville, farmer, of La Visitation, county of Yamaska, to justices of the peace for the district of Richelieu;

Messrs. Godfroy Lavallée, merchant, Joseph Sainte Marie, farmer, Joseph Simard, trader, Emile Coutu, Louis Drolet, Joseph Beaupré, farmers, Eugene Deveault, contractor, of Lac aux Sables, county of Portneuf, to be justices of the peace for the district of Québec;

Mr. Alphonse Richard Contant, merchant, of Saint Méthode, county of Lake Saint John, to be justice of the peace for the district of Roberval;

Messrs. Lewis Skaife, civil engineer, Joseph

Quintal, marchand, de Montréal, le lieutenant-colonel, James J. Riley, second vice-président et gérant-général de la Curtis & Harvey, (Canada), limited, Dragon Station, Rigaud, comté de Vaudreuil, juges de paix pour le district de Montréal.  
7433

Quintal, merchant, of Montreal, lieutenant-colonel, James J. Riley, second vice-president and general manager of Curtis & Harvey, (Canada), limited, Dragon Station, Rigaud, county of Vaudreuil, to be justices of the peace for the district of Montreal.  
7434

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté ministériel, en date du treizième jour de décembre 1915, de nommer M. André Bigué, médecin de l'endroit, dans notre province, appelé Amos, et M. J. W. Armstrong, médecin, de Shawville, qui remplace temporairement, M. le docteur Lippiatt, conjointement coroner, pour le district de Pontiac, avec juridiction pour le docteur Bigué, 1. sur tout le territoire de l'Abitibi; 2. sur la partie des comtés Témiscamingue et Pontiac, située au nord de la hauteur des terres; 3. sur les cantons ou parties de cantons situés au sud de la hauteur des terres dont le noms sont les suivants: Launey, Trécession, Figuery, Villemontel, Manneville, Aiguebelle, Destor, Duparquet, La Motte, Preissac, La Pauze, Clericy, Dufresnois, Duprat, Malartic, Cadillac et Bousquet.  
7435

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR, has been pleased, by order in council, bearing date the thirteenth day of December, 1915, to appoint André Bigue, M. D., of the place called Amos, and J. W. Armstrong, M. D., of Shawville, temporarily replacing Doctor Lippiatt, joint coroner, for the district of Pontiac; Doctor Bigue, to have jurisdiction 1. over the whole of the territory of Abitibi; 2. over that part of the counties of Temiscaming and Pontiac north of the line dividing the waters of the basin of the Saint Lawrence, from those of Hudson Bay; 3. over the whole or part of the township's situate south of the aforesaid line, the names of which follow:—Launey, Trecession, Figuery, Villemontel, Manneville, Aiguebelle, Destor, Duparquet, LaMotte, Preissac, La Pauze, Clericy, Dufresnois, Duprat, Malartic, Cadillac, and Bousquet.  
7436

### Proclamation

### Proclamation

Canada,  
Province de  
Québec.  
L. S.

P.-E. LEBLANC

GEORGE V, par la grâce de Dieu, roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes:—

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du conseil législatif et de l'assemblée législative de la province de Québec,

SALUT:

**A**TTENDU que la législature de la province de Québec se trouve convoquée pour le dix janvier mil neuf cent seize, mais que, pour diverses considérations, Nous avons, sur l'avis du conseil exécutif de la dite province, jugé à propos de la proroger de nouveau jusqu'au onze janvier prochain;

A CES CAUSES, Nous vous faisons maintenant savoir que vous êtes dispensés de vous réunir en la cité de Québec le dix janvier prochain; vous convoquons par les présentes pour le ONZE JANVIER prochain, et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en la dite cité de Québec, pour y EXPEDIER LES AFFAIRES DE LA PROVINCE et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TEMOIN: Notre très fidèle et bien aimé l'honorable M. PIERRE-EVARISTE LEBLANC, lieutenant-gouverneur de la dite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce ONZIEME jour de DECEMBRE l'an de grâce mil neuf cent quinze, et de Notre règne le sixième.

Par ordre,

Le greffier de la couronne en chancellerie,  
Québec.

7203—51-4

L.-P. GEOFFRION,

Canada,  
Province of  
Quebec.  
L. S.

P.-E. LEBLANC,

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India:—

To Our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec,

GREETING:

**W**HEREAS the Legislature of the Province of Quebec stands prorogued to the tenth day of January, one thousand nine hundred and sixteen, but that, for various considerations, We have, with the advice of the Executive Council of the said Province, thought fit to further prorogue it to the eleventh day of January next;

THEREFORE, We inform you that you are dispensed from meeting in the city of Quebec, on the tenth of January next, and hereby convene you for the ELEVENTH of JANUARY next, and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the said city of Quebec, for the DESPATCH OF THE BUSINESS OF THE PROVINCE, and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable PIERRE-EVARISTE LEBLANC, Lieutenant Governor of the said Province.

Given at Our Government House, in Quebec, this ELEVENTH day of DECEMBER, the year of Our Lord one thousand nine hundred and fifteen, and in the sixth year of Our Reign.

By command,

L.-P. GEOFFRION,  
Clerk of the Crown in Chancery,

7204—51-4

Quebec.

## Avis du Gouvernement

## Government Notices

**Guy Realty Company, Incorporated.**

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix décembre 1915, constituant en corporation MM. Samuel William Jacobs; Alexander Rives Hall, conseils du Roi; Louis Fitch, avocat; Minnie Isabel Bustin, sténographe, et Harry Gough, comptable, de la cité de Montréal, pour les fins suivantes:

Acquérir par achat, louage, échangé, donation, concession ou autrement, détenir et posséder des terres, biens-fonds et immeubles de toute description, développer, améliorer, exploiter et tracer sur ces propriétés des rues, des ruelles, des squares, des lots ou autres choses, construire des maisons, des bâtisses et autres édifices sur les dits biens-fonds ainsi acquis, vendre, louer, céder à bail, transporter, échanger, aliéner et autrement disposer des terres, biens-fonds et immeubles ainsi que des bâtisses dessus construites, aliéner aucune rue, ruelle, aucun square tracé sur ces propriétés en faveur d'aucune personne ou municipalité, aux termes et conditions que la compagnie estimera convenable;

Etre agents d'immeubles et d'assurance et agents pour la perception des loyers;

Prendre et détenir des mortgages, des hypothèques et charges, garantir le paiement du prix d'achat d'aucune propriété vendue par la compagnie, par les acheteurs ou par les tiers, ou les avances faites par la compagnie aux acheteurs pour fins de construction ou autres améliorations;

Acquérir par achat, louage ou autrement, et prendre charge de la totalité ou d'aucune partie de l'entreprise, des affaires, de l'actif et du passif d'aucune personne, société ou corporation que la présente compagnie peut légalement acquérir;

Acheter, recevoir en échange ou en paiement ou à d'autre titre; acquérir, posséder et détenir vendre et aliéner les actions, débetures, bons et autres valeurs d'autre compagnies dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie, nonobstant les dispositions de la loi des compagnies de Québec, et acquérir, détenir vendre et disposer des droits d'hypothèques, de privilèges ou de gages appartenant à d'autres personnes ou corporations ou sur icelles;

Assurer, garantir et se rendre responsables du paiement des billets promissoires, lettres de change, comptes ou autres obligations d'aucune nature quelconque pour aucune corporation, société ou personne;

Payer aucune propriété mobilière ou immobilière, aucuns droits, privilèges, aucunes affaires ou franchises que la compagnie pourra légalement acquérir, ou, avec l'assentiment des actionnaires, les services rendus à la compagnie, en parts acquittées, obligations, débetures ou autres valeurs de la compagnie;

Faire toutes choses et exercer tous pouvoirs et tout commerce se rapportant aux objets pour lesquels la présente compagnie est incorporée;

Emettre des bons et débetures garantis par la totalité ou par aucune partie des propriétés de la compagnie, mobilières ou immobilières, présentes ou futures, sous le nom de "Guy Realty Company, Incorporated," avec un fonds social de cinquante mille piastres, (\$50,000.00) divisé en cinq cents (500) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est en la cité de Montréal.

**Guy Realty Company, Incorporated.**

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the tenth of December, 1915, incorporating Messrs. Samuel William Jacobs, Alexander Rives Hall, King's Counsels; Louis Fitch, advocate; Minnie Isabel Bustin, stenographer, and Harry Gough, accountant, of the city of Montreal, for the following purposes:

To acquire by purchase, lease, exchange, grant, concession or otherwise, and to hold and own lands, real estate and immovables of every description, and to develop, improve, exploit and lay out any such property in streets, lanes, squares, lots or otherwise, and to erect houses, buildings and other constructions on said real property so acquired, and to sell, lease, rent, convey, exchange dispose of and otherwise deal with lands, real estate and immovables, and the buildings thereon erected, and to dispose of any streets, squares or lanes on such property in favor of any persons or municipalities, on such terms and conditions as the company may think fit;

To act as real estate and insurance agents, and as agents for the collection of rents;

To take and hold mortgages, hypothecs and liens, to secure the payment of the purchase price of any property sold by the company, from purchasers or others, or advances by the company to purchasers for building purposes or other improvements;

To acquire by purchase, lease or otherwise, and to take over the whole or any part of the undertaking, business, property, assets or liabilities of any person, partnership or company which this company may lawfully acquire;

To purchase, take in exchange, or in payment or otherwise, to acquire, own and hold, and to sell and dispose of shares, debentures, bonds and other securities in other companies, having objects similar or partly similar to those of this company, and to acquire, hold, sell and dispose of rights of hypothec, privileges or pledge in and from other companies or individuals;

To guarantee and give security for, and to become responsible for the payment of promissory notes, bills of exchange, accounts or other obligations of any kind whatsoever, of any other corporation, firm or individual;

To pay for any property, moveable or immovable, rights, privileges, business or franchises which the company may lawfully acquire, or with the approval of the shareholders, for any services rendered to the company, in fully paid up shares, bonds, debentures or other securities of the company;

To do all the acts and exercise all the powers, and carry on all business germane to the objects for which this company is incorporated;

To issue bonds and debentures secured upon any or all of the company's property, moveable or immovable, present or future, under the name of "Guy Realty Company, Incorporated," with a capital stock of fifty thousand dollars (\$50,000.00), divided into five hundred (500) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, is in the city of Montreal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour de décembre 1915.

C. J. SIMARD,  
7207—51-2 Sous-secrétaire de la province

**La Compagnie de Conserves Premier, Limitée.**

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix décembre 1915, constituant en corporation M.M. Joseph Emile Amable Decelles, courtier, de Montréal; Antoine Rinfret, cultivateur; Wilfrid Lafrenière, marchand, de Maskinongé; Joseph Noel Décarie, avocat, de Montréal; Rose Ethier, sténographe, de Sainte-Rose, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, raffiner ou préparer de toutes manières, manufacturer les conserves, telles que les tomates et tout autre produit de cette nature, y compris les graines de semences, le beurre, le fromage, le lait et la crème, le bacon, et de toute autre sorte de viande, et faire le commerce de grain et de foin, vendre, fabriquer, acheter des barils, boîtes ou autre sorte d'emballage nécessaire pour le commerce de la compagnie;

Acheter les terres nécessaires pour la culture que la compagnie se propose de faire pour les fins ci-dessus;

Exploiter des magasins, entrepôts ou autres pour la vente des produits de la compagnie et faire toutes choses nécessaires pour atteindre les fins et objets de la compagnie;

Payer à même les fonds de la compagnie les frais ayant rapport et à son incorporation et à son organisation;

Exercer toute autre industrie, manufacturière ou autre, que cette compagnie jugera pouvoir convenablement exercer, ou de nature à augmenter de quelque manière la valeur de ses biens et les rendre profitable;

Agir comme agents ou représentants de toutes personnes, compagnies ou corporations ayant ou exerçant un commerce en tout ou en partie semblable à celui que cette compagnie est autorisée à exploiter, sous le nom de "La Compagnie de Conserves Premier, Limitée", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en huit cents (800) actions de vingt-cinq piastres (\$25.00), chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est à Maskinongé.

Daté du bureau du secrétaire de la province ce dixième jour de décembre 1915.

C. J. SIMARD,  
7209—51-2 Sous-secrétaire de la province.

**The Fenster Company, Limited.**

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuf de décembre 1915, constituant en corporation MM. Lazarus Millman, A. H. Vineberg, avocats; Aaron Millman, agent d'immeuble; Max Getz, pharmacien et J. Getz, apothicaire, de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer le commerce et l'industrie de marchands et manufacturiers de fourrures, préparées et non préparées; importer et exporter, acheter, vendre et faire le négoce des fourrures et vêtements de toutes sortes ainsi que des marchandises sèches, des soies, satins, garnitures et tissus d'aucune espèce, des draps et des cotonnades en général, des retailles de fourrures; transiger les affaires de gros et de détail des tailleurs et fabricants de fourrures;

Dated from the office of the Provincial Secretary, this tenth day of December, 1915.

C. J. SIMARD,  
7208—51-2 Deputy Provincial Secretary.

**La Compagnie de Conserves Premier, Limitée.**

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of December, 1915, incorporating Messrs. Joseph Emile Amable Decelles, broker, of Montreal; Antoine Rinfret, farmer; Wilfrid Lafrenière, merchant, of Maskinongé; Joseph Noel Décarie, advocate, of Montreal; and Rose Ethier, stenographer of Sainte Rose, for the following purposes:

To purchase, sell, refine or prepare, in any manner, canned goods, such as tomatoes and any other products of a like nature, including seeds, butter, cheese, milk and cream, bacon, and all other kinds of meat and deal in grain and hay;

To sell, manufacture and purchase, barrels, boxes or any other packing receptable necessary for the company's business;

To purchase the lands necessary for the cultivation which the company intends to do in connection with the above purposes;

To operate stores, warehouses or other buildings for the sale of the company's products and to do all such other things as may be necessary for the attainment of the company's objects and purposes;

To pay out of the funds of the company all costs incurred in connection with the incorporating and organization of said company;

To carry on any other business, manufacturing or otherwise, which the company may think capable of being conveniently carried on or in any way calculated to enhance the value of or render profitable its property;

To act as agents or representatives for any persons, companies or corporations carrying on or engaged in any business altogether or partly similar to that which this company is authorized to carry on, under the name of "La Compagnie de Conserves Premier, Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into eight hundred (800) shares of twenty five dollars (\$25.00) each.

The principal place of business of the corporation, to be at Maskinongé.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this tenth day of December, 1915.

C. J. SIMARD,  
7210—51-2 Asst. Provincial Secretary.

**The Fenster Company, Limited.**

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth of December, 1915, incorporating Messrs. Lazarus Millman, A. H. Vineberg, advocates; Aaron Millman, real estate agent; Max Getz, pharmacist; and J. Getz, druggist, of Montreal, for the following purposes:

To exercise the business and industry of wholesale manufacturers and merchants of raw and manufactured furs; to import and export, to buy, sell and to do business in furs and clothing of all kinds also of dry goods, silks, satins tailor trimming tissues of all kinds, cloths and cotton in general and fur clippings, and transact the business of tailors and fur manufacturers both retail and wholesale;

Exercer aucune autre industrie similaire, soit de fabrication ou autre se rapportant aux pouvoirs précités dont la compagnie estimera l'exercice profitable, conjointement avec aucune des susdites industries;

Acquérir et assumer la totalité ou aucune partie des biens et obligations d'aucune personne ou corporation engagée dans aucune industrie que la présente compagnie est autorisée à exercer, ou en possession de biens qui lui conviennent;

Généralement, acheter, prendre à bail ou en échanger, louer, ou autrement acquérir aucune propriété mobilière ou immobilière aussi que tous les droits et privilèges que la compagnie jugera nécessaires à son industrie; et, spécialement, des biens-fonds, bâtisses, obligations, machines, outils et fonds de commerce;

Acquérir et détenir des actions dans aucune autre compagnie dont les objets sont identiques à ceux de la présente corporation;

Avec l'assentiment des actionnaires, rémunérer aucune personne ou compagnie, à raison de services passés ou futurs, en plaçant les parts du capital action de la corporation, ses obligations ou ses autres valeurs en aidant à les placer ou en garantissant le placement d'aucune quantité d'icelles, ou à l'occasion de sa formation, de son organisation, de la conduite de ses affaires;

Tirer, faire, accepter, endosser, payer et émettre des billets promissaires, des lettres de change, des connaissements, des traites, des débetures et autres instruments négociables et transportables;

Faire toutes choses, exercer tous pouvoirs et commerces conduisant à la réalisation des objets pour lesquels la compagnie est incorporée, sous le nom de "The Fenster Company, Limited", avec un fond social de vingt mille (\$20,000.00), piastres, divisé en deux cents (200) parts de cent (\$100.00) piastres chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour de décembre 1915.

C. J. SIMARD,

7211—51-2 Assistant-secrétaire provincial.

#### Coleraine Chromium, Limited.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuf décembre 1915, constituant en corporation MM. Joseph Nadeau, propriétaire minier, de d'Israéli, Albert Houle, notaire, de Black Lake, Antoni Lesage, gérant des Prévoyants du Canada, Joseph Arthur Lesage, agent, et J. B. Lucien Moraud, avocat, de Québec, dans les buts suivants:

Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais;

Faire toutes opérations par lesquelles on peut miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter, de quelque autre manière que ce soit, le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit, et les vendre ou autrement en disposer;

Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mines, droit de préemption, ou tout autre intérêt en iceux; des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées, se rapportant aux objets susdits;

To exercise any other similar industry, manufacturing or otherwise, relating to the above powers which the company may judge capable of being advantageously exercised in connection with any of the above industries;

To acquire or undertake in whole or in part, property and obligations of any persons or companies engaged in any industry which the present company is authorized to undertake or in possession of suitable property for the benefit of the present company;

To buy in general, take on lease or in exchange rent, or otherwise acquire any moveable or immoveable property and all rights and privileges which the company may deem necessary for its industry, and particularly all lands, buildings, obligations, machinery, tools and stocks in trade;

To acquire and hold shares in any other company the objects of which are similar to those of the present company;

To remunerate with the sanction of shareholders any person or company for services rendered or to be rendered, in disposing of, or helping to dispose, or guaranteeing the disposal of any number of shares of the capital of the company, or the obligations, or other values or the company, or in regard to the formation of promotion of the company or the conduct of its affairs;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, letters of credit, bills of lading, drafts, debentures and other negotiable and transferable instruments;

To do all things, exercise all the powers and carry on any business incidental to the carrying on of the objects wherefor the company is incorporated, under the name of "The Fenster Company, Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, is in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this ninth day of December, 1915.

C. J. SIMARD,

7212—51-2 Assistant-Provincial Secretary.

#### Coleraine Chromium, Limited.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the ninth day of December, 1915, incorporating Messrs. Joseph Nadeau, mine owner, of D'Israéli, Albert Houle, notary, of Black Lake, Antoni Lesage, manager, of Les Prévoyants du Canada, Joseph Arthur Lesage, agent, and J. B. Lucien Moraud, advocate, of Quebec, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals;

To carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatever, be mined, dug for, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatever, and sell or otherwise dispose thereof;

To acquire, lease, possess and alienate mines, mining lands, mining rights, preemption rights or any interest therein; mechanical contrivances, patent rights of invention or the right to make use of such apparatus or patent rights connected with the aforesaid purposes;

Construire, entretenir et exploiter sur ses propriétés ou celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe ou de téléphone, jetées, digues, biez, canaux, pouvoirs hydrauliques, pouvoirs électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations;

Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 6735 à 6741 en la manière y prescrite:

Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers;

Construire, acquérir, posséder, affréter, et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits;

Recevoir en paiement de minerais, de terrains, de marchandises ou d'ouvrages faits, des actions, bons, obligations, ou autres valeurs émises par une compagnie minière et les garder ou en disposer;

Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits d'une personne ou d'une compagnie exerçant une industrie ou faisant un commerce que peut exercer ou faire une compagnie constituée en vertu de la présente section, et les payer, au moyen d'actions libérées en tout ou en partie si elle le désire, et se charger des dettes et charges y afférentes;

Faire tous les actes et opérations qui sont un accessoire de ceux ci-dessus énumérés, ou qui peuvent faciliter la réalisation des fins de sa constitution en corporation;

Acquérir tout l'actif actuellement possédé par les dits Joseph Nadeau, Albert Houle, Antoni Lesage, Joseph Arthur Lesage et J. B. Lucien Moraud, et payer le dit actif en tout ou en partie par des actions acquittées de la dite compagnie;

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant qui aura été payé ou qu'il aura été convenu de payer à la compagnie pour ses actions, sous le nom de "Coleraine Chromium, Limited", avec un fond social de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est à Black Lake.

Daté du bureau du secrétaire de la province ce neuvième jour de décembre 1915.

C. J. SIMARD,

7213—51-2 Sous-secrétaire de la province.

To build, maintain and exploit upon its own property or upon those under its control telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water powers, electric and other powers, water works, roads, factories, buildings, mills, warehouse and stores necessary or useful to its operations;

Exercise all the powers enumerated in articles 6735 to 6741 in the manner therein prescribed;

To manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus required by the company or its servants or workmen;

To build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products:

To receive in payment for minerals, lands, merchandise or work, shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company and hold the same or dispose thereof;

To acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of any person or company carrying on any industry or business which a company constituted under this act may carry on, and pay for the same by paid up shares in whole or in part, if it so desire, and undertake the debts and charges appertaining thereto;

To do all such acts and operations accessory to those above mentioned, or which may facilitate the attainment of the objects for which it is incorporated;

To acquire the whole of the assets now owned by said Joseph Nadeau, Albert Houle, Antoni Lesage, Joseph Arthur Lesage and J. B. Lucien Moraud, and to pay for said assets wholly or partly in paid up shares of said company;

The shareholders shall incur no personal liability in excess of the amount paid or agreed to be paid to the company for its shares, under the name of "Coleraine Chromium Limited", with a capital stock of ten thousand dollars, (\$10,000.00) divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, to be at Black Lake.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this ninth day of December, 1915.

C. J. SIMARD,

7214—51-2 Assistant Provincial Secretary.

#### La Compagnie de Conserves de Chambly, Limitée.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix décembre 1915, constituant en corporation MM. Joseph Emile Amable Décelles, agent financier, de Montréal, Alfred Simard, bourgeois, de Chambly-Bassin, Charles Massé, cultivateur, de Chambly, Joseph Noël Décarie, avocat, de Montréal, Rose Ethier, sténographe, de Sainte Rose, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, raffiner ou préparer de toute manière, manufacturer les conserves, telles que les tomates et tout autre produit de cette même matière, y compris les graines de semences, le beurre, le fromage, le lait et la crème, le bacon, et de toute autre sorte de viande, et faire le commerce de foin et de grain;

Fabriquer des boîtes ou autre sorte d'emballage nécessaire pour le commerce de la compagnie;

Acheter des terres nécessaires pour la culture que la compagnie se propose de faire pour les fins ci-dessus;

#### La Compagnie de Conserves de Chambly, Limitée.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the tenth day of December, 1915, incorporating Messrs. Joseph Emile Amable Decelles, financial agent, of Montreal, Alfred Simard, gentleman, of Chambly-Bassin, Charles Masse, farmer, of Chambly-Joseph Noel Décarie, advocate, of Montreal, Rose Ethier, stenographer, of Sainte Rose, for the following purposes:

To purchase, sell, refine or prepare in any manners and manufacture canned goods such as tomatoes and any other products of a like nature, including seeds, butter, cheese, milk, cream, bacon and all kinds of meat, and to deal in hay and grain;

To manufacture boxes or any other packing receptable necessary for the company's business;

To purchase all lands necessary for the cultivation which the company intends to do in connection with the above purposes;

Exploiter des magasins, entrepôts ou autres pour la vente des produits de la campagne et faire toutes choses nécessaires pour atteindre les fins et objets de la compagnie;

Payer à même les fonds de la compagnie les frais ayant rapport à son organisation et son incorporation;

Exercer toute autre industrie, manufacturière ou autre que cette compagnie jugera convenablement, exercer ou de nature à augmenter de quel que manière la valeur de ses biens et les rendre profitable;

Agir comme agents ou représentants de toutes personnes, compagnies ou corporations ayant ou exerçant un commerce en tout ou en partie semblable à celui que cette compagnie est autorisée à exploiter, sous le nom de "La Compagnie de Conserves de Chambly, Limitée", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en huit cents (800) actions de vingt-cinq piastres (\$25.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est à Chambly Bassin.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour de décembre 1915.

C. J. SIMARD,

7215—51-2 Sous-secrétaire de la province.

To operate stores, warehouses, or other buildings for the sale of the company's products and to do all such other acts as may be necessary for the attainment of the company's objects and purposes;

To pay out of the funds of the company all costs incurred in connection with the organization and incorporation of said company;

To carry on any other business, manufacturing or otherwise, which the company may think capable of being conveniently carried on or in any way calculated to enhance the value of or render profitable the company's property;

To acts as agents or representatives for any persons, companies or corporations, carrying on or engaged in any business altogether or partly similar to that which this company is authorized to carry on, under the name of "La Compagnie de Conserves de Chambly, Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00) divided into eight hundred (800) shares of twenty five dollars (\$25.00) each.

The principal place of business of the corporation, to be at Chambly Basin.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this tenth day of December, 1915.

C. J. SIMARD,

7216—51-2 Assistant Provincial Secretary.

#### Back River Jockey Club, Limited.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du neuf décembre 1915, à la compagnie "Back River Jockey Club, Limited", par lesquelles son fonds social est réduit à la somme de soixante et quinze mille piastres (\$75,000.00) en actions ordinaires de cent piastres (\$100.00), chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour de décembre 1915.

C. J. SIMARD,

7217—51-2 Sous-secrétaire de la province.

#### Back River Jockey Club, Limited.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the ninth day of December, 1915, reducing the capital stock of the Back River Jockey Club, Limited, to the sum of seventy five thousand dollars (\$75,000.00), divided into common shares of one hundred dollars, (\$100.00) each.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this ninth day of December, 1915.

C. J. SIMARD,

7218—51-2 Asst. Provincial Secretary.

#### La Compagnie des Engrais Chimiques Anglo-Française, Limitée.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du onze décembre 1915, constituant en corporation MM. Joseph Pierre Robert, et François-Xavier Turcot, comptables; Gaudiose Maheux, contre-maître; Georges Cantin, comptables, et Joseph Philéas Cantin, notaire, de la cité de Québec, dans les buts suivants:

De faire le commerce de gros et de détail dans toutes ses branches et lignes;

Acheter, acquérir, posséder, vendre et manufacturer des marchandises de tous genres et de toutes descriptions nécessaires pour les fins de son commerce et négoce;

Acheter, acquérir, louer, posséder, échanger et vendre, toutes propriétés mobilières et immobilières ou droits mobiliers et immobiliers quelconques dont la compagnie peut avoir besoin pour les fins de son commerce;

Acquérir, louer, posséder le commerce et l'achalandage d'autres compagnies ou personnes;

D'agir comme agents ou courtiers de marchands et manufacturiers pour la vente de marchandises et effets en rapport avec son commerce, sous le nom de "La Compagnie des Engrais Chimiques Anglo-Française, limitée," avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

#### La Compagnie des Engrais Chimiques Anglo-Française, Limitée.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the eleventh day of December, 1915, incorporating Messrs. Joseph Pierre Robert and Francois Xavier Turcot, accountants; Gaudiose Maheux, foreman; Georges Cantin, accountant, and Joseph Philéas Cantin, notary, of the city of Quebec, for the following purposes:

To carry on a wholesale and retail business in all branches and lines thereof;

To purchase, acquire, hold, sell and manufacture goods of every kind and description necessary for the company's business and trade;

To purchase, acquire, lease, hold, exchange and sell any moveable and immoveable property or real or personal rights whatsoever which the company may require for its business purposes;

To acquire, lease, hold the business and goodwill of other companies or persons;

To acts as agents or brokers for merchants and manufacturers for the sale of goods and merchandise incidental to the business of the company, under the name of "La Compagnie des Engrais Chimiques Anglo-Française, limitée," with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into four hundred (400) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

La principale place d'affaires de la corporation, est à Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour de décembre 1915.

C. J. SIMARD,  
7277-51-2 Sous-secrétaire de la province.

**General Lumber Company, Limited.**

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour de décembre 1915, constituant en corporation MM. René Chênevert et Philéas Caumartin, avocats; Percy Gregory, comptable; Raoul Chênevert, architecte; René Delisle, comptable, de la cité de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer le négoce de propriétaires de chantiers, de marchands et manufacturiers de bois de charpente et de construction, sous toutes ses formes;

Fabriquer les meubles, les portes, les chassis, les stores et tous autres objets dans la composition desquels entre le bois;

Fabriquer le papier, la pulpe, le bois de pulpe et autres produits dérivés du bois ou sous-produits;

Exercer le commerce de propriétaires de quais et de navires ainsi que celui d'expéditeurs;

Pour toutes et chacune des fins susdites, acheter, posséder, louer ou autrement acquérir aucun droit de coupe, des concessions forestières, des biens-fonds, bâtisses, bassins, usines, bateaux, navires, voitures, effets, denrées et marchandises, et aucune autre propriété réelle ou personnelle, mobilière ou immobilière;

Les perfectionner, les étendre, les administrer, les développer, les louer, les hypothéquer, les échanger, les vendre, les aliéner, les faire valoir, ou autrement en disposer et en trafiquer;

S'établir et emmagasiner sur les dites terres ou sur aucune d'icelles, acheter et vendre des marchandises générales; faire la culture, l'élevage et, généralement, toutes autres choses se rapportant ou conduisant à la réalisation des objets précités, ou à aucun d'eux;

Construire ou aider et souscrire à la construction de chemins, des tramways, bassins, jetées, quais, viaducs, aqueducs, barrages, biez, et tous autres travaux nécessaires ou qui conviennent aux objets et opérations de la présente compagnie;

Bâtir, affréter et utiliser des vaisseaux pour transporter les produits de ses moulins et fabriques;

Acacheter ou autrement acquérir et exercer aucun commerce relatif aux fins de la corporation, de même qu'aucune terre, propriété, aucun privilège, droit et contrat s'y rattachant, louer ou sous-louer aucune propriété de la compagnie, vendre ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de son avoir commercial ou de son entreprise, en considération de ce que la compagnie estimera avantageux, et particulièrement contre des actions, obligations ou valeurs d'aucune autre compagnie semblable, dans ses fins, à la présente;

Acquérir l'entreprise, l'actif ou la propriété d'aucune personne, société ou corporation, ou s'amalgamer avec elles, dans l'exercice d'une industrie semblable; payer ces acquisitions en numéraire, en actions ou en obligations de ladite compagnie; faire des avances aux clients et autres personnes en relation d'affaires avec la ferme;

Garantir l'exécution des contrats dans lesquels la présente compagnie est intéressée par aucune corporation ou personne, et généralement faire tous actes et exercer tous pouvoirs et commerce nécessaires à la complète réalisation des objets

The principal place of business of the corporation, to be at Québec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of December, 1915.

C. J. SIMARD,  
4278-51-2 Assistant Provincial Secretary.

**General Lumber Company, Limited.**

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the eleventh December, 1915, incorporating Messrs. René Chênevert, Philéas Caumartin, advocates; Percy Gregory, accountant; Raoul Chênevert, architect; René Delisle, accountant, of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of lumberers, timber merchants and manufacturers of timber and lumber in all its branches;

The manufacture of furniture, doors, sashes, blinds and any other articles of which wood shall form a component part;

Also of paper, pulp, wood-pulp and other products from wood or wood materials;

The business of wharfingers, shippers and vessels owners;

For all or any of the said purposes, to purchase, hold, lease or otherwise acquire any license or licenses to cut timber, timber limits, lands, buildings, docks, works, boats, vessels, vehicles, goods, wares and merchandise and other property, real, personal, moveable and immoveable;

To improve, extent, manage, develop, lease, mortgage, exchange, sell, dispose of, turn to account or otherwise deal in and with the same;

To establish and store on the said lands or any of them or purchase and vend general merchandise, and carry on farming, stock raising and generally to do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, or any of them;

To construct or aid in and subscribe towards the construction of roads, tramways, docks, piers, wharfs, viaducts, aqueducts, dams, flumes and all works which may be necessary or convenient for the purposes and operations of the company;

To construct, charter and employ vessels for the purpose of transporting the products of the mills and factories;

To purchase or otherwise acquire and carry on any business within the objects of the company and also any lands, property, provisions, rights, and contracts appertaining to the same, and may let or sublet any property of the company and sell or otherwise dispose of the business property or undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as the company may deem fit and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects similar to the company;

To acquire the undertaking, assets or property of any individual, firm or corporation, or merger with the same, carrying on a similar business; to pay for the same either in cash or in bonds or stock of the said company; to make advances to customers and others having dealings with the firm; to guarantee the performance of contracts in which this company is interested by any corporation or individual or generally to do all acts and exercise all powers and to carry on all business necessary to the due fulfilment of the objects for which this company is incorporated, under the

pour lesquels la présente compagnie est incorporée, sous le nom de "General Lumber Company, Limited", avec un fond social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux mille (2000) parts de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour de décembre 1915.

C. J. SIMARD,

7279—51-2 Sous-secrétaire de la province.

name of "General Lumber Company, limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two thousand (2000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of business of the corporation, is in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of December, 1915.

C. J. SIMARD,

7280—51&2 Assistant Provincial Secretary.

#### **The Khaki Kit Kitchen Company, Limited.**

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onze de décembre 1915, constituant en corporation MM. Samuel William Jacobs, Alexander Rives Hall, Conseils du Roi; Gui Casimir Papineau Couture, Louis Fitch, avocats, et Harry Gough, comptable, de la cité de Montréal, pour les fins suivantes:

Manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre et généralement faire commerce de cuisines portatives, de lampes et autres accessoires d'une usage y relatif, ainsi que d'aucune sorte de lampes et articles semblables;

Etre agents de manufacturiers et agents à commissions pour la vente de toutes les sortes d'articles manufacturés et de marchandises de la nature de celles énumérées au paragraphe précédent;

Exercer aucun autre commerce qui peut être convenablement exercé avec le précité;

Acquérir par achat, louage, échange, ou aucun autre titre légal, soit contre numéraire ou contre des parts du capital action, ou contre ses valeurs et construire, exploiter, entretenir des fabriques, bâtisses, entrepôts, ou autres installations et aucune propriété nécessaire ou utile à la réalisation des objets de la compagnie, les louer, les grevées, les vendre ou autrement en disposer;

Acquérir la totalité ou aucune partie des clientèles, droits, biens et créances, y compris les options, concessions et privilèges similaires, d'aucune personne, société, association ou corporation; en payer la totalité ou aucune partie en numéraire, ou en obligations, ou en paiement intégral ou partiel d'iceux, émettre et répartir, comme entièrement libérées et non sujettes à appel, des actions du capital de la compagnie, souscrites ou non;

Vendre ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de la propriété, de l'actif, des droits, entreprises et clientèle de la corporation, et recevoir en paiement total ou partiel du numéraire, des obligations, actions ou autres valeurs dans aucune corporation ou compagnie;

Demander, acheter ou autrement acquérir aucun brevet d'invention, aucune licence, concession et privilège semblable conférant un droit limité exclusif ou non exclusif à l'usage d'aucun secret ou autre enseignement relatifs à aucune invention ou procédé et les faire valoir, les vendre, louer ou autrement disposer de ces brevets, licences ou concessions;

Acquérir et détenir, vendre ou autrement aliéner le capital, les actions, valeurs ou entreprise d'aucune autre compagnie dont l'un des objets est l'exercice d'aucun des pouvoirs de la présente corporation, négocier son entreprise et son actif ou s'alimenter avec aucune autre telle compagnie;

Emettre des obligations et débetures garanties par la totalité ou aucune partie de la propriété

#### **The Khaki Kit Kitchen Company, Limited.**

Public notice is hereby given that, under the Quebec Company's Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh of December, 1915, incorporating Messrs. Samuel William Jacobs, Alexander Rives Hall, King's Counsels; Gui Casimir Papineau Couture, Louis Fitch, advocates; and Harry Gough, accountant, of the city of Montreal, for the following purposes;

To manufacture, import, export, buy, sell and deal generally in portable kitchens and in lamps and other accessories to be used in connection therewith, and in all kinds of lamps and similar articles;

To act as manufacturer's agent and commission agents for the sale of all kinds of manufactured articles and goods of the classes mentioned in the foregoing paragraph;

To carry on any such other business as may be conveniently carried on in conjunction with the foregoing;

To acquire by purchase, lease, exchange, or other legal title either for money, or in return for shares of its capital stock, or its securities, and to construct, operate, and maintain factories, buildings, warehouses, or other works, and any real estate necessary or useful for the carrying on of any of the purposes of the company, and to lease, hypothecate, sell or otherwise dispose of same;

To acquire all or any part of the good-will, rights, property and assets, including any options, concessions or the like, of any individual, firm, association, or corporation, and to pay, for the same wholly or in part, in cash, or bonds, or in part payment or full payment therefor to allot and issue as fully paid-up and non-assessable, shares of the capital of the company, whether subscribed for or not;

To sell or otherwise dispose of the whole or any part of the property, assets, rights, undertakings or good-will of the company, and to accept payment for the same wholly or in part in cash, bonds, stocks or other securities in any corporation or company;

To apply for, purchase or otherwise acquire, any patents, licenses, concessions, and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention or process and to turn to account, sell, lease or otherwise deal in such patent, licenses or concessions;

To acquire and hold, and to sell or otherwise dispose of the stock, shares, securities or undertaking of any other company having for one of its objects the exercise of any of the powers of this company, or to transfer its undertaking or assets to or to amalgamate with any such company;

To issue bonds and debentures secured upon any or all of the company's property, moveable

mobilière ou immobilière présente ou future de la corporation;

Conclure aucun arrangement pour le partage des profits, l'union des intérêts, la coopération, le risque conjoint, la concession réciproque ou autrement, avec aucune personne ou compagnie exerçant ou sur le point d'exercer aucune industrie que la présente compagnie est autorisée à exercer ou qui est susceptible d'être conduite pour son bénéfice direct ou indirect;

Garantir, cautionner et se rendre responsable du paiement des billets promissoires, lettres de change, comptes ou autres obligations d'aucune nature quelconque pour aucune corporation, société ou personne;

Produire, acheter ou autrement acquérir et en disposer d'aucune manière quelconque, le gaz, l'électricité et aucun autre générateur de chaleur, de lumière ou de force motrice, ainsi que toutes sortes d'appareils et accessoires d'une utilisation s'y rattachant, et fabriquer et aliéner aucun sous-produit dérivant de leur production dans la cité de Montréal;

Généralement, faire tous actes, exercer aucun pouvoir et commerce conduisant à la complète réalisation des objets pour lesquels la présente compagnie est incorporée, sous le nom de "The Khaki Kit Kitchen Company, Limited", avec un fond social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce 11ème jour de décembre 1915.

C. J. SIMARD,

7371—51-2 Assistant-Secrétaire-Provincial.

or immoveable, present or future;

To enter into any arrangement for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or intending to carry on any business which this company is authorized to carry on, or which is capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company.

To guarantee and give security for, and to become responsible for the payment of promissory notes, bills of exchange, accounts, or other obligations of any kind whatsoever, of any other corporation, firm or individual;

To manufacture, buy, or otherwise acquire and dispose of in any manner whatsoever, gas, electricity and any other source of heat, light or power, and all kinds of apparatus and supplies used in connection therewith, and to make and dispose of any by products arising from their manufacture in the city of Montreal;

Generally to do all acts and exercise all powers and carry on any business incidental to the proper fulfilment of the objects for which the company is incorporated, under the name of The Khaki Kit Kitchen Company, Limited, with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, is in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of December, 1915.

C. J. SIMARD,

7372—51-2 Assistant Provincial Secretary.

**Saint Lawrence Fish and Meat Company, Incorporated.**

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onze de décembre 1915, constituant en corporation MM. Samuel William Jacobs, Alexander Rives Hall, conseillers du Roi, Gui Casimir Papineau Couture, Louis Fitch, avocats, et Harry Gough, comptable, de la cité de Montreal, pour les fins suivantes:

Construire, acheter ou autrement acquérir, et détenir, posséder, exploiter, administrer, vendre ou autrement disposer d'abattoirs, établissements de boucherie, d'empaquetage ou autres installations connexes à ces opérations, pour la préparation, la fabrication et la vente des denrées alimentaires; acheter, vendre, importer, exporter, tuer, geler, emmagasiner, et généralement faire le négoce du poisson d'aucune sorte, des porcs, bestiaux et animaux propres à la préparation des produits alimentaires d'aucune espèce;

Exercer aucun autre commerce dont l'exercice est praticable, conjointement avec le précédent;

Acquérir la totalité ou aucune partie de la clientèle, des droits, biens et créances, y compris aucune option, concession ou autre privilège de même nature, d'aucune personne, société, association ou corporation, et en payer la totalité ou aucune partie en numéraire ou en obligations, ou en paiement intégral ou partiel de ses acquisitions, émettre et répartir des actions du capital de la compagnie entièrement libérées et non sujettes à appel, souscrites ou non;

Vendre ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de la propriété, de l'actif, des droits, entreprises et clientèle de la corporation, et recevoir en paiement total ou partiel d'iceux

**Saint Lawrence Fish and Meat Company, Incorporated.**

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh of December, 1915, incorporating Messrs. Samuel William Jacobs, Alexander Rives Hall, King's Counsels, Gui Casimir Papineau Couture, Louis Fitch, advocates, and Harry Gough, accountant, of the city of Montreal, for the following purposes:

To erect, purchase or otherwise acquire, and to hold, own, operate, manage, sell or otherwise dispose of abattoirs, slaughter houses, packing houses and other establishments connected with the operation thereof, for the preparation, manufacture and sale of food products; to buy, sell import, export, kill, chill, store and generally deal in fish of all kinds, hogs, cattle and animals for food products of all kinds.

To carry on any such other business as may be conveniently carried or in conjunction with the foregoing;

To acquire all or any part of the good-will, rights, property and assets, including any options, concessions or the like, of any individual, firm, association, or corporation, and to pay for the same wholly or in part, in cash, or bonds, or in part payment or full payment therefor to allot and issue as fully paid-up and non-assessable shares of the capital of the company, whether subscribed for or not;

To sell or otherwise dispose of the whole or any part of the property, assets, rights, undertakings or good-will of the company, and to accept payment for the same wholly or in part in cash,

du numéraire, des obligations, des actions ou d'autres valeurs dans aucune corporation ou compagnie;

Demander, acheter ou autrement acquérir aucun brevet d'invention, aucune licence, concession ou privilège semblable conférant un droit limité, exclusif ou non-exclusif à l'utilisation d'aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention ou procédé, et les faire valoir, les vendre, les louer ou autrement disposer de tels brevets, permis ou concessions;

Acquérir et détenir, vendre ou autrement aliéner le capital, les actions, valeurs ou entreprises d'aucune autre compagnie dont l'un des objets serait l'exercice d'aucun des pouvoirs de la présente corporation, transporter ses entreprises et ses biens, ou se fusionner avec aucune autre telle compagnie;

Emettre des obligations et débetures garanties par la totalité ou par aucune partie des propriétés de la compagnie, mobilières ou immobilières, présentes ou futures;

Conclure aucun arrangement relatif au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la co-opération, risque conjoint, à la concession réciproque, ou autrement, avec aucune personne ou compagnie exerçant ou sur le point d'exercer aucun négoce que la présente corporation est autorisée à exercer, ou qui est susceptible d'être exploité au bénéfice direct ou indirect de la présente compagnie;

Garantir, cautionner, et répondre du paiement des billets promissoires, lettres de change, comptes, ou autres obligations d'aucune nature quelconque, pour aucune corporation, société ou personne;

Généralement faire tous actes, exercer tous pouvoirs et aucun commerce se rapportant à la réalisation adéquate des objets pour lesquels la présente corporation est constituée, sous le nom de "St. Lawrence Fish and Meat Company, Incorporated", avec un fond social de vingt mille (\$20,000.00) piastres, divisé en deux cents (200) parts de cent (\$100.00) piastres chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour de décembre 1915.

C. J. SIMARD,

7369—51-2 Assistant-Secrétaire Provincial.

AVIS.

La formation d'une société charitable sous le nom de "The Loyola Convalescent Home", dans le but de pourvoir aux besoins des malades et des convalescents, au moyen de contributions, souscriptions, dons ou présents de la part de ses membres ou du public et pour le maintien d'hospitiaux et asiles, a été autorisé par ordre en conseil en date du 16 décembre, 1915.

Le principal bureau de la Société est dans la cité de Montréal, P. Q.

Donné conformément au paragraphe 4 de l'article 6896, S. R. P. Q., 1909, ce dix-septième jour de décembre, 1915.

Pour le trésorier de la province de Québec,  
WILLIAM CHUBB,

Surintendant des assurances, P. Q.

Division des Assurances,  
Département du Trésor,  
Québec, P. Q.

7375

AVIS.

Avis est par le présent donné que "La Société des Commis-Marchands de Québec," de Québec, P. Q., a obtenu un permis et a été enregistrée comme une société de secours mutuels dans le but de secourir ses membres en cas de maladie, d'acci-

bonds, stocks or other securities in any corporation or company;

To apply for, purchase or otherwise acquire, any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention or process and to turn to account, sell, lease or otherwise deal in such patents, licenses or concessions;

To acquire and hold, and to sell or otherwise dispose of the stock, shares, securities or undertaking of any other company having for one of its objects the exercise of any of the powers of this company, or to transfer its undertaking or assets to or to amalgamate with any such company;

To issue bonds and debentures secured upon any or all of the company's property, moveable or immoveable, present or future;

To enter into any arrangement for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or intending to carry on any business which this company is authorized to carry on, or which is capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company;

To guarantee and give security for, and to become responsible for the payment of promissory notes, bills of exchange, accounts, or other obligations of any kind whatsoever, of any other corporation, firm or individual;

Generally to do all acts and exercise all powers and carry on any business incidental to the proper fulfilment of the objects for which the company is incorporated, under the name of "St. Lawrence Fish and Meat Company, Incorporated", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, is in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of December 1915.

C. J. SIMARD,

7370—51-2 Assistant Provincial Secretary.

NOTICE.

The formation of a charitable association under the name of "The Loyola Convalescent Home", for the purpose of making provision for the sick and convalescent by means of contributions, subscriptions, gifts or donations from its members or the public, and for the maintenance of hospitals and homes, has been authorized by Order-in-Council dated the 16th December, 1915.

The Head office of the Association is in the city of Montreal, P. Q.

Given pursuant to paragraph 4 of article 6896, R. S. Q., 1909, this seventeenth day of December, 1915.

For the Treasurer of the province of Québec,  
WILLIAM CHUBB,

Superintendent of Insurance, P. Q.

Insurance Branch,  
Treasury Department,  
Québec, P. Q.

7376

NOTICE.

Notice is hereby given that "La Société des Commis-Marchands de Québec", of Québec, P. Q. has been licensed and registered as a mutual benefit association for the purpose of providing for its members in case of sickness, accident, reverse of

dent, de revers de fortune, ou de décès tel que mentionnée dans la déclaration qu'a précédée l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil.

Donné conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce quatorzième jour de décembre, 1915.

Pour le trésorier de la province de Québec.  
**WILLIAM CHUBB,**  
 Surintendant des assurances, P. Q.  
 Division des assurances,  
 Département du Trésor,  
 Québec, P. Q. 7269—51-2

AVIS.

Avis est par le présent donné que "La Prévoyance (The Provident Accident and Guarantee Company)", de Montréal, P. Q., a obtenu un permis et a été enregistrée pour faire dans cette province les affaires d'assurance vie.

Le siège principal de la compagnie est situé dans la cité de Montréal, P. Q.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce onzième jour de décembre, 1915.

Pour le trésorier de la province de Québec.  
**WILLIAM CHUBB,**  
 Surintendant des Assurances, P. Q.  
 Division des Assurances,  
 Département du Trésor,  
 Québec, P. Q. 7199—51-2

AVIS.

Avis est par le présent donné que la compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Sainte-Croix, ayant été établi aux termes des articles 6886 et suivants, paragraphe VI, section XXII, chapitre III, titre XI, des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, et s'étant conformé aux exigences de la loi, la dite compagnie a obtenu un permis et a le droit de recevoir des applications et d'émettre des polices d'assurance et de transiger toutes les affaires qu'une compagnie d'assurances mutuelle contre le feu formée en vertu des dits articles du dit paragraphe peut légalement transiger relativement au genre d'affaires mentionné dans la déclaration faite à l'inspecteur, savoir: assurance mutuelle contre le feu des bâtiments de ferme et des risques isolés (tels risques étant ni des risques de commerce, ni sur des bâtiments servant à des fins de commerce ou de manufacture, ni extra-hasardés), dans les limites du comté de Lotbinière, dans la province de Québec.

Donné conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce septième jour de décembre, 1915.

Pour le trésorier de la province de Québec,  
**WILLIAM CHUBB,**  
 Surintendant des assurances, P. Q.  
 Division des assurances,  
 Département du Trésor,  
 Québec, P. Q. 7201—51-2

AVIS

Avis est par le présent donné que "La Société de Secours Mutuels de la Cour de Montcalm, No 91, de Rivière-du-Loup, de Fraserville, P. Q., a obtenu un permis et a été entregistrée comme une société de secours mutuels dans le but de secourir des membres en cas de maladie ou accident et de payer les frais mortuaires de ses membres défunts, tel que mentionnée dans la déclaration qu'a précédée l'autorisation du Lieutenant-Gouverneur en conseil.

fortune or death, as set forth in the declaration which preceded the authorisation of the Lieutenant Governor in council.

Given pursuant to Article 6950, R. S. Q., 1909, this fourteenth day of December, 1915.

For the Treasurer of the province of Québec.  
**WILLIAM CHUBB,**  
 Superintendent of Insurance, P. Q.  
 Insurance Branch,  
 Treasury Department,  
 Québec, P. Q. 7270—51-2

NOTICE.

Notice is hereby given that "La Prévoyance (The Provident Accident and Guarantee Company)", of Montréal, P. Q., has been licensed and registered to transact in this province the business of Life Insurance.

The Head office of the company is situated in the city of Montreal, P. Q.

Given pursuant to Article 6950, R. S. P. Q., 1909, this eleventh day of December, 1915.

For the Treasurer of the province of Québec.  
**WILLIAM CHUBB,**  
 Superintendent of Insurance, P. Q.  
 Insurance Branch,  
 Treasury Department,  
 Québec, P. Q. 7200—51-2

NOTICE.

Notice is hereby given that "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de Sainte-Croix", has been established in conformity with Article 6886 and following, sub-section VI, section XXII, chap. III, title XI, of the Revised Statutes of the province of Québec, 1909, and having complied with the requirements of the law, the said company has been licensed and has the right to receive applications and to issue insurance policies and to transact any business that a mutual fire insurance company formed under the said article of the said sub-section may lawfully do in respect of the kind of business mentioned in their declaration to the inspector, namely: mutual fire insurance on farm buildings and isolated risks, (such risks being other than commercial, or on buildings used for commercial or manufacturing purposes, or extra-hazardous) within the limits of the county of Lotbinière, in the province of Québec.

Given pursuant to Article 6950 of the Revised Statutes of Québec, 1909, this seventh day of December, 1915.

For the treasurer of the province of Québec.  
**WILLIAM CHUBB,**  
 Superintendent of Insurance, P. Q.  
 Insurance Branch,  
 Treasury Department,  
 Québec, P. Q. 7202—51-2

NOTICE

Notice is hereby given that "La Société de Secours Mutuels de la Cour de Montcalm, No 91, de Rivière du Loup, de Fraserville, P. Q., has been licensed and registered as a mutual benefit association for the purpose of providing for its member in case of sickness or accident and paying the funeral expenses of its deceased members, as set forth in the declaration which preceded the authorization of the Lieutenant-Governor in Council.

Donné conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce treizième jour de décembre 1915.

Pour le trésorier de la province de Québec,  
WILLIAM CHUBB,  
Surintendant des assurances, P. Q.  
Division des assurances,  
Département du Trésor  
Québec, P. Q. 7221—51-2

Given pursuant to Article 6950, R. S. Q., 1909, this thirteenth day of December, 1915.

For the Treasurer of the Province of Québec,  
WILLIAM CHUBB,  
Superintendent of Insurance, P. Q.  
Insurance Branch,  
Treasury Department,  
Québec, P. Q. 7222—51-2

#### AVIS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

RELATIVEMENT AUX BILLS PRIVÉS QUI SERONT PRÉSENTÉS PENDANT LA PROCHAINE SESSION

Aux termes du règlement, les délais fixés pour le dépôt des bills privés expireront le 27 décembre 1915, inclusivement; les délais fixés pour la présentation des pétitions introductives de bills privés expireront le 20 janvier 1916 inclusivement; les délais fixés pour la réception des pétitions introductives de bills privés expireront le 25 janvier 1916 inclusivement; les délais fixés pour la présentation des bills privés expireront le 31 janvier 1916 inclusivement; et les délais fixés pour la réception des rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés expireront le 14 février 1916 inclusivement.

Le greffier,  
L.-P. GEOFFRION,  
Québec, 11 décembre 1915. 7205—51-9

#### CHAMBRE DES COMMUNES.

RÈGLES CONDENSÉES RELATIVEMENT AUX AVIS DE BILLS PRIVÉS

Toute demande de bills privés adressée au Parlement doit être annoncée par un avis publié dans la *Gazette du Canada*, exposant clairement et distinctement la nature et le but de la demande, être signée par ceux qui font la demande ou en leur nom, et porter l'adresse de signataire. Pour une loi de constitution, le nom de la compagnie projetée doit être donnée dans l'avis. Si les ouvrages d'une compagnie quelconque doit être déclarée être à l'avantage général du Canada, la chose doit être formellement mentionnée dans l'avis; et une copie de cet avis doit être expédiée par lettre recommandée au secrétaire de chaque comté ou municipalité qui peut être spécialement intéressé dans ses ouvrages, et aussi au secrétaire de la province dans laquelle ces travaux sont ou pourront être situés; et la preuve de cet envoi s'établit au moyen d'une déclaration statuaire.

Outre l'avis publié comme susdit dans la *Gazette du Canada*, il doit être aussi publié un avis similaire dans un des principaux journaux, comme suit:

##### 1. Pour des lois de constitution en corporation.

(a) d'une compagnie de chemin de fer ou de canaux ou d'une compagnie pour la construction de tout ouvrage spécial, ou pour obtenir des droits ou privilèges spéciaux—dans la principale localité du comté ou du district intéressé;

(b) ou d'une compagnie de télégraphe ou de téléphone—dans la principale localité de chaque province où la compagnie se propose d'établir un service;

(c) ou d'une compagnie de banque; une compagnie d'assurance; une compagnie de garantie; une compagnie de prêt, ou une compagnie industrielle (sans pouvoirs spéciaux)—dans la *Gazette du Canada* seulement.

#### NOTICE OF THE LEGISLATIVE ASSEMBLY

RELATING TO PRIVATE BILLS TO BE INTRODUCED DURING THE COMING SESSION.

Under the Rules and Standing Orders, the time limited for depositing private bills will expire on the 27th December, 1915, inclusively; the time limited for presenting petitions for the introduction of private bills will expire on the 20th January, 1916, inclusively; the time limited for receiving petitions for the introduction of private bills will expire on the 25th January, 1916, inclusively; the time limited for introducing private bills will expire on the 31st January, 1916, inclusively; and the time limited for receiving reports from select committees charged with the examining of private bills will expire on the 14th February, 1916, inclusively.

L. P. GEOFFRION,  
Clerk.  
Quebec, 11th December, 1915. 7206—51-9

#### HOUSE OF COMMONS.

CONDENSED RULES RESPECTING NOTICES FOR PRIVATE BILLS.

All applications to Parliament for Private Bills shall be advertised by a notice in the *Canada Gazette*, clearly and distinctly stating the nature and objects of the application, and signed by or on behalf of the applicants, with the address of the party signing the same. For an act of incorporation, the name of the proposed company shall be stated. If the works of any company are to be declared to be for the general advantage of Canada, the same shall be specifically mentioned in the notice, and copy of such notice shall be sent by registered letter to the clerk of each county or municipality which may be specially affected by such works, and also to the secretary of the province in which such works are, or may be located; and proof of such service of notice shall be established by statutory declaration.

In addition to the notice in the *Canada Gazette* aforesaid, a similar notice shall be published in some leading newspaper, as follows:

##### 1. For acts of Incorporation.

(a) Of a railway or canal company, or of a company for the construction of any special works, or for obtaining any special rights and privileges—in the principal place in each county or district affected;

(b) Of a telegraph or telephone company—in the principal place in each province in which the company intends to operate;

(c) Of banks, insurance, trust, loan or industrial companies (without any special powers)—Advertise in the *Canada Gazette* only.

2. Pour des amendements à des lois de constitution en corporation:

(a) Pour le prolongement d'une ligne de chemin de fer ou d'un canal, ou d'embranchements de ces chemins de fer et canaux— dans la principale localité dans chaque comté intéressé;

(b) Pour la remise en vigueur ou la continuation d'une charte ou d'une prorogation du délai fixé pour la construction d'ouvrages de toutes sortes, ou pour l'extention des pouvoirs d'une compagnie (lorsqu'elle n'implique pas la concession de nouveaux droits spéciaux)—au siège social de la compagnie;

(c) Pour la concession de quelques droits ou privilèges spéciaux—dans les localités réellement intéressées.

Tous ces avis doivent être publiés au moins une fois par semaine durant une période de cinq semaines consécutives: et lorsqu'ils sont publiés dans les provinces de Québec ou du Manitoba, ils doivent l'être dans les deux langues, anglaise et française; et s'il n'y a pas de journal dans l'endroit intéressé, avis doit être donné dans l'endroit le plus rapproché où se publie un journal. La preuve de la publication s'établit en chaque cas par une déclaration statuaire qui doit être envoyée au greffier de la Chambre des Communes.

Pour autres détails concernant les avis, pétitions, droits à payer, forme et dépôt du bill, etc., s'adresser au greffier de la Chambre des Communes, à Ottawa, ou voir les règlements de la Chambre relativement aux bills privés tels que publiés dans la *Gazette du Canada*.

THOS. B. FLINT,  
Greffier de la Chambre des Communes  
6381—46—13

2. For amendments to acts of incorporation:

(a) For the extension of a line or railway or canal or branches thereto.—In the principal place in each county affected;

(b) For the revival or continuation of charter or for extension of time for the construction of works of any kind, or for enlargement of any of the powers of a company (not involving additional powers)—at the head office of the company;

(c) For the granting of any special powers or privileges—in the localities actually affected.

All such notices shall be published at least once a week for five consecutive weeks; and in Quebec and Manitoba shall be published in both english and french; and if there be no newspaper published in the locality affected, such notice shall be given in the next nearest locality wherein a newspaper is published. Proof of publication shall be established in each case by statutory declaration to be sent to the Clerk of the House.

For further particulars as to notices, petitions, fees, form and deposit of bill, etc., address the Clerk of the House of Commons. Ottawa, or see the Rules of the Commons relating to private bills as published in the *Canada Gazette*.

THOS. B. FLINT,  
Clerk of the House of Commons.  
6382—46—13

Demandes à la Législature

Avis public est par les présentes donné que la Compagnie de Pulpe de Chicoutimi s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi accordant les droits et pouvoirs suivants, savoir:

(a).—Le pouvoir d'emmagasiner, dans le lac Kénogami et dans les lacs et étangs qui s'y déversent, au moyen d'écluses ou digues, les eaux nécessaires pour régulariser le cours des rivières Chicoutimi et Aux Sables.

(b).—Le pouvoir de remplacer les écluses ou digues qu'elle exploite à cette fin sur la rivière Chicoutimi, à ou vers l'endroit appelé Portage des Roches, et sur la rivière Aux Sables, à ou vers l'endroit appelé Pibrac, par des écluses plus hautes et plus effectives.

(c).—Le pouvoir de creuser le lit des rivières Chicoutimi et Aux Sables depuis le lac Kénogami jusqu'aux dites écluses du Portage des Roches et de Pibrac.

(d).—Le pouvoir d'acquérir par bail, achat, expropriation ou autrement, selon le cas, les lacs, étangs, rivières, écluses, travaux et immeubles utiles pour arriver à ses fins.

(e).—Le pouvoir de vendre, moyennant un tarif approuvé, et sous réserves des droits acquis par les tiers à ce jour, aux personnes et compagnies industrielles qui en auront besoin, l'eau ainsi accumulée et gardée en réserve dans le lac Kénogami et ses tributaires.

LAPOINTE & LANGLAIS,  
Procureurs de la Compagnie de Pulpe de Chicoutimi.

Chicoutimi, 14 décembre 1915. 7397—52—4

Application to the Legislature

Public notice is hereby given that "La Compagnie de Pulpe de Chicoutimi" will apply to the Legislature of Quebec, at its next session for an Act granting it the following rights and powers, to wit:

(a).—Power to store, in Lake Kenogami and the lakes and ponds emptying into it, by means of dams or embankments, the water necessary to regulate the flow of Chicoutimi et Aux Sables.

(b).—Power to replace the dams or embankments operated by said company for the above purposes on the Chicoutimi River, at or near the place called "Portage des Roches" and on the Aux Sables River at or near the place called Pibrac, by higher and more effective dams.

(c).—Power to dig the beds of the rivers Chicoutimi and Aux Sables, from Lake Kenogami to said dams situated at "Portage des Roches" and Pibrac.

(d).—Power to acquire by lease, purchase, expropriation or otherwise, as the case may be, the lakes, ponds, rivers, dams, works and immoveable suitable for the attainment of its purposes.

(e).—Power to sell, at a certain approved rate and under the reserve of rights held by third parties up to this day, to persons and industrial corporations requiring same, the water thus stored and kept in reserve in Lake Kenogami and its tributaries.

LAPOINTE, & LANGLAIS,  
Attorneys for "La Compagnie de Pulpe de Chicoutimi."

Chicoutimi, 14th December, 1915. 7398—52—4

Avis est donné par le présent que la compagnie "North Shore Power" s'adressera à la législature de la province de Québec à sa prochaine session, pour obtenir une loi amendant la loi 60 Victoria, chapitre 77 et ses amendements, afin de lui permettre de pouvoir étendre ses opérations hors des limites du district de Trois-Rivières, dans les comtés de Portneuf et de Lotbinière; et aussi pour lui permettre d'utiliser certaines patentes pour contrôler le courant livré au consommateur et régulariser leur installation et leur usage; et aussi certains autres amendements qui sont nécessaires pour le bon fonctionnement de la compagnie.

BUREAU, BIGUE & LAJOIE,  
Procureurs de la requérante.  
Trois-Rivières, 15 décembre 1915. 7399—52-4

Avis est par le présent donné que la compagnie Three Rivers Traction s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi amendant la loi 4 George V, chapitre 102, lui accordant des pouvoirs plus étendus pour lui permettre de faire circuler ses voitures dans les limites du village et de la paroisse du cap de la Madeleine, nonobstant la résistance du Conseil et son refus de soumettre le règlement au peuple, et autres amendements devenus nécessaires depuis le commencement des opérations du tramway.

BUREAU, BIGUE & LAJOIE,  
Procureurs de la requérante.  
Trois-Rivières, 15 décembre 1915. 7401—52-4

Avis est par le présent donné que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'une loi constituant en corporation le "Royal Victoria Collège", pour l'instruction supérieure des femmes.

CASGRAIN, MITCHELL,  
HOLT, McDOUGALL,  
CREELMAN & STAIRS,  
Avocats des requérants.  
Montréal, 16 décembre 1915. 7405—52-4

Avis est donné par Peter McAvoy, John J. Ryan, D. Maloney, R. G. Johnson, Thos. Frs. Handing, de la cité et du district de Montréal, qu'ils s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander la passation d'une loi, formant en corporation scolaire distincte, les propriétaires, occupants, locataires et contribuables professant la religion catholique et parlant la langue anglaise, dans les municipalités scolaires suivantes, savoir: Saint-Stanislas, Saint-Grégoire le Thaumaturge, Côte Visitation, Saint-François Solano, Saint-Jean Berchmans et pour autres fins s'y rapportant.

PETER McEVOY,  
JOHN J. RYAN,  
D. MALONEY,  
R. G. JOHNSON,  
THOS. FRs. HANDING,  
Montréal, 18 décembre 1915. 7383—52-4

Avis est par les présentes donné qu'à la prochaine session de la législature de la province de Québec, une demande sera faite pour la sanction d'un bill pour prolonger le délai accordé à "The Saint Francis Valley Railway Company" par la section 7 du chapitre 83 des Statuts de Québec 1912, 3 Georges V, pour construire la partie de son chemin de fer comprise entre Richmond, ou Melbourne, et Saint-François-du-Lac, et pour compléter son chemin de fer.

BEIQUE & BEIQUE,  
Avocats de la requérante.  
Montréal, 14 décembre 1915. 7379—52-4

Notice is hereby given that the "North Shore Power Company" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an Act amending the Act 60 Victoria, chapter 77 and amendments, thereto, so as to grant said company the power to extend its operations beyond the limits of the district of Three Rivers, in the counties of Portneuf and Lotbinière; and also the power to utilize certain patents to control the current delivered to the consumers and regulate their installation and use; and for certain other amendments requisite for the proper carrying on of the company's business.

BUREAU, BIGUE & LAJOIE,  
Attorneys for petitioner.  
Three Rivers, 15th December, 1915. 7400—52-4

Notice is hereby given that the Three Rivers Traction Company will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session for an Act amending the Act 4 George V, chapter 102, so as to grant said company the power to run its cars within the limits of the village and parish of Cap de la Madeleine, notwithstanding the opposition of the Council and its refusal to submit by-law to ratepayers and for other powers which the putting into operation of its tramway has rendered necessary.

BUREAU, BIGUE & LAJOIE,  
Attorneys for petitioner.  
Three Rivers, 15th December, 1915. 7402—52-4

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec at its next session for an act incorporating the "Royal Victoria College", for the higher education of women.

CASGRAIN, MITCHELL,  
HOLT, McDOUGALL,  
CREELMAN & STAIRS,  
Solicitors for applicants.  
Montreal, 16th December, 1915. 7406—52-4

Notice is hereby by Peter McAvoy, John J. Ryan, D. Maloney, R. G. Johnson, Thos. Frs. Handing, of the city and district of Montreal, that they will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act forming into a distinct school corporation the proprietors, occupants, tenants and ratepayers, professing the catholic religion and speaking the english language, in the following school municipalities, to wit: Saint Stanislas, Saint Gregoire le Thaumaturge, Côte Visitation, Saint François Solano, Saint Jean Berchmans and for other purposes.

PETER McEVOY,  
JOHN J. RYAN,  
D. MALONEY,  
R. G. JOHNSON,  
THOS. FRs. HANDING,  
Montreal, 18th December, 1915. 7384—52-4

Notice is hereby given that at the next session of the Legislature of the Province of Quebec, application will be made for the passing of an Act to extend the time granted to The Saint Francis Valley Railway Company, by section 7 of chapter 83 of the Statutes of Quebec, 1912, 3 George V for the construction of that part of its Railway between Richmond, or Melbourne, and Saint François du Lac, and to complete its Railway.

BEIQUE & BEIQUE,  
Attorneys for Applicant,  
Montreal, 14th December, 1914. 7380—52-4

Avis est donné par Thomas A. Trenholme, cultivateur, de la cité de Montréal, qu'il s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi, diffèrent la collection, par la cité de Montréal, du rôle de perception fait par le paiement du coût de l'acquisition des terrains nécessités pour l'extension de l'Avenue Connaught, dans la cité de Montréal; et que, lors de l'adoption par la législature, à cette même session, de la loi amendement la charte de la cité de Montréal, il proposera un amendement au même effet et pour autres fins s'y rapportant.

J. A. TRENHOLME,  
Montréal, 18 décembre 1915. 7381—52-4

Notice is given by Thomas A. Trenholme, farmer, of the city of Montreal, that he shall apply to the Quebec Legislature, at its next session, for an act amending its charter on the collection by the city of Montreal, of the assessment roll and for the payment of the costs of acquiring the lands necessary for the extension of Connaught Avenue, in the city of Montreal, and that, when the law amending the charter of the city of Montreal, shall be proposed for adoption to the said legislature, at this same session, he shall propose an amendment thereto, to the same effect, and for other purposes.

J. A. TRENHOLME,  
Montréal, 18th December, 1915. 7382—52-4

Avis est par le présent donné que la corporation de la cité des Trois-Rivières, demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi amendement sa charte, concernant: La qualification foncière des membres du conseil; une certaine indemnité à être donnée aux porteurs de licences pour la vente de liqueurs enivrantes, le droit de les aider en achetant leurs propriétés ou autrement; le droit pour la cité d'opérer des hôtels ou auberges de tempérance ou autres et des débits de liqueurs enivrantes dans certains cas; un amendement à l'article 55 de sa charte, concernant l'aide à diverses entreprises de commerce ou de manufacture; le droit de taxer certaines personnes ou corporations exerçant un commerce ou moyen d'existence quelconques; la réglementation ou la prohibition des autobus dans les limites de la cité; le pouvoir d'emprunter certaine sommes d'argent pour certaines fins; le pouvoir de disposer des fonds d'amortissement; l'achat de terrain pour y construire des bâtisses pour manufactures ou ateliers et le pouvoir de faire des règlements à cette fin; l'achat de terrains pour tenir des expositions agricoles et autres, et le pouvoir d'établir des commissions spéciales dans ce but et de faire des règlements pour cette fin; un amendement à la section 89 de sa charte concernant les emprunts temporaires; le pouvoir d'indemniser les membres du conseil; la création d'un fonds de secours pour les pauvres et autres personnes dans le besoin.

ARTHUR BELIVEAU,  
Greffier.  
Trois-Rivières, 17 décembre, 1915. 7403—52-4

Public notice is hereby given that the corporation of the city of Three Rivers will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act amending its charter on the following matters; Property qualification of the members of the council; a certain indemnity to be paid to the licensees for the sale of spirituous liquors; the right to come to the aid of such persons by buying their property or otherwise; the right to operate temperance or other hotels or inns and places for the sale of spirituous liquors, in certain cases; an amendment to article 55 of its charter respecting aid to various commercial or industrial undertakings; the power to tax certain persons or corporations carrying on any business or trade whatever; the regulation or prohibition of autobus within the city limits; the power to borrow certain sums of money for various purposes; the power to dispose of the sinking fund; the purchase of land for the erection of factories or workshop and the power to pass by-laws to that effect; the purchase of land for holding thereon agricultural or other exhibitions and the power to establish special commissions for that purpose and to make by-laws to that effect; an amendment to section 60 of its charter respecting temporary loans; the power to indemnify the members of the council; the creation of a relief fund for the poor and needy.

ARTHUR BELIVEAU,  
Clerk.  
Three Rivers, 17th December, 1915. 7404—52-4

Avis est par les présentes donné que la cité de Hull, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale pour les fins suivantes :

Pour définir le mot immeuble; au sujet du vote des règlements par les électeurs municipaux et pour définir d'une manière claire quand ils sont adoptés ou refusés; au sujet de la limite d'emprunt; au sujet de la ratification des règlements Nos. 160, 161, 162 et des débetures émises en vertu d'iceux; au sujet du quorum du Conseil en cas de résignation de plusieurs échevins; au sujet des actions en dommages pour améliorations locales et autres et leur prescription; pour forcer la construction de trottoirs; pour imposer une taxe ou licence sur garages et automobiles de louage et sur places de jeu, compagnies d'assurances; pour pouvoir donner des débetures en garantie collatérale; pour enregistrement des débetures et leur radiation; pour réglementer le mode de construction dans certaines parties de la cité, et déterminer à quelle distance de la rue les maisons seront construites; au sujet de la subdivision des terrains et des rues dans certains quartiers; au sujet du rôle d'évaluation et des reviseurs et du rôle supplémentaire; rectification des lignes du quartier 1a; pour donner

Notice is hereby given that the city of Hull, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain a special law for the following purposes:

To define the word "immoveable"; regarding the voting of the by-laws by municipal electors and to define properly when such by-laws are adopted or not; concerning the borrowing power and its limits; to ratify by-laws 160, 161, 162 and bonds issued under same; concerning the quorum of the council in case of resignation of many aldermen; concerning actions in damages based on local improvements; works and others and their prescription; to force the construction of sidewalks; to impose a license or tax on garages, automobiles to hire, and curiosity shows of all kinds and insurance companies; to give bonds in collateral security; concerning the registration of bonds and their radiation; concerning the mode of construction of buildings in certain parts of the city and to determine at what distance of the street buildings may be constructed; concerning the subdivision of lands and streets in certain wards; concerning the assessment roll, the revisors and the supplementary roll; to rectify the description of ward No. 1a; to give the right to all owners to vote at the election of

droit à tous propriétaires de voter aux élections des commissaires d'écoles qu'ils aient payé leurs redevances scolaires ou non; pour donner droit à tout candidat à leur charge de commissaire d'écoles mis en nomination, de résigner dans les vingt-quatre heures.

J. WILFRID SAINTE-MARIE,  
Procureur de la cité de Hull.  
Hull, 16 décembre 1915. 7377-52-4

Avis est par le présent donné que Benjamin Shulman, demandera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, qu'une loi soit votée autorisant le Barreau à l'admettre au nombre de ses membres, après examen.

7425-52-4 BENJAMIN SHULMAN,

Avis est par le présent donné que la société d'Histoire Naturelle de Montréal demandera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session qu'une loi soit votée, comme amendement à sa charte, pour l'autoriser à se fusionner avec aucune autre institution éducative littéraire ou scientifique, à détenir une plus grande valeur en biens immeubles, à en acquérir, posséder et en occuper en aucun endroit sur l'Île de Montréal, soit seule, soit conjointement avec aucune autre société ou corporation dont les objets sont totalement ou partiellement semblables; à pourvoir à leur administration, soit seule, soit conjointement avec d'autres; à contracter tels emprunts qui seront convenables aux fins de la société et à les garantir par hypothèque sur aucun immeuble de la société; et, pour tous autres objets.

J. S. BUCHAN,  
Procureur de la requérante.  
Montréal, 7 décembre 1915. 7185-51-4

Je, soussigné Louis-Réné Gagné, de la cité de Québec, donne avis que je soumettrai à la prochaine session de l'Assemblée législative un projet de loi aux fins d'autoriser le Barreau de la province de Québec, à m'admettre au nombre de ses membres immédiatement, sans examen, pour l'admission à l'étude.

LOUIS-RENE GAGNE,  
Gagné & Gagné, avocats.  
111 Côte de la Montagne. 7187-51-4

Avis public est par les présentes donné que Maurice Goudrault, étudiant en droit, de la cité de Montréal, district de Montréal, ayant obtenu la permission du Conseil Général du Barreau de la province de Québec, présentera à la prochaine session de la Législature, un bill pour être admis à la pratique du droit après avoir passé l'examen final requis pour la pratique.

MAURICE GOUDRAULT,  
Requérant.  
Montréal, le 11 décembre, 1915. 7189-51-4

Les soussignés Alexander MacLeay, marchand, et Murdock McDonald, cultivateur, tous deux du canton de Shipton, dans le comté de Richmond; Charles Boutelle, marchand de meubles; Chester H. Cleveland, manufacturier; James Riddle, marchand; George MacCracken, marchand; Byron H. Barnard, *jobber*; George W. Adams, dentiste; M. Henry Richey, gérant de banque; and Charles C. Brown, maître de poste, du village de Danville, dans le comté de Richmond, donnent avis par les présentes qu'ils s'adresseront à la Législature de cette province, à sa prochaine session, pour obtenir une charte sous le nom corporatif de "Danville Protestant Cemetery Company", ayant son bureau principal dans le village de Danville, dans le comté de Richmond,

commissioners, whether they have paid their school taxes or not; to give the right to one candidate as school commissioner to resign within twenty four hours.

J. WILFRID SAINTE-MARIE,  
Attorney for the city of Hull.  
Hull, 16th December, 1915. 7378-52-4

Notice is hereby given that Benjamin Shulman will apply to the legislature, at its next session, for an Act authorizing the bar to admit him among his members, after examinations.

7426-52-4 BENJAMIN SHULMAN,

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the Province of Quebec at its next session by the Natural History Society of Montreal for an Act to amend its charter to authorize it to amalgamate with any other educational, or literary of scientific institution, to hold a larger amount of real property, to acquire, hold and occupy the same anywhere on the Island of Montreal, either by itself or jointly with any other Society or Corporation having similar purposes in whole or in part, to provide for the administration of the same either jointly with others or alone, to borrow such sums as may be deemed advisable for the purposes of the Society and to secure the same by hypothecating any real property of the Society and for all other purposes.

J. S. BUCHAN,  
Attorney for applicants.  
Montreal, 7th December, 1915. 7186-51-4

I, the undersigned, Louis-Réné Gagné, of the city of Quebec, hereby give notice that I will present at the next session of the Legislative assembly, a bill to authorize the Bar of the province of Quebec to admit me amongst its members immediately, without examination, for admission to study of law.

LOUIS-RENE GAGNE,  
Gagne & Gagné, avocats.  
111 Mountain Hill. 7188-51-4

Public notice is hereby given that Maurice Goudrault, of the city of Montreal, district of Montreal, having obtained the permission from the general Council of the Bar of the province of Quebec, will, at the coming session of the Legislature, present a bill in order to be admitted to law practice after having passed the final examination for practice.

MAURICE GOUDRAULT,  
Petitioner.  
Montreal, December the 11th, 1915. 7190-51-4

The undersigned Alexander MacLeay, merchant and Murdock McDonald, farmer, both of the township of Shipton, in the county of Richmond; Charles Boutelle, furniture dealer; Chester H. Cleveland, manufacturer; James Riddle, merchant; George MacCracken, merchant; Byron H. Barnard, *jobber*; George W. Adams, dentist; M. Henry Richey, bank manager; and Charles C. Brown, Postmaster, of the village of Danville, in the county of Richmond, hereby give notice that they will apply to the Legislature of this province, at the next session thereof, to obtain a charter under the corporate name of "Danville Protestant Cemetery Company", having its head office in the village of Danville, in the county of Richmond, and perpetual succession, with the

avec succession perpétuelle, et, entre autres pouvoirs, les suivants, viz: d'acquérir et, après telle acquisition, d'être investis du contrôle, de l'entretien et de l'administration de la propriété actuellement connue sous le nom de "Danville Protestant Cemetery", ainsi que des autres cimetières protestants dans le canton de Shipton; d'avoir, d'acquérir, et posséder les biens requis à cette fin, ladite propriété devant en tout temps être exempte de taxes municipales et scolaires, se trouver située dans le canton de Shipton et ne pas excéder en valeur annuelle la somme de cinquante mille piastres; de posséder et maintenir un cimetière sur telle propriété; de louer ou de vendre des lots pour des sépultures, ainsi que d'y faire des améliorations et des embellissements; de gérer les affaires de cette compagnie à l'aide d'un bureau de dix directeurs élus deux à deux par chacune des dénominations protestantes, actuellement établies dans le village de Danville, viz: Congrégationaliste, Episcopaliennne, Méthodiste, Adventiste et Presbytérienne: le pouvoir de faire des règlements et en général de faire tous actes tendant à assurer l'établissement, l'usage, le maintien et l'administration de ce cimetière ou de ces cimetières.

LEON GARNEAU,

Procureur des pétitionnaires.

Danville, 11 décembre 1915. 7191-51-4

Avis public est, par les présentes donné par la corporation de la ville Laval des Rapides, dans le comté Laval, qu'elle s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte, loi 2 Georges V, chapitre 75, et ses amendements (3 Georges V, chapitre 70, 4 Georges V, chapitre 95, et 5 Georges V, chapitre 100), pour les fins suivantes:

Autorisation d'emprunter une somme de \$25,000.00 pour parfaire le coût des travaux municipaux qui ont été exécutés, autorisation d'emprunter une somme n'excédant pas \$25,000.00 pour niveler, macadamiser et faire certaines améliorations sur les avenues Impératrice, Napoléon, Roi de Rome et autres, ratification de résolutions et de règlements, administration, taxes sur les terres en cultures et sur les terres qui ont déjà été subdivisées, annexion de nouveaux territoires et autres pouvoirs.

GORDIEN MENARD,

Procureur, de la ville Laval des Rapides.

Laval des Rapides, 11 décembre 1915.

7193-51-4

AVIS.

Avis est donné de la part de Elie Jobin, écuyer, de la cité de Montréal, docteur en chirurgie dentaire, que, vu l'autorisation à cet effet que lui a donnée le Bureau des gouverneurs du collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec, à son assemblée tenue à Montréal, le 13 septembre 1915, il s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour lui demander l'adoption d'un bill privé à l'effet de régulariser sa cléricature.

Donné à Québec, ce 14 décembre 1915.

BEDARD, PREVOST & TASCHEREAU,  
7223-51-4 Pour le pétitionnaire.

Avis est par le présent donné que "l'Institut des Artisans de Montréal", corps politique ayant son siège social en la cité de Montréal, dans la province de Québec, demandera à la Législature de la province, à sa prochaine session, qu'une loi soit votée, amendant sa charte (8 Victoria, chap. 93, amendée par 23 Victoria, Chap. 137, refondue par 40 Victoria, Chap. 62, et amendée par les lois

following powers among others, to wit: to acquire and, after such acquisition, be vested with the control, maintenance and management of the property now known as the Danville Protestant Cemetery, and other protestant cemeteries in the township of Shipton, to have, hold and possess property required for such purposes, said property to be at all times exempt from municipal and school taxes, and to be situated in the township of Shipton, and not to exceed in, annual value the sum of fifty thousand dollars; to own and maintain a cemetery on such property, to sell or lease lots for burial purposes, and to improve and embellish the same; to manage its affairs by means of a board of ten directors elected two from each of the following Protestant denominations now established in the village of Danville, viz: Congregational, Episcopal, Methodist, Adventist and Presbyterian; the power to make by-laws and generally to do all acts tending to assure the creation, use, maintenance and administration of such cemetery or cemeteries.

LEON GARNEAU,

Attorney for petitioners.

Danville, 11th December, 1915. 7192-51-4

Public notice is hereby given by the corporation of the town of Laval des Rapides, in the county of Laval, that it will apply to the Legislature of the province of Québec, at its next session, for amendments to its charter, Act 2 Georges V, chap. 75, and its various amendments (3 Georges V, chap. 70, 4 George V, chap. 95, and 5 Georges V, chap. 100), for the following purposes:

Authorization to borrow a sum of \$25,000.00 to make up the amount required to pay the cost of the municipal works which have been carried out, authorization to borrow a sum not exceeding \$25,000.00 to grade, macadamize and effect certain improvements on Imperatrice, Napoleon, Roi de Rome and other avenues, ratification of resolutions and by-laws, administration, taxes on lands under cultivation and on the lands which have already been subdivided, annexation of new territories and other powers.

GORDIEN MENARD,

Attorney for the town of Laval des Rapides

Laval des Rapides, 11th December, 1915.

7194-51-4

NOTICE.

Notice is hereby given by Elie Jobin, esquire, of the city of Montreal, dental surgeon, that having secured the authorization to this effect from the Board of governors of the College of dental surgeons of the province of Quebec, at its meeting held at Montreal on the 13th of September 1915, he will apply to the Quebec Legislature at its next session for the granting of a private bill regularizing his indenture.

Given at Quebec, this 14th day of December, 1915.

BEDARD, PREVOST & TASCHEREAU,  
7224-51-4 For the petitioner.

Notice is hereby given that, application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session by the "Mechanics' institute of Montreal", a body politic, having its head office at the city of Montreal in the province of Quebec, for an act to amend its charter, being the Act 8 Victoria, Chapter 93, as amended by 23 Victoria, Chapter 137, and consolidated by 40 Victoria,

51-52 Victoria, Chap. 117, 55-56 Victoria, Chap. 89, et 63 Victoria, Chap. 102), pour l'autoriser à conclure aucun arrangement avec aucune autre organisation, dont les objets sont totalement ou partiellement semblables, à l'effet de se fusionner avec cette organisation aux fins d'acquiescer et de détenir des biens meubles et immeubles en co-proprieté; pouvoir à l'exploitation, l'occupation et l'administration communes d'aucune valeur ainsi détenue; ou, par aucune autre convention réciproque, conclure tels arrangements de nature à assurer l'extension et la réalisation de ses objets suivant convenance; contracter tels emprunts qui seront nécessaires aux fins de l'Institut et les garantir par hypothèque sur ses biens-fonds; et pour d'autres objets.

FLEET, FALCONER, PHELAN & BOVEY,  
Avocats du requérant.  
Montréal, 11 décembre 1915. 7195-51-4

## AVIS

Avis public est par les présentes donné que la cité de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir certains amendements à sa charte, la loi 62 Victoria, chapitre 58, et aux diverses lois qui l'amendent, sur les matières suivantes:

1. Augmentation du revenu au moyen d'impôts additionnels ou autrement; 2. Emprunt des sommes nécessaires pour solder des dépenses d'administration; 3. Changement du système actuel d'administration; 4. Publication des avis dans les journaux; 5. Mode de prélèvement de la taxe du sou pour les hôpitaux et distribution du produit de cette taxe; 6. Publication des avis publics relativement aux rôles de taxes spéciales; 7. Exemption de taxes sur maisons d'éducation; 8. Imposition des taxes additionnelles sur les compagnies d'assurances pour aider l'Association de Bienfaisance des Pompiers; 9. Imposition d'une amende aux commissaires qui n'assistent pas aux séances du bureau ou du conseil; 10. Paiement par les conseils de comtés ou de municipalités de la pension des malades ou d'indigents qui viennent se faire traiter dans les hôpitaux ou asiles de Montréal; 11. Règlementation ou prohibition de l'usage de la viande de chat, de chien ou de cheval comme aliment, un imposition d'une licence à toute personne qui expédie du lait à Montréal ou qui en vend pour qu'il y soit expédié, règlementation au point de vue hygiénique des étables, même celles qui sont situées en dehors des limites de la cité, de la vente, du transport du lait à Montréal, de la traite des vaches, de la manipulation du lait, imposition des pénalités prévues par la charte pour infractions aux règlements adoptés pour ces fins et juridiction de la Cour du recorder dans le cas d'action ou poursuite distituée pour infractions à ces règlements; 12. Description des immeubles dans les rôles d'évaluation et de cotisation; 13. Règlementation au point de vue hygiénique du commerce des denrées alimentaires; 14. Exemption de certaines taxes municipales en faveur de la "Shamrock Amateur Athletic Association"; 15. Autorisation de déclarer rues et ruelles publiques les rues et ruelles ouvertes à la circulation; 16. Autorisation d'établir des services municipaux sur les rues et ruelles privées; 17. Subrogation des droits de la cité en faveur de ceux qui paient des taxes pour d'autres; 18. Annulation des chartes et contrats des compagnies qui exploitent des fondoirs et des abattoirs dans la cité; 19. Division des quartiers Mercier, Laurier et St-Denis; 20. Excavations dans les rues par des compagnies qui ont des chartes fédérales ou provinciales; 21. Referendum sur système actuel d'administration; 22

Chapter 64, and amended by Acts 51-52 Victoria, Chapter 117, 55-56 Victoria, Chapter 89, and 63 Victoria, Chapter 102, to authorize it to enter into any agreement with any other organization having similar objects in whole or in part for the purpose of amalgamating with such other organization or for acquiring and holding real and personal property in joint ownership with it, and to provide for the joint use, occupation and administration of any property so held, or by any other mutual agreement to make such arrangements to ensure the extension and accomplishment of its objects as may be deemed advisable, to borrow such sums as may be required for the purposes of the Institute and to secure the same by hypothecating its real property and for other purposes.

FLEET, FALCONER, PHELAN & BOVEY,  
Attorneys for petitioner.  
Montreal, 11th December, 1915. 7196-51-4

## NOTICE.

Public notice is hereby given that the city of Montréal, will apply to the Legislature of the Province of Québec, to obtain certain amendments to its Charter the Act 62 Victoria, chapter 58, and to the several laws amending the same, on the following matters, namely:

1. Increase of the revenue by means of additional taxes or otherwise; 2. Borrowing of the sums required to meet the administration expenses; 3. Change of the present administration system; 4. Publication of notices in the newspapers; 5. Mode of levying the one cent tax for hospitals and distribution of the proceeds of such tax; 6. Publication of public notices in connection with special assessment rolls; 7. Exemption from taxation on educational institutions; 8. Levying of additional taxes on insurance companies in order to assist the Firemen's Benefit Association; 9. Imposition of a fine on the Commissioners who do not attend the meeting of the Board or of the Council; 10. Payment by the County or Municipal Councils of the board of patients or destitute persons who come to Montréal to be treated in the hospitals or asylums of the city; 11. Regulation or prohibition of the use of cat, dog or horse flesh as food; licensing of any person shipping milk to Montréal or who sell such product to be shipped to Montréal, regulation, from a hygienic standpoint, of stables even those situated at the outside of the city limits, of the sale and shipment of milk of Montréal, of the milking of the cows, and the manipulation of milk, imposition of the penalties provided by the Charter for infringement to by-laws adopted for these purposes and jurisdiction of the Recorder's Court in case of actions taken for infringement to said by-laws; 12. Description of immovables on the valuation and assessment rolls; 13. Regulation, from a hygienic stand-point, of the food-stuffs trade; 14. Exemption from the payment of certain municipal taxes in favor of the Shamrock Amateur Athletic Association; 15. Authorization to declare public streets or lanes such streets and lanes as are open to traffic; 16. Authorization to perform municipal works on private streets and lanes; 17. Subrogation in the City's rights in favor of those who pay taxes for others; 18. Annulment of the charters and contracts of the companies operating rendering establishments and abattoirs of the companies in the City; 19. Division of Mercier, Laurier and Saint Denis wards; 20. Excavations in the streets by companies having federal or provincial charters; 21. Referendum on the present administration system; 22. Preparation of the annual budget; 23. General and special borrowin

Préparation du budget annuel; 23. Pouvoir d'emprunt général et spécial; 24. Emprunt spécial pour marché public dans le nord de la cité; 25. Pouvoirs du maire et du maire-suppléant; 26. Paiement du coût des égouts rues Lacasse, Pasteur et autres; 27. Vente d'immeubles pour taxes; 28. Fonctionnaires du département du greffier de la cité actuellement sous le contrôle des commissaires; 29. Préparation et mise en vigueur des rôles d'évaluation foncière; 30. Procédure au sujet de l'émission des emprunts; 31. Paiement des emprunts et taux d'intérêt sur iceux; 32. Préparation des rôles de répartitions spéciales, taux et paiement de l'intérêt sur les sommes d'argent avancées par la cité; 33. Nomination d'une commission pour étudier un mode de gouvernement unique pour toute l'île de Montréal; 34. Ratification d'une résolution du conseil votant \$1,000 à l'Association canadienne-française d'éducation d'Ontario.

Par ordre,

L. O. DAVID,  
Greffier de la Cité.

Bureau du Greffier de la Cité.

Montréal, 15 décembre 1915. 7257—51-4

power; 24. Special loan for the erection of a public market in the north part of the city; 25. Powers of the Mayor and Acting-Mayor; 26. Payment of the cost of sewers on Lacasse, Pasteur and other streets; 27. Sale of properties for taxes; 28. Employees of the City Clerk's Department now under the control of the Commissioners; 29. Preparation of assessment rolls and putting the same in force; 30. Procedure in connection with the issuing of loans; 31. Redemption of loans and rate of interest thereon; 32. Preparation of special assessment rolls, rate and payment of the interest on the sums advanced by the city; 33. Appointment of a Commission to consider a mode of single government for the whole of the Island of Montreal; 34. Ratification of a resolution of Council voting \$1,000. to the French Canadian Education Association of Ontario.

By order,

L. O. DAVID,  
City Clerk.

City Clerk's office.

Montreal, 15th December, 1915. 7258—51-4

Avis public est par les présentes donné que la cité de Maisonneuve, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire amender sa charte et obtenir les pouvoirs additionnels suivants:

Pour donner au conseil le pouvoir de paver le Boulevard Pie IX et la 1ère Avenue, de la voie du C. P. R., aux limites nord; la rue Sherbrooke, ainsi que les parties des rues bornant le parc Maisonneuve, et les parties de rues comprises entre la voie du C. P. R., la rue Sherbrooke, la rue Letourneux et les limites ouest de la cité.

Pour construire et mettre en opération un incinérateur, et pourvoir à l'achat d'un terrain à cette fin, avec pouvoir de faire des arrangements avec la cité de Montréal, pour disposer à frais communs, des déchets et vidanges dans la partie est de Montréal;

Pour faire décréter qu'aucune manufacture ne sera érigée de la rue Boyce aux limites nord de la municipalité, et pour prohiber l'érection des poteaux des compagnies d'utilités publiques, sur tout le Boulevard Pie IX, jusqu'au Boulevard Gouin;

Pour ratifier les émissions et vente des débetures de la cité, émises à date, et autoriser l'émission de débetures pour payer la dette flottante;

Pour amender l'article 14 de la loi 3 Geo. V, ch. 58, relativement au cadastre de la terre No 17, du livre de renvoi du village incorporé d'Hochelaga;

Pour amender la charte de la Commission du Parc Maisonneuve, étant le Statut 3 Geo. V, ch. 59, ou le cas échéant, pour abroger ce dit statut, ainsi que l'article 5 de la loi 1 Geo. V, ch. 52, et autoriser, soit le conseil de Maisonneuve, soit le conseil de la cité de Montréal, ou les membres de la dite Commission, à vendre à certaines conditions les terrains faisant partie du Parc Maisonneuve;

Pour autoriser le Conseil à prélever, en faveur de certaines institutions de charité, une taxe sur les prix d'entrées, dans les théâtres, salles de vues animées, de concert, ou tout autre endroit où l'on donne un spectacle et où un prix d'entrée est exigé.

Pour autoriser le conseil à construire un édifice pour le service de l'hygiène, et acheter les terrains requis à cette fin.

Pour autoriser le Conseil, pour les fins ci-dessus mentionnées, à émettre des bons ou débetures de la cité, par règlement ou résolutions, nonob-

Public notice is hereby given, that the city of Maisonneuve, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to secure amendments to its charter, and obtain the following additional powers;

To give to the Council the power to pave Pie IX Boulevard and First Avenue, from the C. P. R., line to the Northern limits; Sherbrooke street and also the portions of streets bounding Maisonneuve Park, and the portion of streets situate between the line of the C. P. R., Sherbrooke street, Letourneux street, and the western limits of the city;

To erect and maintain an incinerator, and to provide for the purchase of the land for that purpose, with power to come to an agreement with the city of Montreal, to dispose at common costs of garbages and offals in the eastern portion of Montreal;

To have it enacted that no factory will be erected from Boyce street to the Northern limits of the municipality, and to prohibit the erection of poles of public utilities companies, on Pie IX Boulevard, all through the Boulevard Gouin;

To ratify the issues and sales of bonds of the city issued to date, and authorize the issue of bonds to pay the floating debt.

To amend section 14, of the law 3 Geo. V, ch. 58, concerning the cadastre of the lot No. 17, of the book of reference of the incorporated village of Hochelaga.

To amend the charter of the Commission of Maisonneuve Park, being the statute 3 Geo. V, ch. 59, or as the case may be, to abrogate said Statutes, as well as section 5 of the law 1 Geo. V, ch. 52, and to authorize either the council of Maisonneuve or the council of the city of Montreal, or the members of said commission, to sell under conditions, the lands forming part of Maisonneuve Park.

To authorize the Council to levy for the benefit of certain institutions of charity, a tax on the entrance, fees in theatres, moving picture halls, concerts, or in any other places where a representation is given, and an entrance fee is asked for.

To authorize the Council to erect a building for the service of hygiene and to purchase the land for that purpose;

To authorize the Council, for the purposes above mentioned, to issue bonds or debentures of the City, by by-law of resolutions, notwith-

tant les formalités édictées en pareil cas par les Statuts refondus de 1888, ou la charte, et pour toutes autres matières se rapportant à l'amélioration et à l'administration des affaires de la cité.

TAILLON, BONIN, MORIN & LARAMEE,  
Procès pour la cité de Maisonneuve.  
Montréal, 14 décembre 1915. 7259—51-4

standing the formalities enacted in similar cases by the Revised Statutes of 1888, or the Charter, and for other matter pertaining to the improvement and the administration of the city.

TAILLON, BONIN, MORIN & LAMAREE,  
Attorneys for the city of Maisonneuve.  
Montreal, 14th December, 1915. 7260—51-4

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la prochaine session de la Législature de la province de Québec, pour obtenir la passation d'une loi permettant au Collège des Chirurgiens-dentistes de la province de Québec, d'admettre au nombre de ses membres, à certaines conditions, Joseph Labreque, de Québec, et pour d'autres fins.

JOSEPH LABREQUE,  
Québec, 13 décembre 1915. 7239—51-4

Notice is hereby given that, application will be made to the Legislature of the province of Québec, at its next session, for an Act authorizing the College of Dental Surgeons of the province of Québec, to admit Joseph Labreque, of Québec, amongst its members, under certain conditions and for other purposes.

JOSEPH LABREQUE,  
Quebec, 13th December, 1915. 7240—51-4

#### AVIS.

Avis est donné que MM. Louis Bolduc, marchand de bois du Lac Mégantic; Frédéric E. Osgood, hôtelier de Cookshire, dans le district de Saint-François; Georges H. Vandyke, marchand de bois de Hereford, dans le district de Saint-François; C. Edmond Taschereau, notaire de la cité de Québec, Malcolm J. Mooney, médecin-chirurgien de la cité de Québec, et autres personnes, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'érection en municipalité de ville, tant pour fins municipales que scolaires, d'un certain territoire comprenant toute cette partie de terrain située dans la municipalité de la Petite Rivière, qui se trouve au nord de la rivière Saint-Charles, entre la ligne nord-est de la susdite municipalité et la ligne nord-est du lot No 2416 du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur, (Banlieue de Québec), comprenant les lots suivants avec toutes leurs subdivisions, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441 du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur, (Banlieue de Québec), sous le nom de "La Ville de Québec-Ouest", avec les pouvoirs accordés par l'acte des Cités et Villes, sauf quelques changements, et pour autres fins.

LANE & LEMIEUX,  
Procureurs des requérants.  
Québec, 14 décembre 1915. 7281—51-4

#### NOTICE.

Notice is given that Messrs. Louis Bolduc, lumber merchant of Lake Megantic, Frederic E. Osgood, hotel keeper of Cookshire, district of Saint Francis; Georges H. Vandyke, Lumberman of Hereford, district of Saint Francis; C. Edmond Taschereau, notary, of the city of Québec; Malcolm J. Mooney, physician and surgeon of the city of Québec, and other persons, will apply to the Legislature of Québec, at its next session, praying for the erection into a town municipality, both for municipal and school purposes, of a certain territory situate in the parish of Saint Sauveur (Banlieue of Québec), district of Québec, and comprising all the land in the municipality of Little River, lying north of the River Saint Charles, between the north eastern boundary of the said Municipality and the north eastern boundary of lot No. 2416 of the official cadastre of the said parish of Saint Sauveur (Banlieue of Québec), comprising the following Nos. and all their subdivisions, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, of the said official cadastre of the parish of Saint-Sauveur, (Banlieue of Québec), under the name of "The Town of Québec West", with the powers granted by the cities and Towns's act, except some changes, and for other purposes.

LANE & LEMIEUX,  
Attorneys for petitioners.  
Quebec, 14th December, 1915. 7282—51-4

Avis public est par les présentes donné que demande sera faite à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'une loi amendement la charte de la cité de Montréal quant à son administration et à son gouvernement, à la composition du bureau des commissaires et du conseil et la rémunération de ses membres ainsi que celle du maire, à la réduction du nombre des quartiers ou districts électoraux, à la manière de voter aux élections aux différentes charges et spécialement, mais sans restreindre la portée du présent avis, pour réduire à cinq (5) le nombre des quartiers ou divisions électoraux, fixer à trois (3) le nombre des échevins représentant chaque quartier et imposer à l'électeur l'obligation de voter pour autant de candidats de chaque catégorie qu'il y aura de charges à remplir.

LOUIS BOYER,  
Procureur des requérants intéressés.  
Montréal, 14 décembre, 1915. 7267—51-5

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Québec at its next session for the passing of a law amending the charter of the city of Montreal as regards its administration and government, the way the board of control and council shall be composed and the remuneration of its members and that of the mayor, the reduction of the number of wards or electoral divisions, the manner of voting at the elections of the different city officers and especially, but without restraining the purport of this notice, to reduce to five (5) the number of wards and electoral divisions, to fix at three (3) the number of aldermen representing each ward and to impose upon the electors the obligation of voting for as many candidates of each class as there are offices to fill.

LOUIS BOYER,  
Attorney for the interested petitioners  
Montreal, December 14th., 1915. 7268—51-5

Avis public est, par les présentes donné, que la ville de Montréal-Nord s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi spéciale aux fins suivantes :

Amender sa charte, la loi 5, Geo. V, Chap. 108, notamment quant au pouvoir de la ville d'évaluer et d'imposer les terres en culture et les maisons d'habitations;—Restreindre, modifier ou abroger pour la ville certaines dispositions de la loi des cités et villes relatives aux séances du Conseil et aux avis de convocation d'icelles, ainsi qu'aux auditeurs, évaluateurs et autres officiers;—Ratifier, confirmer, valider et rendre obligatoires certains règlements et certaines résolutions, ainsi que certains plans préparés par F. C. Laberge, y compris le plan général de la municipalité, et décréter à l'avenir que nul plan de subdivisions des propriétés situées dans les limites de son territoire, n'aura d'effet pour la ville qu'après qu'il aura été approuvé par son Conseil;—Autoriser la corporation à se munir d'une prise d'eau, à faire tous les travaux d'installation et autres en découlant, et passer, consentir et adopter avec les autres municipalités tous contrats, marchés, actes d'accord, conventions et règlements se rapportant à telle prise d'eau, ainsi qu'à la confection ou à l'entretien des chemins, rues et ruelles totalement et partiellement limitrophe, et à la jonction et mise en commun des systèmes d'éclairage, d'aqueduc, d'égouts et autres services publics;—Autoriser la Corporation à établir et à prolonger, dans les limites de son territoire, des systèmes de tramways et d'éclairage par le gaz ou l'électricité, et passer, consentir, adopter et signer tous contrats, actes de franchise, marchés, conventions, arrangements et règlements jugés nécessaires à cette fin, avec pouvoir d'accorder des exemptions de taxes complètes ou partielles pour telle période qui sera jugée convenable;—autoriser la corporation à assister, encourager et garantir par résolutions ou règlements toutes entreprises d'embellissement et d'intérêts publics;—Accorder à la Corporation certains pouvoirs spéciaux et additionnels relatifs aux objets ci-après énumérés, et restreindre, modifier ou abroger pour la ville les dispositions de la loi des cités et villes quant à ces objets, savoir :

a) La continuation et la complétion du pavage et du macadamisage de ces rues ou chemins publics; la construction de trottoirs permanents, l'ouverture de nouvelles rues, parcs et places publiques, et l'élargissement et le redressement des rues et chemins publics, notamment de la Montée Saint-Michel et du Boulevard Gouin;

b) La construction et le prolongement des systèmes d'égouts et d'aqueducs, avec, en particulier, le droit de poser ses tuyaux principaux dans les rues et ruelles privées et autres propriétés privées, sans être obligé d'acquiescer telles propriétés, mais sujet à l'obligation d'indemniser qui de droit;

c) La construction, l'établissement et l'équipement d'un poste de pompiers et de policiers, avec système d'alarme et autres accessoires;

d) L'acquisition de gré à gré ou par voie d'expropriation de tous terrains nécessaires ou utiles à ce que dit ci-dessus, ainsi qu'à toutes autres entreprises publiques;

e) L'emprunt d'une somme de \$300,000.00 ou de toutes autres sommes nécessaires aux fins susdites, et à l'exécution de certains autres travaux publics, avec exemption, pour la ville, des dispositions des articles 5777-5778-5779-5782-5783-5784-5785-5788, et pour toutes autres fins.

J. A. CADIEUX,  
Secrétaire-trésorier.  
Ville Montréal-Nord.

Montréal, 23 novembre 1915. 7013—50-4

Notice public is hereby given that the town of Montreal-Nord shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, in order to obtain a special law for the following purposes:

To amend its Charter, the Act 5, Geo. V, Chap. 108, particularly as to the power of the town, to appraise and assess cultivation lands and residences;—To restrain, modify and abrogate, for the city, certain provisions of the "cities and towns act" relating to sessions of the council, and to notices of convocation of same, also to auditors, valuers and other officers;—To ratify, confirm, validate and declare binding certain by-laws and resolutions, also certain plans prepared by F. C. Laberge, including the general plan of the municipality, and to enact that in future no plan of subdivisions of properties situated in its territory shall come into force before it has been approved by its council;—To empower the corporation to take all necessary means to acquire an intake for its aqueduct, and to execute all works connected with the installation of same, and to enter in any contract, agreement and convention with other municipalities, and adopt any by-law relating to said intake and to the confection and maintenance of roads, streets and lanes, also to the combination of its lighting, aqueduct and sewer systems and other public services with similar systems and services of other municipalities;—To authorize the corporation to establish and prolong within the limits of its territory any system of tramways and any gas or electricity plants, and to pass, adopt and sign all contracts, franchises, conventions, agreements and by-laws required for said purposes, with power to grant complete or partial exemption of taxes for any period that may seem convenient;—To empower the corporation to help and guarantee by resolution or by-law any undertaking of embellishment and public interest;—To grant to the corporation certain special and additional powers in connection with the following purposes, and restrain, modify and abrogate for the town the provisions of the cities and towns act as to said purposes, to wit:

a) The continuation and completion of the paving and macadamizing of its streets and public roads, the construction of permanent sidewalks, the opening of new streets parks and public squares, and the widening and straightening of streets and public roads, specially of the Montee Saint Michel and the Boulevard Gouin;

b) The construction and continuation of the system of sewers and aqueduct, with the right to lay its main pipes in the streets, private lanes and other private properties without being obliged to acquire said properties, but subject to the obligation of indemnifying any interested parties;

c) The construction, establishment and equipment of a fire and police station, with an alarm system and other accessories;

d) The acquisition by mutual consent or by expropriation of all the lands required or useful for the above purposes, and for other purposes of public interest;

e) To borrow the sum of \$300,000.00 or any other sums that might be required for the above purposes and for the execution of other public works, with exemption for the town of the provisions of articles 5777-5778-5779-5782-5783-5784-5785-5788, and for other purposes.

J. A. CADIEUX,  
Secretary-treasurer  
Town of Montreal-Nord.

Montreal, 23rd November, 1915. 7014—50-4

Avis public est, par les présentes, donné qu'une demande sera faite à la prochaine session de la Législature de la province de Québec, pour obtenir la passation d'une loi annexant la municipalité scolaire du village de Villeray, dans le comté d'Hochelaga, à la municipalité qui est sous la juridiction et le contrôle de la Commission des Ecoles Catholiques de Montréal et fixant les termes et conditions, et pour autres fins s'y rapportant.

F. X. BOUTHILLIER,  
Procureur et secrétaire-trésorier de  
la Municipalité Scolaire du Village de  
Villeray, Comté d'Hochelaga.  
Montréal, 4 décembre 1915. 7063—50-4

Avis public est par les présentes donné que Joseph-Olivier Lachance, de Chicoutimi, employé civil (en sa qualité de grevé de substitution, aux termes du testament de feu Olivier-Lachance, devant Ths.-Z. Cloutier, notaire, à Chicoutimi, le 22 mars 1882) et Joseph Chayer, cultivateur, de Jonquièrre (en sa qualité de curateur à la dite substitution), s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, demandant qu'une loi soit passée pour ratifier la vente faite par le dit Joseph-Olivier Lachance à Bazile Brassard, cultivateur, de Chicoutimi, devant Mre Georges St. Pierre, notaire, le 28 novembre 1915, de certains biens mobiliers et immobiliers qu'il a hérités en vertu du testament précité, de son père le dit Olivier Lachance, à charge de substitution et sujet à prohibition d'aliéner, spécialement: une ferme, comprenant le lot vingt-sept-A (27-A) du troisième rang nord-est du chemin Sydenham et le lot dix-sept (17) du quatrième rang nord-est du chemin Sydenham, dans le canton Chicoutimi.

LAPOINTE & LANGLAIS,  
Procureurs des dits Lachance et Chayer  
Chicoutimi, 3 décembre 1915. 7043—50-4

Avis est par le present donne que Nathan Titleman, gradué en chirurgie dentaire des cité et district de Montréal, demandera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi autorisant le collège des chirurgiens-dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres et à lui octroyer le diplôme nécessaire pour pratiquer l'art dentaire dans cette province, sans autre examen.

NATHAN TITLEMAN, G. C. D.  
Trihey, Bercovitch, Kearney & Lafontaine,  
Procureurs du requerant  
Montréal, 18 octobre 1915. 7021—50-2

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la prochaine session de la Législature de la province de Québec, pour obtenir la passation d'une loi permettant au Collège des Chirurgiens Dentistes de la Province de Québec, d'admettre au nombre de ses membres, à certaines conditions, Reuben Henry Lipsey, de Montréal, et pour autres fins.

R. H. LIPSEY.  
Montréal, 6 décembre 1915. 7065—50-4

Avis est donné que Joseph Allard, étudiant en notariat, de la ville de Lachine, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi faisant remonter la date de sa cléricature à la date de son brevet, savoir: le neuf novembre mil neuf cent douze, bien qu'il n'ait obtenu son diplôme de bachelier *ès-arts* et n'ait été admis à l'étude du notariat qu'en mil neuf cent treize.

Montréal, 12 novembre 1915. 6845

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act annexing the School Municipality of the Village of Villeray, in the County of Hochelaga, to the School Municipality under the jurisdiction and the control of the Catholic Schools of Montreal and determining its terms and conditions, and for other purposes.

F. X. BOUTHILLIER,  
Attorney and Secretary Treasurer of  
the "Municipalité Scolaire du Village de  
Villeray, Comté d'Hochelaga".  
Montreal, 4th December, 1915. 7064—50-4

Public notice is hereby given that Joseph Olivier Lachance, civil employee (in his quality of institute in the substitution created under the last will and testament of the late Olivier Lachance, before Ths.-Z. Cloutier, notary, at Chicoutimi, the 22nd March, 1882) and Joseph Chayer, farmer, of Jonquièrre (in his quality of curator to said substitution) will apply to the Quebec Legislature, at its next session, for an Act ratifying the sale made by said Joseph Olivier Lachance to Bazile Brassard, farmer, of Chicoutimi before Georges St. Pierre, notary, on the 28th November, 1915, of certain moveable and immoveable property which be inherited under the aforesaid last will and testament of his father the said late Olivier Lachance, subject to substitution and with defence to alienate, especially that farm composed of lot twenty seven A (27-A) of the third range north east of Sydenham road and lot seventeen (17) of the fourth range north east of Sydenham road, in Chicoutimi township.

LAPOINTE & LANGLAIS,  
Attorney for said Lachance & Chayer.  
Chicoutimi, 3rd December, 1915. 7044—50-4

Notice is hereby given that Nathan Titleman, dental graduate, of the city and district of Montreal, will petition the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an Act to authorize the College of Dental Surgeons of the Province of Quebec to admit him among its members and to grant him the necessary license to practise dental surgery in this province without further examination.

NATHAN TITLEMAN, D. P. S.  
Trihey, Bercovitch, Kearney & Lafontaine,  
Attorneys for Nathan Titleman.  
Montreal, 18th October, 1915. 7022—50-2

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act authorising the College of Dental Surgeons of the Province of Quebec, to admit Reuben Henry Lipsey of Montreal, amongst its members under certain conditions, and for other purposes.

R. H. LIPSEY.  
Montreal, 6th December, 1915. 7066—50-4

Notice is given by Joseph Allard, of the town of Lachine, student in law, that he will petition the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain the passing of a law by which it will be enacted that his indenture as student in law, has commenced on the date of his indenture, to wit: on the ninth of November nineteen hundred and twelve, although he has been graduated as bachelor of arts and has been admitted to the study of the notarial profession in nineteen hundred and thirteen.

Montreal, 12th November, 1915. 6846

Avis est par le présent donné que Moë Newton Fineberg, gradué en art dentaire, des cité et district de Montreal, demandera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi autorisant le collège des chirurgiens-dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres et à lui octroyer le diplôme requis pour la pratique de l'art dentaire en cette province sans autre examen.

MOE NEWTON FINEBERG,  
Trihey, Bercovitch, Kearney & Lafontaine,  
Avocats du requérant.  
Montréal, 3 décembre 1915. 7019—50-2

Notice is hereby given that Moe Newton Fineberg, dental graduate of the city and district of Montreal, will petition the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an Act to authorize the College of Dental Surgeons or the Province of Quebec to admit him among its members and to grant him the necessary license to practise dental surgery in this Province without further examination.

MOE NEWTON FINEBERG,  
Trihey, Bercovitch, Kearney & Lafontaine,  
Attorneys for Moe Fineberg  
Montreal, 3rd December, 1915. 7020—50-2

Avis public est, par les présentes, donné que la corporation de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, comté de Laval, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, dans le but d'incorporer son territoire actuel,—y compris les îles les plus rapprochées situées en tout ou en parties vis-à-vis du dit territoire, dans le fleuve St-Laurent et la rivière des Prairies, en municipalité de ville, sous le nom de "Laval de Montréal", ou tout autre nom qui pourra être déterminé par la législature, soumise aux dispositions de la loi des cités et villes, (S. R. Q., 1909, articles 5256 et suivants), avec certaines modifications et certains pouvoirs concernant les matières suivantes: La première élection, la date des élections, la liste électorale, le rôle d'évaluation, la qualification et l'inhabileté du maire, des échevins, et des électeurs, le droit de vote des compagnies, le vote sur les règlements, la composition du premier conseil, les séances du conseil et les avis de séance, l'annexion de nouveaux territoires et autres pouvoirs.

JOSEPH JEAN,  
Procureur de la corporation de la paroisse de la  
Pointe-aux-Trembles.  
Montréal, 30 novembre 1915. 6909—49-5

Public notice is hereby given that the corporation of the parish of Pointe-aux-Trembles, county of Laval, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, with the object of incorporating its present territory,—including the nearest islands situated wholly or in part opposite to such territory, in the St-Lawrence and "des Prairies" rivers—into a town municipality, under the name of "Laval de Montréal", or such other name as may be determined by the Legislature, governed by the dispositions of the cities and towns' Act (S. R. Q., 1909, sections 5256 and following), with certain modifications and powers respecting the followings matters: The first election, the date of elections, the list of electors, the valuation roll, the qualification and the disqualification of mayor, aldermen and electors, the right to vote for companies, the vote on by-laws, the formation of the first council, the meeting of council, the notice to members of the council, the annexation of new territories and other powers.

JOSEPH JEAN,  
Attorney for the Corporation of the parish of  
Pointe-aux-Trembles.  
Montréal, 30th November, 1915. 6910—49-2

Avis Public est par le présent donné que Mortimer B. Davis, manufacturier; Mark Workman, manufacturier; Lyon Cohen, manufacturier; Maxwell Goldstein, avocat et Conseil du Roi; Samuel William Jacobs, avocat et Conseil du Roi; Moses A. Vineberg, marchand; Clarence I. de Sola, gentilhomme; Davis S. Friedman, manufacturier; Louis Lewis, manufacturier; Jacob A. Jacobs, gentilhomme; Michael Hirsch, manufacturier; Harris Vineberg, manufacturier; Sol Kellert, manufacturier; Bernard Goldstein, manufacturier; Joseph Levinson, manufacturier; Abraham Moses Vineberg, marchand; Rabbi Herman Abramowitz; Rabbi Nathan Gordon; Herbert Marcus Levine, manufacturier; Solomon Vineberg, étudiant en droit; tous des cité et district de Montréal, demandant à la législature de Québec, à sa prochaine session, qu'une loi soit votée les constituant, eux et tous ceux qui s'associeront à eux, en corporation, sous le nom de "Federation of Jewish Philanthropies of Montreal", pour fins charitables et philanthropiques; pour autoriser aucune institution charitable ou philanthropique juive à s'unir et co-opérer avec la dite corporation, dans le but de rendre uniformes et économiques les méthodes de perception, d'administration, de distribution des fonds de secours; pour faire aussi déterminer les pouvoirs de ladite corporation.

JACOBS, HALL, COUTURE & FITCH,  
Avocats des Requérants.  
Montréal. 24 novembre 1915. 6775—48-5

Public notice is hereby given that Mortimer B. Davis, manufacturer; Mark Workman, manufacturer; Lyon Cohen, manufacturer; Maxwell Goldstein, advocate and King's Council; Samuel William Jacobs, advocate and Kings' Council; Moses A. Vineberg, merchant; Clarence I. de Sola, gentleman; Davis S. Friedman, manufacturer; Louis Lewis, manufacturer; Jacob A. Jacobs, gentleman; Michael Hirsch, manufacturer; Harris Vineberg, manufacturer; Sol Kellert, manufacturer; Bernard Goldstein, manufacturer; Joseph Levinson, manufacturer; Abraham Moses Vineberg, merchant; Rabbi Herman Abramowitz; Rabbi Nathan Gordon; Herbert Marcus Levine, manufacturer; Solomon Vineberg, student at law; all of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for an Act to constitute them, and all others who may become associated with them, a corporation, under the name of "Federation of Jewish Philanthropies of Montreal", for the purpose of conducting charitable and philanthropic work; to authorize any Jewish charitable or philanthropic institution to unite or co-operate with the said corporation, with the object of unifying and economising methods of collection, management and distribution of relief funds, and to define the powers of the said corporation.

JACOBS, HALL, COUTURE & FITCH,  
Solicitors for Applicants.  
Montreal, 24th November, 1915. 6776—48-5

Avis est par les présentes donné que La Compagnie d'Assurance "La Prévoyance", ayant son principal bureau d'affaires à Montréal, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi pour amender sa charte, pour

Notice is hereby given that the Fire Insurance Company "La Prevoyance", having its chief place of business at Montreal, will apply to the Quebec Legislature, at its next session, for an Act amending its charter, better defining its powers

mi eux définir ses pouvoirs et lui en donner d'additionnels.

Pour la Pétitionnaire,  
GEOFFRION, GEOFFRION & CUSSON,  
6815—48-5 Avocats.

Avis public est par les présentes donné que "La Ville de Saint-Jean," s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander qu'une loi soit passée pour refondre et amender les diverses lois constituant sa charte, et y substituer comme base la loi des cités et villes, lui accorder des pouvoirs additionnels et la constituer en une corporation de cité.

STANISLAS POULIN,

Procureur de la requérante.

Saint-Jean, 24 novembre 1915. 6817—48-4

Avis public est donné, par les présentes, que le Curé et les Marguilliers de l'Oeuvre et Fabrique de la paroisse de Sainte-Marie-de-Monnoir s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi les constituant en une corporation distincte aux fins de construire une église, une sacristie, un presbytère et ses dépendances en la dite paroisse et leur donnant, dans ce but, outre les pouvoirs de la loi générale relative à la construction d'églises, les pouvoirs d'emprunter une somme de \$150,000.00 remboursable dans un délai n'excédant pas 50 ans, de faire tous actes d'évaluation et de cotisation requis, et autres actes d'administration nécessaires à ces fins.

J. EMILE OSTIGUY,

Avocats des requérants.

Marieville, ce 23 novembre 1915. 6819—48-4

L'Institution Catholique des Sourds-Muets pour la province de Québec, des cité et district de Montréal, donne avis qu'elle s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi à l'effet de refondre les lois 37 Vict. chap. 39 et 5 Ed. VII chap. 102, sa charte actuelle, en déterminant les personnes qui la constitueront à l'avenir, abolissant le conseil d'avis, autorisant le maintien d'ateliers pour l'enseignement des arts et métiers ainsi que le prélèvement des fonds nécessaires au paiement des terrains et à la construction, l'installation et l'ameublement des bâtisses requises pour le maintien et le développement de son œuvre, par la vente de bons, obligations ou debentures, et déclarant que ses établissements d'éducation et d'enseignement professionnel ainsi que les terrains sur lesquels ils sont ou seront situés, sont biens non imposables.

J. W. JALBERT,

ADRIEN BEAUDRY,

Procureurs de la requérante.

Montréal, 30 novembre 1915. 6919—49-4

Avis est par le présent donné que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'une loi constituant en corporation une compagnie à fonds social, dont le bureau chef est en la cité de Montréal, avec un apital autorisé de \$300,000.00 divisé en 3000 parts de \$100.00 chacune, avec pouvoir d'établir et exploiter des abattoirs, des parcs à bestiaux, raffineries, établissements pour la préparation et la mise en boîte des viandes usines pour la fabrication des engrais, et toutes les autres installations appropriées à l'utilisation des produits et sous-produits mentionnés précédemment; d'exercer aucune autre industrie se rapportant à la précédente; de conclure des arrangements avec la cité de Montréal ou aucune autre municipalité pour recueillir et disposer des animaux morts et aucune autre sorte de déchets,

and granting it additional powers.

For the Petitioner,  
GEOFFRION, GEOFFRION & CUSSON,  
6816—48-5 Attorneys at law.

Public notice is hereby given that the town of Saint John's will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for an Act amending the various acts constituting its charter and to substitute thereto the cities and town, act granting it additional powers and incorporating said town into a city corporation.

STANISLAS POULIN,

Attorney for Petitioner.

Saint John's, 24th November, 1915. 6818—48-4

Public notice is hereby given that the Cure and Church-Wardens of l'Oeuvre et Fabrique of the parish of Sainte Marie de Monnoir, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an Act incorporating them into a distinct corporation for the purpose of erecting a church, sacristy, presbitery and dependencies in said parish and giving them, for such purpose, in addition to the general powers relating to the erection of churches, the powers to borrow a sum of \$150,000.00, redeemable within a delay not exceeding 50 years, to make all valuation and collection rolls required and others administrative acts necessary to carry out the above powers.

J. EMILE OSTIGUY,

Attorney for Petitioners.

Marieville, 23rd November, 1915. 6820—48-4

The Catholic Institution for Male Deaf Mutes of the Province of Quebec, of the city and district of Montreal, hereby gives notice that application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an Act revising Act 37 Vict. chap 39 and 5 Ed. VII, chap. 102, its present charter, determining the persons who shall in future constitute said corporation, abolishing the advisory council, authorizing the maintenance of shops for the teaching of arts and trades and the levying of funds necessary to pay for the lands and the erection, equipment and furnishing of buildings requisite for the keeping up and development of its work by the sale of bonds, obligations or debentures, and declaring its educational and professional training establishments and the lands whereon said establishments are situate non-assessable property.

J. W. JALBERT,

ADRIEN BEAUDRY,

Attorneys for the petitioner.

Montreal, 30th November, 1915. 6920—49-4

Notice is hereby given that, at the next session of the Legislature of the province of Quebec, application will be made for the passing of an Act to incorporate a joint Stock Company having its head office in the city of Montreal, with authorized capital of \$300,000.00 divided into 3000 shares of \$100.00 each, with power to establish and operate abattoirs, stockyards, rendering plant, packing houses, canning plants, plants for the manufacture of fertilizers, and all other plants which are suited to utilize the products or by-products of the foregoing; also to raise and deal in the live stock and other raw material of the said plants, and to deal in the products; to carry on any business incidental to the foregoing; to enter into contracts with the City of Montreal or any other municipality for the collection and disposal of dead animals and all other classes of

débris et ordures, les dits contrats devant être en force pour tel intervalle de temps dont on conviendra, même si cet intervalle de temps excède la durée autorisée par la loi; faire aussi ratifier et confirmer certains contrats passés par les syndics pour la dite compagnie, et se faire accorder tels autres pouvoirs que la loi accorde d'habitude aux compagnies à fond social.

WHITE & BUCHANAN,  
Avocats des requérants.  
Montréal, 30 novembre 1915. 6921—49-5

Avis est par le présent donné que la "Quebec Central Railway Company", s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour amender de nouveau sa charte et lui accorder une prolongation de délai pour finir les travaux de construction de la "Quebec Central Chaudière Extension", tel qu'autorisé par le chapitre 58, de la loi 6 Edouard VII (1906).

RODOLPHE PARADIS,  
Procureur de la Requérente.  
Montréal, 7 décembre 1915. 7097—50-5

Avis est par les présentes donné que MM. Hubert Desjardins, manufacturier, M. Lefebvre, médecin, L. P. Gates, J. A. Bélaire, Joseph Trudel, Trefflé Bleau, Octave Germain, J. E. Millette, Agapit Legault, Elzéar Dansereau, Charles Bélanger, Thomas Debien, Magloire Labrecque, J. A. Gagnon, Alfred Laurence, tous contribuables propriétaires et électeurs municipaux de la cité de Maisonneuve, dans le district de Montréal, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander la passation d'un bill aux fins d'annexer le territoire de la cité de Maisonneuve à celui de la cité de Montréal, pour à l'avenir faire partie de la dite cité de Montréal, à toutes fins que de droit.

LORANGER, LORANGER & PRUD'  
HOMME,  
Procureurs.  
Montréal, 7 décembre 1915. 7091—50-4

Avis est par les présentes donné que MM. Hubert Desjardins, manufacturier, M. Lefebvre, médecin, L. P. Gates, J. A. Bélaire, Joseph Trudel, L. J. S. Morin, C. R., Trefflé Bleau, Octave Germain, J. E. Millette, Agapit Legault, Elzéar Dansereau, Charles Bélanger, Thomas Debien, Magloire Labrecque, J. A. Gagnon, Alfred Laurence, électeurs municipaux et propriétaires de la cité de Maisonneuve, dans le district de Montréal, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander la passation d'un bill à l'effet d'annexer la municipalité scolaire de la cité de Maisonneuve, dans le comté de Maisonneuve, à la Commission des Ecoles Catholiques de Montréal, pour à l'avenir faire partie de la dite Commission des Ecoles Catholiques de Montréal, à toutes fins que de droit.

LORANGER, LORANGER & PRUD'  
HOMME,  
Procureurs.  
Montréal, 7 décembre 1915. 7093—50-4

Avis public est, par les présentes, donné que La Corporation du Village de Dorion, dans le comté de Vaudreuil, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, en vue d'obtenir une loi spéciale, pour les fins suivantes, savoir:

1. Ratifier, confirmer et valider le règlement No 62, passé le 15 septembre 1915, et décrétant un emprunt de \$42,000.00;
2. Amender sa charte, la loi 54 Victoria, chapitre 57, telle que déjà amendée, de la façon suivante:

garbage, refuse and rubbish, the said contracts to be for such length of time as may be agreed upon, even though the same be longer than is authorized by the general law; also to ratify and confirm certain contracts entered into with Trustees for said Company, and such other powers as are usually conferred upon joint stock companies.

WHITE & BUCHANAN,  
Attorneys for applicants.  
Montreal, 30th November, 1915. 6922—49-5

Public notice is hereby given that the Quebec Central Railway Company, will apply to the Quebec Legislature, at its next session for an Act amending anew its charter and granting it an additional delay for the completion of the construction of the extension line known as the "Quebec Central Chaudière Extension", as authorized by Chapter 58, of the Act 6 Edward VII, (1906).

RODOLPHE PARADIS,  
Solicitor for Applicant.  
Montreal, 7th December, 1915. 7098—50-5

Take notice that Messrs. Hubert Desjardins, manufacturer, M. Lefebvre, physician, L. P. Gates, J. A. Bélaire, Joseph Trudel, Trefflé Bleau, Octave Germain, J. E. Millette, Agapit Legault, Elzéar Dansereau, Charles Bélanger, Thomas Debien, Magloire Labrecque, J. A. Gagnon, Alfred Laurence, rate payers electors and proprietors of the city of Maisonneuve, in the district of Montreal, shall ask of the Legislature of the Province of Quebec, at its next sitting, the adoption of a law to annex the city of Maisonneuve to the city of Montreal.

LORANGER, LORANGER & PRUD'  
HOMME,  
Attorney's.  
Montreal, 7th December, 1915. 7092—50-4

Take notice that Messrs. Hubert Desjardins, manufacturer, M. Lefebvre, physician, L. P. Gates, J. A. Bélaire, Joseph Trudel, L. J. S. Morin, C. R., Trefflé Bleau, Octave Germain, J. E. Millette, Agapit Legault, Elzéar Dansereau, Charles Bélanger, Thomas Debien, Magloire Labrecque, J. A. Gagnon, Alfred Laurence, rate payers electors and proprietors of the city of Maisonneuve, in the district of Montreal, shall ask of the Legislature of the Province of Quebec, at its next sitting, the adoption of a law to annex the School Commissioners for the municipality of the city of Maisonneuve, in the county of Maisonneuve, to the Board of Commissioners of the Catholic Schools of Montreal.

LORANGER, LORANGER & PRUD'  
HOMME,  
Attorney's.  
Montreal, 7th December, 1915. 7094—50-4

Notice public is hereby given that "La Corporation du village de Dorion" shall apply to the legislature of the Province of Quebec, at its next session, in order to obtain a special law for the following purposes, to wit:

1. To ratify, confirm and validate a by-law No. 62, adopted on the 15th of September, 1915, and enacting a loan of \$42,000.00;
2. To amend its charter, the Act 54 Victoria, chapter 57, as amended, in the following manner:

(a) Rendre applicables au village de Dorion, en tout ou en partie, avec certaines modifications et restrictions, les dispositions des articles 5256 à 5956 inclusivement;

(b) Fixer à trois ans le terme d'office du maire;

(c) Autoriser le conseil à contracter des emprunts à un taux d'intérêt n'excédant pas 6% l'an;

(d) Rendre inhabile à voter tout individu qui n'aura pas payé ses taxes municipales et scolaires avant le premier juillet de chaque année ou avant la veille de toute élection partielle.

Et pour autres fins.

J. E. A. FAVREAU,  
Secrétaire-trésorier et procureur de La Corporation du village de Dorion.

Village Dorion, 9 décembre, 1915.

7083-50-4

(a) To apply to the village of Dorion, in whole or in part, with modifications and restrictions, the provisions of Articles 5256 to 5956 both inclusive;

(b) To fix at three years the term of office of the Mayor;

(c) To authorize the Council to borrow at a rate of interest not exceeding 6% per annum;

(d) To disfranchise any person whose municipal or school taxes should not be paid before the first of July, of each year or on the day preceeding any partial election.

And for other purposes.

J. E. A. FAVREAU,  
Secretary Treasurer and Attorney of "La Corporation du village de Dorion".

Village of Dorion, 9th December, 1915.

7084-50-4

Avis est par le présent donné que Frank Mendel, Gradué en Art Dentaire, des cité et district de Montréal, demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi autorisant le collège des chirurgiens-dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres et à lui octroyer le diplôme requis pour la pratique de la chirurgie dentaire en cette province, sans autre examen.

FRANK MENDEL G. C. D.

(Contresigné)  
TRIHEY, BERCOVITCH,  
KEARNEY & LAFONTAINE,

Avocats du requérant.

Montréal, 18 octobre 1915. 7107-50-4

Notice is hereby given that Frank Mendel, Dental Graduate, of the city and district of Montreal, will petition the Legislature of the province of Quebec at its next session for the passing of an Act to authorize the College of Dental Surgeons of the province of Quebec to admit him among its members and to grant him the necessary license to practise dental surgery in this province without further examination.

FRANK MENDEL P. D. S.

(Countersigned)  
TRIHEY, BERCOVITCH,  
HEARNEY & LAFONTAINE,

Attorneys for Frank Mendel.

Montreal, 18th October, 1915. 7108-50-4

Avis vous est donné par les présentes qu'une demande sera faite à la prochaine session de la Législature de la province de Québec, pour obtenir la passation d'une loi annexant la municipalité scolaire des Commissaires Catholiques des Ecoles Séparées de la paroisse de Saint-Michel-Archange de Montréal, à la municipalité scolaire qui est sous la juridiction et le contrôle de la Commission des Ecoles Catholiques de Montréal, en fixant les termes et conditions et pour autres fins s'y rattachant.

Les Commissaires Catholiques des  
Ecoles Séparées de la Paroisse  
Saint-Michel-Archange de Montréal.

Par JOHN HOGAN,  
Secrétaire.

Montréal, 29 novembre 1915. 7079-50-4

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act annexing the School Municipality of the Catholic School Trustees of the Separate Schools of the parish of Saint Michael the Archangel of Montreal, to the School Municipality under the jurisdiction and control of the Catholic School Commission of Montreal, and determining its term and conditions, and for other purposes.

The Catholic School Trustees of  
the Separate Schools of the Parish  
of Saint Michael the Archangel of  
Montreal.

By JOHN HOGAN,  
Secretary.

Montreal, 29th November, 1915. 7080-50-4

Avis public est par les présentes donné que la Compagnie "Lecavalier & Riel Limitée", de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, en vue d'obtenir une loi lui permettant de faire, de continuer et d'améliorer au même endroit, le commerce et l'industrie actuellement en exploitation, au No 182 de la rue Sainte-Marguerite, dans le quartier Saint-Henri, en la cité de Montréal, nonobstant les dispositions du paragraphe 53 de l'article 300 de la loi 61 Victoria, chapitre 58 et nonobstant le règlement No 129 de la cité de Montréal et pour autres fins.

N. LECAVALIER,  
Procureur de la Compagnie  
Pétitionnaire, Lecavalier,  
Riel, Limitée.

ADOLPHE RIEL (Père),  
ADOLPHE RIEL (Fils),  
BENEDICT RIEL.

Montréal, 6 décembre 1915. 7081-50-4

Public notice is hereby given that the company "Lecavalier & Riel Limited", will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act authorizing said company to conduct, continue and improve at the same place the trade and industry actually in operation at No. 182 of Sainte Marguaret street, in Saint Henry ward, Montreal, notwithstanding the provisions of paragraph 53 of Article 300 of an Act 62, Victoria, chapter 58 and of By-law No. 129 of the city of Montreal, and for other purposes.

N. LECAVALIER,  
Attorney for petitioner  
Lecavalier, Riel, Limited.

ADOLPHE RIEL (Father),  
ADOLPHE RIEL (Son),  
BENEDICT RIEL.

Montreal, 6th December, 1915. 7082-50-4

Avis est par les présentes donné que MM. Hubert Desjardins, manufacturier, M. Lefebvre, médecin, L. P. Gates, J. A. Bélaire, Joseph Trudel, Trefflé Bleau, Octave Germain, J. E. Millette, Agapit Legault, Elzéar Dansereau, Charles Bélanger, Thomas Debien, Magloire Labrecque, J. A. Gagnon, Alfred Laurence, électeurs municipaux et propriétaires de la cité de Montréal, dans le district de Montréal, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander par voix d'amendement au bill que présentera la cité de Montréal, ou au bill que présentera la cité de Maisonneuve, la passation d'une loi annexant le territoire de la cité de Maisonneuve à celui de la cité de Montréal, pour par la suite en former partie à toutes fins que de droit.

LORANGER, LORANGER & PRUD'-  
HOMME,  
Procureurs.  
Montréal, 7 décembre 1915. 7089—50-4

Avis est par les présentes donné que "La Ville de Lévis", s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, en vue d'obtenir l'adoption d'une loi pour amender sa charte sur les matières suivantes:

Nom corporatif, loi des cités et villes, 1909, rôle d'évaluation, rôle supplémentaire, liste électorale municipale, présentation des candidats, élections, règlements soumis aux électeurs, intérêts sur taxes, ratifications de règlements d'emprunts, emprunts pour aqueduc, chemin, pavage, travaux publics, intérêts sur emprunts, représentation, exemptions de taxes, et autres fins.

LIONEL LEMIEUX,  
Greffier de la Ville de Lévis.  
Lévis, 9 décembre 1915. 7157—50-4

Avis public est, par les présentes, donné que "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu des Beurrieres et Fromageries de la province de Québec", s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, en vue d'obtenir une loi spéciale pour les fins suivantes, savoir:

Amender sa charte la loi 3 Edouard VII, chapitre 96, de manière à lui permettre d'accepter comme membre de la compagnie toute personne résidant dans la province de Québec et à étendre ses opérations à tous les risques, commerciaux et autres contre le feu, qui ne sont pas déjà compris dans sa charte;

Ratifier, confirmer et valider certaines résolutions adoptées par la dite compagnie;

Généralement obtenir tous pouvoirs, attributions et privilèges de nature à pronouvoir les intérêts de la compagnie et pour autres fins.

J. A. HUBERDEAU,  
Secrétaire-trésorier et procureur de la compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu des Beurrieres et Fromageries de la province de Québec.  
Saint-Rémi, 6 décembre 1915. 7085—50-4

Avis public vous est par les présentes donné, que Joseph Pamphile LeMay, étudiant, des cité et district de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi spéciale autorisant le Barreau de la dite province à l'admettre à la pratique du droit.

JOSEPH PAMPHILE LEMAY,  
Montréal, P. Q., 7 décembre 1915.  
7077—50-4

Take notice that Messrs, Hubert Desjardins manufacturer, M. Lefebvre, physician, L. P. Gates, J. A. Bélaire, Joseph Trudel, Trefflé Bleau, Octave Germain, J. E. Millette, Agapit Legault, Elzéar Dansereau, Charles Bélanger, Thomas Debien, Magloire Labrecque, J. A. Gagnon, Alfred Laurence, rate payers electors and proprietors of the city of Maisonneuve, in the district of Montreal, shall ask of the Legislature of the Province of Quebec, at its next sitting, either by an amendment to the bill which shall be presented by the city of Montreal, or to the bill which shall be presented by the city of Maisonneuve, the adoption of a law to annex the city of Maisonneuve, to the city of Montreal.

LORANGER, LORANGER & PRUD'-  
HOMME,  
Montreal, 7th December, 1915. 7090—50-4

Notice is hereby given that, the "Town of Levis", will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an Act amending its charter on the following matters:

Corporate name, cities' and towns' Act, 1909, valuation roll, supplementary roll, municipal voters' list, nomination of candidates, elections, by-laws submitted to electors, interests on taxes, ratifications of by-laws, loan by-laws, loans for waterworks, road, paving, public works, interests on loans, representation, exemptions from taxes and other purposes.

LIONEL LEMIEUX,  
Clerk of the Town of Levis  
Levis, 9th December, 1915. 7158—50-4

Notice public is hereby given that "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu des Beurrieres et Fromageries de la province de Québec" shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, in order to obtain a special law for the following purposes, to wit:

To amend its charter the Act 3, Edward VII, Chapter 96, in order to be authorized to accept as member of the Company any person residing in the province of Quebec and to extend its operations to all risk against fire, commercial and otherwise, that are not already contained in its charter;

To ratify, confirm and validate certain resolutions adopted by said Company;

And generally to obtain all the powers, privileges and attributions that may contribute to promote the interests of the Company and for other purposes.

J. A. HUBERDEAU,  
Attorney and secretary-treasurer of "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu des Beurrieres et Fromageries de la province de Québec."  
Saint Rémi, 7th December, 1915. 7086—50-4

Public notice is hereby given that Joseph Pamphile LeMay, law student of the city and district of Montreal, will apply to the Provincial Legislature, at its next session to obtain a special law authorizing the Bar of the Province of Quebec, to admit him to the practice of law.

JOSEPH PAMPHILE LEMAY,  
Montreal, P. Q., 7th December, 1915.  
7078—50-4

Avis est par les présentes donné que les Commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Saint-Edouard, comtés Montréal-Dorion et Montréal-Laurier (Quartiers Laurier et Saint-Denis de la cité de Montréal), s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi annexant la dite municipalité scolaire à celle de la Commission des Ecoles Catholiques de Montréal, à toutes fins que de droit et spécialement pour que la dite Commission des Ecoles Catholiques de Montréal soit aux droits et aux obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Saint-Edouard.

ANTONIO PERRAULT,  
Procureur des requérants.

Montréal, 6 décembre 1915. 7109—50—4

Avis est, par le présent, donné que Joseph Gonzague Duhamel, comptable, Hormidas Hudon Beaulieu, comptable, Joseph Roméo Marcoux, comptable, Joseph Richard, comptable, Auguste Dufresne, avocat, tous des cité et district de Montréal, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi pour les fins suivantes, savoir:

De constituer eux et ceux qui se joindront à eux en corporation sous le nom de "l'Union du Travail" les autorisant à transiger des affaires d'assurance sur la vie, la maladie et accidents et autres fins, et pour faire aussi déterminer les pouvoirs de la dite corporation.

McAVOY & DUFRESNE,  
Procureurs des requérants.

Montréal, 9 décembre 1915. 7173—50—4

Avis public est, par les présentes, donné que la compagnie "Belair Limitée", de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, en vue d'obtenir une loi lui permettant de faire, de continuer, et d'améliorer au même endroit, le commerce et l'industrie actuellement en exploitation, au No 67-A de la rue Hamilton, dans le Quartier Emard, en la cité de Montréal, nonobstant les dispositions du paragraphe 53 de l'article 300 de la Loi 62, Victoria, Chapitre 58, et nonobstant le règlement No 129 de la cité de Montréal et pour autres fins.

ELIE RIENDEAU,  
Procureur de la compagnie pétitionnaire "Belair Limitée".

Montréal, 9 décembre 1915. 7175—50—2

#### AVIS.

Avis public est donné, qu'une demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi érigeant en corporation de ville, pour toutes fins municipales, la partie ci-après décrite du territoire formant actuellement la paroisse de Notre-Dame-des-Neiges, de Trois-Pistoles, savoir:

Cette partie du territoire de la paroisse de Notre-Dame-des-Neiges, des Trois-Pistoles, bornée comme suit: au nord, par le fleuve Saint-Laurent; à l'est, par le numéro quatre-vingt-quatorze (94), inclusivement du cadastre officiel de la paroisse de Trois-Pistoles, comté de Témiscouata; au sud, par la ligne de séparation entre le premier rang et le deuxième rang de la paroisse de Trois-Pistoles; à l'ouest par les numéros deux cent cinquante-huit, deux cent cinquante-neuf, deux cent soixante, deux cent soixante-un, deux cent soixante-deux, deux cent soixante-trois et deux cent soixante-quatre inclusivement, (258, 259, 260, 261, 262, 263 et 264), du cadastre officiel de la dite paroisse de Trois-Pistoles.

Notice is hereby given that the School Commissioners for the School Municipality of Saint Edouard, counties of Montreal-Dorion and Montreal-Laurier (Laurier and Saint Denis wards of the city of Montreal) will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act annexing the said school municipality to the Montreal Catholic School Commission, for all lawful purposes and especially to substitute the said Montreal Catholic School Commission to the rights and obligations of the School Commissioners for the School Municipality of Saint Edouard,

ANTONIO PERREAULT,  
Attorney for Petitioners.

Montreal, 6th December, 1915. 7110—50—4

Notice is hereby given that Joseph Gonzague Duhamel, accountant, Hormidas Hudon Beaulieu, accountant, Joseph Roméo Marcoux, accountant, Joseph Richard, accountant, Auguste Dufresne, advocate, all of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at the next session thereof, to obtain the passing of a law for the following purposes: To constitute them and all others who may become associated with them, a corporation under the name of "The Labour Union" for the purposes of conducting life, sickness and accidents insurance business and for other purposes, and also to define the powers of said corporation.

McAVOY & DUFRESNE,  
Solicitors for applicants.

Montreal, 9th December, 1915. 7174—50—4

Public notice is hereby given that the company "Belair Limited", will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act authorizing said company to conduct, continue and improve at the same place the trade and industry actually in operation at No. 67-A of Hamilton street, in Emard ward, Montreal, notwithstanding the provisions of paragraph 53 of Article 300 of an Act 62, Victoria, chapter 58 and of by-law No. 129 of the city of Montreal, and for other purposes.

ELIE RIENDEAU,  
Attorney for petitioner,  
"Belair Limited".

Montreal, 9th December, 1915. 7176—50—4

#### NOTICE.

Public notice is hereby given that application will be made to the Quebec Legislature at its next session for an Act incorporating as a town, for all municipal purposes the portion hereafter described of the territory actually known as the parish of Notre Dame des Neiges, des Trois Pistoles, namely:

That portion of the territory of the parish of Notre Dame des Neiges, des Trois Pistoles, bounded as follows: to the north, by the River Saint Lawrence; to the east, by lot number ninety four (94) inclusively of the official cadastre of the parish of Trois Pistoles, county of Témiscouata; to the south, by the line dividing the first rank and the second rank of the parish of Trois Pistoles; to the west, by the lot number, two hundred and fifty eight two hundred and fifty nine; two hundred and sixty, two hundred and sixty one, two hundred and sixty two, two hundred and sixty three, two hundred and sixty four (258, 259, 260, 261, 262, 263, 264) inclusively of the official cadastre of the said parish of Trois Pistoles.

Avis est aussi donné que la demande des requérants comporte l'incorporation du dit territoire en ville, à toutes fins que de droit, sous le nom de ville de Trois-Pistoles sous l'opération de la loi des cités et villes, avec quelques modifications ou dispositions spéciales au sujet du temps et du mode de la première élection du maire et des échevins pour la dite ville.

Les requérants demanderont aussi l'autorisation requise pour amender, abroger ou annuler de quelque manière que ce soit, les règlements, procès-verbaux, rôles d'évaluation ou de perception quelconques, résolutions, ordonnances, listes, plans et tous les actes et documents municipaux quelconques qui pourront être en vigueur dans le territoire érigé en ville lors de la sanction de la loi dont les requérants demandent l'adoption.

Les requérants demanderont aussi enfin, entre autres choses, l'autorisation de faire payer, par la dite ville, les frais, honoraires et déboursés quelconques encourus pour l'érection en ville du dit territoire par les dits requérants et par les intéressés dans chaque partie du territoire ainsi constitué en ville.

J. H. ROUSSEAU,  
Procureur des Requérants.  
Trois-Pistoles, le 15 décembre 1915.  
7297—51-4

AVIS.

Avis public est, par les présentes, donné que la Compagnie de chemin de fer Montréal et sud-ouest, "Montreal & South Western Railway & Power Company", s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi remettant en force, la loi constituant en corporation la dite compagnie, sanctionnée le 24 mars 1911, Statut I George V, 2ième session, chapitre 82, sauf certaines réserves, et en outre pour obtenir de plus amples pouvoirs lui permettant d'acquiescer, louer, posséder, développer et exploiter des pouvoirs hydrauliques dans un rayon de 125 milles de la cité de Montréal, et pour autres fins s'y rapportant.

MASSON & BILLETTE,  
Procureurs de la requérante.  
Montréal, 15 décembre 1915. 7311—51-4

AVIS.

Avis public est, par les présentes donné que la ville du Sault-au-Récollet, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, en vue d'obtenir une loi spéciale pour les fins suivantes, savoir:

Autoriser la ville à répartir par résolutions de son conseil, sur les propriétaires riverains tout ou partie du coût des travaux permanents faits et à faire;

Décréter que toute somme employée à des travaux publics et remboursable par les propriétaires riverains, n'affectera pas le pouvoir d'emprunt de la ville;

Autoriser la ville à établir des prises d'eau et usines de purification et à faire à ce sujet avec les municipalités voisines tous arrangements jugés convenables, et à emprunter les sommes nécessaires à cette fin, au moyen de débentures émises conjointement avec les municipalités voisines, s'il y a lieu, et décréter que les sommes ainsi empruntées n'affecteront pas le pouvoir d'emprunt de la ville;

Autoriser la ville à établir un terrain de jeu dans chacun de ses quartiers et à acquiescer, par expropriation ou autrement, le terrain nécessaire à cette fin;

Notice is also given that the application prays that the said territory be incorporated into a town for all means whatever under the name of Town of Trois Pistoles, under the cities and towns Act, with some changes or special clauses with respect of the date and the holding of the first election of the Mayor and of the Aldermen for the said town.

The petitioners will also ask that the town be authorized to amend, abrogate, annul in any way whatsoever the by-laws, procès-verbaux, ordonnances, lists, plans, and any municipal acts or documents whatsoever that may be in force in the incorporated territory when the incorporating law is sanctioned.

Finally, the petitioners will ask that the costs, fees and disbursements whatever incurred in connection with the erection in town of the said territory be paid by the said petitioners and the interested parties of each portion of the territory, thus incorporated, or in other words, by the town.

J. H. ROUSSEAU,  
Sollicitor for Petitioners.  
Trois Pistoles, 15th December, 1915.  
7298—51-4

NOTICE.

Notice public is hereby given that The Montreal & South Western Railway Power Company will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act reenacting the Law constituting the said company in corporation, sanctioned on the 24th of March, 1911, Statute 1 Geo. V, 2nd session, chapter 82, under reserve, and moreover to obtain more rights permitting said company to acquire, let, possess, develop and operate Hydraulic power within 125 miles from the city of Montreal, and for other things in connection therewith.

MASSON & BILLETTE,  
Attorneys for petitioner.  
Montreal, 15th December, 1915. 7312—51-4

NOTICE.

Notice public is hereby given that the town of Sault-au-Récollet, shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, in order to obtain a special law for the following purposes:

To authorize the town to assess by resolutions of its council, upon the bordering proprietors in whole or in part the cost of permanent works executed or to be executed;

To enact that all sums used for public works and reimbursable by the bordering proprietors shall not affect the borrowing power of the town;

To empower the town to establish water intakes and purification plants and to enter with adjoining municipalities in any agreements that may be deemed fit for that purpose and to borrow the sums necessary, by means of debentures issued jointly with adjoining municipalities, if necessary, and to enact that the sums borrowed for such purpose shall not affect the borrowing power of the town;

To authorize the town to establish a playground in each of its wards and to acquire by expropriation or otherwise the land necessary for that purpose;

Accorder à la ville certains pouvoirs spéciaux et additionnels relatifs aux objets ci-après énumérés et restreindre, modifier ou abroger pour la ville, les dispositions de la loi des Cités et Villes, quant à ces objets, savoir:

a) La continuation et la complétion du pavage et du macadamisage de ses rues et chemins publics, la construction de trottoirs permanents, l'ouverture de nouvelles rues, parcs et places publiques et l'établissement d'un boulevard le long de la voie ferrée;

b) La canalisation de certains cours d'eau naturels, la construction et le prolongement des systèmes d'égoûts et d'aqueduc, avec en particulier le droit de passer ses tuyaux principaux dans les rues et ruelles privées et autres propriétés privées sans être obligée d'acquiescer telles propriétés mais sujette à l'obligation d'indemniser qui de droit;

c) L'acquisition de gré à gré ou par voie d'expropriation de tout terrain nécessaire ou utile à ce que dit ci-dessus ainsi qu'à toutes autres entreprises publiques;

d) L'emprunt des deniers nécessaires aux fins susdites et à l'exécution de tous autres travaux publics avec exemption pour la ville des dispositions des articles 5777, 5778, 5779, 5782, 5783, 5784, 5786, 5788 et autres des Statuts refondus de la province de Québec, 1909; ratifier certains contrats et pour autres fins.

A. A. PRIEUR,  
Secrétaire-trésorier et procureur de la ville du  
Sault-au-Récollet.  
Montréal, 15 décembre 1915. 7305—51-4

Avis public est par les présentes, donné que la Ville Montreal-Nord, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, en vue d'obtenir une loi spéciale l'autorisant à nommer et constituer, par résolution de son conseil, une commission appelée: "La Commission des Parcs de Montréal-Nord", avec pouvoirs de faire des règlements, d'administrer, embellir et exploiter à perpétuité certains parcs, d'acquiescer par voie d'expropriation ou autrement des immeubles, les posséder et les revendre; de faire des plans pour l'établissement de promenades, boulevards, champs de récréation, rues et jardins publics, d'emprunter toute somme de deniers nécessaires pour les fins qu'elle se propose et d'émettre des obligations, bons ou débentures garantis ou non, partiellement ou totalement par la Ville Montréal-Nord conjointement, s'il y a lieu, avec d'autres municipalités; de construire ou faire construire tous bâtiments publics ou autre nécessaires pour atteindre l'objet qu'elle se propose de consentir, tous baux ou cessions de biens et privilèges lui appartenant et pour autres fins.

JOSEPH BOYER,  
Maire et Procureur de la dite  
Ville Montréal-Nord.  
Montréal-Nord, 15 décembre 1915.  
7303—51-4

Avis est, par les présentes, donné que MM. Jean Baptiste Berthiaume, senior, rentier, Narcisse Beauchamp, entrepreneur, Eustache Fortier, hôtelier, tous trois des cité et district de Montréal, et Azarias Claude, courtier d'immeubles, de la ville d'Outremont, dit district, électeurs municipaux et propriétaires de la cité de Montréal dans le district de Montréal, s'adressent à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander par voie d'amendement au bill que présentera la cité de Montréal, la révocation ou le rappel de la loi 2 George V, chapitre 56, section 37, sous-section (a) et, qu'à défaut, par la dite cité de Montréal de présenter un bill pour amender sa charte, ils

To grant to the town certain special and additional powers in connection with the following purposes and restrain, modify and abrogate for the town, the provisions of the cities and towns Act, as to said purposes, to wit:

a) The continuation and completion of the paving and macadamizing of its streets and public roads, the construction of permanent side-walks, the opening of new streets, parks and public squares, and the establishment of a boulevard along the railroad;

b) The canalization of certain natural water-courses the construction and prolongation of its systems of sewers and aqueduct with the right to lay its main pipes in the streets, private lanes and other private properties without being obliged to acquire said properties, but subject to the obligation of indemnifying any interested parties:

c) The acquisition by mutual consent or by expropriation of all the lands required or useful for the above purposes, and for other purposes of public interest;

d) To borrow the sums required for the above purposes and for the execution of other public works, with exemption for the town of the provisions of articles 5777, 5778, 5779, 5782, 5783, 5784, 5786, 5788 and thereon the Revised Statutes of the province of Québec, 1909; to ratify certain contracts and for other purposes.

A. A. PRIEUR,  
Secretary Treasurer and Attorney of the town  
of Sault au Récollet.  
Montreal, 15th December, 1915. 7356—51-4

Notice public is hereby given that the town of Montreal-Nord, shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, in order to obtain a special law authorizing said town to appoint and constitute, by resolution of its Council, a commission called: "La Commission des Parcs de Montréal-Nord" with powers to adopt by-laws to manage, embellish and improve for ever certain parks, to acquire by expropriation or otherwise real-estates and possess and resell said real-estates; to prepare plans for the establishment of boulevards, playgrounds and public streets and gardens; to borrow any sum necessary for the intended purposes and to issue obligations, bonds and debentures secured or not secured, partially or totally by the town of Montréal-Nord, jointly, if necessary, with other municipalities; to construct or cause to be constructed any public buildings required for the purposes above mentioned, and to agree to all leases or transfers of property and privileges belonging to said Commission, and for other purposes.

JOSEPH BOYER,  
Mayor and Attorney of the said  
town of Montreal Nord.  
Montreal-Nord, 15th December, 1915.  
7304—51-4

Notice is hereby given by Messrs. Jean Baptiste Berthiaume, senior, gentleman, Narcisse Beauchamp, contractor, Eustache Fortier, hotel-keeper, all three of the city and district of Montreal, and Azarias Claude, real estate broker, of the town of Outremont, said district, rate-payers, electors and proprietors of the city of Montreal, in the district of Montreal, shall apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain by way of amendment to the bill which will be presented by the city of Montreal, the revocation of repeal of the law 2 George V, chapter 56, section 37, sub-section (a) and that in default by the city of Montreal to present a bill amending its charter, they, themselves will

s'adresseront eux-mêmes à la dite législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander la passation d'une loi révoquant ou rappelant la dite loi 2 George V, chapitre 56, section 37, sous-section (a).

R. G. de LORIMIER,  
Procureurs des requérants.  
Montréal, 15 décembre 1915. 7289—51-4

## AVIS.

Avis public est par les présentes donné que Messieurs J. H. Garceau, M. D., E. Lafortune, M. D., J. T. Morin, S. Girouard, Aurèle Charlebois, l'Abbé M. S. Shea, Narcisse Sauvageau, J. E. Tremblay, J.-Bte Zappa, P. J. Champagne, E. Bissonnette, O. Tardif, C. McCinley, J. T. Messier, Eugène Blais, Joseph Saint-Cyr, Elphège Phaneuf, Désiré Létourneau, Zotique Perreault, D. Hamelin et Arthur Perreault, tous contribuables électeurs municipaux, propriétaires de la municipalité scolaire d'Hochelaga, dans le comté d'Hochelaga, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander la passation d'une loi annexant le territoire de la dite Commission scolaire à la Commission des écoles catholiques de Montréal, pour à l'avenir faire partie, et être sous la juridiction et le contrôle de la Commission des écoles catholiques de Montréal.

TAILLON, BONIN, MORIN & LARAMEE,  
Procureurs des dits requérants.

Montréal, 15 decembre 1915. 7283—51-4

Avis public est, par les présentes, donné que la "Ville Saint-Michel" s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine Session, en vue d'obtenir une loi spéciale pour les fins suivantes:

Restreindre, modifier ou abroger pour la ville certaines dispositions de la Loi des Cités et Villes, relatives aux séances du Conseil, aux avis de convocation d'icelles ainsi qu'aux auditeurs, évaluateurs et autres officiers;

Ratifier, confirmer et valider certains règlements et certaines résolutions ainsi que certains contrats et certains plans préparés par F. C. Laberge et décréter qu'à l'avenir nul plan de subdivision n'aura d'effet pour la ville qu'après qu'il aura été approuvé par son conseil;

Autoriser la ville à établir des prises d'eau et usines de purification et à faire à ce sujet avec les municipalités voisines tous arrangements, contrats, actes d'accord, conventions et règlements jugés convenables, et à emprunter les sommes nécessaires à cette fin, au moyen de débentures émises, conjointement avec les municipalités voisines, s'il y a lieu, et décréter que les sommes ainsi empruntées n'affecteront pas le pouvoir d'emprunt de la ville;

Autoriser la corporation à assister, encourager et garantir, par résolutions, règlements, émission de débentures ou autrement toutes entreprises d'embellissement et d'intérêt public ainsi qu'à faire toutes conventions, marchés, actes d'accord et contrats avec toutes municipalités ou commissions dûment incorporées pour l'établissement de parcs, jardins, promenades et autres travaux d'embellissement et particulièrement avec "La Commission des Parcs de Montréal-Nord" et à cette fin, emprunter toute somme de deniers nécessaire et garantir les emprunts contractés par telles municipalités ou commissions par débentures de la ville ou par débentures conjointes, s'il y a lieu, avec toute municipalité ou commission;

Accorder à la ville certains pouvoirs spéciaux et additionnels relatifs aux objets ci-après énu-

apply to the Legislature of the province of Quebec at its next session, for an act revoking or repealing the said Law 2 George V, chapter 56, section 37, sub-section (a).

R. G. de LORIMIER,  
Attorney for petitioners.  
Montreal, 15th December, 1915. 7290—51-4

## NOTICE.

Public notice is hereby given that Messrs. J. H. Garceau, M. D., E. Lafortune, M. D., J. T. Morin, S. Girouard, Aurèle Charlebois, Rév. M. S. Shea, Narcisse Sauvageau, J. E. Tremblay, J. Bte Zappa, P. J. Champagne, E. Bissonnette, O. Tardif, C. McCinley, J. T. Messier, Eugène Blais, Elphège Phaneuf, Désiré Létourneau, Zotique Perreault, D. Hamelin, et Arthur Perreault, all ratepayers, and being municipal electors and proprietors of the school municipality of Hochelaga, in the county of Hochelaga, will apply at the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of a law annexing the territory and for said school Commission to the Board of Commissioners of the catholic schools of Montreal, to form part in future, and be under the jurisdiction and control of the Catholic School Commission of Montreal.

TAILLON, BONIN, MORIN & LARAMEE,  
Attorneys for said Petitioners.

Montreal, 15th December, 1915. 7284—51-4

Notice public is hereby given that the town of Saint Michel, shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, in order to obtain a special law for the following purposes:

To restrict, modify and abrogate for the town certain provision of "Cities and Towns Act", relating to sittings of the Council, to notices of convocation of same and to auditors, assessors and other officers of the town;

To ratify, confirm and validate certain by-laws, resolutions, contracts and certain plans prepared by F. C. Laberge and to enact that in future no plan of subdivisions of properties in its territory shall come into force before it has been approved by its Council;

To empower the town to establish water intakes and purification plants and to enter, for that purpose, with adjoining municipalities, in any agreement, contract, convention and by-law that may be deemed fit and to borrow the sums necessary by means of debentures issued jointly with adjoining municipalities, if necessary, and to enact that the sums borrowed for such purposes shall not effect the borrowing power of the town;

To authorize the Corporation to help, encourage and secure by resolutions, by-laws, issues of debentures or otherwise any undertakings of embellishment and public interest and also to enter into any agreements, contracts and commissions with any municipalities and commissions duly incorporated for the establishment of parks, gardens and promenades and other works of embellishment and more particularly, with "La Commission des Parcs de Montréal-Nord", and for this purpose, to borrow any sum of money and secure the loans contracted by said municipalities or commissions by debentures of the town or by debentures issued jointly, if necessary by the town and other municipalities or commission;

To grant to the town certain special and additional powers relative to the following purposes,

mérés et restreindre, modifier ou abroger pour la ville les dispositions de la loi des cités et villes quant à ces objets, savoir:

(a) La continuation et la complétion du pavage et du macadamisage de ses rues, chemins publics et places publiques, la construction de trottoirs permanents, l'ouverture de nouvelles rues, parcs et places publiques;

(b) La canalisation de certains cours d'eau naturels, la construction et le prolongement des systèmes d'égouts et d'aqueduc;

(c) L'acquisition de gré à gré ou par voie d'expropriation de tout terrain nécessaire ou utile à ce que dit ci-dessus ainsi qu'à toutes autres entreprises publiques;

(d) L'emprunt d'une somme de \$300,000.00 ou autres sommes nécessaires aux fins susdites ainsi qu'à l'exécution de tous autres travaux publics avec exemption pour la ville des dispositions des articles 5777, 5778, 5779, 5782, 5784, 5786 et 5788 et autres des Statuts Refondus de la Province de Québec, 1909.

Autoriser la ville à annexer certaines parties de territoire des municipalités avoisinantes, et pour autres fins.

D.-J.-A. PESANT,  
Secrétaire-trésorier et procureur  
de la ville Saint-Michel,  
Ville Saint-Michel, 15 décembre 1915.  
7301-51-4

AVIS.

Avis public est par les présentes donné que les curé et marguilliers, de l'Œuvre et Fabrique de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste-de-Lasalle, demanderont à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi, constituant en corporation, sous le nom de Syndics de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste, de Lasalle, le curé et les trois marguilliers du banc, avec les droits, pouvoirs et privilèges accordés aux corporations de syndics, en vertu des Statuts refondus, 1909, et autorisant les dits syndics à emprunter une somme n'exécédant pas (\$200,000. pour l'achat des terrains requis, la construction et l'ameublement d'un soubassement d'église, sacristie et d'un presbytère, et à prélever par voie de répartition, sur les immeubles possédés par les catholiques romains, individuellement ou par compagnies incorporées, les intérêts et les fond d'amortissement sur le dit emprunt.

Il sera fait chaque année, un acte de répartition annuelle, basée sur le rôle d'évaluation, en vigueur dans la cité de Maisonneuve, et pour obtenir tous autres pouvoirs pour exécuter les dits travaux, en répartir et prélever le coût.

TAILLON, BONIN, MORIN & LARAMEE,  
Procureurs pour la dite Fabrique.  
Montréal, 15 décembre 1915. 7285-51-4

Avis est par les présentes donné que la Banque Provinciale du Canada, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires en la cité de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire passer une loi aux fins de ratifier et valider la vente à elle faite par Neuville Belleau, en date du 1er octobre 1915, passée à Québec, devant Mre C. E. Taschereau, N. P., d'un emplacement situé en la cité de Québec, connu sous le numéro 2167 aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint Pierre, en la dite cité; et de ratifier et valider les titres de la dite propriété, spécialement en ce qui concerne les procédures en date du mois d'avril 1904, sur licitation du dit immeuble provenant de la succession de feu Sir Narcisse Fortunat Belleau, en son vivant de Québec; ainsi que la

and to restrict, modify and abrogate for the town the provisions of the "Cities and Towns Act" as to said purposes, to wit:

(a) The continuation and completion of the paving and macadamizing of its streets, public roads and squares, the construction of permanent side-walks, the opening of new streets, parks and public places;

(b) The canalization of certain natural water-courses, the construction and continuation of its systems of sewers and aqueduct;

(c) The acquisition by mutual consent or by expropriation of all lands necessary or useful to the above purposes as well as to any public undertakings;

(d) The borrowing of a sum of \$300,000.00 or any other sum necessary for the purposes above mentioned and for the execution of any other public works, with exemption for the town of the provisions of articles 5777, 5778, 5779, 5782, 5783, 5784, 5786, 5788 and other articles of the Revised Statutes of the Province of Québec, 1909;

To empower the town to annex certain parts of the territories of adjoining municipalities, and for other purposes.

D.-J.-A. PESANT,  
Secretary-Treasurer and Attorney  
of the town of Saint Michel,  
Town Saint Michel, 15th December, 1915.  
7302-51-4

NOTICE.

Public notice is hereby given that the "Curé et Marguilliers, de l'Œuvre et Fabrique", of the parish of Saint Jean Baptiste de Lasalle, will apply at the Legislature of the Province of Québec, at its next session, to obtain a law, incorporating under the name of the "Syndics de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Lasalle", the Curé and the three Marguilliers du banc, with the rights, powers and privileges granted to corporations of trustees (Syndics), by the Revised Statutes, 1909, and authorizing the said trustees (Syndics) to borrow a sum not exceeding \$200,000. for the purchase of the land required for the construction and the furnishing of a basement of a church, vestry, and of a presbytery, and to levy by means of assessment, on the immoveables belonging to the Roman catholics, individually or through incorporated companies, the interest and the sinking fund on said loan.

Each year an annual assessment based on the assessment roll in force in the city of Maisonneuve, will be made, and to obtain other powers to execute said works, to levy and to collect the cost thereof.

TAILLON, BONIN, MORIN & LARAMEE,  
Attorney's for said Fabrique.  
Montreal, 15th December, 1915. 7286-51-4

Notice is hereby given that, the Banque Provinciale du Canada, a body politic and corporate, having its head office in the city of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Québec, at its next session, for an act ratifying and validating the sale to said Banque Provinciale du Canada, by Neuville Belleau, dated the 1st October, 1915, made at Québec, before C. E. Taschereau, N. P., of that certain emplacement situate in the city of Québec and known under number 2167 on the official plan and in the book of reference of Saint Peter's ward in said city; and ratifying and validating titles to said property, especially all procedures dated in the month of April 1904, respecting the licitation of said immoveable forming part of the estate of the late Sir Narcisse Fortunat Belleau, in his lifetime of Québec; and

vente du dit immeuble, en date du 9 mai 1904, passée à Québec, devant M<sup>re</sup> L. P. Sirois, N. P., entre Dame Marie Emma Zoé Carrier es-qualité et al., et Sainte Foye Belleau.

KAVANAGH, LAJOIE & LACOSTE,  
7287—51-4 Procureurs de la requérante.

also the sale of said immoveable, on the 9th May, 1904, by deed passed before L. P. Sirois, N. P., between Dame Marie Emma Zoé Carrier, *es qualité et al.*, and Sainte Foye Belleau.

KAVANAGH, LAJOIE & LACOSTE,  
7288—51-4 Attorneys for Petitioner.

Avis est par le présent donné que "L'Union des Ecoles du Dimanche de la province de Québec," demandera à la Législature, à sa prochaine session qu'une loi soit votée amendant celle qui l'a constituée en corporation (51-52 Vict. Chap. 61), de manière à faire changer son nom en celui de "L'Association des Ecoles du Dimanche, de la province de Québec" ainsi que le mot "cinq" par le mot "sept" dans la section 6ième de ladite loi.

7293—51-4

Notice is hereby given that, the "Sunday School Union, of the province of Quebec", will apply at the next session of the Legislature for an act amending their act of incorporation (51-52) Vict. Chap. 61), to change the name of the "Sunday School Association of the province of Quebec and the word "five" to the word "seven" in the 6th section thereof.

7294—51-4

AVIS POUR LA VILLE DE SAINT-LAMBERT.

Province de Québec,  
District de Montréal.

Avis est par le présent donné que demande sera faite à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'une loi amendant la charte de la ville de Saint-Lambert, pour les fins suivantes:

- (a). Corriger et déterminer ses frontières;
- (b). Annexer parties des numéros "245" et "246" du cadastre de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil;
- (c). Confirmer ses droits à la possession et à la propriété de la lisière de terrain de dix pieds de large qui s'étend entre les numéros "255" et "256" du cadastre de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil;
- (d). Relativement aux séances spéciales et ajournées;
- (e). Approbation des règlements;
- (f). Relativement à la construction et à l'inspection des édifices;
- (g). Amender l'Article "36" de la charte de la ville, confirmer et faire déclarer valide le règlement "71";
- (h). Déterminer l'année fiscale et répartir les fonctions et l'ouvrage;
- (i). Relativement à l'aqueduc, à sa construction et à son extension;
- (enj). Modifier le système actuel d'expropriation, vigueur dans la ville;
- (k). Permettre aux corporations de voter à toutes les élections;
- (l). Contrôler et régulariser la subdivision des propriétés situées dans la ville ou de celles qui y sont adjacentes;
- (m). Faire ratifier certaines conventions, et pour autres fins.

ELLIOTT, DAVID & MAILHIOT,  
Procureurs des requérants.  
Montréal, 10 décembre 1915. 7295—51-4

Avis est par le présent donné que George E. Borlase, notaire public, John P. Wells, avocat, et Henry J. Duffett, avocat, tous trois de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, dans la province de Québec, demanderont à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi incorporant une compagnie sous le nom de "Civic Investment & Industrial Company," avec siège social dans la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, au capital de \$100,000.00, dont les pouvoirs lui permettraient de placer des argents sur les valeurs d'aucune municipalité ou corporation ayant pour objets, en tout ou en partie, l'exploitation d'un service de téléphone ou de tramways ou l'approvisionnement de la chaleur, de l'eau, de la lumière ou de la force motrice; avancer des deniers, prendre le

NOTICE ON BEHALF OF THE TOWN OF SAINT LAMBERTS.

Province of Quebec,  
District of Montreal,

Notice is hereby given that at the approaching session of the Legislature of the province of Quebec, application will be made for an act to amend the charter of the town of Saint Lamberts, as follows:—

- (a). Correct and define its boundaries;
- (b). Annex parts of cadastral numbers "245" and "246" of the parish of Saint Antoine de Longueuil;
- (c). Confirm its possession and ownership in the strip of land ten feet in width, between cadastral numbers "255" and "256" of the parish of Saint Antoine de Longueuil;
- (d). Concerning special and adjourned meetings;
- (e). Approval of By-laws;
- (f). Concerning the construction and inspection of buildings;
- (g). To amend Article "36" of the town's charter and to confirm and validate By law "71".
- (h). Determine the fiscal year and division of its offices and work;
- (i). Concerning water supply and the construction and extension of same;
- (j). To modify the present system of expropriation, applicable to the town;
- (k). To permit Companies to vote at all elections;
- (l). To control and regulate the subdivision of properties in and adjacent to the town;
- (m). The ratification of agreements, and for other purposes.

ELLIOTT, DAVID & MAILHIOT,  
Attorneys for applicants.  
Montreal, 10th December, 1915. 7196—51-4

Notice is hereby given that George E. Borlase, notary public, John P. Wells, advocate and Henry J. Duffett, advocate, all three of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, in the province of Quebec, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session for an act to incorporate a company under the name of "Civic Investment & Industrial Company", having its head office in the City of Sherbrooke, district of Saint Francis, with a capital of \$100,000.00, with power to invest in the securities of any municipality or of any corporation having for its object in whole or in part the exploitation of telephone or tramways or the supplying of heat, water, light or power, to lend money, to contract for, construct, lease or acquire any enterprise in which it is authorized to invest and to operate the

contrat, construire, louer ou acquérir aucune entreprise dans la quelle elle est autorisée à placer ses capitaux, et l'administrer; s'unir ou se fusionner avec aucune telle corporation; avoir la jouissance et l'exercice des pouvoirs constitutifs d'aucune compagnie qu'elle pourra acquérir ou prendre à bail, ou avec laquelle elle pourra se fusionner; nommer un ou plusieurs de ses actionnaires pour la représenter dans le bureau de direction d'aucune telle corporation; aussi, exercer ses pouvoirs d'emprunts ou augmenter son capital aux conditions qui pourront être arrêtées; et tels autres privilèges qui sont habituellement octroyés aux compagnies à fonds social.

CATE, WELLS & WHITE,  
Procureurs des requérants.  
Sherbrooke, 20 décembre 1915. 7299—52-4

same, or to amalgamate or consolidate with any such corporation, to enjoy and exercise the charter powers of any company which it may acquire or lease, or with which it may amalgamate, to appoint one or more of its shareholders to represent it on the board of any such corporation as well as to exercise its borrowing powers or increase its capital upon such conditions as may be prescribed, and such other powers as are usually conferred upon joint stock companies.

CATE, WELLS & WHITE,  
Attorneys for applicants.  
Sherbrooke, 20th December, 1915. 7300—52-4

### Avis Divers

Cour supérieure. No 912. Province de Québec. District de Saint-François. Dame Emma Beauchesne, épouse d'Emile Simoneau, fromagier, du canton de Wotton, a, ce jour, intenté contre son mari une action en séparation de biens.

FELIX LECLERC,  
Procureur de la demanderesse.  
Sherbrooke, le 17 décembre 1915. 7393

Cour supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 4086. Georges Pominville, de la cité et du district de Montréal, expéditeur, Demandeur; et Dame Anna Gibeau, du même lieu, épouse commune en biens de Georges Pominville, Défenderesse.

Le demandeur a institué une action en séparation de corps contre la défenderesse.

CURRAN & CURRAN,  
Procureur du demandeur.  
Montréal, 17 décembre 1915. 7441—52-5

Cour supérieure. No 2891. District de Montréal. Dame Alberta Messier, épouse commune en biens de Joseph Forget, de Montréal, menuisier a intenté une action en séparation de biens contre son mari.

MILLETTE & GRENIER,  
Avocats de la dite Dame Alberta Messier.  
Montréal, 21 décembre 1915. 7481—52-5

Cour supérieure. No 5220. Province de Québec. District de Montréal. Dame Rose Dina Fortin, de la cité et du district de Montréal, épouse de Joseph Lazare Fortin, beurrier du même lieu, et dûment autorisée à cette fin, à poursuivi, ce jour, son dit époux, en séparation de biens.

PHILIPPE DORVAL,  
Procureur de la demanderesse.  
Montréal, 29 novembre 1915. 7235—51-5

Cour supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 4007. Dame Alphonsine St Hilaire, des cité et district de Montréal, épouse de Wilfrid Chartrand, peintre, du même lieu dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs Le dit Wilfrid Chartrand, peintre, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée contre le défendeur le 3 décembre 1915.

J. WILFRID PILON,  
Procureur de la demanderesse.  
Montréal, 3 décembre 1915. 7037—50-5

### Miscellaneous Notices

Superior Court. No. 912. Province of Quebec. District of Saint Francis. Dame Emma Beauchesne wife of Emile Simoneau, cheese-maker, of the township of Wotton, has, this day, brought against her husband an action in separation as to property.

FELIX LECLERC,  
Attorney for the plaintiff.  
Sherbrooke, 17th December 1915. 7394

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No. 4086. Georges Pominville, of the city and district of Montreal, shipper, Plaintiff; and Dame Anna Gibeau, of the same place, wife common as to property of Georges Pominville, Defendant.

An action in separation as to bed and board has been instituted by said Plaintiff against the Defendant.

CURRAN & CURRAN,  
Attorneys for Plaintiff.  
Montreal, 17th December, 1915. 7442—52-5

Superior court. No 2891. District of Montreal. Dame Alberta Messier, wife common as to property of Joseph Forget, of Montreal, joiner, has instituted an action for separation as to property against her husband.

MILLETTE & GRENIER,  
Attorneys for said Dame Alberta Messier.  
Montreal, 21st December 1915. 7482—52-5

Superior Court. No. 5220. Province of Quebec. District of Montreal. An action in separation as to property has been instituted this day by Dame Rose Dina Fortin, of the city and district of Montreal, wife of Joseph Lazare Fortin, buttermaker of the same place, against her said husband.

PHILIPPE DORVAL,  
Attorney for Plaintiff.  
Montreal, 29th November, 1915. 7236—51-5

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No. 4007. Dame Alphonsine St Hilaire, of the city and district of Montreal, wife of Wilfrid Chartrand, painter of the same place, duly authorized to ester in justice, Plaintiff; vs Wilfrid Chartrand, of the same place, painter, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted this day in this case.

J. WILFRID PILON,  
Attorney for plaintiff.  
Montreal, 3rd December, 1915. 7038—50-5

Cour supérieure. No 3096. Province de Québec. District de Gaspé. Christina Macbeth, de Matapédia, épouse de Gordon Cameron Adams, marchand de bois, de Matapédia, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs Ledit Gordon Cameron Adams, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en la présente cause, le vingt-cinq novembre 1915.

JOHN HALL KELLY,  
Procureur de la Demanderesse.  
New-Carlisle, 25 novembre 1915. 6841—49-5

Superior Court. No. 3096. Province of Quebec. District of Gaspé. Christina Mcbeth, of Matapédia, wife of Gordon Cameron Adams, Lumberman of Matapédia, duly authorized to ester en justice, Plaintiff; vs The said Gordon Cameron Adams, Defendant.

An action in separation as to property has been taken in this case on the twenty-fifth day of November 1915.

JOHN HALL KELLY,  
Attorney for plaintiff.  
New Carlisle, 25th November, 1915. 6842—49-5

Cour supérieure. Beauce. No 2592. Dame Adiana Boily, épouse de Jean alias Johnny Bernard, forgeron, de Saint-Côme, a intenté ce jour, une action en séparation de biens contre son mari. Saint-Joseph, Beauce, 20 novembre 1915.

REMI BOLDUC,  
6843—49-5 Procureur de la demanderesse.

Superior Court. Beauce. No. 2592. Dame Adiana Boily, wife of Jean, alias Johnny Bernard, blacksmith of Saint Côme, has this day instituted an action in separation as to property against her said husband. Saint Joseph, Beauce, 20th November, 1915.

REMI BOLDUC,  
6844—49-5 Attorney for Plaintiff.

Cour supérieure. No 1499. Province de Québec. District de Montréal. Dame Exéline Martin, de la ville de Maisonneuve, district de Montréal, épouse commune en biens de Napoléon Bonnier, épiciier, du même lieu, la dite Dame Exéline Martin dûment autorisée en justice à ester en la présente cause, Demanderesse; vs le dit Napoléon Bonnier, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause le 16 novembre 1915.

MASSON & BILLETTE,  
6907—49-5 Procureurs de la demanderesse.

Superior court. No. 1499. Province of Quebec. District of Montreal. Dame Exéline Martin, of the city of Maisonneuve, district of Montreal, wife common as to property of Napoléon Bonnier, grocer, of the same place, the said Exéline Martin duly authorized in Justice to act in the present case, Plaintiff, vs the said Napoléon Bonnier, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on 16th November, 1915.

MASSON & BILLETTE,  
6908—49-5 Attorneys for Plaintiff.

Province de Québec. District de Montréal. Cour supérieure. No 4961. Dame Sylvia Benoit, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Josephat Beaudoin, commerçant du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit Josephat Beaudoin, défendeur. Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, par la demanderesse contre le défendeur.

PAUL SURVEYER,  
Procureur de la demanderesse.  
Montréal, 12 novembre 1915. 6683—48-5

Province of Quebec. District of Montreal. Superior Court. No. 4961. Dame Sylvia Benoit, wife common as to property of Josephat Beaudoin, trader of the same place and duly authorized to ester en justice, Plaintiff; vs the said Josephat Beaudoin, Defendant.

An action for separation as to property has, this day been instituted against said defendant by said plaintiff.

PAUL SURVEYER,  
Attorney for Plaintiff.  
Montreal, 12th November. 1915. 6684—48-5

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 3675. Dame Victoria Irène de Roche Brune, épouse de Edward John Fetherstonhaugh, des cité et district de Montréal, solliciteur de brevet, dûment autorisée par la Cour supérieure, Demanderesse; vs Le dit Edward John Fetherstonhaugh, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentés en la présente cause le 8 novembre 1915.

CLEXTON & KER,  
Procureurs de la demanderesse.  
Montréal, 19 novembre 1915. 6685—48-5

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No. 3675. Dame Victoria Irene de Roche Brune, wife of Edward John Fetherstonhaugh, of the city and district of Montreal, patent solicitor, duly authorized by the Superior Court. Plaintiff; vs The said Edward John Fetherstonhaugh, Defendant.

An action praying for separation as to property has been instituted in this case on the 8th day of November, 1915.

CLEXTON & KER,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 19th November, 1915. 6686—48-5

Cour supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 2569. Dame Kathleen Crawford, de Montréal Ouest, district de Montréal, épouse commune en biens de John Herbert Lauer, gérant, du même lieu, et la dite Kathleen Crawford, dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes, Demanderesse; vs le dit J. H. Lauer, Demandeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 22 novembre 1915.

PERRON, TASCHEREAU, RINFRET,  
VALLEE & GENEST,  
Avocats de la demanderesse.  
Montréal, 24 novembre 1915. 6779—48-5

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No. 2569. Dame Kathleen Crawford, of the town of Montreal West, in the district of Montreal, wife common as to property with John Herbert Lauer, manager of the same place, the said Dame Kathleen Crawford, duly authorized in justice to act in the present case, Plaintiff; vs The said J. H. Lauer, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on the 22nd of November, 1915.

PERRON, TASCHEREAU, RINFRET,  
VALLEE & GENEST,  
Attorneys for Plaintiff.  
Montreal, 24th November, 1915. 6780—48-5

Cour supérieure. Chicoutimi. No 4962. Marie L. Lambert, épouse de F.-X. Goulet, de Jonquières épicier, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son époux.

L. ALAIN,  
Procureur de la demanderesse.  
Chicoutimi, 9 novembre 1915. 6697—48-5

Superior Court. Chicoutimi. No. 4962. Marie L. Lambert, wife of F.-X. Goulet, of Jonquières, grocer, has this day instituted an action in separation as to property against her husband.

L. ALAIN,  
Attorney for plaintiff.  
Chicoutimi, 9th November, 1915. 6698—48-5

Cour supérieure. Province de Québec. District de Montréal. Dame Marie-Louise Pilon, épouse de Théodule Besner, menuisier, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs le dit Théodule Besner, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause le 23 novembre 1915.

ANTONIO LEBLANC,  
Avocat de la demanderesse.  
Montréal, 23 novembre 1915. 6781—48-5

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. Dame Marie-Louise Pilon, of the city and district of Montreal, wife of Theodule Besner, carpenter, duly authorized to ester en justice, Plaintiff; vs The same Theodule Besner, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case the 23rd of November, 1915.

ANTONIO LEBLANC,  
Attorney for Plaintiff.  
Montreal, 23rd November, 1915. 6782—48-5

Cour supérieure. No 853. Province de Québec. District de Montréal. Dame Etta Tabatchnik de la cité et du district de Montréal, épouse de Sam Granovsky, marchand, du même lieu, dûment autoriser à ester en justice, Demanderesse; vs le dit Sam Granovsky, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 18 novembre 1915.

ISIDORE BALLON,  
Procureur de la demanderesse.  
6783—48-5

Superior Court. No. 853. Province of Quebec. District of Montreal. Dame Etta Tabatchnik, of the city and district of Montreal, wife of Sam Granovsky, merchant, of the same place, duly authorized to ester en justice, Plaintiff; vs the said Sam Granovsky, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted against the said Defendant on November 18th, 1915.

ISIDORE BALLON,  
Attorney for Plaintiff.  
6784—48-5

Province de Québec. District de Montréal. Cour supérieure. No 5. Dame Cordelia Champagne, épouse d'Ovila Martineau, entrepreneur de Montréal et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs Ovila Martineau, Defendeur.

Une action en séparation de biens a été ce jour instituée contre le défendeur.

L. P. DUPRE,  
Avocat de la demanderesse.  
Montréal, 23 novembre 1915. 6969—49-5

Province of Quebec. District of Montreal. Superior Court. No. 5. Dame Cordelia Champagne, wife of Ovila Martineau contractor of the same place, duly authorized to ester en justice, Plaintiff; vs Ovila Martineau, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted this day against the said defendant.

L. P. DUPRE,  
Attorney for plaintiff.  
Montreal, 23rd November, 1915. 6970—49-5

Cour supérieure. No 5281. Province de Québec. District de Montréal. Bertha Lagacé, de la ville de Cartierville, district de Montréal, épouse commune en biens de Delphis Ouellette, laitier du même lieu, a intenté ce jour une action en séparation de biens contre son dit époux.

MONTY & DURANLEAU,  
Avocats de la demanderesse.  
Montréal, 7 décembre 1915. 7103—50-5

Superior Court. No. 5281. Province of Quebec. District of Montreal. Bertha Lagacé, of the town of Cartierville, district of Montreal, wife common as to property of Delphis Ouellette, milkman, of the same place, has taken, this day, an action in separation of property against her said husband.

MONTY & DURANLEAU,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 7th December, 1915. 7104—50-5

Cour supérieure. No 324. Province de Québec. District de Montréal. Dame Fanny Lipchitz, de la cité de Montréal, épouse de Joseph Jacobson, gentilhomme, du même lieu, dûment autoriser à ester en justice, Demanderesse; contre le dit Joseph Jacobson, gentilhomme, du même endroit, Defendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée contre le Défendeur, le 15 décembre 1915.

SURVEYER, OGDEN & COONAN,  
Procureurs de la Demanderesse.  
7317—51-5

Superior Court. No. 324. Province of Quebec. District of Montreal. Dame Fenny Lipchitz, of the city of Montreal, wife of Joseph Jacobson, gentleman, of the same place duly authorized to ester en justice, Plaintiff; vs the said Joseph Jacobson, gentleman, of the same place Defendant.

An action for separation of property has been instituted against the Defendant, the 15th day of December, 1915.

SURVEYER, OGDEN & COONAN,  
Attorneys for the Plaintiff.  
7318—51-5

## Avis de Faillites

## Bankrupt Notices

*District de Québec.*

Dans l'affaire de Médéric Tremblay, Entrepreneur Menuisier, Limoilou, Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 4 janvier 1916.

Ce dividende sera payable à notre bureau le ou après le 5 janvier 1916.

BEDARD & BELANGER  
Curateurs conjoints.

Bureau, 101 rue Saint-Pierre,  
Québec, 18 décembre 1915. 7391

*Cour supérieure.*

Province de Québec,  
District de Saint-François,  
In re: Mélina Villeneuve, Mégantic, Qué.,  
Insolvable.

Avis est par le présent donné que le 17 décembre, 1915, par ordre de la Cour supérieure, nous avons été dûment nommé curateurs aux biens et effets du susdit insolvable.

Les réclamations dûment attestées doivent nous être produites dans les trente jours de cette date.

ALLAIRE & LEBLANC,  
Curateurs.

Bureau de Allaire & Leblanc,  
Sherbrooke, Que. 7395-52-5

*Cour supérieure.*

Province de Québec,  
District de Montcalm,  
No 213.  
In re: Camille Bernier, Requérrant cession;  
vs

Evariste Ekimberg, hôtelier, de Nominigüe,  
Failli.

Avis est par le présent donné, que le seize décembre, courant, (1915), par une ordonnance de la Cour, j'ai été nommé curateur aux biens du dit failli qui a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations attestées sous serment, doivent être produites à mon bureau, à Mont-Laurier, comté de Labelle, dans les trente jours de cet avis.

V. L. DOLLETTE,  
Curateur.

Mont-Laurier, Co. Labelle, P. Q.  
Mont-Laurier, 18 décembre 1915. 7385

*Cour supérieure.*

Province de Québec,  
District de Montréal,  
In re: H. Leibovitch, "Mount Royal Aerated  
Water Mfg. Co." Insolvent.

Georges Duclos, Curateur.

Avis est par le présent donné que, par jugement de la Cour supérieure, rendu ce jour, j'ai été nommé curateur aux biens de l'insolvable sus-nommé, et que MM. John Sterling, J. Norman Spearin et J. R. Coleby ont été nommés inspecteurs.

Si vous n'avez pas encore produit vos réclamations assermentées, s'il vous plaît, veuillez le faire dans les trente jours, pour que votre créance soit colloquée au bordereau de dividende.

GEORGES DUCLOS,  
Curateur.

30, rue Saint-Jacques. Montréal. Main 1002  
Montréal, 15 décembre, 1915. 7409

*District of Quebec.*

In the matter of Mederic Tremblay, Master Joiner, Limoilou, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter and will be open to objection until January 4th 1916.

This dividend will be payable at our office on or after the 5th of January, 1916.

BEDARD & BELANGER,  
Joint Curators.

Office, 101 Saint Peter street.,  
Quebec, December 18th 1915. 7392

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Saint Francis,  
In re: Mélina Villeneuve, Megantic, Que.,  
Curators.

Notice is hereby given that on the 17th December, 1915, by an order of the Superior Court, we were appointed curators to the property and assets of above insolvent.

Sworn claims must be filed with us within thirty days from this date.

ALLAIRE & LEBLANC,  
Curators.

Office of Allaire & Leblanc,  
Sherbrooke, Que. 7396-52-5

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Montcalm,  
No. 213.  
In re: Camille Bernier, Petitioner for assignment;  
vs

Evariste Ekimberg, Innkeeper, of Nominigüe,  
Insolvent.

Notice is hereby given that on the sixteenth of December, (1915) by order of the Court, I have been appointed curator to the estate of the said insolvent, who has made an assignment of his assets for the benefit of his creditors.

Attested sworn claims must be filed at my office Mont Laurier, county of Labelle, within thirty days from this notice.

V. L. DOLLETTE,  
Curator.

Mont Laurier, Co. Labelle, P. Q.  
Mont Laurier, 18th December, 1915. 7386

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Montreal,  
In re: H. Leibovitch, "Mount Royal Aerated  
Water Mfg. Co." Insolvent.

Georges Duclos, Curateur.

Notice is hereby given that by a judgement of the Superior Court rendered this day, I have been appointed curator of the above named insolvent and Messrs. John Sterling, J. Norman Spearin, and J. R. Coleby, have been appointed inspectors.

If you have not already filed your sworn claims please do so within thirty days, in order that your account may be collocated in the dividend sheet.

GEORGES DUCLOS,  
Curator.

30 Saint James street, Main 1002.  
Montreal, December 15th 1915. 7410

*Cour supérieure.*

Province de Québec,  
District de Montréal,  
*In re: I. Carsley, Montréal, Insolvable.*  
Avis est par le présent donné que l'insolvable sus-nommé a fait, ce jour, une cession judiciaire de son actif pour le bénéfice de ses créanciers, et que j'ai été nommé gardien provisoire des biens du susdit.

J. W. MICHAUD,  
Ass. gardien provisoire.  
Montréal, 16 décembre 1915. 7411

*Cour supérieure.*

Province de Québec,  
District de Montréal,  
*In re: Geo. McKnight, Montréal, Insolvable.*  
Avis est par le présent donné qu'un second bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, sujet à contestation jusqu'au 5 janvier 1916, après laquelle date, le dividende sera payable à mon bureau.

C. W. Baker,  
Curator.  
Baker, Geraghty & Co.,  
232 rue Saint-Jacques.  
Montréal, 16 décembre 1915 7407

*Cour supérieure.*

Province de Québec,  
District de Montréal.  
Dans l'affaire de Louis Weinfeld, 458 Boulevard Saint-Laurent, Montréal, Insolvable.  
Avis est par le présent donné que le 9 de décembre 1915, nous avons été nommé curateurs conjoints aux biens du dit failli.

Tous ceux qui ont des réclamations contre le dit insolvable sont priés de les produire, dûment attestées sous serment, dans les 30 jours de la présente date.

J. WILFRID MICHAUD,  
HENRI DESROSIERS,  
Curateurs conjoints.  
Bureau: Michaud & DesRosiers,  
Comptables et liquidateurs,  
Chambre 24, 55 rue Saint-François-Xavier.  
Montréal, 20 décembre 1915. 7461

*District de Gaspé.*

Dans l'affaire de Ernest Allard, marchand général, Robitaille, Insolvable.  
Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un ordre de la cour en date de ce jour nous avons été nommés curateurs conjoints aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant nous dans les trente jours de cette date.

BEDARD & BELANGER,  
Curateurs conjoints.  
Bureau: 101 rue Saint-Pierre.  
Québec, 20 décembre 1915. 7437

*Cour supérieure.*

Province de Québec,  
District de Montréal.  
Dans l'affaire de J. O. Authier, Maisonneuve,  
Avis est par le présent donné qu'un deuxième et dernier dividende a été déclaré et sera payable à mon bureau le 11ème jour de janvier 1916.  
Toute contestation de ce dividende doit être déposée entre mes mains avant la date susmentionnée.

J. A. TURCOTTE,  
Curateur.  
Bureaux de Kent & Turcotte, Montréal. 7443

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Montreal,  
*In re: I. Carsley, Montreal, Insolvent.*  
Notice is hereby given that the above named insolvent has this day made a judicial abandonment of his assets for the benefit of his creditors, and that I have been appointed provisional guardian to the property of the aforesaid.

J. W. MICHAUD,  
Dep. Provisional Guardian.  
Montreal, December 16th, 1915. 7412

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Montreal,  
*In re: Geo. McKnight, Montreal, Insolvent.*  
Notice is hereby given that a second dividend sheet has been prepared in this matter, open to objection until the 5th day of January, 1916, after which date the dividend will be payable at my office.

C. W. BAKER,  
Curator.  
Office of Baker, Geraghty & Co.  
232 Saint James street,  
Montreal, December 16th, 1915. 7408

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Montreal.  
In the matter of Louis Weinfeld, 458 Saint Lawrence Bld., Montreal, Insolvent.  
Notice is hereby given on the 9th day of December, 1915, we were appointed joint curators to the estate of said Insolvent.

All parties having claims against said insolvent are requested to file same duly attested under oath, within 30 days from this date.

J. WILFRID MICHAUD,  
HENRI DESROSIERS,  
Joint Curators.  
Office of: Michaud & DesRosiers,  
Accountants and Liquidators,  
Room 24, 55 Saint Francois Xavier street,  
Montreal, 20th December, 1915. 7462

*District of Gaspé.*

In the matter of Ernest Allard, general merchant, Robitaille, Insolvent.  
Notice is hereby given that pursuant to a judgment of the Court dated this day we have been appointed joint curators to this estate.

All parties having claims against this estate are requested to file their claim with us within thirty days from this date.

BEDARD & BELANGER,  
Joint Curators.  
Office: 101 Saint Peter street.  
Quebec, 20th December, 1915. 7438

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Montreal.  
In the matter of J. O. Authier, Maisonneuve,  
Notice is hereby given that a second and final dividend has been declared and will be payable at my office on the 11th day of January, 1916.  
Any contestation of this dividend must be deposited with me before the date above mentioned.

J. A. TURCOTTE,  
Curator.  
Office of Kent & Turcotte, Montreal. 7444

*Cour supérieure.*

Province de Québec,  
District de Montréal.  
*Re* Samuel Miller, Lachine, Que., Insolvable.  
Avis est par les présentes donné que par un jugement de la Cour supérieure, en date du 17 décembre 1915, j'ai été nommé curateur aux biens du sus-nommé.  
Les réclamations assermentées doivent être filées entre mes mains dans les trente jours du présent avis.

PAUL L. TURGEON,  
Curateur.

Bureau de Chartrand & Turgeon,  
55 rue Saint-François-Xavier, Montréal. 7439

*Cour supérieure.*

Canada,  
Province de Québec,  
District de Terrebonne,  
No 4.  
Dans l'affaire de Alfred Alexandre Viau, manufacturier et commerçant de la ville de Saint-Jérôme, district de Terrebonne, et y faisant affaires seul sous les nom et raison sociale de "N. I. Viau & Fils". Débiteur insolvable.

ET

Louis Leclerc, du même lieu, Créancier requérant cession.

Avis est par le présent donné que le dit débiteur a fait ce jour un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la Cour supérieure, à Sainte-Scholastique.

GRIGNON & FORTIER,  
Protonotaire, C. S.

Sainte-Scholastique, 18 décembre 1915. 7459

*Re* L. H. Langlois, de Québec, épiciier, Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'une ordonnance de la Cour supérieure, pour le district de Québec, en date du 21 décembre 1915, les sous-signés ont été nommés curateurs.

Les créanciers du dit insolvable sont requis de nous produire leurs réclamations dans les trente (30) jours de cette date.

LEFAIVRE & GAGNON,  
Curateurs-Conjoints.

Bureau: 98 rue Saint-Pierre, Québec, Que.  
Québec, 21 décembre 1915. 7477

*Cour supérieure.*

Province de Québec,  
District de Montréal.  
*Re* C. D. Sheldon, Montréal, Insolvable.  
Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé dans cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au dixième jour de janvier 1916, après laquelle date les dividendes seront payables au bureau des soussignés.

ALEXANDRE BURNETT,  
Curator.

Bureau de Wilks & Burnett,  
Montréal, 27 décembre 1915. 7479

*District de Saint-François.*

*In re:* Joseph Délage, Garthby, Qué., Failli.  
Avis est par les présentes donnés que le dit failli a, ce jour fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

GEDEON E. BEGIN,  
Gardien provisoire.

Bureau de Bélanger & Bégin,  
155 rue Wellington,  
Sherbrooke, 17 décembre 1915. 7515

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Montreal.  
*Re* Samuel Miller, Lachine, Que., Insolvent.  
Notice is hereby given that by a judgment of the Superior Court, dated the 17th of December, 1915, I have been appointed curator to the above named estate.  
Sworn claims must be filed with me within thirty days from the present notice.

PAUL L. TURGEON,  
Curator.

Office of Chartrand & Turgeon,  
55 Saint Francois Xavier, Montreal. 7440

*Superior Court.*

Canada,  
Province of Quebec,  
District of Terrebonne,  
No. 4.  
In the matter of Alfred Alexandre Viau, manufacturer and trader of the town of Saint Jerome, District of Terrebonne, and there carrying on business alone under the firm name and style of "N. I. Viau & Fils", Insolvent-debtor.

AND

Louis Leclerc, of the same place, Creditor, Petitioner for assignment.

Notice is hereby given that the said debtor has, this day, made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors at the office of the Prothonotary of the Superior Court, at Sainte Scholastique.

GRIGNON & FORTIER,  
Prothonotary, S. C.

Sainte Scholastique, 18th December, 1915. 7460

*Re* L. H. Langlois, of Quebec, Grocer, Insolvent.

Notice is hereby given that in virtue of an order of the Superior Court for the district of Quebec, dated 21st December, 1915, the undersigned have been appointed joint curators.

The creditors of the said insolvent are requested to file us their claim duly sworn to within thirty days from this date.

LEFAIVRE & GAGNON,  
Joint Curators.

Offices: 98 Saint Peter street, Quebec, Que.  
Quebec, 21st December, 1915. 7478

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Montreal.  
*In re* C. D. Sheldon, Montréal, Insolvent.  
Notice is hereby given that a first and final dividend has been prepared in this matter which will be open to objection until 10th January, 1916, after which date dividends will be payable at the office of the undersigned.

ALEXANDER BURNETT,  
Curator.

Office of Wilks & Burnett,  
Montreal, 27th December, 1915. 7480

*District of Saint Francis.*

*In re:* Joseph Delage, Garthby, Que., Insolvent.  
Notice is hereby given that the said insolvent, has, this day, made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

GEDEON E. BEGIN,  
Provisional Guardian.

Office of Belanger & Bégin,  
155 Wellington street,  
Sherbrooke, 17th December, 1915. 7516

## District de Saint-François.

*In re:* Elzéar Després, Fontainebleau, Co. Wolfe, Qué. Failli.

Avis est par les présentes données que le dit failli, a, ce jour, fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

GEDEON E. BEGIN,  
Gardien provisoire.

Bureau de Bélanger & Bégin,  
155 rue Wellington,  
Sherbrooke, 20 décembre 1915. 7517

*Cour supérieure.*

Canada,  
Province de Québec,  
District de Saint-François,  
*Re:* Arthur Bouchard, Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au dix janvier 1916, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau, à La Patrie, P. Q.

MAJORIQUE BOURRET,  
Curateur.

La Patrie, P. Q., 23 décembre, 1915. 7519

*Cour supérieure.*

Province de Québec,  
District de Montréal.  
Dans l'affaire de Léon Lafond, 2540 Boulevard Rosemont, Insolvable.

Avis est par le présent donné que le 21 décembre, 1915, nous avons été nommés curateurs conjoints aux biens du dit failli.

Tous ceux qui ont des réclamations sont priés de les produire, dument attestées sous serment, dans les 30 jours de la présente date.

J. WILFRID MICHAUD,  
HENRI DESROSIERS,  
Curateurs conjoints.

Bureau de Michaud & DesRosiers,  
Comptables et liquidateurs.  
Chambre 24, 55 rue Saint-François-Xavier,  
Montréal, 21 décembre 1915. 7483

## District of Saint Francis.

*In re:* Elzéar Després, Fontainebleau, Wolfe Co., Que. Insolvent.

Notice is hereby given that the said insolvent has, this day, made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

GEDEON E. BEGIN,  
Provisional Guardian.

Office of Belanger & Begin,  
155 Wellington street,  
Sherbrooke, 20th December, 1915. 7518

*Superior Court.*

Canada,  
Province of Quebec,  
District of Saint Francis,  
*Re:* Arthur Bouchard, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter which will be open to objection until the tenth January, 1916, after which date dividend will be payable at my office, at La Patrie, P. Q.

MAJORIQUE BOURRET,  
Curator.

La Patrie, P. Q., December 23rd, 1915. 7520

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Montreal.  
In the matter of Léon Lafond, 2540 Boulevard Rosemont, Insolvent.

Notice is hereby given that on the 21st day of December, 1915, we were appointed joint curators to the estate of said insolvent.

All parties having claims against said insolvents are requested to file same duly attested under oath, within 30 days from this date.

J. WILFRID MICHAUD,  
HENRI DESROSIERS,  
Joint Curators.

Office of Michaud & DesRosiers,  
Accountants and Liquidators,  
Room 24, 55 Saint François Xavier street,  
Montreal, 21st December, 1915. 7484

## Avis

## Notice

REGLE DE PRATIQUE  
POUR

LA COUR SUPERIEURE SIEGEANT EN REVISION.

Règle de pratique adoptée par les juges de la Cour supérieure de la province de Québec.  
Il est ordonné comme suit:

## FACTUMS EN REVISION

Le factum de l'appelant en Révision comprendra trois parties, comme suit:

*Première partie.*—Un récit succinct des faits.

*Deuxième partie.*—Un exposé concis faisant voir clairement et exactement en quoi on prétend le jugement entaché d'erreur.

Lorsque l'erreur alléguée a trait à l'acceptation ou au rejet de quelque preuve, la preuve ainsi acceptée ou rejetée devra être rapportée au long.

Lorsque l'erreur alléguée se rattache au résumé fait par le juge au jury, les paroles du juge et l'objection de l'avocat devront être mentionnées *verbatim*.

*Troisième partie.*—Un sommaire de la plaidoirie énonçant les points de droit ou de fait à discuter, avec mention de telle page ou de telle ligne de la preuve et aussi renvois précis aux autres par-

RULE OF PRACTICE,  
FOR

THE SUPERIOR COURT IN REVIEW.

Rule of practice passed by the judges of the Superior Court for the province of Quebec.  
It is ordered as follows:—

## FACTUMS IN REVIEW.

The appellant's factum in Review shall consist of three parts as follows:

*Part first.*—A concise statement of the facts.

*Part second.*—A concise statement setting out clearly and particularly in what respect the judgment is alleged to be erroneous.

When the error alleged is with respect to the admission or rejection of evidence, the evidence admitted or rejected shall be stated in full.

When the error alleged is with respect to the charge of the judge to the jury, the language of the judge and the objection of counsel shall be set out *verbatim*.

*Part third.*—A brief of the argument setting out the points of law or fact to be discussed, with a particular reference to the page and line of the evidence or to the other parts of the record relied

ties du dossier dont on fait état, avec les auteurs cités à l'appui de chaque point.

En citant ou en invoquant une loi, un statut, une ordonnance ou un règlement, on devra copier au long telle partie du texte qui est nécessaire à la décision de la cause.

Le factum de l'intimé devra se conformer aux prescriptions mentionnées dans la première et la troisième partie, ci-dessus.

Les honorables juges:

Sir F. X. Lemieux, juge en chef.

J. S. Archibald, juge en chef suppléant.

J. E. Robidoux, Thomas Fortin, H. C. Saint-Pierre, Nap. Carbonneau, John Dunlop, M. Hutchinson, Albert Malouin, L. J. Cannon, J. C. McCorkill, E. Lafontaine, Philippe Demers, Edmond Guérin, A. A. Bruneau, Paul G. Martineau, Aug. Tessier, D. Monet, F. S. Tourigny, Wilfrid Mercier, F. O. Dugas, L. R. Roy, W. A. Weir, Chs. Archer, J. C. Pouliot, Arthur Globensky, R. A. E. Greenshilds, Blaise Letellier, C. E. Dorion, J. M. McDougall, H. Chauvin, C. Lane, Isidore Belleau, L. E. Panneton, E. J. Flynn, F. X. Drouin, N. L. Duplessis, F. S. MacLennan, Louis Coderre, L. T. Maréchal.

Je soussigné, Protonotaire de la Cour supérieure de Québec, district de Québec, certifie que la présente règle de pratique de la Cour supérieure siégeant en révision, a été, ce seizième jour de décembre 1915 déposée et enregistrée à mon bureau.

AMD. ROBITAILLE,

P. C. S.

Québec, 16 décembre, 1915.

7373

upon and the authorities cited in support of each point.

When a statute, regulation, rule, ordinance or by-law is cited or relied on, so much thereof as may be necessary to the decision of the case shall be printed at length.

The respondent's factum shall comply with the requirements mentioned in parts first and third above.

The Honorable Mrs. justices:

Sir F. X. Lemieux, chief justice

J. S. Archibald, acting chief justice.

J. E. Robidoux, Thomas Fortin, H. C. Saint-Pierre, Nap. Carbonneau, John Dunlop, M. Hutchinson, Albert Malouin, L. J. Cannon, J. C. McCorkill, E. Lafontaine, Philippe Demers, Edmond Guérin, A. A. Bruneau, Paul G. Martineau, Aug. Tessier, D. Monet, F. S. Tourigny, Wilfrid Mercier, F. O. Dugas, L. R. Roy, W. A. Weir, Chs. Archer, J. C. Pouliot, Arthur Globensky, R. A. E. Greenshilds, Blaise Letellier, C. E. Dorion, J. M. McDougall, H. Chauvin, C. Lane, Isidore Belleau, L. E. Panneton, E. J. Flynn, F. X. Drouin, N. L. Duplessis, F. S. MacLennan, Louis Coderre, L. T. Maréchal.

I, the undersigned, Prothonotary of the Superior Court of the province of Québec, district of Québec, do certify, that the above rule of practice for the Superior Court, sitting in review, has been this 16th day of December, 1915, deposited and registered in my office.

AMD. ROBITAILLE,

P. S. C.

Quebec, 16th December, 1915.

7374

BARREAU DE QUEBEC.—BAR OF QUEBEC.

CANDIDATS A L'ÉTUDE DU DROIT.—CANDIDATES FOR THE STUDY OF THE LAW.

Examens de Janvier 1916.—Examinations of January 1916.

Nom — Name.	Prénoms. — Surnames.	Age	Résidence.	Collège.
Auger.....	Réné.....	19	Québec.....	Académie Commerciale et cours privés.
Boivin.....	J. Eud.....	26	Chicoutimi.....	Collège de Chicoutimi et Ste-Marie
Dubé.....	Oscar.....	20	Québec.....	Collège de Lévis et cours privés.
Fontaine.....	Paul.....	22	Québec.....	Séminaire de Québec.
Gingras.....	Roméo.....	22	Québec.....	Séminaire de Québec.
Lavoie.....	Jean-Baptiste.....	22	Trois-Pistoles.....	Séminaire de Rimouski.
Morency.....	Joseph-C.....	23	Trois-Pistoles.....	Ecole de St-Hyacinthe et cours privés.
Rochette.....	Paul.....	23	Québec.....	Séminaire de Québec.
Simard.....	Gérard.....	21	Baie St-Paul.....	Collèges de Chicoutimi et Lévis.

CHARLES SMITH,  
Secrétaire du Barreau de Québec.  
Secretary of the Bar of Québec.

Québec, 15 décembre—15th December, 1915.

7307-08—51-2

## BARREAU DE MONTREAL.—BAR OF MONTREAL.

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT.—CANDIDATES FOR ADMISSION TO STUDY OF THE LAW.

Examens du 11 janvier 1916.—Examinations, January 11th, 1916.

Nom. — Name.	Prénoms. — Surnames.	Age.	Résidence.	Collège.
1. Bauset.....	Paul.....	22	Montréal.....	Coll. Loyola et Ste-Marie.
2. Bowles.....	W.-F.....	22	".....	Coll. St-Laurent, Univ. of St. Joseph, Westmoreland, N. B.
3. Brodeur.....	Paul.....	20	".....	Coll. Ste-Marie, Cours de Boissieu.
4. Cartier.....	Jean-V.....	22	St-Jean, P. Q.....	St-Jean et Montréal.
5. Champoux.....	Paul-Emile.....	18	Montréal.....	Coll. Sacré-Cœur, Caraquet, N.-B., et Cours Leblond de Brumath.
6. Chevalier.....	Alex.....	18	Joliette.....	Coll. Ste-Marie et Cours Leblond de Brumath.
7. Dela Durantaye	L.-J.....	19	Montréal.....	Univ. d'Ottawa.
8. Dela Durantaye	Réné.....	21	".....	Univ. d'Ottawa.
9. Duverger.....	Paul.....	18	".....	Shortell Acad. Cours de Boissieu.
10. Frischling.....	R.....	17	".....	Belmont School & J. C. Hunter, private Teacher.
11. Garber.....	Michel.....	24	".....	Russian Public School, Hunter's private Acad.
12. Genest.....	F.-D.....	21	Westmount.....	McGill Univ. Cours de Boissieu.
13. Glazer.....	Ls.....	19	Montréal.....	William Lynn School, Cours de Boissieu.
14. Herscovitch.....	M.-H.....	20	".....	Montreal High School, Cours de Boissieu.
15. Kelly.....	B.....	20	".....	Loyola Coll. et Cours de Boissieu.
16. King.....	H.-H.....	23	Outremont.....	Windsor Mills' Acad. Bishop's Coll.
17. Lavut.....	Ls.....	22	Montréal.....	McGill Univ. and Hunter's Academy.
18. Lepage.....	J.-A.....	25	".....	Cours, Prof. U. Rabeau.
19. Liverman.....	Max.....	25	".....	Senior School, Montréal St. Kivins School.
20. Maillet.....	Roland.....	18	".....	Coll. Ste Marie et Cours de Kerméno.
21. Malo.....	Aimé.....	23	".....	Sém. de St-Hyacinthe, Cours de Boissieu.
22. Margolese.....	Geo.-T.....	20	".....	Acad. Comm. Catholique et Cours de Boissieu.
23. Marsolais.....	A.-L.....	20	Joliette.....	Acad. St-Viateur, Sém. A. Joliette.
24. Millman.....	Aaron.....	29	Montréal.....	Private Tuition, Hunter's Acad
25. Panneton.....	Jacques.....	20	".....	Coll. de Sherbrooke, Hautes Etudes Commerciales, Cours de Boissieu.
26. Pelletier.....	Jos.-Geo.....	27	".....	Coll. L'Assomption, Ecoles Normale, J.-C.
27. Philips.....	Lazarus.....	20	".....	Montreal High School, McGill University.
28. Piché.....	Edmond.....	20	".....	Coll. Ste-Marie, Cours de Kerméno.
29. Robertson.....	J.-H.-N.....	21	".....	Montreal High School, McGill University.
30. Robinson.....	Benjamin.....	23	".....	Portland Public High School Harvard Coll.
31. Rodier.....	Jean.....	20	".....	Coll. Ste-Marie, Cours A. Leblond et C Hébert
32. Seigler.....	I.-M.....	18	".....	Mt. Royal Business Coll. Cours de Boissieu.
33. Sénécal.....	A.-A.....	18	".....	Acad. St-Paul, Coll. Montréal et Ste-Marie.
34. Sénécal.....	Ernest.....	21	".....	Coll. Ste-Marie, Montréal.
35. Therrien.....	Réné.....	19	".....	Coll. Ste-Marie, Cours Leblond de Brumath.

J. H. ARCHAMBAULT,  
Secrétaire du Barreau de Montréal.  
Secretary, Bar of Montreal.

Montréal, 11 décembre—11th December, 1915.

7309—10—51-2

## Bilan du Liquidateur

## Liquidator's Statement

## SOUS L'AUTORITE DE LA LOI DES LIQUIDATIONS.

## UNDER THE WINDING UP ACT.

Dans l'affaire de: "The Perkins Electric Co., Limited,  
En liquidation.  
Avis est par le présent donné que le bilan du liquidateur annexé aux présentes est publié pour renseigner les parties intéressées, et restera à découvert jusqu'au 18 janvier 1916.

Toute opposition à icelui doit être faite à cette date ou avant cette date.

A. E. MIDDLETON HOPE,  
Liquidateur.

263, rue Saint-Jacques, Montréal.  
Montréal, 30 décembre 1915.

In the matter of: The Perkins Electric Co., Limited,  
In Liquidation.  
Notice is hereby given that the liquidator's statement given herewith is published for the information of all parties concerned, and will be held open until 18th January, 1916.

Any contestation of the same must be made on or before that date.

A. E. MIDDLETON HOPE,  
Liquidator.

263, Saint James street, Montreal.  
Montreal, 30th December, 1915.

## BILAN DU LIQUIDATEUR

## LIQUIDATOR'S STATEMENT.

<i>Recettes:</i>	
Argents reçus du liquidateur prov.....	30.75
Rev. de ventes au comptant..	17.63
Comptes recevables collectés	297.33
Produit de la vente de l'actif.	1,189.89
	<hr/>
	1,535.60
<i>Déboursés:</i>	
Frais de Cour.....	227.32
Liquidateur Prov.....	45.00
Frais d'inventaires.....	70.50
Annonces, avis.....	53.55
	<hr/>
	396.37
	<hr/>
	1,139.23
<i>Créances privilégiées:</i>	
Taxes provinciales.....	50.00
Boyd & Cie.....	213.90
N. Power Co.....	394.73
Can. Gen. Elect. Co.....	59.62
P. H. Klein, Jr.....	139.33
E. W. Mudge.....	5.00
Salaires.....	141.25
Divers.....	45.10
	<hr/>
	1,048.93
Disponibles pour honoraires du Liquidateur.....	90.30
7511	

<i>Receipts:</i>	
Cash taken over from Prov. Liquidator.....	30.75
Proceeds of Cash Sales.....	17.63
Acc. Receivable collected.....	297.33
Proceeds of sale of assets....	1,189.89
	<hr/>
	1,535.60
<i>Disbursements:</i>	
Legal Expenses.....	227.32
Provisional Liquidator.....	45.00
Cost of Inventories.....	70.50
Advertising, notices.....	53.55
	<hr/>
	396.37
	<hr/>
	1,139.23
<i>Privileged Claims:</i>	
Provincial Taxes.....	50.00
Boyd & Co.....	213.90
N. Power Co.....	394.73
Can. Gen. Elect. Co.....	59.62
P. H. Klein Jr.....	139.33
E. W. Mudge.....	5.00
Salaries.....	141.25
Sundry Expenses.....	45.10
	<hr/>
	1,048.93
Available for Liquidator's Fees.....	90.30
7512	

## Licitations

## Licitations

*Cour supérieure.*

Province de Québec,  
District de Montréal.  
No 2088.  
JOS. Christin, Demandeur;  
vs  
O. Christin, *et al*; Défendeur.

Avis public est par les présentes donné que par et en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 16 décembre 1915, dans une cause dans laquelle Jos. Christin, bourgeois, de la cité et du district de Montréal, est demandeur; et O. Christin, marchand, Emilien Christin, étudiant, Hortense et Flore Christin, filles majeures, et usant de leurs droits, et Stanislas Christin, marchand en sa qualité de curateur "ad hoc", dûment nommé à la personne et aux biens de Laura Christin, épouse de W. Guénard, tous cinq résidant en la cité et le district de Montréal, sont défendeurs, ordonnant la licitation, de quatre immeubles sis et situés en la cité et le district de Montréal, et connus et désignés comme suit, savoir:

A:—No 19 de la subdivision officielle du lot No 974 des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques—avec maison portant les Nos civiques 389-391-393 de la rue Amherst;

B:—No 656 des plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, avec maisons dessus construites portant les Nos civiques de 890-896 de la rue Demontigny et 262-264-266-270-272-274 de la rue Champlain;

C:—No 133 du village de la Côte de la Visitation—avec maisons dessus construites, portant les Nos civiques 1137-1139 de l'Avenue Delorimier;

D:—No 52 de la subdivision officielle du lot No 1225 des plan et livres de renvoi officiels du quar-

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Montreal.  
No. 2088.  
Jos. Christin, Plaintiff;  
vs  
O. Christin, *et al*; Defendants.

Public notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Montreal, district of Montreal, on the 16th December, 1915, in a cause wherein Jos. Christin, gentleman, of the city and district of Montreal, is Plaintiff; and O. Christin, merchant, Emilien Christin, student, Hortense and Flore Christin, spinsters in the full exercise of their rights, and Stanislas Christin, merchant in his quality of duly appointed curator "ad hoc" to the person and property of Laura Christin, wife of W. Guénard, all five residing in the city and district of Montreal, are defendants, ordering the licitation of four immovables lying and situated in the city and district of Montreal, and known and designated as follows, to wit:

A: No. 19 of the official subdivision of lot No. 974 of the official plan and book of reference of Saint James ward—with the houses thereon bearing civic numbers 389-391-393 Amherst street.

B: No. 656 of the official plan and book of reference of Saint Mary's ward—with the houses thereon erected bearing civic numbers 890-896 Demontigny street and 262-264-266-270-272-274 Champlain street.

C: No. 133 of the village of Cote de la Visitation—with the houses thereon erected bearing civic numbers 1137-1139 Delorimier Avenue.

D: No. 52 of the official subdivision of lot No. 1225 of the official plan and book of reference of

tier Sainte-Marie—avec maisons portant les Nos civiques de 247-249-251 de la rue Gauthier;

Les dits immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGT-SEPTIÈME jour de JANVIER 1916, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice de la cité de Montréal, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge, ou afin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins de douze jours avant le jour fixé comme susdit, pour la vente et adjudication; et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

PICHE & BERNARD,  
Procureurs du demandeur.  
Montréal, 17 décembre 1915. 7413—5-2

Saint Mary's ward—with the houses thereon bearing civic numbers 247-249-251 Gauthier street.

The said immoveables above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the TWENTY SEVENTH day of JANUARY 1916, sitting the Court, in the court room of the Montreal Court House, subject to the charges clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the Prothonotary of said Court, and any opposition to annul, to secure charges, or to withdraw, to be made to said licitation must be filed in the office of the prothonotary of said Court twelve days at least before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and oppositions for payment must be filed within the six days next after the adjudication, and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

PICHE & BERNARD,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 17th December, 1915. 7414—5-2

### Ordre de Cour

Cour supérieure. No 109. Province de Québec. District de Saint-Hyacinthe. Joseph Edmond Lareau; vs Joseph Labonté, Défendeur.

Il est ordonné aux créanciers du défendeur, de Notre-Dame de Bonsecours, de produire au greffe de la Cour Supérieure, leurs réclamations, dans les quinze jours de la date de la première insertion du dit avis.

ROY & BEAUREGARD,  
P. C. S.  
Saint-Hyacinthe, 18 décembre 1915.  
7389—52-2

### Order of the Court

Superior Court. No. 109. Province of Quebec. District of Saint Hyacinth. Joseph Edmond Lareau, Plaintiff; vs Joseph Labonté, Defendant.

The creditors of the defendant, Joseph Labonté, of Notre Dame de Bonsecours, must file their claims in the Prothonotary's office within fifteen days from date of the first insertion of the said notice.

ROY & BEAUREGARD,  
P.S.C.  
Saint Hyacinth, 18th December, 1915.  
7390—52-2

### Vente par Licitation

#### Cour supérieure.

Province de Québec,  
District de Montréal,  
No 4432.

Dame C. Kavanagh *et vir*, Demanderesse;  
vs  
Dame T. Kavanagh *et al.*, Défendeurs.

Avis public est par le présent donné que par et en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, siégeant à Montréal, district de Montréal, le 3 décembre 1915, dans une cause dans laquelle Dame Catherine Kavanagh, épouse séparée de biens de George W. Singleton, tous deux des cité et district de Montréal, et le dit Geo. W. Singleton, pour autoriser son épouse, est demanderesse, et Dame Térésa Kavanagh, fille majeure usant de ses droits, Dame Elizabeth Kavanagh, épouse séparée de biens de George N. Hartnett, inspecteur d'immigration, et le dit George N. Hartnett, pour autoriser son épouse, Daniel J. Kavanagh, gentilhomme, des cité et district de Montréal, Frank J. Kavanagh, commis, de la cité de Vancouver, B. C., et Dame Marie-Louise Demers, veuve de Amable Duquette, des cité et district de Montréal, dont les défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir:

### Sales by Licitation

#### Superior Court.

Province of Quebec,  
District of Montreal,  
No. 4432.

Dame C. Kavanagh *et vir.*, Plaintiff;  
vs  
Dame T. Kavanagh *et al.*, Defendant.

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, rendered on the 3rd of December, 1915, in a cause bearing No. 4432, of the records of said Court, in which Dame Catherine Kavanagh, wife separate as to property of George W. Singleton, both of the city and district of Montreal, and the said George W. Singleton, to authorize his wife, is plaintiff and Dame Theresa Kavanagh, spinster of the full age of majority, Dame Elizabeth Kavanagh, wife separate as to property of George N. Hartnett, immigration inspector, and the said George N. Hartnett to authorize his wife, Daniel J. Kavanagh, gentleman, of the city and district of Montreal, Frank J. Kavanagh, clerk, of the city of Vancouver, B. C., Dame Marie Louise Demers, widow of Amable Duquette, of the city and district of Montreal, are defendants, ordering the licitation of certain immoveables described as follows:

Un lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, en la cité de Montréal, (maintenant quartier Saint-George), comme le numéro huit cent vingt (820), faisant face sur la rue des Inspecteurs—avec les bâtisses y érigées, et portant les numéros civiques 94, 96, 98, 100 rue des Inspecteurs.

Et deux lots de terre connus et désignés comme les subdivisions officiels numéros dix-sept et dix-huit (17 et 18), sur le plan de subdivision et livre de renvoi officiels du lot numéro quatre cent soixante-six (466), sur les plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine—avec les bâtisses y érigées, et portant les numéros civiques suivants: 749, 751, 753, 755, 757, 759, 761, 763 Saint-Jacques.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur le VINGT JANVIER prochain (1916), cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice de la cité de Montréal, chambre 31, à 10.30 heures a. m., sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge, ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

A. P. MATHIEU,  
Procureur de la demanderesse.  
Montréal, 9 décembre 1915. 7225—51-2

A lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the Saint Antoine ward, of the said city of Montreal, (now Saint George's ward), as number eight hundred and twenty (820), fronting on Inspector street—with the building thereon erected and bearing civic numbers 94, 96, 98, 100 Inspector street.

Two lots of land known as subdivision seventeen and eighteen on the subdivision plan and book of reference of lot number four hundred and sixty six (466-17 and 18), of the said official plan and book of reference of said Saint Antoine ward—with the buildings thereon erected, and bearing civic numbers 749, 751, 753, 755, 757, 759, 761, 763 Saint James street.

The immoveables above described will be sold at auction and adjudicated to the highest and last bidder on the TWENTIETH of JANUARY next, (1916), the court sitting, in room 31, of the Court House, in the city of Montreal, at 10.30 o'clock a. m., subject to the charges, clauses and conditions mentioned in the list of charges deposited at the office of the protonotary of the said court; and any opposition to annul, to secure charges, or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the protonotary of the said court at least twelve days before the day fixed as above mentioned for the sale and adjudication; and any opposition for payment must be filed within six days after adjudication and in default of interested parties in filing such oppositions within the delays hereby prescribed, they will be foreclosed from doing so.

A. P. MATHIEU,  
Attorney for plaintiff  
Montreal, 11th December, 1915. 7226—51-2

### Vente par Liquidateur

### Liquidator's sale

#### *Dans la Cour supérieure.*

Canada,  
Province de Québec,  
District d'Ottawa.  
"The Canadian New Invention Improvement Manufacturing Company, Inc.," corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires à Papineauville, En liquidation;

et

Joseph-Eugène Couture, de la cité de Hull,  
Liquidateur.

Avis public est par le présent donné qu'il a été déposé au bureau du liquidateur soussigné, No 200 rue Principale, à Hull, un acte de vente passé devant Mtre Edgar Laberge, notaire, le 7 décembre 1915, de Joseph Eugène Couture, liquidateur de la susdite Compagnie en liquidation, à P. A. Adélar Quesnel, de Saint-André Avellin, marchand, dans lequel acte de vente, la propriété vendue est plus particulièrement décrite comme suit:

Un emplacement connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Angélique, comme étant les lots numéros cent soixante-quatorze et cent soixante-quinze (174-175)—avec bâtisses ainsi que les machineries et outils de forge et fonderie y attachés.

Et de plus, prenez avis que le certificat du registraire relatif à la dite propriété a été déposé u bureau du liquidateur soussigné en même temps que le dit acte de vente.

#### *In the Superior Court.*

Canada,  
Province of Quebec,  
District of Ottawa.  
The Canadian New Invention Improvement Manufacturing Company, Inc., a body politic and corporate having its chief place of business in the village of Papineauville,  
In liquidation;

and

Joseph Eugene Couture, of the city of Hull,  
Liquidator.

Public notice is hereby given that there has been deposited with the undersigned Liquidator, at his office, 200 Main Street, Hull, a certain deed of sale passed before Mtre Edgar Laberge, notary, on the 7th December, 1915, from Joseph Eugene Couture, liquidator to the said above Company in liquidation, to P. A. Adélar Quesnel, of Saint Andre Avellin, merchant, in which deed of sale the property conveyed if more particularly described as follows, to wit:

A lot of land known and designated according to the official plan and book of reference for the parish of Sainte Angelique as being lots number one hundred and seventy four and one hundred and seventy five (174-175)—with the buildings thereon erected and the machinery and foundry accessories there attached.

And further take notice that the Registrar's certificate in connection with the said property has also been deposited with the undersigned liquidator at his office at the same time as the above deed of sale.

La dite propriété était possédée et détenue pendant les trois dernières années par la dite "The Canadian New Invention Improvement Manufacturing Co.," et par Louis Napoléon Desjardins.

Les dits acte de vente et certificat du registraire ainsi déposés sous l'autorité et en conformité avec les prescriptions des articles 7552 à 7557 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, et le présent avis est donné en vertu des prescriptions des dits articles, et aux fins de donner à la dite vente l'effet d'une vente par le shérif.

J. E. COUTURE,  
Liquidateur.

Bureau: 200, rue Principale, Hull, Qué.  
7 décembre 1915. 7151—50-5

SOUS L'ACTE DES LIQUIDATIONS.

*Dans la Cour supérieure.*

Canada,

Province de Québec,  
District d'Ottawa.

The Canadian New Invention Improvement Manufacturing Company, Inc., corps politique et incorporés ayant son bureau principal au village de Papineauville, En Liquidation; et Joseph Eugène Couture, de la cité de Hull, comptable, Liquidateur.

Avis public est par le présent donné qu'il a été déposé au bureau du liquidateur soussigné, No 200 rue Principale, à Hull, un acte de vente passé devant Mtre Edgar Laberge, notaire, le 7 décembre 1915, de Joseph-Eugène Couture, liquidateur de la susdite compagnie en liquidation à Hector J. Tétreau, de Papineauville, comptable, dans lequel acte de vente la propriété vendue est plus particulièrement décrite comme suit: Un emplacement connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Angélique comme étant une partie du lot trois cent quarante-sept (Partie de 347) situé au coin nord-ouest de la rue Laval et du chemin conduisant de la rue Viger au rond actuel pour courses de chevaux, à l'exception d'un chemin étant la propriété de Sieur Olivier Clément, cet emplacement contenant cent vingt pieds de front sur la rue Laval par cent trente-six pieds de profondeur, mesure anglaise; borné en front par la rue Laval, au sud par le chemin plus haut décrit, au nord et à l'ouest par le résidu du dit lot appartenant au dit Olivier Clément—avec les bâtisses dessus érigées et les machineries y attachées.

Et de plus, prenez avis que le certificat du registraire relatif à la dite propriété a été déposé au bureau du liquidateur soussigné en même temps que le dit acte de vente.

La dite propriété était possédée et détenue pendant les trois dernières années par la dite "The Canadian New Invention Improvement Manufacturing Company, Inc." et par Olivier Clément.

Les dits acte de vente et certificat du registraire ainsi déposés sous l'autorité et en conformité avec les prescriptions des articles 7552 à 7557 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, et le présent avis est donné en vertu des prescriptions des dits articles et aux fins de donner à la dite vente l'effet d'une vente par le shérif.

J. E. COUTURE,  
Liquidateur.

Bureau: 200, rue Principale, Hull, Qué.  
7 décembre 1915. 7153—50-5

The said property was owned and possessed for the past three years by the said The Canadian New Invention Improvement Manufacturing Company, Inc., and Mr. Louis Napoleon Desjardins.

The said deed of sale and Registrar's certificate have been so deposited under and pursuant to the provisions of articles 7552 to 7557 of the Revised statutes of the province of Quebec, 1909, and this notice is given in accordance with the provisions of said articles, and for the purpose of giving said sale the effect of a sheriff's sale.

J. E. COUTURE,  
Liquidator.

Office: 200 Main street, Hull, Que.  
7th December, 1915. 7152—50-5

UNDER THE WINDING UP ACT.

*In the Superior Court.*

Canada,

Province of Quebec,  
District of Ottawa.

The Canadian New Invention Improvement Manufacturing Company, Inc. a body politic and corporate having its chief place of business in the village of Papineauville, in liquidation and Joseph-Eugène Couture, of the city of Hull, Liquidator.

Public notice is hereby given that there has been deposited with the undersigned liquidator, at his office, 200 Main street, Hull, a certain deed of sale passed before Mtre-Edgar Laberge, notary, on the 7th December 1915, from Joseph-Eugène Couture, liquidator to the said company, in liquidation, to Hector J. Tétreau, of Papineauville, accountant, in which deed of sale the property conveyed is most particularly described as follows, viz: A lot of land known and designated according to the plan and book of reference of the parish of Sainte Angélique as being part of lot bearing official number three hundred and forty seven (Part of 347) situate at the north west corner of Laval street and of the road from Viger street, to the actual horse track, with the exception of a road the property of Mr. Olivier Clément, said lot of land measuring one hundred and twenty feet in front on Laval street, on a depth of one hundred and thirty six feet, english measure; bounded in front by said Laval street, to the south by said described road, and to the north and west by the remaining land the property of said Olivier Clément—with the buildings thereon erected and machinery attached.

And further take notice that the Registrar's certificate in connection with the said property has also been deposited with the undersigned liquidator at his office at the same time as the above deed of sale.

The said property was owned and possessed for the past three years by the said the Canadian New Invention Improvement Manufacturing Company, Inc., and Olivier Clément.

The said deed of sale and Registrar's certificate have been so deposited under and pursuant to the provisions of articles 7552 to 7557 of the Revised Statutes of the province of Quebec, 1909 and this notice is given in accordance with the provisions of said articles and for the purpose of giving said sale the effect of a sheriff's sale.

J. E. COUTURE,  
Liquidator.

Office: 200, Main street, Hull, Que.  
7th December, 1915. 7154—50-5

## Ventes par le Shérif—Arthabaska

## Sheriff's Sales—Arthabaska

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

## FIERI FACIAS DE TERRIS

*Cour supérieure.—District d'Arthabaska.*

Arthabaska, à savoir: } LOUIS THIBAUT,  
No 157. } Demandeur; vs  
OCTAVE LAROCHELLE, Défendeur.

Comme appartenant au Défendeur:

Une terre située dans le neuvième rang de la paroisse de Sainte-Julie de Somerset, contenant cent deux acres de terre en superficie, plus ou moins, connue au cadastre officiel pour le canton de Somerset-Nord, sous le numéro quatre cent quatorze (414)—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Julie de Somerset, le VINGT-HUITIEME jour de JANVIER 1916, à UNE heure de l'après-midi.

J. E. GIROUARD,

Bureau du shérif, Shérif.  
Arthabaska, 22 décembre 1915. 7567—52-2

[Première publication, 24 décembre 1915.]

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.*

Arthabaska, à savoir: } DAME A. FORTIER,  
No 437. } Demanderesse; vs  
BENJAMIN ROULEAU, Défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Tous les droits que possède le défendeur sur un emplacement situé sur la rue Alfred, dans la cité de Thetford Mines, connu et désigné comme étant la subdivision vingt du lot No 511 du cadastre du village de Kingsville, et les bâtisses y érigées; la dite vente à être faite sujette à la rente foncière due à M. Johnston ou représentants, et à toutes les clauses, conditions, restrictions et réserves, telles qu'énoncées dans le bail du dit terrain.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Maurice de Thetford, le DIXIEME jour de JANVIER prochain, (1916), à UNE heure de l'après-midi.

J. E. GIROUARD,

Bureau du shérif, Shérif.  
Arthabaska, 2 décembre 1915. 7003—49-2

[Première publication, 4 décembre 1915].

## FIERI FACIAS DE TERRIS

*Superior Court.—District of Arthabaska.*

Arthabaska, to wit: } LOUIS THIBAUT,  
No. 157. } Plaintiff; vs  
OCTAVE LAROCHELLE, Defendant.

As belonging to the Defendant:

A piece of land situated in the ninth range of the parish of Sainte Julie of Somerset, containing one hundred and two acres of land in superficies, more or less, known and designated on official plan and book of reference for the township of Somerset-North, under number four hundred and fourteen (414)—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Sainte Julie of Somerset, on the TWENTY EIGHTH day of JANUARY next, 1916, at ONE o'clock in the afternoon.

J. E. GIROUARD,

Sheriff's office, Sheriff.  
Arthabaska, 22nd December, 1915.

7568—52-2

[First published, 24th December, 1915.]

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Arthabaska.*

Arthabaska, to wit: } DAME A. FORTIER,  
No. 437. } Plaintiff; against  
BENJAMIN ROULEAU, Defendant.

As belonging to the defendant:

All the rights that the defendant has upon an emplacement situated on the Alfred's street, in the city of Thetford Mines, known and designated as being the subdivision twenty of lot No. 511 of the official plan and book of reference of the village of Kingsville, and the buildings thereon erected; the said sale to be made subject to the ground rent due to Mr. Johnston or representatives and to all clauses, conditions, restrictions and reserves, as stipulated in the lease of the said piece of land.

To be sold at the parochial church door of Saint Maurice de Thetford, on the TENTH day of JANUARY next, (1916), at ONE o'clock in the afternoon.

J. E. GIROUARD,

Sheriff's office, Sheriff.  
Arthabaska, 2nd December, 1915. 7003—49-2

[First published, 4th December, 1915].

## Ventes par le Shérif—Beauce

## Sheriff's Sales—Beauce

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour de circuit.—District de Beauce.*

Beauce, à savoir: } ANSELME FORTIER,  
No 1038. } Demandeur; contre  
ETIENNE GILBERT, Défendeur.

La demie sud-est du lot numéro quarante-un (41), dans le cinquième rang du canton de Ware, étant désigné comme faisant partie du numéro trois cent cinquante-deux (352) du cadastre offi-

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Circuit Court.—District of Beauce.*

Beauce, to wit: } ANSELME FORTIER,  
No. 1038. } Plaintiff; against  
ETIENNE GILBERT, Defendant.

The south east half of lot number forty one (41) in the fifth range of Ware township, being designated as forming part of lot number three hundred and fifty two (352) of the official cadastre

ciel pour le dit canton—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Justine, le QUATRIEME jour de JANVIER prochain (1916) à UNE heure de l'après-midi.

JOS. POIRIER,  
Bureau du Shérif. Shérif.  
Saint-Joseph, Beauce, 29 novembre 1915.  
6913—49-2  
[Première publication, 4 décembre 1915].

for said township—circumstances and dependences.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Justine, on the FOURTH day of JANUARY next, (1916), at ONE o'clock in the afternoon.

JOS. POIRIER,  
Sheriff's Office. Sheriff.  
Saint Joseph, Beauce, 29th November, 1915.  
6914—49-2  
[First published, 4th December, 1915].

### Ventes par le Shérif—Bedford

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Province de Québec, } L. RICHARD BEAU-  
District de Bedford, } DRY ET AL., De-  
No 4944. } mandeurs; contre les  
meubles et immeubles de LA CULTURE DE  
GINSENG ET AUTRES PLANTES MEDI-  
CALES DES CANTONS DE L'EST, LIMITEE, Défenderesse.

Saisi en exécution comme appartenant au dit défendeur.

Cette portion de terrain située dans le village de Roxton Falls, dans le district de Bedford, et maintenant connue aux plan et livre de renvoi officiels du dit village de Roxton Falls, sous les numéros du cadastre cinq cent cinquante-cinq (555), et cinq cent cinquante-huit (558), moins la partie du lot 555 vendue à la Roxton Concrete, Limited, décrite comme suit: mesurant deux arpents de large sur la profondeur du dit lot; bornée à l'ouest par le chemin public, à l'est, par la Rivière Noire, au sud par le lot No 556 et au nord par la balance du lot No 555—avec toutes les améliorations qui s'y trouvent.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Jean-Baptiste de Roxton, dans le village de Roxton Falls, dit district, le HUITIEME jour de JANVIER 1916, à DEUX heures de l'après-midi.

CHAS. S. COTTON,  
Bureau du shérif, Shérif.  
Sweetsburg, 30 novembre 1915.  
6911—49-2  
[Première publication, 4 décembre 1915.]

### Ventes par le Shérif—Iberville

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour supérieure.—District d'Iberville.*

Saint-Jean, à savoir: } E. MILIEN ROY, De-  
No 191. } mandeur; contre  
les terres et tenements de DOMINICK FRADA  
ET AL., Défendeurs.

1. Un lot de terre sis et situé au côté est de la rue Grant, en la ville de Saint-Jean, dans le dis-

### Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Montreal.*

Province of Quebec, } L. RICHARD BEAU-  
District of Bedford, } DRY ET AL.,  
No. 4944. } Plaintiff's; against the  
goods and lands of LA CULTURE DE GINSENG  
ET AUTRES PLANTES MEDICALES DES  
CANTONS DE L'EST, LIMITEE, Defendant.

Taken in execution as belonging to the said defendant.

That certain piece of land situated in the village of Roxton Falls, in the district of Bedford, and now known on the official plan and in the book of reference of the said village of Roxton Falls, as cadastral lots numbers five hundred and fifty five (555) and five hundred and fifty eight (558), save and except the part from lot No 555 sold to the Roxton Concrete Limited, described as follows: measuring two arpents in width off the depth of said lot; bounded on the west by a public road, on the east by the Black River, on the south by lot No. 556 and on the north by the balance of lot No. 555—with all improvements thereon.

To be sold at the parochial church door of Saint Jean Baptiste de Roxton, at the village of Roxton Falls, said district, on the EIGHTH day of JANUARY, 1916, at the hour of TWO of the clock, in the afternoon.

CHAS. S. COTTON,  
Sheriff's office, Sheriff.  
Sweetsburg, 30th November, 1915.  
6912—49-2  
[First published, 4th December, 1915.]

### Sheriff's Sales—Iberville

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Iberville.*

Saint Johns, to wit: } E. MILIEN ROY, Plain-  
No. 191. } tiff; against the  
lands and tenements of DOMINICK FRADA  
ET AL., Defendants.

1. A lot of land lying and situate on the east side of Grant street, in the town of Saint Johns, in

trict d'Iberville, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite ville de Saint-Jean, sous le numéro trois cent soixante et un (No 361)—avec maisons, magasin et autres bâtisses y érigées.

A distraire cependant du dit lot de terre, une lisière de huit pieds de front sur la dite rue Grant, sur toute la profondeur du dit lot; bornée au sud par le résidu du dit lot No 361, à l'est par partie du lot No 360 et au nord par le lot No 362; cette dite lisière servant de passage.

2. Un autre lot de terre sis et situé au même lieu; connu et désigné aux susdits plan et livre de renvoi officiels sous le numéro trois cent cinquante sept (No 357)—avec maison et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendus à mon bureau, dans le palais de justice, en la dite ville de Saint-Jean, le QUATRIEME jour de JANVIER prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

LOUIS MAYRAND,

Bureau du shérif.

Shérif.

Saint-Jean, 1er décembre 1915. 6953—49-2

[Première publication, 4 décembre 1915].

the district of Iberville; known and designated on the official plan and book of reference of the said town of Saint Johns, under the number three hundred and sixty one (No. 361)—with houses, store and other buildings thereon erected.

To withdraw however of the said lot of land, a strip of eight feet in front on the said Grant street on the whole depth of the said lot; bounded to the south by the remainder of the said lot No. 361, to the east by part of the lot No. 360 and to the north by the lot No. 362; said strip being used as a passage.

2. An other lot of land lying and situate at the same place; known and designated on the said official plan and book of reference under the number three hundred and fifty seven (No. 357),—with house and other buildings thereon erected.

To be sold in my office, in the Court House, in the said town of Saint Johns, on the FOURTH day of JANUARY, next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

LOUIS MAYRAND,

Sheriff's office.

Sheriff.

Saint Johns, 1st December, 1915. 6954—49-2

[First published, 4th December, 1915].

### Ventes par le Shérif—Joliette

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Joliette.

Joliette, à savoir: } LA BANQUE NATIO-  
No 7284. } NALE, Demanderes-  
se; contre, J. ED. CHAMPAGNE ET AL., Défendeurs.

Un terrain situé en la paroisse de Saint-Charles-Borromée, et comprenant: A. Les lots numéros trois-cent-un et trois-cent-trois (301, 303) du cadastre de la dite paroisse de Saint-Charles Borromée, bâti de moulins, usines, maisons et dépendances, et toutes les machineries et mécanisme servant au bon fonctionnement de ces moulins et usines, avec de plus le privilège du pouvoir d'eau, chaussée et les caisses ou jetées construites sur la rivière l'Assomption, en avant en arrière de la chaussée et dans les environs, —avec tous les droits et privilèges quelconques inhérents et concernant ces moulins et usines et pouvant résulter au propriétaire actuel d'iceux en vertu de tous titres quelconques;

B. Le lot numéro deux-cent-quatre-vingt-dix-neuf et trois-cent-deux (299-302) du même cadastre, contenant, le premier quatre arpents de terre en superficie et le second trois arpents, quatre-vingt-cinq perches et cent-quarante-deux pieds en superficie, plus ou moins; C. Avec et compris dans la vente de l'immeuble susdit, tous les chemins établis sur les terrains dont ceux sus-désignés faisaient partie appartenant à feu Edouard Scallon, le 19 juin 1860, date de la vente qu'il a faite à Prosper Lavoie ainsi que le pont sur la rivière l'Assomption près du moulin; D. Le lot numéro cent quatre-vingt-dix-huit (198) du même cadastre situé en la seigneurie de Lanoraie sur la rive Nord de la Rivière l'Assomption, prenant au pont dont il vient d'être ci-dessus parlé, en descendant cette rivière sur la longueur et largeur qu'il plaira à l'acquéreur pourvu que ça n'exécède pas deux arpents en superficie; attaché au dit lot et en faisant partie se trouve compris le droit d'assoir une chaussée,

### Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Joliette.

Joliette, to wit: } LA BANQUE NATIO-  
No. 7284. } NALE Plaintiff;  
against, J. ED. CHAMPAGNE ET AL., Defend-  
ants.

That certain lot of land situate in the parish of Saint Charles Borromee, composed of: A. The lots numbers three hundred and one and three hundred and three (301, 303) of the cadastre of said parish of Saint Charles Borromée, with mills, workshops, houses and dependencies thereon erected and all machinery and equipment used in the working of said mills and workshops, and also the privilege to water power, dam and piers built on the Assomption river, above below and in the neighborhood of the dam, and also—with all rights and privileges attached and relating to said mills and workshops and held by the present owner thereof under any titles whatever.

B. Those certain lots numbers two hundred and ninety nine and three hundred and two (299-302) of aforesaid cadastre, containing, the first lot, four arpents in superficies, and the second, three arpents, eighty five perches and one hundred and forty two feet in superficies, more or less. C. Together with and including in the sale of the above immoveable all the roads on the lands of which the lands above described form part, belonging to late Edouard Scallon, on the 19th June, 1860 date of the sale made by him to Prosper Lavoie and also the bridge on Assomption river near the mill. D. The lot number one hundred and ninety eight (198) of same cadastre situate in Lanoraie Seigniorly, on the north bank of the Assomption River, beginning at the bridge mentioned above, along the river, down stream, for whatever width and depth the purchaser may choose provided the area of said lot does not exceed two arpents; attached to said lot and forming part thereof are included—the rights

—avec ensemble tous les droits que pouvaient avoir les dits seigneurs de Lanoraie sur le pouvoir d'eau.

Pour être vendu au bureau du shérif à Joliette, MARDI, le VINGT-CINQUIEME jour de JANVIER mil neuf-cent-seize à ONZE heures de l'avant-midi.

JOSEPH GADOURY,  
Bureau du shérif. Shérif.  
Joliette, 23 décembre 1915. 7569—52-2  
[Première publication, 24 décembre 1915].

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS**  
*Cour supérieure.—District de Joliette.*

Joliette, à savoir: } **ANDRÉ PERREAULT,**  
No 7333. } Demandeur; contre **MICHEL TRUDEAU,** Défendeur.

Un emplacement connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la ville de Joliette, comme faisant partie du lot numéro, cinq cent quarante-huit (548) contenant quarante-cinq pieds de front sur cent trente-cinq pieds de profondeur, mesure anglaise; borné en front par la rue Saint-Thomas, d'un côté par Rémi Savignac, en profondeur et de l'autre côté par Pierre Laforest—avec bâtisses.

Pour être vendu au bureau du shérif, à Joliette, le CINQUIEME jour de JANVIER, mil neuf cent seize, à DIX heures de l'avant-midi.

JOSEPH GADOURY,  
Bureau du shérif, Shérif.  
Joliette, 1er décembre 1915. 6975—49-2  
[Première publication, 4 décembre 1915.]

held by Seigniors of Lanoraie upon the water power.

To be sold at the sheriff's office, at Joliette, on TUESDAY, the TWENTY-FIFTH day of JANUARY, 1915, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOSEPH GADOURY,  
Sheriff's Office. Sheriff.  
District of Joliette. 7570—52-2  
[First published, 24th December, 1915].

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS**  
*Superior Court.—District of Joliette.*

Joliette, to wit: } **ANDRÉ PERREAULT,**  
No. 7333. } Plaintiff; against **MICHEL TRUDEAU,** Defendant.

That certain emplacement known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the town of Joliette, as forming part of lot number five hundred and forty eight (548) containing forty five feet in front by one hundred and thirty five feet in depth, english measure; bounded in front by Saint Thomas street, on one side by Rémi Savignac, in depth and on the other side by Pierre Laforest—with the buildings thereon.

To be sold at the office of the sheriff, at Joliette, on the FIFTH day of JANUARY next, one thousand nine hundred and sixteen, at TEN o'clock, in the forenoon.

JOSEPH GADOURY,  
Sheriff's office, Sheriff.  
Joliette, 1st December, 1915. 6976—49-2  
[First published, 4th December, 1915.]

### Vente par le Shérif—Montréal

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS**  
*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } **THE TRUST & LOAN**  
No 2851. } **COMPANY OF**  
**CANADA,** corporation légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires pour la province de Québec, en les cité et district de Montréal, Demanderesse; vs **JOHN P. MURRAY,** Défendeur.

Un lot de terre situé dans le quartier Sainte-Anne, de la cité de Montréal, à l'encoignure des rues McCord et Murray, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Anne, sous le numéro mil quatre cent quinze (1415)—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour de JANVIER prochain, 1916, à DEUX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,  
Bureau du shérif, Shérif.  
Montréal, 20 décembre 1915. 7445—52-2  
[Première publication, 24 décembre 1915.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**  
*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } **DAME EMILIA LUS-**  
No 1895. } **SIER,** du village de Verchères, dans le district de Montréal, épouse contractuellement séparée de biens de Adrien Larose, du même lieu, marchand, et ce dernier

### Sheriff's Sale—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS**  
*Superior Court.—District of Montréal.*

Montreal, to wit: } **THE TRUST & LOAN**  
No. 2851. } **COMPANY OF**  
**CANADA,** corporation legally constituted having its principal place of business for the province of Quebec, in the city and district of Montreal, Plaintiff; vs **JOHN P. MURRAY,** Defendant.

A lot of land situate in the Saint Ann's ward of the city of Montreal, being at the corner of McCord and Murray streets, known and designated on the official plan and book of reference of Saint Ann's ward, under the number one thousand four hundred and fifteen (1415)—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SEVENTH day of JANUARY, next (1916), at TWO o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,  
Sheriff's office, Sheriff.  
Montreal, 20th December, 1915. 7446—52-2  
[First published, 24th December, 1915.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**  
*Superior Court.—District of Montréal.*

Montreal, to wit: } **DAME EMILIA LUS-**  
No. 1895. } **SIER,** of the village of Verchères, in the district of Montreal, wife contractually separated as to property of Adrien Larose, of same place, merchant, and the latter

pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, Demanderesse; vs les héritiers de feu DAME ODILE BUISSIÈRE, en son vivant du village de Verchères, dans le district de Montréal, veuve de feu Louis Bousquet, en son vivant du même lieu, Défendeurs.

Un emplacement sis, au village de Verchères, contenant environ 38 pieds de front sur 78 pieds de profondeur; borné au sud-est, par la rue Principale, au nord-ouest à Téléphore Chagnon, au nord-est à Dame veuve Napoléon Collette, et au sud-ouest à Philias Chagnon,—avec une maison et autres bâtisses y érigées, portant le No (71) soixante-onze, sur les plans et aux livres de renvois officiels de la municipalité de la paroisse de Verchères.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SIXIÈME jour de JANVIER prochain (1916), à DEUX heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif. Shérif.  
Montréal, 21 décembre 1915. 7499—52-2  
[Première publication, 24 décembre 1915].

**MANDAT DE CURATEUR.  
FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } F. A. DELAND, curateur aux biens de JOSEPH RICHER et J. ALBERT PAYETTE, "J. RICHER & CIE", Insolubles.

Un lot de terre situé sur la rue Agnès, dans le quartier Saint-Henri, en la cité de Montréal, mesurant 22 pieds en front par 84½ de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins, sans garantie de contenance précise.

Ce lot est composé de: 1°. Une lisière de terre formant la partie nord-ouest du lot numéro 1276 aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, mesurant 14 pieds de largeur par 84½ de profondeur, et, 2°. La partie sud-est du lot 1277 des dits plan et livre de renvoi mesurant 8 pieds de largeur par 84½ de profondeur, le tout de mesure anglaise.

Avec droit de passage à pied et en voiture dans une ruelle de 15 pieds de large, ouverte en partie sur l'arrière de la propriété plus haut décrite par la succession Edward MacKay ou ses auteurs. Cette ruelle est commune à tous les propriétaires y ayant droit et ne doit pas être obstruée, d'aucune manière, et elle doit être tenue propre et en bon état par les propriétaires adjacents et—avec toutes bâtisses construites sur les lots précités.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-HUITIÈME jour de JANVIER prochain (1916), à MIDI.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif. Shérif.  
Montréal, 21 décembre 1915. 7487—52-2  
[Première publication, 24 décembre, 1915.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } GEORGES RABINO-VITCH, Demandeur; contre les terres et héritages de JACOB SOLEN et MENDEL SEIDMAN, Défendeurs, mais entre les mains de M. G. Lamoureux, curateur, nommé au délaissement fait en la présente cause.

Un lot de terre situé sur la rue Clark, jusqu'ici connue sous le nom de rue Saint-Charles-Borromée, dans la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro 341 aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Laurent, en la cité de Montréal, mesurant 40 pieds de largeur, mesure française, par 76 pieds de profondeur, mesure

to authorize his said wife for the purposes hereof, Plaintiff; vs the heirs of late DAME ODILE BUISSIÈRE, in his lifetime of the village of Verchères, in the district of Montreal, widow of late Louis Bousquet, in his lifetime of same place, Defendants.

That emplacement lying in the village of Verchères, containing about 38 feet in front by 78 feet in depth; bounded on the south east by the Main street, on the north west by Telesphore Chagnon, on the north east by Dame widow Napoléon Collette, and on the south west by Philias Chagnon,—with a house and other buildings thereon erected, bearing, said emplacement, number seventy one (71) on the official plan and in the book of reference of the municipality of the parish of Verchère.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the TWENTY SIXTH day of JANUARY (1916), at TWO o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office. Sheriff.  
Montreal, 21st December, 1915. 7500—52-2  
[First published, 24th December, 1915].

**CURATOR'S WARRANT.  
FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } F. A. DELAND, curator No. 174. } to the property of JOSEPH RICHER and J. ALBERT PAYETTE, "J. RICHER & CIE", Insolvents.

A lot of land situated on Agnes street, in Saint Henry ward, in the city of Montreal, containing 22 feet in front by 84½ feet in depth, english measure and more or less without warranty of precise measure.

This lot is composed of: 1st. A strip of land forming the north west part of lot number 1276 on the official plan and book of reference for the municipality of the parish of Montreal, containing 14 feet in width by 84½ feet in depth, and, 2nd: The south east part of lot 1277 of the said plan and in the said book of reference containing 8 feet in width by 84½ feet in depth, all english measure. With right of passage on foot and of vehicles in a lane of 15 feet in width, left open in part of the rear of the above described property by the estate Edward MacKay or auteurs. This lane is in common to all the proprietors having rights therein and should not be obstructed, in any manner, and is at all times to be kept neat and in good order by adjoining proprietors and—with all the buildings erected on the above lots.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY EIGHTH day of JANUARY next (1916), at TWELVE o'clock noon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.  
Montreal, 21st December, 1915. 7488—52-2  
[First published, 24 December, 1915.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } GEORGES RABINO-VITCH, Plaintiff; against the lands and tenements JACOB SOLEN and MENDEL SEIDMAN, Defendants, but in the hands of Joseph M. G. Lamoureux, curator named to the delaissement made in this cause.

A lot of land situate on Clark street, heretofore known as Saint Charles Borromée street, in the city of Montreal, known and designated under number 341 of the official plan and book of reference of Saint Lawrence ward, in the city of Montreal, measuring 40 feet in width, french measure, by 76 feet in length, english measure,

anglaise, et plus ou moins—avec les bâtisses dessus construites portant les numéros civiques 325, 325a et 325b, de la dite rue Clark.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SIXIEME jour de JANVIER prochain (1916), à TROIS heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.  
Montréal, 21 décembre 1915. 7495—52-2  
[Première publication, 24 décembre 1915.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } **G**RENIER WAR-  
No 3210. } **R**INGTON MO-  
**T**OR CO. LTD, corporation légalement constituée ayant son bureau-chef et sa principale place d'affaires en les cité et district de Montréal, Demanderesse; vs O. L. BRUNELLE, Défendeur.

1. Partie du lot de terre connu et désigné sous le No 257, le lot de terre No 258 et partie du lot de terre No 259 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Michel de Vaudreuil, mesurant 129 pieds de front par 120 pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—avec les bâtisses et dépendances dessus construites; la dite partie du lot No 257 tenant, sur toute sa profondeur, d'un côté, au No 258 et de l'autre côté à l'autre partie du dit lot No 257 vendue par le dit O. L. Brunelle à John Aquin, par acte enregistré sous le No 34967, la dite partie ayant 30 pieds de largeur depuis la ligne du lot 256, qui la borne d'un côté, sur toute la profondeur du dit lot, et la partie du dit lot No 259 consistant en une lisière d'environ 9 pieds de largeur le long de la ligne de division des dits lots 259 et 258 sur toute la profondeur du dit lot;

2. Partie du lot de terre connu et désigné sous le No 264 et le No 265 aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Michel de Vaudreuil, mesurant en tout 84 pieds de front par 120 pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—avec les bâtisses et dépendances dessus construites, la dite partie du No 264 consistant en une lisière de 9 pieds de largeur touchant au lot No 265 par toute sa profondeur.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-HUITIEME jour de JANVIER prochain (1916), à DEUX heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.  
Montréal, 21 décembre 1915. 7501—52-2  
[Première publication, 24 décembre 1915].

**MANDAT DE CURATEUR.**  
**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } **E**UGENE PREVOST,  
No 399. } curateur requérant  
aux biens de Arthur Bourque; et L. J. FILION,  
"BOURQUE & FILION", Faillits.

1. Le lot de terre ayant front sur la rue Parthenais, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro un de la subdivision officielle du lot numéro deux cent soixante du lot originaire portant le numéro douze (12-260-1) des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte Visitation—avec toutes les bâtisses dessus construites.

2. Le lot de terre ayant front sur la rue Parthenais, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro un de la subdivision officielle du lot numéro deux cent cinquante-neuf (12-259-1) des plan et livre de renvoi officiels du

and more or less—with the buildings thereon erected bearing civic numbers 325, 325a and 325b of said Clark street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SIXTH day of JANUARY next (1916), at THREE o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Shérif.  
Montreal, 21st December 1915. 7496—52-2  
[First published, 24th December, 1915.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } **G**RENIER WARRING-  
No. 3210. } **T**ON MOTOR CO.  
LTD, a body politic and corporate, having its principal office and place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff; vs O. L. BRUNELLE, Defendant.

1. Part of that certain lot of land known and designated under Nos. 257, the lot of land No. 258 and part of lot No. 259 on the official plan and book of reference of the parish of Saint Michel de Vaudreuil, measuring, 129 feet in front by 120 feet in depth, english measure and more or less—with the buildings and dependencies thereon erected; said part of lot No. 257, being contiguous, along the whole depth thereof, on one side, to lot No. 258 and on the other side to the other part of said lot No. 257 sold by said O. L. Brunelle to John Aquin, by deed registered under No. 34967, the said part measuring 30 feet in width from the line of lot No. 256, the boundary on one side, by the whole depth of said lot, and that part of said lot No. 259 being a strip of land of about 9 feet in width along the division line of said lots 259 and 258 by the whole depth of said lot.

2. Part of that certain lot of land known and designated under No. 264 and that certain lot No. 265, on the official plan and book of reference of said parish of Saint Michel de Vaudreuil, measuring over all 84 feet in front by 120 feet in depth, english measure, more or less,—with the buildings and dependencies thereon erected, the said part of lot No. 264 being a strip of land of 9 feet in width contiguous to lot No. 265 along the whole depth thereof.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY EIGHTH day of JANUARY next (1916), at TWO o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Shérif.  
Montreal, 21st December, 1915. 7502—52-2  
[First published, 24th December, 1915].

**CURATOR'S WARRANT.**  
**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } **E**UGENE PREVOST,  
No. 399. } curator, petitioner to  
the property of Arthur Bourque; and L. J.  
FILION "BOURQUE & FILION", Insolvents.

1. That certain lot of land fronting on Parthenais street, in the city of Montreal, known and designated as being lot number one of the official subdivision of lot number two hundred and sixty of lot original number twelve (12-260-1), of the official plan and book of reference of the village of Côte Visitation—with all the buildings thereon erected.

2. That certain lot of land fronting on Parthenais street, in the city of Montreal, known and designated as being lot number one of the official subdivision of lot number two hundred and fifty nine of lot original number twelve (12-259-1) of

village de la Côte Visitation—avec toutes les bâtisses dessus construites.

3. Le lot de terre ayant front sur la rue Parthenais, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro quatre de la subdivision du lot numéro deux cent soixante du lot original douze (12-260-4) des dits plan et livre de renvoi officiels de la dite Côte de Visitation—avec les maisons et autres dépendances y érigées et l'usage de la ruelle située en arrière des dits lots.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-HUITIEME jour de JANVIER prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif. Shérif.  
Montréal, 21 décembre 1915. 7489—52-2  
[Première publication, 24 décembre 1915].

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } ALEXANDRE RICHARDSON ET AL.,  
No 2985. } CHARDSON ET AL.,  
ES-QUAL., Demandeurs; vs ADHEMAR LALANDE, Défendeur.

Un emplacement ayant front sur la 8ème Avenue, du quartier Rosemont, dans la cité de Montréal, contenant 37½ pieds de largeur par 78 pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise, et composé du lot numéro mille trente-quatre et de la moitié sud-est du lot numéro mille trente-cinq de la subdivision officielle du lot numéro cent soixante douze (No 172-1034½ S. E. 1035), sur le plan et au livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte de la Visitation; la dite moitié du lot numéro mille trente-cinq (1035), mesurant 12½ pieds de largeur par 78 pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins; et étant bornée au front par la dite 8ème Avenue, en arrière par une ruelle, du côté nord-ouest, par le résidu du lot numéro mille trente-cinq (1035) et du côté sud-est par le lot numéro mille trente-six (1036)—avec une maison portant les numéros civiques 455 à 455e, de la dite 8ème Avenue et les autres bâtisses y érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-HUITIEME jour de JANVIER prochain (1916), à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif. Shérif.  
Montréal, 20 décembre 1915. 7455—52-2  
[Première publication, 24 décembre 1915].

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour de circuit.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } LES COMMISSAIRES  
No 7473. } L' D'ECOLES de la  
Côte des Neiges, Demandeurs; contre les terres de MARCEL GABARD, Défendeur.

Un emplacement ayant front sur la rue Lacombe, dans la cité de Montréal, portant les numéros cinquante (50), cinquante et un (51) et cinquante-deux (52) de la subdivision officielle du lot numéro vingt-sept (27-50-51-52), aux plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte des Neiges—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-HUITIEME jour de JANVIER prochain (1916), à ONZE heures de l'avant-midi.

À la folle enchère de Dame Aurore Lamalice, la ci-devant adjudicataire, suivant jugement de l'Honorable juge MacLennan, en date du 19 novembre 1915.

Un dépôt de \$400.00 sera exigé de chaque enchérisseur avant de recevoir son offre ou

the official plan and book of reference of the village of Côte Visitation—with all the buildings thereon erected.

3. That certain lot of land fronting on Parthenais street, in the city of Montreal, known and designated as being number four of the subdivision of lot number two hundred and sixty of lot original number twelve (12-260-4) of said official plan and book of reference of said village of Côte Visitation—with the houses and other dependencies thereon erected and the use of the lane in rear of said lots.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY EIGHTH day of JANUARY next (1916), at THREE o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office. Sheriff.  
Montreal, 21st December, 1915. 7490—52-2  
[First published, 24th December, 1915].

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } ALEXANDRE RICHARDSON ET AL.,  
No. 2985. } CHARDSON ET AL.,  
ES-QUAL., Plaintiffs; vs ADHEMAR LALANDE, Defendant.

That certain emplacement fronting on 8th Avenue, Rosemont ward, in the city of Montreal, containing 37½ feet in width by 78 feet in depth, more or less, english measure, and composed of lot number one thousand and thirty four and the south east half of lot number one thousand and thirty five of the official subdivision of lot number one hundred and seventy two (No. 172-1034-S. E. ½ 1035), on the official plan and in the book of reference of the incorporated village of Cote de la Visitation; the said half of lot number one thousand and thirty five (1035), measuring 12½ feet in width by 78 feet in depth, english measure, more or less; and being bounded in front by said 8th Avenue, in rear by a lane, on the north west side by the residue of said lot number one thousand and thirty five (1035) and on the south east side by lot number one thousand and thirty six (1036)—with a house bearing civic numbers 455 to 455e, of said 8th Avenue and other buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY EIGHTH day of JANUARY next (1916), at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office. Sheriff.  
Montreal, 20th December, 1915. 7456—52-2  
[First published, 24th December, 1915].

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Circuit Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } THE SCHOOL COMMISSIONERS of Cote  
No. 7473. } MISSIONERS of Cote  
des Neiges, Plaintiffs; against the land and tenements of MARCEL GABARD, Defendant.

That certain emplacement fronting on Lacombe street, in the city of Montreal, bearing numbers fifty (50) fifty one (51) and fifty two (52) of the official subdivision of lot number twenty seven (27-50-51-52), on the official plan and in the book of reference of the village of Cote des Neiges—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY EIGHTH day of JANUARY next, (1916), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

For the false bidding of Dame Aurore Lamalice, the adjudicataire at previous sale, pursuant to a judgment of the Honourable justice MacLennan, dated the 19th November, 1915.

Each and every bidder at this resale to deposit a sum of \$400.00 with his first bid, pursuant to a

enchère suivant jugement de l'Honorable juge MacLennan, en date du 19 novembre 1915.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif. Shérif.  
Montréal, 21 décembre 1915. 7447—52-2  
[Première publication, 24 décembre 1915].

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } **A** VILA LADOUCEUR,  
No 2642. } Demandeur; contre  
les terres et tènements de DAME EMMA TAIL-  
LEFER, des cité et district de Montréal, épouse  
de Joseph Charles Henri Laflamme, agent d'im-  
meubles, du même lieu, et ce dernier partie aux  
présentes pour autoriser sa dite épouse aux fins  
des présentes, Défendeurs.

Un lot de terre situé dans la cité de Montréal, dans le quartier Mont-Royal, connu et désigné sous le numéro six cent vingt-cinq (625), du plan de la subdivision officielle du lot numéro vingt-cinq (25-625), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte des Neiges, contenant environ quatre-vingt-quatre pieds de largeur en avant de la ligne du côté ouest et quatre-vingt pieds et deux dixièmes de pieds de largeur en arrière dans la ligne du côté est sur environ cent trente-neuf pieds et six dixièmes de pied de longueur dans la ligne du côté nord, et cent vingt-six pieds et un dixième de pieds de longueur dans la ligne de côté sud, formant ainsi une superficie totale de dix mille huit cent trente et un (10,831) pieds—avec les bâtisses dessus contruites, et le susdit lot de terre est borné comme suit: en avant l'Avenue Northmount, en arrière partie par le lot de terre portant le numéro six cent onze, partie par le lot de terre portant le numéro six cent dix et partie par le lot de terre portant le numéro six cent neuf du plan de la subdivision officielle du susdit lot portant le numéro vingt-cinq (25-611, 610 et 609), du côté sud par le lot portant le numéro six cent vingt-quatre du plan de la subdivision officielle du lot numéro vingt-cinq susdit et du côté nord par le lot de terre numéro six cent vingt-six du plan de la subdivision officielle du dit lot de terre numéro vingt-cinq (25-624-626), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte des Neiges.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour de JANVIER prochain (1916), à ONZE heures de l'avant midi, à la folle enchère de Joseph Charles Henri Laflamme, le ci-devant adjudicataire, suivant jugement de l'Honorable juge MacLennan en date du 26 novembre 1915.

Un dépôt d'une somme de \$300.00 sera exigé de chaque enchérissur avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement de l'Honorable juge MacLennan, en date du 30 novembre 1915.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif. Shérif.  
Montréal, 20 décembre 1915. 7453—52-2  
[Première publication, 24 décembre 1915].

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } **J** OSEPH C A P I S-  
No 737. } TRAN, Deman-  
deur en garantie; vs **H**ONORIUS DESRO-  
CHERS, Défendeur en garantie.

Un lot de terre connu et désigné comme étant les Nos quatorze cent soixante onze, quatorze cent soixante douze, de la subdivision officielle du lot originaire No cent soixante douze (172-1471-1472) aux plan et livre de renvoi officiels de la Côte Visitation, district de Montréal; borné en front par la 2ième Avenue, quartier Rosemont de la cité de Montréal—avec bâtisses dessus érigées, portant

judgment of the Honourable justice MacLennan, dated the 19th November, 1915.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office. Sheriff.  
Montreal, 21st December, 1915. 7448—52-2  
[First published, 24th December, 1915].

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } **A** VILA LADOUCEUR,  
No. 2642. } Plaintiff; against the  
lands and tenements of DAME EMMA TAIL-  
LEFER, of the city and district of Montreal,  
wife of Joseph Charles Henri Laflamme, real esta-  
te agent, of the same place, and the latter a party  
hereto to authorize his said wife for the purposes  
hereof, Defendants.

A lot of land situate in the city of Montreal, in Mont-Royal ward, known and designated under number six hundred and twenty five (625), of the official subdivision plan of lot number twenty five (25-625), upon the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte des Neiges, measuring about eighty four feet in width in front on the west side line and eighty feet and two tenths in width in rear on the east side line by about one hundred and thirty nine feet and six tenths in depth on the north side line and one hundred and twenty six feet and one tenth in depth on the south side line, containing a total superficies of ten thousand eight hundred and thirty one (10,831), feet,—with the buildings thereon erected, the said lot of land being bounded as follows: in front by Northmount Avenue, in rear partly by lot number six hundred and eleven, partly by lot number six hundred and ten and partly by lot six hundred and nine of the official subdivision plan of lot number twenty five (25-611, 610 and 609), on the south side by lot number six hundred and twenty four of the official subdivision plan of aforesaid lot number twenty five and on the north side by the lot number six hundred and twenty six of said official subdivision plan of said lot number twenty five (25-624 and 626), upon the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte des Neiges.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SEVENTH day of JANUARY next (1916), at ELEVEN o'clock in the forenoon, for the false bidding of Joseph Charles Henri Laflamme, the adjudicataire at previous sale, pursuant to a judgment of the Honourable Justice MacLennan, dated the 26th November, 1915.

Each and every bidder at this resale to deposit the sum of \$300.00 with his first bid pursuant to a judgment of the Honourable Justice MacLennan, dated the 30th November, 1915.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.  
Montreal, 20th December, 1915. 7454—52-2  
[First published, 24th December, 1915.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } **J** OSEPH C A P I S-  
No. 737. } Plaintiff in-warranty;  
vs **H**ONORIUS DESROCHERS, Defendant in-  
warranty.

That certain parcel of land known and designated as being the lots numbers fourteen hundred and seventy one and fourteen hundred and seventy two, of the official subdivision of original lot number one hundred and seventy two (172-1471-1472) on the official plan and in the book of reference of Cote Visitation, district of Montreal; bounded in front by 2nd Avenue, Rosemont ward, of the city

les Nos civiques 424 à 440 inclusivement de la dite 2ième Avenue.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour de JANVIER prochain, (1916), à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX, Shérif.  
Bureau du shérif, Montréal, 20 décembre, 1915. 7449-52-2  
[Première publication, 24 décembre 1915.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour supérieure.—District de Montréal.*  
Montréal, à savoir: ) JOSEPH PAQUETTE,  
No 4776. ) Demandeur; vs JOSEPH ARMOUR CHOQUETTE, Défendeur.

Un lot de terre sis et situé dans le quartier Hochelaga, dans la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro cent cinquante-neuf (159) de la subdivision du lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, sous le numéro vingt-trois (23-159) contenant vingt-cinq pieds de largeur par cent vingt-deux pieds de profondeur mesure anglaise et plus ou moins; borné en front par la rue Chambly—avec les bâtisses dessus construites circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour de JANVIER prochain (1916), à TROIS heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX, Shérif.  
Bureau du shérif, Montréal, 20 décembre 1915. 7451-52-2  
[Première publication, 24 décembre 1915].

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour supérieure.—District de Montréal.*  
Montréal, à savoir: ) LEON DELORME,  
No 3019. ) Demandeur; vs MOSES BAILEY, Défendeur.

1. Un lot de terre situé dans le quartier Saint-Henri, cité de Montréal, borné en front par la rue Notre-Dame ouest, et connu sous le numéro cent vingt-neuf de la subdivision officielle du lot numéro dix-sept cent trois aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, mesurant vingt et un pieds de largeur par quatre-vingt pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins;

2. De la moitié nord-est du lot situé au même lieu et connu sous le numéro cent vingt-huit de la subdivision officielle du lot numéro dix-sept cent trois aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, contenant dix pieds et six pouces de largeur par quatre-vingt pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins; et borné en front au sud-est, par la rue Notre-Dame Ouest, en arrière, au nord-ouest, par une ruelle, d'un côté, au nord-est, par le lot numéro 1703-129 ci-dessus décrit et de l'autre côté, au sud-ouest, par le surplus du dit lot numéro 1703-128—avec bâtisses dessus érigées;

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SIXIEME jour de JANVIER prochain (1916), à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX, Shérif.  
Bureau du shérif, Montréal, 21 décembre 1915. 7491-52-2  
[Première publication, 24 décembre 1915].

of Montreal—with the buildings thereon erected, bearing civic numbers 424 to 440 inclusively of said 2nd Avenue.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SEVENTH day of JANUARY next (1916), at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX, Sheriff.  
Sheriff's office, Montreal, 20th December, 1915. 7450-50-2  
[First published, 24th December, 1915.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Montreal.*  
Montreal, to wit: ) JOSEPH PAQUETTE,  
No. 4776. ) Plaintiff; vs JOSEPH ARMOUR CHOQUETTE, Defendant.

That certain lot of land lying and situate in Hochelaga ward, city of Montreal, known and designated under number one hundred and fifty nine (159) of the subdivision of the lot of land known and designated on the official plan and in the book of reference of the incorporated Village of Hochelaga, under number twenty three (23-159) containing twenty five feet in width by one hundred and twenty two feet in depth, english measure and more or less; fronting on Chambly street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SEVENTH day of JANUARY next (1916), at THREE o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX, Sheriff.  
Sheriff's office, Montreal, 20th December, 1915. 7452-52-2  
[First published, 24th December, 1915].

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Montreal.*  
Montreal, to wit: ) LEON DELORME,  
No. 3019. ) Plaintiff; vs MOSES BAILEY, Defendant.

1. That certain lot of land situate in Saint Henri ward, city of Montreal, fronting on Notre Dame street West, and known and designated under number one hundred and twenty nine of the official subdivision of lot number one thousand seven hundred and three on the official plan and in the book of reference of the parish of Montreal, measuring twenty one feet in width by eighty feet in depth, english measure and more or less;

2. The north east half of that certain lot of land situate at the same place, known under number one hundred and twenty eight of the official subdivision of lot number one thousand seven hundred and three on the official plan and in the book of reference of the parish of Montreal, containing ten feet and six inches in width by eighty feet in depth, english measure and more or less; bounded in front, to the south east, by Notre Dame street west, in rear, to the north west, by a lane, on one side, to the north east, by lot number 1703-129 hereinabove described and on the other side, to the south west, by the residue of said lot number 1703-128—with buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SIXTH day of JANUARY next (1916), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX, Sheriff.  
Sheriff's office, Montreal, 21st December, 1915. 7492-52-2  
[First published, 24th December, 1915].

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } JOSEPH PEPIN, De-  
No 2091. } mandeur; contre  
MOSES ELIEFF, Défendeur, maintenant entre  
les mains de Martinien Lacombe, curateur au  
délaissement fait par le dit défendeur.

Un lot de terre situé sur la rue Drolet, dans le quartier Saint-Denis, de la cité de Montréal, connu sous le numéro soixante et quinze de la subdivision officielle du lot numéro cent quatre-vingt-seize (196-75), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis—avec une maison portant les numéros civiques 867 et 867a de la rue Drolet—et autres bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour de JANVIER prochain (1916), à MIDI.

A la folle enchère de Joseph Alexandre Besner, le ci-devant adjudicataire, suivant jugement de l'Honorable juge MacLennan, en date du 20 septembre 1915.

Un dépôt d'une somme de \$400.00, sera exigé de chaque enchérisseur avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement de l'Honorable juge Lafontaine, en date du 7 décembre 1915.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.  
Montréal, 21 décembre 1915. 7485—52-2  
[Première publication, 24 décembre 1915.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } ARTHUR TRUDEAU,  
No 4149. } médecin, Deman-  
deur; vs LA SOCIETE D'ADMINISTRATION  
BILAUDEAU, LTEE., corps politique et incor-  
poré ayant son principal siège d'affaires, en les  
cité et district de Montréal, Défenderesse.

Un lot de terre situé dans la dite cité de Montréal, sur le côté ouest de la rue Brown, connu et désigné sous le numéro trois mille soixante et six (3066) de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent quarante-huit (148), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, contenant dix-neuf pieds de largeur par quatre-vingts pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec les bâtisses dessus construites, portant les Nos 16, 18 et 20 de la rue Brown; et avec droit de passage en arrière du dit lot, dans la ruelle portant le No 148-1964, et dans celle portant le No 148-1935 des dits plan et livre de renvoi officiels pour communiquer à la dite rue Brown.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SIXIEME jour de JANVIER prochain (1916), à MIDI.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.  
Montréal, 21 décembre 1915. 7497—52-2  
[Première publication, 24 décembre 1915.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } JACQUES DAGE-  
No 646. } NAIS FILS, ET AL.,  
ES-QUAL., Demandeurs; vs CHARLES B. BOI-  
LEAU ET ALPHONSE BOILEAU, Défendeurs.

Saisi comme appartenant aux dits défendeurs:

1. Un emplacement situé dans le quartier Laurier, de la cité de Montréal, ayant front sur le Boulevard Saint-Laurent, et composé comme suit:

(a) Un morceau de terrain faisant partie du lot numéro cent soixante et onze de la subdivision du lot numéro dix (10-171) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, contenant cette partie de lot onze pieds de largeur par cinquante pieds de profondeur, mesure

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } JOSEPH PEPIN, Plain-  
No. 2091. } tiff; against MOSES  
ELIEFF, Defendant, now in the hands of Marti-  
nien Lacombe, curator to the surrender made by  
defendant herein.

That certain lot of land situate on Drolet street, in Saint Denis ward, of the city of Montreal, known under number seventy five of the official subdivision of lot number one hundred and ninety six (196-75), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Cote Saint Louis—with a house bearing civic numbers 867 and 867a of Drolet street—and other buildings thereon erected.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the TWENTY SEVENTH day of JANUARY next (1916), at TWELVE o'clock noon.

For the false bidding of Joseph Alexandre Besner, the adjudicataire at previous sale, pursuant to a judgment of the Honourable justice MacLennan, dated the 20th September, 1915.

Each and every bidder at this resale will be required to deposit, with his first bid, the sum of \$400.00, pursuant to a judgment of Honourable justice Lafontaine, dated the 7th December, 1915.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.  
Montreal, 21st December, 1915. 7486—52-2  
[First published, 24th December, 1915.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } ARTHUR TRUDEAU,  
No. 4149. } physician, Plaintiff; vs  
LA SOCIETE D'ADMINISTRATION BILAU-  
DEAU LTEE., a body politic and corporate hav-  
ing its chief place of business in the city and dis-  
trict of Montreal, Defendant.

That certain lot of land situate in said city of Montreal, on the west side of Brown street, known and designated under number three thousand and sixty six (3066) of the official subdivision of original lot number one hundred and forty-eight (148), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, containing nineteen feet in width by eighty feet in depth, english measure and more or less—with the buildings thereon erected bearing Nos. 16, 18 and 20 Brown street; and with a right a way in rear of said lot, in lanes Nos. 148-1964 and 148-1935 of said official plan and book of reference to communicate with said Brown street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SIXTH day of JANUARY next (1916), at TWELVE o'clock noon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.  
Montreal, 21st December, 1915. 7498—52-2  
[First published, 24th December, 1915.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } JACQUES DAGENAIS,  
No. 646. } FILS, ET AL., ES-QUAL.,  
Plaintiff's; vs CHARLES B. BOILEAU and  
ALPHONSE BOILEAU, Defendants.

Seized as belonging to said defendants:

1. That certain emplacement situate in Laurier ward, of the city of Montreal, fronting on Saint Lawrence Boulevard and composed of:

(a) That parcel of land forming part of lot number one hundred and seventy one of the subdivision of lot number ten (10-171) of the official plan and book of reference of the incorporated village of Cote Saint Louis, containing said part of lot, eleven feet in width by fifty feet in depth, en-

anglaise, et plus ou moins, et bornée d'un bout, au sud ouest, par partie du lot No quatre vingt-six des dits plan et livre de renvoi, de l'autre bout, au nord-est, par une ruelle, portant le No 10-184 des dits plan et livre de renvoi, d'un côté, au nord-ouest, par le No 10-172 des mêmes plan et livre de renvoi et de l'autre côté, au sud-est, par le résidu du dit lot 10-171.

(b) Deux lots de terre ou emplacements ayant front sur le Boulevard Saint-Laurent, connu sous les numéros cent soixante-douze et cent soixante-treize de la subdivision du lot numéro dix (10-172 et 173) des dits plan et livre de renvoi, contenant chacun des dits lots vingt-cinq pieds de largeur par cent dix pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins.

(c) Un lot de terre ou emplacement ayant front sur le Boulevard Saint-Laurent, contenant vingt-six pieds de largeur par cent dix pieds de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins, connu sous le numéro cent soixante-quatorze de la subdivision du dit lot numéro dix (10-174) des mêmes plan et livre de renvoi.

Le tout ne formant qu'une seule exploitation—avec les bâtisses y érigées et devant être vendu en bloc, avec droit de passage en commun dans la ruelle en arrière des dits immeubles.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SIXIEME jour de JANVIER prochain (1916), à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.  
Montréal, 21 décembre 1915. 7493—52-2  
[Première publication, 24 décembre, 1915.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS**

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } DANIEL STROUD,  
No 4322. } Demandeur; contre  
FAIRVIEW LAND COMPANY, LIMITED,  
corps politique et incorporé ayant sa principale  
place d'affaires, en les cité et district de Montréal,  
Défenderesse.

Un lot de terre connu et désigné comme étant la subdivision numéro trois sur le plan de subdivision du lot numéro 1529 aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Mountain.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DOUZIEME jour de JANVIER prochain (1916), à TROIS heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.  
Montréal, 30 novembre 1915. 6923—49-2  
[Première publication, 4 décembre 1915.]

**MANDAT DE CURATEUR**

**FIERI FACIAS DE TERRIS**

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } ERNEST ST-AMOUR,  
No 205. } Curateur aux biens  
de Léon Levy, Failli; et LOUIS DEMUY,  
Requérant.

Un lot de terre ayant front sur la rue Ontario-Est, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro deux cent quatre-vingt-cinq de la subdivision officielle du lot numéro vingt-deux (22-285), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelega, contenant deux mille six cent quarante pieds, mesure anglaise et plus ou moins, avec le droit de passage avec ceux y ayant droit dans les ruelles qui conduisent au dit lot, aux charges ordinaires d'entretien—avec une maison et dépendances construites sur le dit immeuble portant le numéro civique 2380 de la dite rue Ontario-Est et avec toutes les servitudes attachées au dit immeuble.

glish measure and more or less, and bounded at one end, to the south west, by part of lot No. eighty six of said plan and book of reference, at the other end, to the north east, by a lane bearing No. 10-184 of said plan and book of reference, on one side, to the north west, by lot No. 10-172 of same plan and book of reference and on the other side, to the south east, by the residue of said lot 10-171.

(b) Two lots of land or emplacements fronting on Saint Lawrence Boulevard, known under numbers one hundred and seventy two and one hundred and seventy three, of the subdivision of lot number ten (10-172 and 173) of said plan and book of reference, containing, each of said lots, twenty five feet in width by one hundred and ten feet in depth, english measure and more or less.

(c) A lot of land or emplacement fronting on Saint-Lawrence Boulevard, containing twenty six feet in width by one hundred and ten feet in depth english measure and more or less, known under number one hundred and seventy four of the subdivision of said lot number ten (10-174) of same plan and book of reference.

The whole forming one single plot—with the buildings thereon erected and to be sold *en bloc*, with a right of way in common with others in the lane in rear of said immoveables.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SIXTH day of JANUARY next (1916), at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff office, Sheriff.  
Montreal, 21st December, 1915. 7494—52-2  
[First published, 24th December, 1915.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } DANIEL STROUD, Plain-  
No. 4322. } tiff; against FAIR-  
VIEW LAND COMPANY LIMITED, a body  
politic and corporate with head office and principal  
place of business in the city and district of  
Montreal, Defendant.

A lot of property known and designated as subdivision number three on the subdivision plan of lot number 1529 of the official plan and book of reference of Saint Antoine ward, in the city of Montreal, fronting on Mountain street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWELFTH day of JANUARY next (1916), at THREE o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.  
Montreal, 30th November, 1915. 6924—49-2  
[First published, 4th December, 1915.]

**CURATOR'S WARRANT**

**FIERI FACIAS DE TERRIS**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } ERNEST ST-AMOUR,  
No. 205. } Curator to the property  
of Léon Levy, Insolvent; and LOUIS DEMUY,  
Petitioner.

That certain lot of land fronting on Ontario Street East in the city of Montreal, known and designated under number two hundred and eighty five of the official subdivision of lot number twenty two (22-285), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelega, containing two thousand six hundred and forty feet, english measure and more or less, with a right of way in the lanes leading to said lot in common with others having rights therein and upon the ordinary conditions as to maintenance—with a house and dependencies thereon erected bearing civic number 2380 of said Ontario Street East and all servitudes attached to said immoveable.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DOUZIEME jour de JANVIER prochain (1916), à MIDI.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.  
Montréal, 29 novembre 1915. 6925—49-2  
[Première publication, 4 Décembre 1915.]

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWELFTH day of JANUARY next (1916), at TWELVE o'clock NOON.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.  
Montreal, 29th November, 1915. 6926—49-2  
[First published, 4th December, 1915.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } JOSEPH CAPISTRAN,  
No 737. } Demandeur, en garantie, subrogé aux droits du demandeur principal; contre les terres et tènements de HONORIUS DESROCHERS, Défendeur en garantie.

Un lot de terre connu et désigné comme étant les numéros quatorze cent soixante-onze, quatorze cent soixante-douze de la subdivision officielle du lot originaire, numéro cent soixante-douze (172-1471 et 1472),—avec bâtisses cidessus érigées, située sur la 2ième Avenue, à Rosemont, portant les Nos civiques 1424 à 1440, inclusivement.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le ONZIEME jour de JANVIER prochain (1916), à DEUX heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.  
Montréal, 30 novembre 1915.

6931—49-2

[Première publication, 4 décembre 1915.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } JOSEPH CAPISTRAN,  
No. 737. } Plaintiff, in warranty, subrogated to the rights of the principal plaintiff; against the lands and tenements of HONORIUS DESROCHERS, Defendant, in warranty.

That certain parcel of land known and designated as being lots numbers fourteen hundred and seventy one and fourteen hundred and seventy two of the official subdivision of lot original number one hundred and seventy two (172-1471 and 1472)—with the buildings thereon erected, situated on 2nd Avenue, at Rosemont, bearing civic numbers 1424 to 1440, both inclusive.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the ELEVENTH day of JANUARY next, (1916), at TWO o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.  
Montreal, 30th November, 1915.

6932—49-2

[First published, 4th December, 1915.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } DAME ROSE ANNE  
No 761. } FENEGLIO, des cité et district de Montréal, épouse contractuellement séparée de biens de Paul Amédée Viger, gentilhomme, du même lieu, et le dit Paul Amédée Viger, pour l'autoriser aux fins des présentes, maintenant veuve du dit Paul Amédée Viger, Demanderesse; vs JULES COMTE, Défendeur.

Deux lots de terre ayant front sur la rue de la Roche, en la cité de Montréal, portant les numéros 839 et 840 de la subdivision originaire No 488 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, de la contenance de 25 pieds de largeur chacun par 93 pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec droit de passage dans la ruelle en arrière des dits lots.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIXIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.  
Montréal, 30 novembre 1915.

6929—49-2

[Première publication, 4 décembre 1915.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } DAME ROSE ANNE  
No. 761. } FENEGLIO, of the city and district of Montreal, wife contractually separated as to property of Paul Amédée Viger, gentleman, of the same place, and said Paul Amédée Viger, to authorize his said wife for the purposes hereof, now widow of said Paul Amédée Viger, Plaintiff; vs JULES COMTE, Defendant.

Those two lots of land fronting on De la Roche street, in the city of Montreal, bearing numbers 839 and 840 of the original subdivision No. 488, of the official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet, measuring, each lot 25 feet in width by 93 feet in depth, english measure and more or less—with a right of way in the lane in rear of said lots.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TENTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.  
Montreal, 30th November, 1915.

6930—49-2

[First published, 4th December, 1915.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } DAME MARIE EUGE-  
No 12909. } NIE BOYER, de Montréal, veuve de feu Horace Baby, en son vivant, du même lieu, tant personnellement qu'en sa qualité de légataire universelle grevée de la substitution de feu Louis Boyer, son père et Paul Amos, comptable, du même lieu, en sa qualité de curateur à la dite substitution, Demandeurs; vs JEREMIAH KIVENKO, de la cité et du district de Montréal, Défendeur.

L'immeuble suivant, savoir: Le lot numéro cent un (101), de la subdivision du lot numéro sept cent cinquante et un (751), du cadastre de la ville de Lachine et ayant front sur la 9ième Avenue, en la cité de Lachine, district de Montréal.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } DAME MARIE EUGE-  
No. 12909. } NIE BOYER, of Montreal, widow of the late Horace Baby, in his lifetime of the same place, both personally and in her quality of universal legatee and institute in the substitution of late Louis Boyer, her father, and Paul Amos, accountant of the same place, in his quality of curator to said substitution, Plaintiffs; vs JEREMIAH KIVENKO, of the city and district of Montreal, Defendant.

The following immoveable, to wit: The lot number one hundred and one (101) of the subdivision of lot number seven hundred and fifty one (751) of the cadastre of the town of Lachine, fronting on 9th Avenue, in the city of Lachine, district of Montreal.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DOUZIEME jour de JANVIER prochain, (1916), à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX, Shérif.

Bureau du shérif,  
Montréal, 29 novembre 1915.

6941—49-2

[Première publication, 4 décembre 1915.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS**

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } ISIDORE VALIQUET-  
No 4904. } TE, Demandeur ;  
contre les terres et tènements de THEOPHILE MORIN, Défendeur.

Un emplacement situé sur la rue de l'Épée en la ville d'Outremont, étant la partie sud-est du lot No deux cent soixante-deux de la subdivision officielle du lot numéro trente-quatre A (34-A Pt. S.-E. 262) sur les plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, contenant le dit emplacement vingt pieds de front par quatre vingt-douze de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, et borné comme suit: en front par la rue de l'Épée, en arrière par une ruelle; d'un côté au sud-est par le lot No 34A-262, et de l'autre côté au nord-ouest par le résidu du lot 34A-262, ci-dessus désigné—avec la maison y érigée portant les Nos civiques, 730, 730A et 730B de la rue de l'Épée avec l'usage en commun avec d'autres, de la ruelle située en arrière du dit emplacement.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le ONZIEME jour de JANVIER prochain (1916), à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX, Shérif.

Bureau du shérif,  
Montréal, 30 novembre 1915. 6939—49-2

[Première publication, 4 décembre 1915.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS**

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } NARCISSE E. PICOT-  
No 4208. } TE, Demandeur; vs  
DLE OCTAVIE SIMARD, fille majeure et usant de ses droits, Défenderesse.

a. Un immeuble situé sur le côté sud-est de la rue Notre-Dame-Ouest, dans le quartier Saint-Henri, de la cité de Montréal, portant les numéros deux cent douze (212) de la subdivision du lot numéro dix-sept cent quatre (1704) des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, contenant vingt-cinq pieds de largeur par cent pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec une maison en bois et brique à trois étages dessus construites portant les numéros 2440, 2442 et 2444 de la dite rue Notre-Dame-Ouest, et ses dépendances, y compris droit de passage en commun avec d'autres, aux charges ordinaires d'entretien, dans la ruelle qui dessert le dit immeuble et borné en front par la dite rue Notre-Dame Ouest.

b. Un immeuble situé sur le côté sud-est de la rue Notre-Dame-Ouest, dans le quartier Saint-Henri de la cité de Montréal, portant le numéro, deux cent treize (213) de la subdivision du lot numéro dix-sept cent quatre (1704) des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, contenant vingt-cinq pieds de largeur sur cent pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec une maison en bois et brique à trois étages portant les numéros 2434, 2436 et 2438 de la dite rue Notre-Dame-Ouest et ses dépendances, y compris droit de passage en commun avec d'autres aux charges ordinaires d'entretien, dans la ruelle qui dessert le

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWELFTH day of JANUARY next, (1916), at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX, Sheriff.

Sheriff's office,  
November, 29th November, 1915.

6942—49-2

[First published, 4th December, 1915.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } ISIDORE VALIQUETTE,  
No. 4904. } Plaintiff; against the  
lands and tenements of THEOPHILE MORIN,  
Defendant.

That certain emplacement situate on De L'Épée Street, in the town of Outremont, being the south east part of lot No. two hundred and sixty two of the official subdivision of lot number thirty four A (34-A S. E. pt. 262) on the official plan and in the book of reference of the parish of Montreal, containing, said emplacement, twenty feet in front by ninety two feet in depth, english measure and more or less, and bounded as follows: in front by De L'Épée street, in rear by a lane; on one side to the south east by lot No. 34A-262 and on the other side to the north west by the residue of lot No. 34A-262 above described— with the house thereon erected bearing civic numbers 730, 730A and 730B of said De L'Épée street, with the use of the lane in rear of said emplacement in common with others having rights therein.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the ELEVENTH day of JANUARY next, (1916), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX, Sheriff.

Sheriff's office,  
Montreal, 30th November, 1915. 6940—49-2

[First published, 4th December, 1915.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } NARCISSE E. PICOTTE,  
No. 4208. } Plaintiff; vs MISS  
OCTAVIE SIMARD, spinster in the full exercise  
of her rights, Defendant.

a. That certain immoveable situate on the south east side of Notre Dame street west, in Saint Henri ward, of the city of Montreal, bearing number two hundred and twelve (212) of the subdivision of lot number seventeen hundred and four (1704) of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, containing twenty five feet in width by one hundred feet in depth, english measure and more or less—with a three story wood and brick house thereon erected bearing numbers 2440, 2442 and 2444 of said Notre Dame street west, and dependencies thereon, including a right of way in common with others and subject to ordinary conditions as to maintenance, in the lane leading to said immoveable and bounded in front by said Notre Dame street west.

b. That certain immoveable situate on the south east side of Notre Dame street West, in Saint Henri ward, of the city of Montreal, bearing number two hundred and thirteen (213) of the subdivision of lot number seventeen hundred and four (1704) of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, containing twenty five feet in width by one hundred feet in depth, english measure and more or less—with a three story wood and brick house thereon erected bearing numbers 2434, 2436 and 2438 of said Notre-Dame street West, and dependencies thereon, including a right of way in common with other, subject to

dit immeuble et borné en front par la dite rue Notre-Dame-Ouest.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le ONZIEME jour de JANVIER prochain (1916), à TROIS heures de l'après midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.  
Montréal, 30 novembre 1915. 6937—49-2  
[Première publication, 4 décembre 1915.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS**

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } HECTOR COUSINEAU,  
No 2013. } Demandeur; contre  
JACQUES, ALIAS JIMMY DORAIS, Défendeur.

Un emplacement sis et situé dans la ville Saint-Laurent, dans le district de Montréal, composé des lots de terre connus et désignés sous les numéros cent cinquante-trois, cent cinquante-quatre et cent cinquante-cinq A, de la subdivision du lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, dans le comté Jacques-Cartier, sous le numéro quatre cent neuf (409-153-154 et 154A); borné en front par l'Avenue Saint-Laurent—avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le ONZIEME jour de JANVIER prochain, (1916), à MIDI.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.  
Montréal, 30 novembre 1915. 6945—49-2  
[Première publication, 4 décembre 1915.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } OMER DESERRES,  
No 3775. } Demandeur; vs  
CELESTIN LAUZON, Défendeur.

Deux lots de terre connus et désignés comme étant les lots numéros quatre cent quarante-trois et quatre cent quarante-quatre de la subdivision officielle du lot originaire du lot numéro deux mille six cent quarante-trois (2643-443 et 444), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent, les dits lots ayant front sur la rue Hôtel de Ville, et formant une seule et même exploitation.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIXIEME jour de JANVIER prochain (1916), à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.  
Montréal, 30 novembre 1915. 6933—49-2  
[Première publication 4 décembre 1915].

**MANDAT DE CURATEUR.**

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } ERNEST ST. AMOUR,  
No 414. } Curateur aux biens  
de Jacques Dorais, Failli; et STANISLAS LAPIERRE, Requéant.

Deux lots de terre faisant front à la rue Decelles, dans la ville de Saint-Laurent, connus et désignés sous les numéros quatre-vingt-dix-huit et quatre-vingt-dix-neuf de la subdivision officielle du lot de terre numéro originaire connu et désigné sous le numéro quatre cent soixante-cinq (465-98 et 99) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, comté de Jacques-Cartier, contenant chacun vingt-sept pieds de front par cent pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins,—avec maison et dépendances en construction y érigées.

ordinary conditions as to maintenance in the lane leading to said immovable and bounded in front by said Notre Dame street West.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the ELEVENTH day of JANUARY next (1916), at THREE o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Shérif.  
Montreal, 30th November, 1915. 6938—49-2  
[First published, 4th December, 1915.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } HECTOR COUSINEAU,  
No. 2013. } Plaintiff; against JAC-  
QUES ALIAS JIMMY DORAIS, Defendant.

That certain emplacement lying and situate in the town of Saint Laurent, in the district of Montreal, composed of the lots of land known and designated under numbers one hundred and fifty three, one hundred and fifty four and one hundred and fifty four A, of the subdivision of the lot of land known and designated on the official plan and in the book of reference of the parish of Saint Laurent, in the county of Jacques Cartier, under number four hundred and nine (409-153-154 and 154 A); bounded in front by Saint Laurent Avenue—with all buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the ELEVENTH day of JANUARY next (1916), at TWELVE o'clock NOON.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Shérif.  
Montreal, 30th November, 1915. 6946—49-2  
[First published, 4th December, 1915.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } OMER DESERRES,  
No. 3775. } Plaintiff; vs CELES-  
TIN LAUZON, Defendant.

Those two lots of land known and designated as being lots numbers four hundred and forty three and four hundred and forty four of the official subdivision of lot original number two thousand six hundred and forty three (2643-443 and 444), on the official plan and in the book of reference of the cadastre of the parish of Saint Laurent, said lots fronting on Hotel de Ville street, and forming one single plot of land.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TENTH day of JANUARY next (1916), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Shérif.  
Montreal, 30th November, 1915. 6934—49-2  
[First published, 4th December, 1915].

**CURATOR'S WARRANT.**

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } ERNEST ST. AMOUR,  
No. 414. } Curator to the property  
of Jacques Dorais, insolvent; AND STANISLAS LAPIERRE, Petitioner.

Those two lots of land fronting on Decelles street, in the town of Saint Laurent, known and designated under numbers ninety eight and ninety nine of the official subdivision of the lot of land known and designated under original number four hundred and sixty five (465-98 and 99), on the official plan and in the book of reference of the parish of Saint Laurent, county of Jacques Cartier, each aforesaid lot measuring twenty seven feet in front by one hundred feet in depth, english measure and more or less—with the house and dependencies under construction thereon.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIXIEME jour de JANVIER prochain (1916), à MIDI.

L. J. LEMIEUX, Shérif.  
Bureau du shérif. Montréal, 30 novembre 1915. 6935—49-2  
[Première publication, 4 décembre 1915].

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } **LE CREDIT FON-**  
No 2866. } **CIER FRANCO-**  
**CANADIEN**, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires à Montréal, Demandeur; vs **JOHN DUCHOW, SHIE RESIN EDWARD DWORKIN**, tous trois des cité et district de Montréal, Défendeurs.

Saisis comme appartenant aux dits défendeurs, les immeubles suivants savoir:

Deux lots de terre situés dans la cité de Lachine, connus et désignés sous le numéro trois cent vingt-trois et trois cent vingt-quatre (323-324) sur le plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la ville de Lachine, mais à distraire du dit lot numéro trois cent vingt-quatre (324) cette partie du dit lot expropriée par la cité de Lachine pour l'élargissement de la rue Piché le tout—avec les bâtisses dessus construites et formant une seule et même exploitation et ayant front sur le 18ième Avenue.

Pour être vendus à mon bureau en la cité de Montréal, le DOUZIEME jour de JANVIER prochain (1916), à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX, Shérif.  
Bureau du shérif. Montréal, 29 novembre 1915. 6943—49-2  
[Première publication, 4 décembre 1915].

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } **M TRES BISAILLON**  
No 4659. } **& CIE., Avocats**  
distrayants, dans une certaine cause **PHILIBERT PIMPARE, es-qualité**, est Demandeur; et **J. M. A. DAoust, et al., "J. A. Leduc enregistré"**, étaient Défendeurs.

Un emplacement situé en la cité de Montréal, à l'angle sud-ouest de la rue Roy, et de l'Avenue Laval, ayant front sur la dite rue Roy, et désigné comme lot originaire numéro neuf cent six, subdivision quarante sept (906-47), aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, de la dite cité de Montréal, mesurant en front sur la rue Roy, trente deux pieds et trois pouces, en arrière sur la ruelle, trente trois pieds et trois pouces de largeur par une profondeur de quatre vingt-cinq pieds, le tout mesure anglaise et plus ou moins—avec une maison à trois étages de six logements et un magasin, lambrisée en brique portant les numéros civiques 222 à 230 de la dite avenue Laval et 142 de la dite rue Roy—avec toutes autres bâtisses dessus construites, avec droit de passage en commun dans la ruelle située en arrière du dit emplacement, et tous autres droits y inhérents.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le ONZIEME jour de JANVIER prochain (1916), à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX, Shérif.  
Bureau du shérif. Montréal, 29 novembre 1915. 6947—49-2  
[Première publication, 4 décembre 1915].

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**  
*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } **DAME MARIE PHI-**  
No 4817. } **LOMENE LAVAL-**  
**LEE**, des cité et district de Montréal, veuve de

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TENTH day of JANUARY next (1916), at TWELVE o'clock NOON.

L. J. LEMIEUX, Sheriff.  
Sheriff's office. Montréal, 30th November, 1915. 6936—49-2  
(First published, 4th December, 1915).

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } **LE CREDIT FON-**  
No. 2866. } **CIER FRANCO - CANA-**  
**DIEN**, a body politic and corporate having its chief place of business at Montreal, Plaintiff; vs **JOHN DUCHOW, SHIE RESIN, EDWARD DWORKIN**, all three of the city and district of Montreal, Defendants.

Seized as belonging to said defendants, the following immoveables, to wit:

Those two lots of land situated in the city of Lachine, known and designated under number's three hundred and twenty three and three hundred and twenty four (323-324) on the official plan and in the book of reference of the cadastre of the town of Lachine, less and to be deducted from lot number three hundred and twenty four (324) that part of said lot expropriated by the city of Lachine for the widening of Piché street, the whole—with the bulidings erected thereon said lots forming one single plot of land and fronting on 18th Avenue.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWELFTH day of JANUARY next (1916), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX, Sheriff.  
Sheriff's office. Montréal, 29th November, 1915. 6944—49-2  
[First published, 4th December, 1915].

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } **BISAILLON & CO.,**  
No. 4659. } **Advocates, seizing**  
for costs in a certain cause wherein **PHILIBERT PIMPARE, es-qualite**, was Plaintiff; and **J. M. A. DAoust et al., "J. A. Leduc enregistré"**, were Defendants.

That certain emplacement situate in the city of Montreal, at the south west corner of Roy street and Laval avenue, fronting on said Roy street, and designated as being lot original number nine hundred and six, subdivision forty seven (906-47) on the official plan and in the book of reference of Saint Louis ward, of said city of Montreal, measuring in front, on Roy street, thirty two feet and three inches, in rear on the lane thirty three feet and three inches in width by a depth of eighty five feet, the whole english measure and more or less—with a three story house encased with brick, containing six dwellings and a store and bearing civic numbers 222 to 230 of said Laval avenue and 142 of said Roy street—with all other buildings thereon erected and a common right of way in the lane in rear of said emplacement and all other rights attached thereto.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the ELEVENTH day of JANUARY next (1916), at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX, Sheriff.  
Sheriff's Office. Montréal, 29th November, 1915. 6948—49-2  
[First published, 4th December, 1915].

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**  
*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } **DAME MARIE PHI-**  
No. 4817. } **LOMENE LAVAL-**  
**LEE**, of the city and district of Montreal, widow

feu Horace Tétrault, en son vivant du même lieu, Demanderesse; vs DAME CORINNE COTE, des cité et district de Montréal, veuve de feu Abondius O'Bone en son vivant huissier Montréal, Défenderesse. nt

1. Les sept huitième indivis d'un emplacement sis et situé dans le quartier Saint-Jacques de e, cité de Montréal connu sous le numéro quatorze, de la subdivision officielle du lot onze cent quatre vingt-quinze, contenant vingt-six pieds et six pouces de front par cent cinquante-quatre pieds et six pouces de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins.

2. Les sept huitième indivis de la partie du lot numéro treize de la dite subdivision officielle contenant neuf pieds et un pouce de front par cent cinquante quatre pieds et six pouces de profondeur, mesure anglaise plus ou moins; borné en front par la rue Saint-Hubert, en arrière par une ruelle connue sous le numéro dix-neuf de la dite subdivision 1195, d'un côté au nord-ouest par la partie du lot ci-dessus en premier désigné, et de l'autre côté au sud-est par le résidu du lot numéro treize—avec maison et dépendances dessus construites.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le TREIZIEME jour de JANVIER prochain (1916), à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif.

Shérif.

Montréal, 30 novembre 1915. 6949—49-2

[Première publication, 4 décembre 1915].

of the late Horace Tetrault, in his lifetime of the same place, Plaintiff; vs DAME CORINNE COTE, of the city and district of Montreal, widow of late Abondius O'Bone, in his lifetime bailiff, of Montreal, Defendant.

1. The undivided seven eights of an emplacement lying and situate in Saint James ward of the city of Montreal, known under number fourteen, of the official subdivision of lot eleven hundred and ninety five, containing twenty six feet and six inches in front by one hundred and fifty four feet and six inches in depth, english measure, more or less.

2. The undivided seven eights of that part of lot number thirteen of said official subdivision, containing nine feet and one inch in front by one hundred and fifty four feet and six inches in depth, english measure, more or less; bounded in front by Saint Hubert street, in rear by a lane known under number nineteen of said subdivision 1195, on one side to the north west by that part of lot firstly hereinabove described and on the other side by the residue of lot number thirteen—with a house and dependencies thereon.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTEENTH day of JANUARY next (1916), at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's Office.

Sheriff.

Montreal, 30th November, 1915. 6950—49-2

[First published, 4th December, 1915].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS  
*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } MERCHANTS AND  
No 2020. } EMPLOYERS GUARANTEE AND ACCIDENT COMPANY, corps politique et incorporé ayant son principal bureau d'affaires dans les cité et district de Montréal, Demanderesse, vs ALFRED LATOUR, Défendeur.

Trois lots de terre ou emplacements situés en la cité de Montréal, sur le niveau de la rue Saint-Dominique, connus et désignés sous les numéros trois cent quatre-vingt-seize, trois cent quatre vingt-dix-sept et trois cent quatre-vingt-dix-huit de la subdivision officielle du lot originaire numéro dix (10-396, 397 et 398) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, mesurant chacun vingt-cinq pieds de largeur par cent dix pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec maisons et autres bâtisses dessus érigées le tout ne formant qu'une seule et même exploitation

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIXIEME jour de JANVIER prochain (1916), à DE UX heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif,

Shérif.

Montréal, 1er décembre 1915. 6999—49-2

[Première publication, 4 décembre 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.  
*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } MERCHANTS AND EM-  
No. 2020. } PLOYERS GUARANTEE AND ACCIDENT COMPANY, a body politic and corporate having its chief place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff; vs ALFRED LATOUR, Defendant.

Those three lots of land or emplacements situate in the city of Montreal, fronting on Saint Dominique street, known and designated under numbers three hundred and ninety six, three hundred and ninety seven and three hundred and ninety eight of the official subdivision of original lot number (10-396-397 and 398) of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint-Louis, each aforesaid lot measuring twenty five feet in width by one hundred and ten feet in depth, english measure and more or less—with the houses and other buildings thereon erected, the whole forming one single plot of land.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TENTH day of JANUARY next (1916), at TWO o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office.

Sheriff.

Montreal, 1st December, 1915. 7000—49-2

[First published, 4th December, 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } PAUL GUILLET,  
No 3833. } Demandeur; vs  
JOSEPH JOBIN, Défendeur.

Un lot de terre ou emplacement borné en front par la rue de Villiers, du quartier Emard de la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot No 55, de la subdivision officielle du lot No 3930 (3930-55) aux plan et livre de renvois officiels de la paroisse de Montréal—avec les bâtisses dessus érigées.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } PAUL GUILLET, Plain-  
No. 3833. } tiff; vs JOSEPH JO-  
BIN, Defendant.

That certain lot of land or emplacement bounded in front by De Villiers street, in Emard Ward, of the city of Montreal, known and designated as being lot No. 55, of the official subdivision of lot No. 3930 (3930-55), on the official plan and in the book of reference of the parish of Montreal—with the buildings thereon erected.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIXIEME jour de JANVIER prochain (1916), à TROIS heures de l'après-midi.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TENTH day of JANUARY next (1916), at THREE o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX, Shérif. Bureau du shérif. Montréal, 1er décembre 1915. 6989—49-2 [Première publication, 4 décembre 1915].

L. J. LEMIEUX, Sheriff. Sheriff's office. Montreal, 1st December, 1915. 6990—49-2 [First published, 4th December, 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal. Montréal, à savoir: } JOSEPH ALFRED No 3797. } BARRETTE, Demandeur; vs LOUIS L'ABBE et ALFRED L'ABBE, tous deux plombiers, des cité et district de Montréal, et y faisant affaires comme tel seuls, sous les nom et raison sociale de L'Abbé Frère, Défendeurs.

Superior Court.—District of Montreal. Montreal, to wit: } JOSEPH ALFRED No. 3797. } BARRETTE, Plaintiff; vs LOUIS L'ABBE and ALFRED L'ABBE, both plumbers of the city and district of Montreal, and there carrying on business together as such under the firm name and style of "L'Abbé Frère", Defendants.

Un terrain faisant front sur la rue Gilford, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro quatre cent quatre-vingt-cinq, subdivision officielle du lot originaire numéro trois cent vingt-huit (328-485) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, contenant le dit terrain, vingt-quatre pieds de largeur sur une profondeur de cent pieds, mesure anglaise, plus ou moins avec tous droits inhérents au susdit terrain et toutes les bâtisses dessus construites.

That certain lot of land fronting on Gilford street, in the city of Montreal, known and designated as being lot number four hundred and eighty five, official subdivision of original lot number three hundred and twenty eight (328-485) of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis, containing, said lot, twenty four feet in width by one hundred feet in depth, english measure, more or less,—with all rights appertaining thereto and all buildings thereon.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TREIZIEME jour de JANVIER prochain (1916), à ONZE heures de l'avant-midi.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTEENTH day of JANUARY next, (1916), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX, Shérif. Bureau du shérif. Montréal, 1er décembre 1915. 6993—49-2 [Première publication, 4 décembre 1915].

L. J. LEMIEUX, Sheriff. Sheriff's office. Montreal, 1st December, 1915. 6994—49-2 [First published, 4th December, 1915].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal. Montréal, à savoir: } THE TRUST & No 4605. } LOAN COMPANY OF CANADA, corporation légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires pour la province de Québec en les cité et district de Montréal, Demandeur; vs EUSEBE LECAVALIER, Défendeur.

Superior Court.—District of Montreal. Montreal, to wit: } THE TRUST & LOAN No. 4605. } COMPANY OF CANADA, a body politic and corporate, duly incorporated, having its chief place of business for the province of Quebec, in the city and district of Montreal, Plaintiff; vs EUSEBE LECAVALIER, Defendant.

Un emplacement ayant front sur la rue Casgrain, en la cité de Montréal, connu et désigné sous les numéros 1904 et 1905 de la subdivision officielle du lot originaire No 10 (10-1904-1905) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, avec les bâtisses dessus érigées et avec droit en commun dans la ruelle en arrière des dits lots, sujet aux charges ordinaires d'entretien.

That certain emplacement fronting on Casgrain street, in the city of Montreal, known and designated under numbers 1904 and 1905 of the official subdivision of original lot No. 10 (10-1904-1905), on the official plan and in the book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis, with the buildings thereon erected and a right of way, in common with others, in the lane in rear of said lots, subject to ordinary conditions as to maintenance.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TREIZIEME jour de JANVIER prochain (1916), à MIDI.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTEENTH day of JANUARY next (1916), at TWELVE o'clock noon.

L. J. LEMIEUX, Shérif. Bureau du shérif. Montréal, 1er décembre 1915. 6997—49-2 [Première publication 4 décembre 1915].

L. J. LEMIEUX, Sheriff. Sheriff's Office. Montreal, 1st December, 1915. 6998—49-2 [First published, 4th December, 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal. Montréal, à savoir: } J. ADELARD OUI- No 3338. } MET ET C. ANTOINE GUERTIN, "OUIMET & GUERTIN", avocats distrayant pour leurs frais dans une cause où Dame Philomène Miron, veuve de Louis Lapiere et al., étaient Demandeurs; et DAME BINA ROBINOVITCH, épouse séparée de biens de Charles Darabaner, et de ce dernier dûment autorisée, Défenderesse.

Superior Court.—District of Montreal. Montreal, to wit: } J. ADELARD OUIMET No. 3338. } AND C. ANTOINE GUERTIN, "OUIMET & GUERTIN" advocates distracting for their costs in a cause wherein Dame Philomène Miron, widow of late Louis Lapiere, et al., were Plaintiffs; and DAME BINA ROBINOVITCH, wife separated as to property of Charles Darabaner, and by the latter duly authorized, was Defendant.

Saisi comme appartenant à la dite défenderesse, l'immeuble suivant, à savoir:

Seized as belonging to said defendant, the following immoveable, to wit:

Un lot de terre sis et situé dans le quartier Saint-Henri de la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro deux cent dix-neuf de la

That certain lot of land lying and situate in Saint Henri ward of the city of Montreal, known and designated under number two hundred and



vois officiels de la paroisse de Montréal, avec bâtisses dessus construites portant les numéros civils 356 à 366 de la dite rue Le Caron.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le ONZIEME jour de JANVIER prochain 1916, à QUATRE heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Montréal, 1er décembre 1915. 6995—49-2  
[Première publication, 4 décembre 1915.]

book of reference of the parish of Montreal, with the buildings thereon erected bearing civic numbers 356 to 366 of said LeCaron street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the ELEVENTH day of JANUARY next (1916), at FOUR o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's Office, Montreal, 1st December, 1915. 6996—49-2  
[First published, 4th December, 1915.]

### Ventes par le Shérif—Ottawa

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### MANDAT DE CURATEUR FIERI FACIAS DE TERRIS

*Cour supérieure.—District d'Ottawa.*

Ottawa, à savoir: ) RAPHAEL RACICOT,  
No 4102. ) Insolvable; et JOSEPH  
E. COUTURE, Curateur.

1. Une ferme de 100 acres, située à Fassett, dans la paroisse de Notre-Dame de Bonsecours, dans le district d'Ottawa, étant le lot numéro vingt-cinq (25) de la dite paroisse—avec les bâtisses dessus construites.

2. Un emplacement situé dans le dit village de Fassett, et étant les lots numéros un (1) de la subdivision quarante-une (41), et vingt-quatre (24) de la subdivision quarante deux (42) de la dite paroisse de Notre-Dame de Bonsecours,—avec l'hôtel et les autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Notre-Dame-de-Bonsecours à Montebello, le VINGT-SIXIEME jour de JANVIER prochain (1916), à DIX heures et QUART de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,

Bureau du shérif, Hull, 20 décembre 1915. 7457—52-2  
[Première publication, 24 décembre 1915.]

A cause de l'incendie de l'Hôtel Victoria, en la ville d'Aylmer, le 19 novembre 1915, le premier avis de vente donné aux présentes est annulé et le suivant est publié qui s'appliquera seulement à la vente de l'immeuble saisi en cette cause.

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

*Cour supérieure.—District d'Ottawa.*

Ottawa, à savoir: ) THE BANK OF OTTA-  
No 4060. ) WA, Demanderesse;  
contre JAMES K. PAISLEY, Défendeur, à sa-  
voir:

Cette propriété située en la ville de Aylmer connue comme étant composée d'une partie des lots du cadastre numéros 2021, 2178 et 2176 de la ville de Aylmer, district d'Ottawa, laquelle dite propriété se décrit plus complètement de la manière suivante, à savoir:

(Première partie):

A partir d'un point sur la ligne latérale est du lot numéro 2021 sur 138 pieds dans une direction vers le nord de cinq degrés, quarante-six minutes à l'est du méridien magnétique, depuis l'intersection des coins sud-est du lot 2021 avec la rive nord de la rivière Ottawa, à l'endroit où un poteau de fer a été installé, point "A", étant la section un sur le plan annexé à l'acte de vente passé entre la Hull Electric Company et la Victoria Hotel Com-

### Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

#### CURATORS WARRANT. FIERI FACIAS DE TERRIS

*Superior Court.—District of Ottawa.*

Ottawa, to wit: ) RAPHAEL RACICOT,  
No. 4102. ) Insolvent; and JOSEPH  
E. COUTURE, Curator.

1. A farm of 100 acres, situate at Fassett, in the parish of Notre Dame de Bonsecours, in the district of Ottawa, being lot number twenty-five (25) of said parish—with the buildings thereon erected.

2. A piece of land situate at said village of Fassett, and being the lots numbers one (1) of sub-division forty-one (41) and twenty four (24) of sub-division forty two (42) of the said parish of Notre Dame de Bonsecours—with the hotel and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Notre Dame de Bonsecours, at Montebello, on the TWENTY SIXTH day of JANUARY next, 1916, at a QUARTER PAST TEN of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's office, Hull, 20th December, 1915. 7458—52-2  
[First published, 24th December, 1915.]

In view of the burning of the Victoria Hotel in the town of Aylmer, on the 19th day of November 1915, the previous notice of sale given herein is cancelled and the following is given, and it only shall apply to the sale of property seized herein.

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Ottawa.*

Ottawa, to wit: ) THE BANK OF OTTA-  
No. 4060. ) WA, Plaintiff; against  
JAMES K. PAISLEY, Defendant, to wit:

That certain property in the town of Aylmer being composed of part of cadastral lots number 2021, 2178 and 2176 of the town of Aylmer in the district of Ottawa which said property may be more fully described as follows, to wit:

(Firstly):

Beginning at a point on the east side line of lot number 2021 and 138 feet on a course of north five degrees, forty-six minutes east magnetically, from the intersection of the south east corner of lot 2021 with the north shore of the Ottawa river, where an iron post has been planted, point "A", part one on the plan annexed to the deed of sale made between the Hull Electric Company and the Victoria Hotel Company (Limited),

pany (limited), le 2 août 1897 et entré au bureau d'enregistrement, pour la division du comté de Wright, maintenant comté d'Ottawa; de là, en suivant la ligne latérale est du lot numéro 2021 dans une direction vers le nord de cinq degrés, quarante-six minutes, méridien magnétique, sur une distance de 815 pieds jusqu'à l'endroit où une flèche de fer a été érigée, point "B" sur le dit plan, partie une; delà, dans une direction nord quatre-vingt-quatre degrés, quarante-minutes à l'ouest du méridien magnétique, sur une distance de 867 pieds jusqu'à l'endroit où une flèche de fer a été érigée, point "C" au dit plan, partie une, delà, dans une direction sud quarante degrés et quatre minutes à l'est du méridien magnétique, sur une distance de 1111 pieds, point "D" au dit plan, partie une; delà, en continuant dans une direction sud-est le long d'une courbe dont le rayon est de 255 pieds, sur une distance de 80 pieds, plus ou moins, jusqu'au point de départ "A" mesurant en superficie huit acres et 12000 d'acres et borné au nord par le résidu des lots numéros 2021, 2178 et 2176; à l'est par la rue Elgin; au sud et à l'ouest par le terrain de la Hull Electric Company, le tout tel que décrit sur la première partie du dit plan y compris toutes les bâtisses et améliorations qui peuvent s'y trouver à la date de la vente.

(Deuxième partie):

A partir de l'intersection du coin sud-est du lot numéro 2021 avec la rive nord de la Rivière Ottawa, à l'endroit où on a érigé une flèche de fer, point "E" au dit plan, deuxième partie; delà vers le nord, dans une direction de cinq degrés et quarante-six minutes, à l'est du méridien magnétique, s'étendant le long de la ligne latérale est du lot 2021 sur une distance de 68 pieds point "F" au dit plan, deuxième partie; delà, dans une direction nord-ouest, le long d'une courbe d'un rayon de 321 pieds, sur une distance de 131 pieds, point "G" du dit plan, seconde partie; de là, dans une direction nord, quarante degrés et quatre minutes, à l'ouest du méridien magnétique sur une distance de 790 pieds au niveau de haute marée sur la rive nord de la rivière Ottawa, point "H" du dit plan, deuxième partie; de là, dans une direction sud-est, en suivant la rive nord de la Rivière Ottawa sur une distance de 973 pieds, plus ou moins, jusqu'au point de départ "E". mesurant en superficie un acre et 59/100 d'acres et borné au nord par le terrain de la Hull Electric Railway Company; à l'est par la rue Elgin; au sud et à l'ouest par la rivière Ottawa, le tout tel que décrit au dit plan, deuxième partie, avec tous les droits riverains attachés aux dits emplacements—et tous les appartenances qui s'y trouvent.

A distraire cependant cette partie du dit lot 2021 vendue par le dit feu François-Xavier Saint-Jacques à M. Charles Magee, par acte de vente passé devant F. Albert Labelle, notaire, le 29 novembre 1902, No 3567 de ses minutes, entré au bureau d'enregistrement du comté de Wright, Lib. B. Vol. 7. No 6130 et plus particulièrement décrit au dit acte.

Et aussi, à distraire cette partie du lot 2021 susdit, vendue par James K. Paisley, le Défendeur aux présentes, à R. et F. Ritchie, Limited, de Aylmer susdit, par acte de vente passé devant F. Albert Labelle, notaire, le 7 mars 1913, étant le No 16,644 de ses minutes et enregistré au bureau d'enregistrement susdit dans le Lib. B, Vol. 21, No 20,935, et plus particulièrement dans dans le dit acte.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement,

dated on the 2nd day of August, 1897 and registered in the registry office for the registration division of the county of Wright, now county of Ottawa; thence, continuing along the east side line of lot number 2021 on a course of north five degrees, forty six minutes east, magnetically, a distance of 815 feet to a point where an iron bolt has been planted, point "B" on said plan, part one; thence, on a course of north eighty four degrees, fourteen minutes west magnetically, a distance of 867 feet to a point where an iron bolt has been planted, point "C" on said plan, part one; thence, on a course of south forty degrees, four minutes east magnetically, a distance of 1111 feet, point "D" on said plan, part one; thence, continuing in a south easterly direction along a curve the radius of which is 255 feet, a distance of 80 feet, more or less, to the point of beginning "A" containing in superficies an area of eight acres and 12/100 of an acre and bounded towards the north by the remaining portions of lots numbers 2021, 2178 and 2176; towards the east by Elgin street and towards the south and west by the property of the Hull Electric Company, the whole as shown upon part one of said plan—with such buildings and improvements as may be thereon at date of sale.

(Secondly):

Beginning at the intersection of south east corner of lot number 2021 with the north shore of the Ottawa River, where an iron bolt has been planted, point "E" on said plan, part two; thence, in a course of north five degrees forty-six minutes, east magnetically, extending along the east side line of lot 2021, a distance of 68 feet, point "F" on said plan, part two; thence, in a north westerly direction along a curve, the radius of which is 321 feet, a distance of 131 feet, point "G" on said plan, part two; thence, on a course of north forty degrees four minutes, west magnetically, a distance of 790 feet to high water mark on the north shore of the Ottawa river, point "H" on said plan, part two; thence, in a south easterly direction following the north shore of the Ottawa river for a distance of 973 feet, more or less, to the point of beginning "E", containing in superficies an area of 59/100 of an acre, and bounded towards the north by the property of the Hull Electric Railway Company; towards the east by Elgin street and towards the south and west by the Ottawa river, the whole as shown on the plan, part two, together with all the riparian rights appertaining to said pieces of land—with appurtenances thereon.

Less however that part of said lot 2021 sold by said late François Xavier Saint Jacques to Mr. Charles Magee, by deed of sale passed before F. Albert Labelle, notary, on the 29th, day of November 1902, No. 3567 of his repertory, registered in the registry office of the county of Wright, Lib. B. Vol. 7, No. 6130, and as particularly described in said deed.

And also less that part of lot 2021 aforesaid, sold by James K. Paisley, the Defendant herein, to R. and F. Ritchie Limited of Aylmer aforesaid, by deed of sale passed before F. Albert Labelle, notary, on the 7th day of March, 1913, being No. 16,644 of his repertory and which is registered in the registry office aforesaid at Lib. B, Vol. 21, No. 20,935 and as particularly described in said deed.

To be sold at the registry office, in the city of

en la cité de Hull, le ONZIEME jour de JANVIER prochain 1916, à DIX heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,  
Bureau du shérif. Sherif.  
Hull, 29 novembre 1915. 7009—50-2  
[Première publication du 4 décembre 1915, est nulle].  
[Première publication, 11 décembre 1915].

Hull, on the ELEVENTH day of JANUARY next 1916, at TEN of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,  
Sheriff's Office. Sheriff.  
Hull, 29th November, 1915. 7010—50-2  
[First published of 4th December, 1915, is null].  
[First published, 11th December, 1915].

### Ventes par le Shérif—Pontiac

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

*Cour supérieure.*  
Province de Québec, } DE LAVAL SEPA-  
District de Pontiac. } RATOR COM-  
No 1503. } PANY, LTD, De-  
manderesse; vs JOHN VANDOSKI, Défendeur.

Ces deux lots de terre situés dans le canton Thorne, dans le comté de Pontiac, maintenant connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton Thorne comme étant les lots un et deux, (1 et 2) du troisième rang du dit canton Thorne, chaque lot mesurant soixante-six acres en superficies, plus ou moins—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement de la première division d'enregistrement du comté de Pontiac dans le village de Bryson, Qué., le VINGT-SIXIEME jour de JANVIER (1916), à ONZE heures de l'avant-midi.

BERNARD J. SLOAN,  
Bureau du shérif. Sherif.  
Bryson, Qué., 21 décembre 1915. 7503—52-2  
[Première publication, 24 décembre 1915].

*Cour supérieure.*  
Province de Québec, } GEORGE W. DALE,  
District de Pontiac. } Demandeur; vs  
No. 1557. } GEORGE PEN-  
DERGRAST, Défendeur.

Ce lot de terre actuellement connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Shawville, dans le comté de Pontiac, comme étant le numéro quarante-sept (47) du dit village de Shawville,—avec la résidence et autres bâtisses dessus construites de même que toutes les dépendances et appartenances s'y rattachant.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la première division d'enregistrement du comté de Pontiac, dans le village de Bryson, Qué., le VINGT-SIXIEME jour de JANVIER (1916), à DIX heures de l'avant-midi.

BERNARD J. SLOAN,  
Bureau du shérif. Shérif.  
Bryson, Qué., 21 décembre 1915. 7505—52-2  
[Première publication, 24 décembre 1915].

### Ventes par le Shérif—Québec

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

### Sheriff's Sales—Pontiac

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

*Superior Court.*  
Province of Quebec, } DE LAVAL SEPA-  
District of Pontiac. } RATOR COM-  
No. 1503. } PANY LTD,  
Plaintiff; vs JOHN VANDOSKI, Defendant.

Those two lots of land situate in the township of Thorne, in the county of Pontiac, now known and described according to the official plan and in the book of reference for the said township of Thorne as lots Nos. one and two, (1 and 2) of the third range of the said township of Thorne, each lot measuring sixty six acres in superficies, more or less—with the buildings thereon erected.

To be sold at the registrar's office for the first registration division for the county of Pontiac, in the village of Bryson, Que., on the TWENTY SIXTH day of JANUARY (1916), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

BERNARD J. SLOAN,  
Sheriff's office. Sheriff.  
Bryson, Que., 21st December 1915. 7504—52-2  
[First published, 24th December, 1915].

*Superior Court.*  
Province of Quebec, } GEORGE W. DALE,  
District of Pontiac. } Plaintiff; vs GEOR-  
No. 1557. } GE PENDER-  
GRAST, Defendant.

That certain lot of land now known and described according to the official plan and in the book of reference, for the village of Shawville, in the county of Pontiac, as lot number forty seven (47) of the said village of Shawville, together—with the dwelling house and other buildings thereon erected as well as all the members and appurtenances thereunto belonging.

To be sold at the registrar's office for the first registration division, for the county of Pontiac, in the village of Bryson, Que., on the TWENTY SIXTH day of JANUARY (1916), at TEN o'clock of the forenoon.

BERNARD J. SLOAN,  
Sheriff's office. Sheriff.  
Bryson, Que., 21st December, 1915. 7506—52-2  
[First published, 24th December, 1915].

### Sheriff's Sales—Québec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

## FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } LE SEMINAIRE DE  
No 597. } QUEBEC, corps poli-  
tique et incorporé, ayant son bureau d'affaires en la  
cité de Québec; contre ANDRE GOSSELIN,  
de la paroisse de Saint-David de l'Auberivière,  
à savoir:

1. Le lot No 206 (deux cent six), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-David de l'Auberivière, comté de Lévis, étant un emplacement situé sur le chemin public rue Saint-George—circonstances et dépendances;
2. Le lot No 207 (deux cent sept), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-David de l'Auberivière, comté de Lévis, étant un emplacement situé sur le chemin public rue Saint-George—circonstances et dépendances;
3. Le lot No 208 (deux cent huit), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-David de l'Auberivière, comté de Lévis, étant un emplacement situé sur le côté est, rue Loterie—circonstances et dépendances;
4. Le lot No 209 (deux cent neuf), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-David de l'Auberivière, comté de Lévis, étant un emplacement situé sur le côté est, rue Loterie—circonstances et dépendances;
5. Le lot No 210 (deux cent dix), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-David de l'Auberivière, comté de Lévis, étant un emplacement situé sur le côté est rue Loterie—circonstances et dépendances;
6. Le lot No 211 (deux cent onze), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-David de l'Auberivière, comté de Lévis, étant un emplacement situé sur le côté est, rue Loterie—circonstances et dépendances;
7. Le lot No 212 (deux cent douze), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-David de l'Auberivière, comté de Lévis, étant un emplacement situé sur le côté est, rue Loterie—circonstances et dépendances;
8. Le lot No 213 (deux cent treize), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-David de l'Auberivière, comté de Lévis, étant un emplacement situé sur le côté est, rue Loterie—circonstances et dépendances;
9. Le lot No 214 (deux cent quatorze), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-David de l'Auberivière, comté de Lévis, étant un emplacement situé sur le côté est, rue Loterie,—circonstances et dépendances;
10. Le lot No 215 (deux cent quinze), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-David de l'Auberivière, comté de Lévis, étant un emplacement situé sur le côté est, rue Loterie—circonstances et dépendances;
11. Le lot No 216 (deux cent seize), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-David de l'Auberivière, comté de Lévis, étant un emplacement situé sur le côté est, rue Loterie—circonstances et dépendances;
12. Le lot No 217 (deux cent dix-sept), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-David de l'Auberivière, comté de Lévis, étant un emplacement situé sur le côté est, rue Loterie—circonstances et dépendances;
13. Le lot No 218 (deux cent dix-huit), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-David de l'Auberivière, comté de Lévis, étant un emplacement situé sur le côté est, rue Loterie,—circonstances et dépendances;
14. Le lot No 219 (deux cent dix-neuf), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-David de l'Auberivière, comté de Lévis, étant un emplacement situé sur le côté est, rue Loterie—circonstances et dépendances;
15. Le lot No 220 (deux cent vingt), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-David de

## FIERI FACIAS

Quebec, to wit: } LE SEMINAIRE DE  
No 597. } QUEBEC, a body politic  
and corporate with its chief place of business  
in the city of Quebec; against ANDRE GOSSE-  
LIN, of the parish of Saint David de l'Auberi-  
vière, to wit:

1. Lot No. 206 (two hundred and six) of the official cadastre for the parish of Saint David de l'Auberivière, county of Levis, being an emplacement situate on the public highway, Saint George street—circumstances and dependencies.
2. Lot No. 207 (two hundred and seven) of the official cadastre for the parish of Saint David de l'Auberivière, county of Levis, being an emplacement situate on the public highway, Saint Georges street—circumstances and dependencies;
3. Lot No. 208 (two hundred and eight) of the official cadastre for the parish of Saint David de l'Auberivière, county of Levis, being an emplacement situate on the east side of Loterie street—circumstances and dependencies.
4. Lot No. 209 (two hundred and nine) of the official cadastre for the parish of Saint David de l'Auberivière, county of Levis, being an emplacement situate on the east side of Loterie street—circumstances and dependencies;
5. Lot No. 210 (two hundred and ten) of the official cadastre for the parish of Saint David de l'Auberivière, county of Levis, being an emplacement situate on the east side of Loterie street—circumstances and dependencies;
6. Lot No. 211 (two hundred and eleven) of the official cadastre for the parish of Saint David de l'Auberivière, county of Levis, being an emplacement situate on the east side of Loterie street—circumstances and dependencies;
7. Lot No. 212 (two hundred and twelve) of the official cadastre for the parish of Saint David de l'Auberivière, county of Levis, being an emplacement situate on the east side of Loterie street—circumstances and dependencies;
8. Lot No. 213 (two hundred and thirteen) of the official cadastre for the parish of Saint David de l'Auberivière, county of Levis, being an emplacement situate on the east side of Loterie street—circumstances and dependencies;
9. Lot No. 214 (two hundred and fourteen) of the official cadastre for the parish of Saint David de l'Auberivière, county of Levis, being an emplacement situate on the east side of Loterie street—circumstances and dependencies.
10. Lot No. 215 (two hundred and fifteen) of the official cadastre for the parish of Saint David de l'Auberivière, county of Levis, being an emplacement situate on the east side of Loterie street—circumstances and dependencies;
11. Lot No. 216 (two hundred and sixteen) of the official cadastre for the parish of Saint David de l'Auberivière, county of Levis, being an emplacement situate on the east side of Loterie street—circumstances and dependencies;
12. Lot No. 217 (two hundred and seventeen) of the official cadastre for the parish of Saint David de l'Auberivière, county of Levis, being an emplacement situate on the east side of Loterie street—circumstances and dependencies;
13. Lot No. 218 (two hundred and eighteen) of the official cadastre for the parish of Saint David de l'Auberivière, county of Levis, being an emplacement situate on the east side of Loterie street—circumstances and dependencies;
14. Lot No. 219 (two hundred and nineteen) of the official cadastre for the parish of Saint David de l'Auberivière, county of Levis, being an emplacement situate on the east side of Loterie street—circumstances and dependencies;
15. Lot No. 220 (two hundred and twenty) of the official cadastre for the parish of Saint David

l'Auberivière, comté de Lévis, étant un emplacement situé sur le côté est, rue Loterie—circonstances et dépendances;

16. Le lot No 221 (deux cent vingt et un), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-David de l'Auberivière, comté de Lévis, étant un emplacement situé sur le côté est, rue Loterie—circonstances et dépendances;

17. Le lot No 222 (deux cent vingt-deux), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-David de l'Auberivière, comté de Lévis, étant un emplacement situé sur le côté est, rue Loterie,—circonstances et dépendances;

18. Le lot No 223 (deux cent vingt-trois), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-David de l'Auberivière, comté de Lévis, étant un emplacement situé sur le chemin public, rue Saint-Georges—circonstances et dépendances;

19. Le lot No 224 (deux cent vingt-quatre), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-David de l'Auberivière, comté de Lévis, étant un emplacement situé sur le côté ouest, rue Loterie—circonstances et dépendances;

20. Le lot No 225 (deux cent vingt-cinq), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-David de l'Auberivière, comté de Lévis, étant un emplacement situé sur le côté ouest, rue Loterie—circonstances et dépendances;

21. Le lot No 226 (deux cent vingt-six), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-David de l'Auberivière, comté de Lévis, étant un emplacement situé sur le côté ouest, rue Loterie—circonstances et dépendances;

22. Le lot No 227 (deux cent vingt-sept), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-David de l'Auberivière, comté de Lévis, étant un emplacement situé sur le côté ouest, rue Loterie—circonstances et dépendances;

23. Le lot No 228 (deux cent vingt-huit), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-David de l'Auberivière, comté de Lévis, étant un emplacement situé sur le côté ouest, rue Loterie,—circonstances et dépendances;

24. Le lot No 229 (deux cent vingt-neuf), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-David de l'Auberivière, comté de Lévis, étant un emplacement situé sur le côté ouest, rue Loterie—circonstances et dépendances;

25. Le lot No 230 (deux cent trente), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-David de l'Auberivière, comté de Lévis, étant un emplacement situé sur le côté ouest, rue Loterie—circonstances et dépendances;

26. Le lot No 231 (deux cent trente et un), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-David de l'Auberivière, comté de Lévis, étant un emplacement situé sur le côté ouest, rue Loterie—circonstances et dépendances;

27. Le lot No 232 (deux cent trente-deux), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-David de l'Auberivière, comté de Lévis, étant un emplacement situé sur le côté ouest, rue Loterie,—circonstances et dépendances;

28. Le lot No 233 (deux cent trente-trois), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-David de l'Auberivière, comté de Lévis, étant un emplacement situé sur le côté ouest, rue Loterie—circonstances et dépendances;

29. Le lot No 234 (deux cent trente-quatre), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-David de l'Auberivière, comté de Lévis, étant un emplacement situé sur le côté ouest, rue Loterie—circonstances et dépendances;

30. Le lot No 235 (deux cent trente-cinq), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-David de l'Auberivière, comté de Lévis, étant un empla-

ce de l'Auberivière, county of Lévis, being an emplacement situate on the east side of Loterie street—circumstances and dependencies;

16. Lot No. 221 (two hundred and twenty-one) of the official cadastre for the parish of Saint David de l'Auberivière, county of Lévis, being an emplacement situate on the east side of Loterie street—circumstances and dependencies;

17. Lot No. 222 (two hundred and twenty two) of the official cadastre of the parish of Saint David de l'Auberivière, county of Lévis, being situate on the east side of Loterie street—circumstances and dependencies;

18. Lot No. 223 (two hundred and twenty three) of the official cadastre for the parish of Saint David de l'Auberivière, county of Lévis, being an emplacement situate on the public highway, Saint Georges street—circumstances and dependencies.

19. Lot No. 224 (two hundred and twenty four) of the official cadastre of the parish of Saint David de l'Auberivière, county of Lévis, being an emplacement situate on the west side of Loterie street—circumstances and dependencies;

20. Lot No. 225 (two hundred and twenty five) of the official cadastre of the parish of Saint David de l'Auberivière, county of Lévis, being an emplacement situate on the west side of Loterie street—circumstances and dependencies;

21. Lot No. 226 (two hundred and twenty six) of the official cadastre of the parish of Saint David de l'Auberivière, county of Lévis, being an emplacement situate on the west side of Loterie street—circumstances and dependencies;

22. Lot No. 227 (two hundred and twenty seven) of the official cadastre of the parish of Saint David de l'Auberivière, county of Lévis, being an emplacement situate on the west side of Loterie street—circumstances and dependencies;

23. Lot No. 228 (two hundred and twenty eight) of the official cadastre of the parish of Saint David de l'Auberivière, county of Lévis, being an emplacement situate on the west side of Loterie street—circumstances and dependencies;

24. Lot No. 229 (two hundred and twenty nine) of the official cadastre of the parish of Saint David de l'Auberivière, county of Lévis, being an emplacement situate on the west side of Loterie street—circumstances and dependencies;

25. Lot No. 230 (two hundred and thirty) of the official cadastre of the parish of Saint David de l'Auberivière, county of Lévis, being an emplacement situate on the west side of Loterie street—circumstances and dependencies;

26. Lot No. 241 (two hundred and thirty one) of the official cadastre of the parish of Saint David de l'Auberivière, county of Lévis, being an emplacement situate on the west side of Loterie street—circumstances and dependencies;

27. Lot No. 232 (two hundred and thirty two) of the official cadastre of the parish of Saint David de l'Auberivière, county of Lévis, being an emplacement situate on the west side of Loterie street—circumstances and dependencies;

28. Lot No. 233 (two hundred and thirty three) of the official cadastre of the parish of Saint David de l'Auberivière, county of Lévis, being an emplacement situate on the west side of Loterie street—circumstances and dependencies;

29. Lot No. 234 (two hundred and thirty four) of the official cadastre of the parish of Saint David de l'Auberivière, county of Lévis, being an emplacement situate on the west side of Loterie street—circumstances and dependencies;

30. Lot No. 235 (two hundred and thirty five) of the official cadastre of the parish of Saint David de l'Auberivière, county of Lévis, being an empla-

cement situé sur le côté ouest, rue Loterie—  
circonstances et dépendances;

31. Le lot No 236 (deux cent trente-six), du  
cadastre officiel pour la paroisse de Saint-David  
de l'Auberivière, comté de Lévis, étant un empla-  
cement situé sur le côté ouest, rue Loterie—  
circonstances et dépendances;

32. Le lot No 324 (trois cent vingt-quatre), du  
cadastre officiel pour la paroisse de Saint-David  
de l'Auberivière, comté de Lévis, étant un empla-  
cement situé sur le côté ouest, rue Sainte-Aglaide  
—circonstances et dépendances;

33. Le lot No 367 (trois cent soixante et sept),  
du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-  
David de l'Auberivière, comté de Lévis, étant  
un emplacement borné à l'est par Louis Bougie,  
à l'ouest à Edouard Bourassa—circonstances et  
dépendances;

34. Le lot No 369 (trois cent soixante et neuf),  
du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-  
David de l'Auberivière, comté de Lévis, étant  
un emplacement borné à l'est par Edouard Bou-  
rassa, à l'ouest à Honoré Nolin, junior, — cir-  
constances et dépendances;

35. Le lot No 486 (quatre cent quatre-vingt-  
six), du cadastre officiel pour le quartier Saint-  
Laurent, de la ville de Lévis, étant un empla-  
cement situé sur la rue Saint-Laurent—cir-  
constances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la  
paroisse de Saint-David de l'Auberivière, le  
VINGT-HUITIEME jour de JANVIER pro-  
chain, à DIX heures du matin; Le lot 486 pour  
être vendu à la porte de l'église de la paroisse de  
Notre-Dame de Lévis, le MEME jour à DIX  
heures du matin.

ED. BEGIN,  
Bureau du shérif, Député shérif.  
Québec, 23 décembre 1915. 7529—52-2  
[Première publication, 24 décembre 1915.]  
[Deuxième publication, 8 janvier 1916.]

#### FIERI FACIAS

Québec, à savoir: } JOSEPH LAVOIE, de  
No 2161. } Notre-Dame-des-An-  
ges, comté de Portneuf, Demandeur; contre  
GEORGE COUTURIER, de Notre-Dame-des-  
Anges, comté de Portneuf, district de Québec,  
maintenant soldat dans le 41ème régiment, au  
camp de Valcartier, district de Québec, Défен-  
deur, à savoir:

Le lot No 16 (seize) du cadastre officiel pour  
la paroisse de Notre-Dame-des-Anges, comté de  
Portneuf, étant un lot de terre situé au deuxième  
rang nord-est du canton Montauban, —avec  
les bâtisses dessus construites circonstances et  
dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale  
de Notre-Dame-des-Anges, comté de Portneuf, le  
VINGT-HUITIEME jour de JANVIER pro-  
chain (1916), à ONZE heures du matin.

ED. BEGIN, Shérif.  
Bureau du shérif, Québec, 23 décembre, 1915 7527—52-2  
[Première publication, 24 décembre 1915.]  
[Deuxième publication, 8 janvier 1916.]

#### FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } DANS une cause où  
No 289. } DAME MARIE  
TESSIER, de Saint-Laurent, I.-O., épouse de  
feu Zéphirin Délisle, en son vivant, forgeron,  
du même lieu, est demanderesse; et DAVID  
BOUFFARD, de Saint-Laurent, I.-O., est Dé-  
fendeur. Le dit défendeur contre la dite Dame  
Marie Tessier, la demanderesse.

A savoir: Le lot numéro 186 (cent-quatre-  
vingt-six) du cadastre officiel pour la paroisse de

cement situat on the west side of Loterie street—  
circumstances and dependencies;

31. Lot No. 236 (two hundred and thirty six)  
of the official cadastre of the parish of Saint Da-  
vid de l'Auberiviere, county of Levis, being an  
emplacement situat on the west side of Loterie  
street—circumstances and dependencies;

32. Lot No. 324 (three hundred and twenty  
four) of the official cadastre for the parish of Saint  
David de l'Auberiviere, county of Levis, being  
an emplacement situat on the west side of  
Saint Aglaide street—circumstances and depen-  
dencies;

33. Lot No. 367 (three hundred and sixty se-  
ven) of the official cadastre for the parish of  
Saint David de l'Auberiviere, county of Levis,  
being an emplacement bounded on the east by  
Louis Bougie, on the west by Edouard Bourassa  
—circumstances and dependencies;

34. Lot No. 369 (three hundred and sixty nine)  
of the official cadastre for the parish of Saint  
David de l'Auberiviere, county of Levis, being  
an emplacement bounded on the east by Edouard  
Bourassa, on the west by Honoré Nolin, junior—  
circumstances and dependencies;

35. Lot No. 486 (four hundred and eighty six)  
of the official cadastre for Saint Laurent Ward  
of the town of Levis, being an emplacement  
situat on Saint Laurent street—circumstances  
and dependencies;

To be sold at the church door of the parish of  
Saint David de l'Auberiviere, on the TWENTY-  
EIGHTH day of JANUARY next, at TEN  
o'clock in the forenoon; save and except lot  
No. 486 which will be sold at the church door of  
the parish of Notre Dame de Levis, SAME day  
at TEN o'clock in the forenoon.

ED. BEGIN,  
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Quebec, 23rd December, 1915. 7530—52-2  
[First published, 25th December, 1915].  
[Secondly published, 8th January 1916].

#### FIERI FACIAS

Quebec, to wit: } JOSEPH LAVOIE, of Notre-  
No. 2161. } Dame-des-Anges, county  
of Portneuf, Plaintiff; against GEORGE COU-  
TURIER, of Notre-Dame-des-Anges, county of  
Portneuf, district of Quebec, now soldier in the  
41st Regiment, encamped at Valcartier, district  
of Quebec.

That certain lot No. 16 (sixteen) of the official  
cadastre for the parish of Notre Dame des Anges,  
county of Portneuf, being a lot of land situat in  
the second north east range of Montauban  
township—with the buildings thereon erected,  
circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Notre  
Dame-des-Anges, county of Portneuf, on the  
TWENTY EIGHTH day of JANUARY next  
(1916), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ED. BEGIN,  
Sheriff's office, Deputy Sheriff.  
Quebec, 23rd December, 1915. 7528—52-2  
[First published, 24th December, 1915.]  
[Second published, 8th January, 1916.]

#### FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: } IN a cause wherein DAME  
No. 289. } MARIE TESSIER, of  
Saint Laurent, I. O., wife of the late Zéphirin  
Delisle, in his lifetime, a blacksmith, of the same  
place, is Plaintiff; and DAVID BOUFFARD,  
of Saint Laurent, I. O., is defendant. The said  
defendant against the said Dame Marie Tessier,  
the plaintiff.

To wit: The lot number 186 (one hundred and  
eighty six) of the official cadastre for the parish

Saint-Laurent, I.-O., comté Montmorency, étant un emplacement situé sur le chemin public—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Laurent, I.-O., comté Montmorency, le TREIZIEME jour de JANVIER prochain (1916), à DIX heures du matin.

CLEOPHAS BLOUIN, Shérif.  
Bureau du shérif. Sheriff's Office.  
Québec, 2 décembre 1915. 6979—49-2  
[Première publication, 4 décembre 1915].  
[Deuxième publication, 24 décembre 1915].

**FIERI FACIAS.**

Québec, à savoir: } **DANS** une cause où  
No 95. } **JOHN E. FAHEY**,  
de Sainte-Anne de Beaupré, dans le district de Québec, propriétaire de moulin, était Demandeur; et **DAME VALERIE FOUCHER**, épouse judiciairement séparée de biens de William Girardin, fils, du canton de Wesbury, dans le district de Saint-François, cultivateur, dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes, et le dit **WILLIAM GIRARDIN**, fils, pour autoriser sa dite épouse, étaient Défendeurs. Les dits défendeurs contre le dit John E. Fahey, le demandeur.

La moitié indivise d'un lopin de terre, formant partie du lot No 199 (cent-quatre-vingt-dix-neuf), du cadastre officiel pour la paroisse de Sainte-Anne de Beaupré, comté de Montmorency, mesurant un arpent de front sur la profondeur qu'il y a depuis la Rivière aux Chiens, au sud, à gagner le nord, jusqu'à une ligne située à un arpent au nord de la chute supérieure qui s'y trouve; borné au sud à la dite rivière, au nord à la dite ligne nord, à l'ouest à J. E. Paré, à l'est à Emile Savard, avec tous les droits de se servir de l'eau de la dite Rivière aux Chiens sur son passage, dans le dit lopin de terre—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Anne de Beaupré, comté de Montmorency, le SEPTIEME jour de JANVIER prochain, à ONZE heures du matin.

CLEOPHAS BLOUIN, Shérif.  
Bureau du shérif. Sheriff's Office.  
Québec, 2 décembre 1915. 6981—49-2  
[Première publication, 4 décembre 1915].  
[Deuxième publication, 24 décembre 1915].

**FIERI FACIAS.**

Québec, à savoir: } **A DELARD CLOU-**  
No 2612. } **TIER**, journalier,  
de Saint-Marc des Carrières; contre **NARCISSE TOUZIN** et **ONESIME TOUZIN**, tous deux de Saint-Alban, à savoir:

1. Les lots Nos 148, 149 et 150 (cent quarante-huit, cent quarante-neuf et cent cinquante) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Alban, comté de Portneuf, étant une terre située au sud de la rivière Sainte-Anne, formant en tout neuf arpents de large, sur trente-deux arpents de profondeur, plus ou moins—avec les bâtisses dessus construites circonstances et dépendances.

Pour être vendus en bloc.

2. Partie des lots Nos 154 et 155 (cent cinquante-quatre et cent cinquante-cinq) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Alban, comté de Portneuf, étant une terre contenant deux arpents et demie de front, sur trente-deux arpents de profondeur; bornée au nord à la rivière Sainte-Anne, au sud au sixième rang, au nord-est à Olivier Touzin et au sud-ouest à Isidore Cloutier, circonstances et dépendances.

Pour être vendus en bloc.

Pour être vendus à la porte de l'église pa-

of Saint Laurent, I. O., in the county of Montmorency, being an emplacement situated on the public road—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies

To be sold at the parochial church door of Saint Laurent, I. O., county of Montmorency, on the THIRTEENTH day of JANUARY next (1916), at TEN o'clock in the morning.

CLEOPHAS BLOUIN, Sheriff.  
Sheriff's Office. Sheriff.  
Quebec, 4th December, 1915. 6980—49-2  
[First published, 4th December, 1915].  
[Second published, 24th December, 1915].

**FIERI FACIAS.**

Quebec, to wit: } **IN** a cause wherein **JOHN**  
No 95. } **E. FAHEY**, of Sainte  
Anne de Beaupré, in the district of Québec, mill owner, was Plaintiff; and **DAME VALERIE FOUCHER**, wife judicially separated as to property of William Girardin, jr, of Wesbury township, in the district of Saint Francis, farmer, duly authorized to ester en justice for the purposes hereof, and the said **WILLIAM GIRARDIN**, jr, to authorize his said wife were Defendants. The said Defendants against the said John E. Fahey, the Plaintiff herein.

The undivided half of that parcel of land, forming part of lot No. 199 (one hundred and ninety nine), of the official cadastre of the parish of Sainte Anne de Beaupré, county of Montmorency, measuring one arpent in front by the depth from River aux Chiens, on the south, running northerly to a line situate one arpent distant north of the upper fall there situated; bounded on the south by the said river, on the north by the said north line, on the west by J. E. Paré, on the east by Emile Savard, with all water rights on the course of said River Aux Chiens through said parcel of land—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Sainte Anne de Beaupré, county of Montmorency, on the SEVENTH day of JANUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN, Sheriff.  
Sheriff's Office. Sheriff.  
Quebec, 2nd December, 1915. 6982—49-2  
[First published, 4th December, 1915].  
[Second published, 24th December, 1915].

**FIERI FACIAS.**

Quebec, to wit: } **A DELARD CLOUTIER**,  
No. 2612. } **laborer** of Saint Marc  
des Carrières; against **NARCISSE TOUZIN** and **ONESIME TOUZIN**, both of Saint Alban, to wit:

1. Those certain lots Nos. 148, 149 and 150 (one hundred and forty eight, one hundred and forty nine and one hundred and fifty) of the official cadastre for the parish of Saint Alban, county of Portneuf, being a farm situate south of the river Sainte Anne, containing in all nine arpents in width by thirty two arpents in depth, more or less—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold *en bloc*.

2. Those parts of lots 154 and 155 (one hundred and fifth four and one hundred and fifty five) of the official cadastre for the parish of Saint Alban, county of Portneuf, being a farm containing two arpents and one half arpent in front by thirty two arpents in depth; bounded on the north by the River Sainte Anne, on the south by the sixth range, on the north east by Olivier Touzin and on the south west by Isidore Cloutier, circumstances and dependencies.

To be sold *en bloc*

To be sold at the church door of the parish

roissiale de Saint-Alban, comté de Portneuf, le QUATORZIEME jour de JANVIER prochain, (1916), à ONZE heures du matin

CLEOPHAS BLOUIN,

Bureau du shérif. Shérif.  
Québec, 9 décembre 1915. 7117—50-2  
[Première publication, 11 décembre 1915].  
[Deuxième publication, 24 décembre 1915].

**FIERI FACIAS.**

Québec, à savoir: } EDMOND T. NES-  
No 2719 / BITT, de la cité de  
Québec, marchand de bois; contre J. E. POI-  
TRAS, de la cité de Québec, conjointement et  
solidairement avec DAME CELINA BAR-  
RETTE, autrefois veuve de feu Elzéar Poitras,  
en son vivant de la cité de Québec, et maintenant  
épouse séparée de biens de E. W. Caron, de l'en-  
droit appelé Pointe aux Trembles, comté de  
Laval, et le dit E. W. Caron, mis en cause pour  
autoriser et assister sa dite épouse.

Saisie comme appartenant à la dite Dame Cé-  
lina Barrette la défenderesse, savoir:  
Le lot No 1276 (douze cent soixante et seize) du  
cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur  
de Québec, étant un emplacement situé au nord de  
la rue Bagot—avec la maison et autres bâtisses  
dessus construites, circonstances et dépendances.

Sujet à une rente viagère en faveur de Dame  
Angèle Montmigny, veuve de feu Hypolite *alias*  
Paul Barrette, telle que constituée par acte enrê-  
gistré à Québec, le 30 janvier 1913, sous le No  
142919.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de  
Québec, le QUINZIEME jour de JANVIER  
prochain (1916), à DIX heures du matin.

CLEOPHAS BLOUIN,

Bureau du shérif Shérif.  
Québec, 9 décembre 1915. 7119—50-2  
[Première publication, 11 décembre 1915].  
[Deuxième publication, 24 décembre 1915].

**Ventes par le Shérif—Roberval**

AVIS PUBLIC est par le présent donné que  
les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés  
ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux  
respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE TERRIS**

*Cour de circuit.*

Province de Québec, } THE RENFREW MA-  
District de Montréal. } CHINERY COM-  
No 7318. } PANY; vs FRANÇOIS  
LAROCHE, cultivateur, de la Pinte à la Sa-  
vanne, dans la paroisse de Saint-Henri de Tail-  
lon, à savoir:

La demie-ouest (½ ouest) du lot de terre connu  
et désigné sous le numéro soixante-quinze (No 75)  
des plan et livre de renvoi officiels du cadastre  
pour le premier rang du canton Taillon, dans le  
comté du Lac Saint-Jean—avec ensemble les  
bâtisses dessus construites, circonstances et  
dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la  
paroisse de Saint-Henri de Taillon, MERCREDI,  
le VINGT-SIXIEME jour de JANVIER 1916,  
à DIX heures de l'avant-midi.

GEO. LEVESQUE,

Bureau du shérif, Shérif.  
Roberval, 22 décembre 1915. 7577—52-2  
[Première publication, 24 décembre 1915].

of Saint Alban, county of Portneuf, on the  
FOURTEENTH day of JANUARY next (1916),  
at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff's office. Sheriff.  
Quebec, 9th December, 1915. 7118—50-2  
[First published, 11th December, 1915].  
[Second published, 24th December, 1915].

**FIERI FACIAS**

Quebec, to wit: } EDMOND T. NESBITT,  
No. 2719. / of the city of Quebec,  
lumber merchant; against J. E. POITRAS, of the  
city of Quebec, jointly and severally with DAME  
CELINA BARRETTE, formerly widow of the late  
Elzéar Poitras, in his lifetime of the city of Que-  
bec, and now wife separated as to property of  
E. W. Caron, of the place called Pointe aux  
Trembles, in the county of Laval, and the said  
E. W. Caron, *mis-en-cause*, to authorize and  
assist his said wife:

Seized as belonging to said Dame Celina Bar-  
rette, Defendant herein, to wit:

That certain lot No. 1276 (one thousand two  
hundred and seventy six) of the official cadastre  
for the parish of Saint Sauveur de Québec, being  
an emplacement situate north side of Bagot street,  
—with the house and other buildings thereon  
erected, circumstances and dependencies.

Subject to a life annuity in favor of Dame An-  
gèle Montmigny, widow of late Hypolite *alias*  
Paul Barrette, as constituted by deed registered  
at Quebec, on the 30th January, 1913, under  
No. 142919.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on  
the FIFTEENTH day of JANUARY next  
(1916), at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff's office. Sheriff.  
Quebec, 9th December, 1915. 7120—50-2  
[First published, 11th December, 1915].  
[Second published, 24th December, 1915].

**Sheriff's Sales—Roberval**

PUBLIC NOTICE is hereby given that the  
under-mentioned LANDS and TENEMENTS  
have been seized, and will be sold at the respec-  
tive times and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE TERRIS**

*Circuit Court.*

Province of Québec, } THE RENFREW MA-  
District of Montreal. } CHINERY COM-  
No 7318. } PANY; vs FRANÇOIS  
LAROCHE, farmer, of Pinte à la Savanne, in  
the parish of Saint Henri de Taillon, to wit:

The west half (west ½) of that lot of land  
known and designated under number seventy  
five (No. 75) of the official plan and book of  
reference of the cadastre for the first range of  
Taillon, township, in the county of Lake Saint  
John—together with the buildings thereon erected,  
circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of  
Saint Henri de Taillon, on WEDNESDAY the  
TWENTY SIXTH day of JANUARY, 1916, at  
TEN o'clock in the forenoon.

GEO. LEVESQUE,

Sheriff's office, Sheriff.  
Roberval, 22nd December, 1915. 7578—52-2  
[First published, 24th December, 1915].

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

*Cour supérieure.*

Province de Québec,  
District de Roberval. } L A BANQUE D'HO-  
No 853. } CHELAGA, corpo-  
 } ration ayant son prin-  
principal bureau d'affaires en la cité de Montréal, }  
et une succursale à la station d'Hébertville; vs }  
ALEXIS GAGNON, ALFRED GAGNON & }  
NEREE GAGNON, cultivateurs d'Hébertville, }  
à savoir: }

Les lots de terre connus et désignés sous les numéros dix-A et dix-B (10-a et 10b) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le troisième rang est du canton de Labarre,—avec les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances, sauf à distraire du dit lot 10-A, environ un acre de terrain appartenant à Alfred Tremblay ou représentant, et à distraire du dit lot 10-b, l'angle nord-est, tel que clôture appartenant à Aimé Bergeron.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame-d'Hébertville, MARDI, le VINGT-CINQUIÈME jour de JANVIER 1916, à DIX heures de l'avant-midi.

GEO. LEVESQUE,

Bureau du shérif, Shérif.  
Roberval, 22 décembre 1915. 7579—52-2  
[Première publication, 24 décembre 1915.]

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Roberval. } THE HOCHELAGA  
No. 853. } BANK, a body  
 } politic and corporate  
rate having its head office in the city of Montreal, }  
and a branch at Hébertville Station vs ALEXIS }  
GAGNON, ALFRED GAGNON & NEREE }  
GAGNON, farmers, of Hébertville, towit: }

Those lots of land known and designated under numbers ten A and ten B (10a and 10b) of the official plan and book of reference of the cadastre for the third east range of Labarre township—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies and to be deducted from said lot 10A about one acre of land belonging to Alfred Tremblay or representative and to be deducted also from said lot 10B, the north east angle thereof, as fenced in belonging to Aimé Bergeron.

To be sold at the church door of the parish of Notre-Dame d'Hébertville, on TUESDAY the TWENTY FIFTH day of JANUARY, 1916, at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. LEVESQUE,

Sheriff's office, Sheriff.  
Roberval, 22nd December, 1915. 7580—52-2  
[First published, 24th December, 1915.]

## Ventes par le Shérif—St-François

## Sheriff's Sales—St. Francis

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour de circuit.—District de Saint-François.*  
Saint-François, à savoir: } JOHN LEONARD  
No. 606. } ET PATRICE

ANSELME JUNEAU, tous deux de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, avocats, et y faisant affaires comme tels sous les nom et raison légale de "Leonard & Juneau", Demandeurs; contre STERNIE E. PIERCE, du village de Lennoxville, dans le district de Saint-François, et LYMAN A. SMITH, du canton Clifton, dit district, cultivateur, en sa qualité de tuteur à l'enfant mineure Claude G. Gibson, Défendeurs.

Saisis comme appartenant au défendeur Sternie E. Pierce:

Ces emplacements ou terrains sis et situés dans le canton Clifton et se trouvant:

1. Partie du lot numéro vingt-cinq-B (25-B) dans le onzième (11ème) rang aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le dit canton, ayant une largeur de quarante-cinq perches sur le vieux chemin Johnville; bornée à l'est par Charles Edson Rogers, le vendeur d'icelui,—ou ses successeurs;—en arrière, à l'ouest par la rivière Salmon, et au sud par la dite rivière et Frederick Brown et Lyman A. Smith et contenant environ dix acres de terre, plus ou moins, et les autres appartenances s'y rattachant.

2. Et aussi, cette lisière de terre sise et située à Martinville, dans le dit canton de Clifton, et formant partie du lot numéro vingt-quatre-A (24-A) dans le dixième rang des plan et livre de renvoi du cadastre du dit canton Clifton, décrit comme suit, à savoir:

A partir d'un point à dix perches au sud du coin sud-est du lot de terre possédée par Mad

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Circuit Court.—District of Saint Francis.*  
Saint Francis, to wit: } JOHN LEONARD  
No. 606. } AND PATRICE

ANSELME JUNEAU, both of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, advocates, and as such doing business there together under the name and style of "Leonard & Juneau", Plaintiff; against STERNIE E. PIERCE, of the village of Lennoxville, in the district of Saint Francis, and LYMAN A. SMITH of the township of Clifton, in said district, farmer, in his quality of tutor to the minor child Claude G. Gibson, Defendants.

Seized as belonging to the defendant Sternie E. Pierce:

Thoses pieces, parcels or lots of land situate, lying and being in the township of Clifton and being:

1. Part of lot number twenty five-B (25-B) in the eleventh (11th) range of the cadastral plan and book of reference of the said township, having a frontage of forty five rods on the old Johnville road; bounded towards the east by Charles Rogers, the vendor thereof,—or successors;—in rear, towards the west by the Salmon River, and towards the south by the said river and Frederick Brown and Lyman A. Smith and containing about ten acres of land more or less and other the appurtenances thereunto belonging.

2. And also that certain tract or parcel of land situate and being in Martinville in the said township of Clifton, and forming part of lot number twenty four-A (24-A) in the tenth range on the cadastral plan and book of reference of the said township of Clifton, described as follows, to wit:

Commencing at a point ten rods south of the south east corner of a lot of land owned by Mrs.

Baker de Mœ's River et autrefois occupée par un nommé Densmore Pierce; de là, dans une direction vers le nord le long du grand chemin public 10 perches; de là, à l'est à angle droit avec le dit grand chemin huit perches; de là vers le sud parallèlement avec le dit grand chemin dix perches et de là vers l'ouest huit perches jusqu'au point de départ; contenant un demi acre de terre en superficie—avec les bâtisses dessus construites et les autres appartenances s'y rattachant.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Martin de Martinville, le VINGT-CINQUIEME jour de JANVIER prochain, (1916), à NEUF heures de l'avant-midi.

HENRY AYLNER,

Bureau du shérif. Shérif.  
Sherbrooke, 21 décembre 1915. 7507—52-2  
[Première publication, 24 décembre 1915].

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour supérieure.—District de Saint-François.*  
Saint-François, à savoir: } **DAME ROSALIE**  
No 657. } **PICARD**, du  
canton de Stratford, district de Saint-François, épouse de Théodore Côté, du même lieu, cultivateur, d'ement autorisée par un juge de la Cour supérieure à ester en justice aux fins des présentes, Demanderesse; contre THEODORE COTE, du canton de Stratford, district de Saint-François, Défendeur.

Saisis comme appartenant au dit défendeur Théodore Côté:

1. Le lot numéro trente-deux (32) dans le premier (1er) rang sud-ouest du canton de Stratford—avec la bâtisse dessus construite;

2. Le lot numéro trente-trois (33) dans le premier (1er) rang sud-ouest du dit canton de Stratford;

3. Un certain lopin de terre faisant partie du lot numéro quarante-six (46) dans le deuxième (2) rang sud-ouest du canton de Stratford, de forme irrégulière; tenant en front partie au grand chemin allant de Stratford à Mégantic et partie à la propriété de Xavier Picard, par derrière touchant au terrain appartenant à Adolphe Rivard et à celui d'Elzéar Morin, ces propriétés étant séparées de celle du défendeur par un ruisseau, et de l'autre côté par le terrain appartenant à Adolphe Rivard.

Le tout d'après les plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton de Stratford.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Gabriel de Stratford le QUATRIEME jour de JANVIER prochain 1916, à TROIS heures de l'après-midi.

HENRY AYLNER,

Bureau du shérif. Shérif.  
Sherbrooke, 1er décembre 1915, 6977—49-2  
[Première publication, 4 décembre 1915].

Baker of Mœ's River and formerly occupied by one Densmore Pierce; thence northerly along the public highway ten rods; then easterly at right angles with said highway eight rods; then southerly parallel with said highway ten rods and thence westerly eight rods to the place of beginning; containing one half acre of land in superficies—with the buildings thereon erected and other the appurtenances thereon belonging.

To be sold at the church door of the parish of Saint Martin de Martinville, on the TWENTY FIFTH day of JANUARY next, (1916), at NINE o'clock in the forenoon.

HENRY AYLNER,

Sheriff office. Sheriff.  
Sherbrooke, 21st December, 1915. 7508—52-2  
[First published, 24th December, 1915].

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Saint Francis.*  
Saint Francis, to wit: } **DAME ROSALIE**  
No. 657. } **PICARD**, of  
Stratford township, district of Saint Francis, wife of Theodore Côté, of the same place, duly authorized by one of the judges of the Superior Court to ester en justice for the purposes hereof, Plaintiff; against THEODORE COTE, of Stratford township, district of Saint Francis, Defendant.

Seized as belonging to said defendant Theodore Côté:

1. Lot number thirty two (32) in the first (1st) south west range of Stratford township—with the building thereon.

2. Lot number thirty three (33) in the first (1st) south west range of said Stratford township.

3. That certain parcel of land forming part of lot number forty six (46), in the second (2nd) south west range of Stratford township, of irregular outline; bounded in front partly by the highway between Stratford and Mégantic and partly by the property of Xavier Picard, in rear by the lands belonging to Rodolphe Rivard and to Elzéar Morin, said lands being separated from the property of the defendant by a brook, and on the other side by the land belonging to Adolphe Rivard.

The whole according to the official cadastral plan and book of reference of Stratford township.

To be sold at the church door of the parish of Saint Gabriel de Stratford, on the FOURTH day of JANUARY next 1916, at THREE o'clock in the afternoon.

HENRY AYLNER,

Sheriff's Office. Sheriff.  
Sherbrooke, 1st December, 1915. 6978—49-2  
[First published, 4th December, 1915].

**Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe**

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS**  
*Cour de circuit.—Comté de Rowville.*  
District de Saint-Hyacinthe, } **DAMASE DE-**  
Saint-Hyacinthe, à savoir: } **LAGE**, De-  
No 5805. } **mandeur** ;  
contre LA SOCIETE D'AQUEDUC DE ROUGE-  
MONT, société en nom collectif ayant le

**Sheriff's Sales—St. Hyacinth**

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS**  
*Circuit Court.—County of Rowville.*  
District of Saint Hyacinth, } **DAMASE DE-**  
Saint Hyacinth, to with: } **LAGE**, Plain-  
No. 5805. } **tiff**; against  
LA SOCIETE D'AQUEDUC DE ROUGE-  
MONT, a general partnership, having its princi-

principal siège de ses affaires en la paroisse de Saint-Michel de Rougemont, dits comté et district, Défenderesse.

Toutes et chacune des sources d'eau que la défenderesse a et peut avoir sur la terre de M. Israel Leroux ou représentants, située sur le côté nord du rang Double, en la paroisse de Saint-Michel de Rougemont, connue et désignée sous le numéro cinq cent soixante-six (566) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Césaire, ainsi que sur la terre de Mlle Dorothée Letitia Brown, située aussi sur le côté nord du rang Double de la dite paroisse de Saint-Michel de Rougemont, connue et désignée sous le numéro cinq cent soixante-dix (570) aux mêmes plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Césaire—avec tous les réservoirs qui y sont construits et accessoires, ainsi que tous les tuyaux conducteurs amenant l'eau des dites sources aux diverses maisons de la paroisse de Saint-Michel de Rougemont et de celle de Saint-Césaire, avec droits de passage à pied et en voiture pour exploiter et entretenir les dites sources d'eau, ensemble tous les droits et privilèges lui appartenant et tous les pouvoirs hydrauliques qui en dépendent.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Michel de Rougemont, le VINGT-CINQUIÈME jour de JANVIER prochain (1916), à UNE heure de l'après midi.

JOS. L. CORMIER,

Bureau du shérif, Shérif.  
Saint-Hyacinthe, 17 décembre 1915.

7387—52-2

[Première publication, 24 décembre 1915.]

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**MANDAT DE CURATEURS.  
FIERI FACIAS DE TERRIS**

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Saint-Hyacinthe, à savoir: } J. W. MICHAUD  
No 12. } ET AL., Curateurs aux biens de Charles Marquette et J.-B. Dupré, Faillis; et ARTHUR TRUDEAU Requé-

rant.

Comme appartenant au dit J.-B. Dupré, Failli.

Les lots numéros un, deux, trois, quatre, cinq, six, sept, huit, neuf, dix, onze, douze, treize, quatorze, quinze, seize, dix-sept, dis-huit, dix-neuf, vingt, vingt et un, vingt-deux, vingt-trois, vingt-quatre, vingt-cinq, vingt-six, vingt-sept, vingt-huit, vingt-neuf, trente, trente et un, trente-deux, trente-trois, trente-quatre, trente-cinq, trente-six, trente-sept, trente-huit, trente-neuf, quarante, quarante et un, quarante-deux, quarante-trois, quarante-quatre, quarante-cinq, quarante-six, quarante-sept, quarante-huit, quarante-neuf, cinquante, cinquante et un, cinquante-deux, cinquante-trois, cinquante-quatre, cinquante-cinq, cinquante-six, cinquante-sept, cinquante-huit, cinquante-neuf, soixante, soixante et un, soixante-deux, soixante-trois, soixante-quatre, soixante-cinq, soixante-six, soixante-sept, soixante-huit, soixante-neuf, soixante-dix, soixante-onze, soixante-douze, soixante-treize, soixante-quatorze, soixante-quinze, soixante-seize, soixante-dix-sept, soixante-dix-huit, soixante-dix-neuf, quatre-vingt, quatre-vingt-un, quatre-vingt-deux, quatre-vingt-trois, quatre-vingt-quatre, quatre-vingt-cinq, quatre-vingt-six, quatre-vingt-sept, quatre-vingt-huit, quatre-vingt-neuf, quatre-vingt-dix, quatre-vingt-

pal place of business in the parish of Saint Michel de Rougemont, in the said county and district, Defendant.

All and each spring that defendant has and can have on the land of Israel Leroux or representatives, situate on the north side of the range Double, in the parish of Saint Michel de Rougemont, known and designated under number five hundred and sixty six (566) on the official plan and book of reference of the parish of Saint Césaire, and on the land of Dorothée Letitia Brown, situate on the north side of the range Double in the said parish of Saint Michel de Rougemont, known and designated under number five hundred and seventy (570) on the same plan and book of reference of the parish of Saint Césaire—with all the tanks erected thereon and accessories and all the delivery water-pipes pulling the water from said springs to the dwellings of the parish of Saint Michel de Rougemont and Saint Césaire, with a right of way on foot and in vehicle to use and repair said springs, with all the rights and privileges belonging to said defendant and all the water powers thereon attached.

To be sold at the parochial church door of Saint Michel de Rougemont, on the TWENTY FIFTH day of JANUARY next (1916), at ONE o'clock in the afternoon.

JOS.-L. CORMIER,

Sheriff's office. Sheriff.

Saint Hyacinth, 17th December, 1915.

[First published, 24th December, 1915.]

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**CURATOR'S WARRANT.**

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior court.—District of Montreal.*

Saint Hyacinthe, to wit: } J. W. MICHAUD  
No 12. } ET AL., Curators to the property of Charles Marquette and J. B. Dupré, Insolvents; and ARTHUR TRUDEAU, Petitioner.

As belonging to said J. B. Dupré, insolvent:

Lots numbers one, two, three, four, five, six, seven, eight, nine, ten, eleven, twelve, thirteen, fourteen, fifteen, sixteen, seventeen, eighteen, nineteen, twenty, twenty one, twenty two, twenty three, twenty four, twenty five, twenty six, twenty seven, twenty eight, twenty nine, thirty, thirty one, thirty two, thirty three, thirty four, thirty five, thirty six, thirty seven, thirty eight, thirty nine, forty, forty one, forty two, forty three, forty four, forty five, forty six, forty seven, forty eight, forty nine, fifty, fifty one, fifty two, fifty three, fifty four, fifty five, fifty six, fifty seven, fifty eight, fifty nine, sixty, sixty one, sixty two, sixty three, sixty four, sixty five, sixty six, sixty seven, sixty eight, sixty nine, seventy, seventy one, seventy two, seventy three, seventy four, seventy five, seventy six, seventy seven, seventy eight, seventy nine, eighty, eighty one, eighty two, eighty three, eighty four, eighty five, eighty six, eighty seven, eighty eight, eighty nine, ninety, ninety one, ninety two, ninety three, ninety four, ninety five, ninety six, ninety seven, ninety eight, ninety nine, one hundred, one hundred one, one hundred two, one hundred three, one hundred four, one hundred five, one hundred six, one hundred seven, one hundred eight, one hundred nine, one hundred and ten, one hundred and eleven, one hundred and twelve, one hundred and thirteen, one hundred and fourteen, one hundred and fifteen, one hundred

onze, quatre-vingt-douze, quatre-vingt-treize, quatre-vingt-quatorze, quatre-vingt-quinze, quatre-vingt-seize, quatre-vingt-dix-sept, quatre-vingt-dix-huit, quatre-vingt-dix-neuf, cent, cent un, cent deux, cent trois, cent quatre, cent cinq, cent six, cent sept, cent huit, cent neuf, cent dix, cent onze, cent douze, cent treize, cent quatorze, cent quinze, cent seize, cent dix-sept, cent dix-huit, cent dix-neuf, cent vingt, cent vingt et un, cent vingt-deux, cent vingt-trois, cent vingt-quatre, cent vingt-cinq, cent vingt-six, cent vingt-sept, cent vingt-huit, cent vingt-neuf, cent trente, cent trente et un, cent trente-deux, cent trente-trois, cent trente-quatre, cent trente-cinq, cent trente-six, cent trente-sept, cent trente-huit, cent trente-neuf, cent quarante, cent quarante et un, cent quarante-deux, cent quarante-trois, cent quarante-quatre, cent quarante-cinq, cent quarante-six, cent quarante-sept, cent quarante-huit, cent quarante-neuf, cent cinquante, cent cinquante et un, cent cinquante-deux, cent cinquante-trois, cent cinquante-quatre, cent cinquante-cinq, cent cinquante-six, cent cinquante-sept, cent cinquante-huit, cent cinquante-neuf, cent soixante, cent soixante et un, cent soixante-deux, cent soixante-trois, cent soixante-quatre, cent soixante-cinq, cent soixante-six, cent soixante-sept, cent soixante-huit, cent soixante-neuf, cent soixante-dix, cent soixante-onze, cent soixante-douze, cent soixante-treize, cent soixante-quatorze, cent soixante-quinze, cent soixante seize, cent soixante-dix-sept, cent soixante-dix-huit, cent soixante-dix-neuf, cent quatre-vingt, cent quatre-vingt un, cent quatre-vingt-deux, cent quatre-vingt-trois, cent quatre-vingt-quatre, cent quatre-vingt-cinq, cent quatre-vingt-six, cent quatre-vingt-sept, cent quatre-vingt-huit, cent quatre-vingt-neuf, cent quatre-vingt-dix, cent quatre-vingt-onze, cent quatre-vingt-douze, cent quatre-vingt-treize, cent quatre-vingt-quatorze, cent quatre-vingt-quinze, cent quatre-vingt-seize, cent quatre-vingt-dix-sept, cent quatre-vingt-dix-huit, cent quatre-vingt-dix-neuf, deux cent, deux cent un, deux cent deux, deux cent trois, deux cent quatre, deux cent cinq, deux cent six, deux cent sept, deux cent huit, deux cent neuf, deux cent dix, deux cent onze, deux cent douze, deux cent treize, deux cent quatorze, deux cent quinze, deux cent seize, deux cent dix-sept, deux cent dix-huit, deux cent dix-neuf, deux cent vingt, deux cent vingt et un, deux cent vingt-deux, deux cent vingt-trois, deux cent vingt-quatre, deux cent vingt-cinq, deux cent vingt six, deux cent vingt-sept, deux cent vingt-huit, deux cent vingt-neuf, deux cent trente, deux cent trente et un, deux cent trente-deux, deux cent trente-trois, deux cent trente-quatre, deux cent trente-cinq, deux cent trente-six, deux cent trente-sept, deux cent trente-huit, deux cent trente-neuf, deux cent quarante, deux cent quarante et un, deux cent quarante-deux, deux cent quarante-trois, deux cent quarante-quatre, deux cent quarante-cinq, deux cent quarante-six, deux cent quarante-sept, deux cent quarante-huit, deux cent quarante-neuf, deux cent cinquante, deux cinquante et un, deux cent

and sixteen, one hundred and seventeen, one hundred and eighteen, one hundred and nineteen, one hundred and twenty, one hundred and twenty one, one hundred and twenty two, one hundred and twenty three, one hundred and twenty four, one hundred and twenty five, one hundred and twenty six, one hundred and twenty seven, one hundred and twenty eight, one hundred and twenty nine, one hundred and thirty, one hundred and thirty one, one hundred and thirty two, one hundred and thirty three, one hundred and thirty four, one hundred and thirty five, one hundred and thirty six, one hundred and thirty seven, one hundred and thirty eight, one hundred and thirty nine, one hundred and forty, one hundred and forty one, one hundred and forty two, one hundred and forty three, one hundred and forty four, one hundred and forty five, one hundred and forty six, one hundred and forty seven, one hundred and forty eight, one hundred and forty nine, one hundred and fifty, one hundred and fifty one, one hundred and fifty two, one hundred and fifty three, one hundred and fifty four, one hundred and fifty five, one hundred and fifty six, one hundred and fifty seven, one hundred and fifty eight, one hundred and fifty nine, one hundred and sixty, one hundred and sixty one, one hundred and sixty two, one hundred and sixty three, one hundred and sixty four, one hundred and sixty five, one hundred and sixty six, one hundred and sixty seven, one hundred and sixty eight, one hundred and sixty nine, one hundred and seventy, one hundred and seventy one, one hundred and seventy two, one hundred and seventy three, one hundred and seventy four, one hundred and seventy five, one hundred and seventy six, one hundred and seventy seven, one hundred and seventy eight, one hundred and seventy nine, one hundred and eighty, one hundred and eighty one, one hundred and eighty two, one hundred and eighty three, one hundred and eighty four, one hundred and eighty five, one hundred and eighty six, one hundred and eighty seven, one hundred and eighty eight, one hundred and eighty nine, one hundred and ninety, one hundred and ninety one, one hundred and ninety two, one hundred and ninety three, one hundred and ninety four, one hundred and ninety five, one hundred and ninety six, one hundred and ninety seven, one hundred and ninety eight, one hundred and ninety nine, two hundred, two hundred and one, two hundred and two, two hundred and three, two hundred and four, two hundred and five, two hundred and six, two hundred and seven, two hundred and eight, two hundred and nine, two hundred and ten, two hundred and eleven, two hundred and twelve, two hundred and thirteen, two hundred and fourteen, two hundred and fifteen, two hundred and sixteen, two hundred and seventeen, two hundred and eighteen, two hundred and nineteen, two hundred and twenty, two hundred and twenty one, two hundred and twenty two, two hundred and twenty three, two hundred and twenty four, two hundred and twenty five, two hundred and twenty six, two hundred and twenty seven, two hundred and twenty eight, two hundred and twenty nine, two hundred and thirty, two hundred and thirty one, two hundred and thirty two, two hundred and thirty three, two hundred and thirty four, two hundred and thirty five, two hundred and thirty six, two hundred and thirty seven, two hundred and thirty eight, two hundred and thirty nine, two hundred and forty, two hundred and forty one, two hundred and forty two, two hundred and forty three, two hundred and forty four, two hundred and forty five, two hundred and forty



dix-sept, trois cent soixante-dix-huit, trois cent soixante-dix-neuf, trois cent quatre-vingt, trois cent quatre-vingt-un, trois cent quatre-vingt-deux, trois cent quatre-vingt-trois, trois cent quatre-vingt-quatre, trois cent quatre-vingt-cinq, trois cent quatre-vingt-six, trois cent quatre-vingt-sept, trois cent quatre-vingt-huit, trois cent quatre-vingt-neuf, trois cent quatre-vingt-dix, trois cent quatre-vingt-onze, trois cent quatre-vingt-douze, trois cent quatre-vingt-treize, trois cent quatre-vingt-quatorze, trois cent quatre-vingt-quinze, trois cent quatre-vingt-seize, trois cent quatre-vingt-dix-sept, trois cent quatre-vingt-dix-huit, trois cent quatre-vingt-dix-neuf, quatre cent, quatre cent un, quatre cent deux, quatre cent trois, quatre cent quatre, quatre cent cinq, quatre cent six, quatre cent sept, quatre cent huit, quatre cent neuf, quatre cent dix, quatre cent onze, quatre cent douze, quatre cent treize, quatre cent quatorze, quatre cent quinze, quatre cent seize, quatre cent dix-sept, quatre cent dix-huit, quatre cent dix-neuf, quatre cent vingt, quatre cent vingt et un, quatre cent vingt-deux, quatre cent vingt-trois, quatre cent vingt-quatre, quatre cent vingt-cinq, quatre cent vingt-six, quatre cent vingt-sept, quatre cent vingt-huit, quatre cent vingt-neuf, quatre cent trente, quatre cent trente et un, quatre cent trente-deux, quatre cent trente-trois, quatre cent trente-quatre, quatre cent trente-cinq, quatre cent trente-six, quatre cent trente-sept, quatre cent trente-huit, quatre cent trente-neuf, quatre cent quarante, quatre cent quarante et un, quatre cent quarante-deux, quatre cent quarante-trois, quatre cent quarante-quatre, quatre cent quarante-cinq, quatre cent quarante-six, quatre cent quarante-sept, quatre cent quarante-huit, quatre cent quarante-neuf, quatre cent cinquante, quatre cent cinquante et un, quatre cent cinquante-deux, quatre cent cinquante-trois, quatre cent cinquante-quatre, quatre cent cinquante-cinq, quatre cent cinquante-six, quatre cent cinquante-sept, quatre cent cinquante-huit, quatre cent cinquante-neuf, quatre cent soixante, quatre cent soixante et un, quatre cent soixante-deux, quatre cent soixante-trois, quatre cent soixante-quatre, quatre cent soixante-cinq, quatre cent soixante-six, quatre cent soixante-sept, quatre cent soixante-huit, quatre cent soixante-neuf, quatre cent soixante-dix, quatre cent soixante-onze, quatre cent soixante-douze, quatre cent soixante-treize, quatre cent soixante-quatorze, quatre cent soixante-quinze, quatre cent soixante-seize, quatre cent soixante-dix-sept, quatre cent soixante-dix-huit, quatre cent soixante-dix-neuf, quatre cent quatre-vingt, quatre cent quatre-vingt-un, quatre cent quatre-vingt-deux, quatre cent quatre-vingt-trois, quatre cent quatre-vingt-quatre, quatre cent quatre-vingt-cinq, quatre cent quatre-vingt-six, quatre cent quatre-vingt-sept, quatre cent quatre-vingt-huit, quatre cent quatre-vingt-neuf, quatre cent quatre-vingt-dix, quatre cent quatre-vingt-onze, quatre cent quatre-vingt-douze, quatre cent quatre-vingt-treize, quatre cent quatre-

three hundred and seventy six, three hundred and seventy eight, three hundred and seventy nine, three hundred and eighty, three hundred and eighty one, three hundred and eighty two, three hundred and eighty three, three hundred and eighty four, three hundred and eighty five, three hundred and eighty six, three hundred and eighty seven, three hundred and eighty eight, three hundred and eighty nine, three hundred and ninety, three hundred and ninety one, three hundred and ninety two, three hundred and ninety three, three hundred and ninety four, three hundred and ninety five, three hundred and ninety six, three hundred and ninety seven, three hundred and ninety eight, three hundred and ninety nine, four hundred, four hundred and one, four hundred and two, four hundred and three, four hundred and four, four hundred and five, four hundred and six, four hundred and seven, four hundred and eight, four hundred and nine, four hundred and ten, four hundred and eleven, four hundred and twelve, four hundred and thirteen, four hundred and fourteen, four hundred and fifteen, four hundred and sixteen, four hundred and seventeen, four hundred and eighteen, four hundred and nineteen, four hundred and twenty, four hundred and twenty one, four hundred and twenty two, four hundred and twenty three, four hundred and twenty four, four hundred and twenty five, four hundred and twenty six, four hundred and twenty seven, four hundred and twenty eight, four hundred and twenty nine, four hundred and thirty, four hundred and thirty one, four hundred and thirty two, four hundred and thirty three, four hundred and thirty four, four hundred and thirty five, four hundred and thirty six, four hundred and thirty seven, four hundred and thirty eight, four hundred and thirty nine, four hundred and forty, four hundred and forty one, four hundred and forty two, four hundred and forty three, four hundred and forty four, four hundred and forty five, four hundred and forty six, four hundred and forty seven, four hundred and forty eight, four hundred and forty nine, four hundred and fifty, four hundred and fifty one, four hundred and fifty two, four hundred and fifty three, four hundred and fifty four, four hundred and fifty five, four hundred and fifty six, four hundred and fifty seven, four hundred and fifty eight, four hundred and fifty nine, four hundred and sixty, four hundred and sixty one, four hundred and sixty two, four hundred and sixty three, four hundred and sixty four, four hundred and sixty five, four hundred and sixty six, four hundred and sixty seven, four hundred and sixty eight, four hundred and sixty nine, four hundred and seventy, four hundred and seventy one, four hundred and seventy two, four hundred and seventy three, four hundred and seventy four, four hundred and seventy five, four hundred and seventy eight, four hundred and seventy nine, four hundred and eighty, four hundred and eighty one, four hundred and eighty two, four hundred and eighty three, four hundred and eighty four, four hundred and eighty five, four hundred and eighty six, four hundred and eighty seven, four hundred and eighty eight, four hundred and eighty nine, four hundred and ninety, four hundred and ninety one, four hundred and ninety two, four hundred and ninety three, four hundred and ninety four, four hundred and ninety five, four hundred and ninety six, four hundred and ninety seven, four hundred and ninety eight, four hundred and ninety nine, five hundred, five hundred and one, five hundred and two, five hundred and three, five hundred and four, five hundred and five, five hundred and six, five hundred and seven, five hundred and eight, five hundred and nine,

vingt-quatorze, quatre cent quatre-vingt-quinze, quatre cent quatre-vingt-seize, quatre cent quatre-vingt-dix-sept, quatre cent quatre-vingt-dix-huit, quatre cent quatre-vingt-dix-neuf, cinq cent, cinq cent un, cinq cent deux, cinq cent trois, cinq cent quatre, cinq cent cinq, cinq cent six, cinq cent sept, cinq cent huit, cinq cent neuf, cinq cent dix, cinq cent onze, cinq cent douze, cinq cent treize, cinq cent quatorze, cinq cent quinze, cinq cent seize, cinq cent dix-sept, cinq cent dix-huit, cinq cent dix-neuf, cinq cent vingt, cinq cent vingt-et un, cinq cent vingt-deux, cinq cent vingt-trois, cinq cent vingt-quatre, cinq cent vingt-cinq, cinq cent vingt-six, cinq cent vingt-sept, cinq cent vingt-huit, cinq cent vingt-neuf, cinq cent trente, cinq cent trente et un, cinq cent trente-deux, cinq cent trente-trois, cinq cent trente-quatre, cinq cent trente-cinq, cinq cent trente-six, cinq cent trente-sept, cinq cent trente-huit, cinq cent trente-neuf, cinq cent quarante, cinq cent quarante et un, cinq cent quarante-deux, cinq cent quarante-trois, cinq cent quarante-quatre, cinq cent quarante-cinq, cinq cent quarante-six, cinq cent quarante-sept, cinq cent quarante-huit, cinq cent quarante-neuf, cinq cent cinquante, cinq cent cinquante et un, cinq cent cinquante-deux, cinq cent cinquante-trois, cinq cent cinquante-quatre, cinq cent cinquante-cinq, cinq cent cinquante-six, cinq cent cinquante-sept, cinq cent cinquante-huit, cinq cent cinquante-neuf, cinq cent soixante, cinq cent soixante et un, cinq cent soixante-deux, cinq cent soixante-trois, cinq cent soixante-quatre, cinq cent soixante-cinq, cinq cent soixante-six, cinq cent soixante-sept, cinq cent soixante-huit, cinq cent soixante-neuf, cinq cent soixante-dix, cinq cent soixante-onze, cinq cent soixante-douze, cinq cent soixante-treize, cinq cent soixante-quatorze, cinq cent soixante-quinze, cinq cent soixante-seize, cinq cent soixante-dix-sept, cinq cent soixante-dix-huit, cinq cent soixante-dix-neuf, cinq cent quatre-vingt, cinq cent quatre-vingt-un, cinq cent quatre-vingt-deux, cinq cent quatre-vingt-trois, cinq cent quatre-vingt-quatre, cinq cent quatre-vingt-cinq, cinq cent quatre-vingt-six, cinq cent quatre-vingt-sept, cinq cent quatre-vingt-huit, cinq cent quatre-vingt-neuf, cinq cent quatre-vingt-dix, cinq cent quatre-vingt-onze, cinq cent quatre-vingt-douze, cinq cent quatre-vingt-treize, cinq cent quatre-vingt-quatorze, cinq cent quatre-vingt-quinze, cinq cent quatre-vingt-seize, cinq cent quatre-vingt-dix-sept, cinq cent quatre-vingt-dix-huit, cinq cent quatre-vingt-dix-neuf, six cent, six cent un, six cent deux, six cent trois, six cent quatre, six cent cinq, six cent six, six cent sept, six cent huit, six cent neuf, six cent dix, six cent onze, six cent douze, six cent treize, six cent quatorze, six cent quinze, six cent seize, six cent dix-sept, six cent dix-huit, six cent dix-neuf, six cent vingt, six cent vingt et un, six cent vingt-deux, six cent vingt-trois, six cent vingt-quatre, six cent vingt-cinq, six cent vingt-six, six cent vingt-sept, six cent vingt-huit, six cent vingt-neuf, six cent trente, six cent trente et un, six cent trente-deux, six cent trente-trois, six cent

five hundred and ten, five hundred and eleven, five hundred and twelve, five hundred and thirteen, five hundred and fourteen, five hundred and fifteen, five hundred and sixteen, five hundred and seventeen, five hundred and eighteen, five hundred and nineteen, five hundred and twenty, five hundred and twenty one, five hundred and twenty two, five hundred and twenty three, five hundred and twenty four, five hundred and twenty five, five hundred and twenty six, five hundred and twenty seven, five hundred and twenty eight, five hundred and twenty nine, five hundred and thirty, five hundred and thirty one, five hundred and thirty two, five hundred and thirty three, five hundred and thirty four, five hundred and thirty five, five hundred and thirty six, five hundred and thirty seven, five hundred and thirty eight, five hundred and thirty nine, five hundred and forty, five hundred and forty one, five hundred and forty two, five hundred and forty three, five hundred and forty four, five hundred and forty five, five hundred and forty six, five hundred and forty seven, five hundred and forty eight, five hundred and forty nine, five hundred and fifty, five hundred and fifty one, five hundred and fifty two, five hundred and fifty three, five hundred and fifty four, five hundred and fifty five, five hundred and fifty six, five hundred and fifty seven, five hundred and fifty eight, five hundred and fifty nine, five hundred and sixty, five hundred and sixty one, five hundred and sixty two, five hundred and sixty three, five hundred and sixty four, five hundred and sixty five, five hundred and sixty six, five hundred and sixty seven, five hundred and sixty eight, five hundred and sixty nine, five hundred and seventy, five hundred and seventy one, five hundred and seventy two, five hundred and seventy three, five hundred and seventy four, five hundred and seventy five, five hundred and seventy six, five hundred and seventy seven, five hundred and seventy eight, five hundred and seventy nine, five hundred and eighty, five hundred and eighty one, five hundred and eighty two, five hundred and eighty three, five hundred and eighty four, five hundred and eighty five, five hundred and eighty six, five hundred and eighty seven, five hundred and eighty eight, five hundred and eighty nine, five hundred and ninety, five hundred and ninety one, five hundred and ninety two, five hundred and ninety three, five hundred and ninety four, five hundred and ninety five, five hundred and ninety six, five hundred and ninety seven, five hundred and ninety eight, five hundred and ninety nine, six hundred, six hundred and one, six hundred and two, six hundred and three, six hundred and four, six hundred and five, six hundred and six, six hundred and seven, six hundred and eight, six hundred and nine, six hundred and ten, six hundred and eleven, six hundred and twelve, six hundred and thirteen, six hundred and fourteen, six hundred and fifteen, six hundred and sixteen, six hundred and seventeen, six hundred and eighteen, six hundred and nineteen, six hundred and twenty, six hundred and twenty one, six hundred and twenty two, six hundred and twenty three, six hundred and twenty four, six hundred and twenty five, six hundred and twenty six, six hundred and twenty seven, six hundred and twenty eight, six hundred and twenty nine, six hundred and thirty, six hundred and thirty one, six hundred and thirty two, six hundred and thirty three, six hundred and thirty four, six hundred and thirty five, six hundred and thirty six, six hundred and thirty seven, six hundred and thirty eight, six hundred and thirty nine, six hundred and forty, six hundred and forty one, six hundred and forty two, six hundred and forty

trente-quatre, six cent trente-cinq, six cent trente-six, six cent trente-sept, six cent trente-huit, six cent trente-neuf, six cent quarante, six cent quarante et un, six cent quarante-deux, six cent quarante-trois, six cent quarante-quatre, six cent quarante-cinq, six cent quarante-six, six cent quarante-sept, six cent quarante-huit, six cent quarante-neuf, six cent cinquante, six cent cinquante et un, six cent cinquante deux, six cent cinquante-trois, six cent cinquante-quatre, six cent cinquante-cinq, six cent cinquante-six, six cent cinquante-sept, six cent cinquante-huit, six cent cinquante-neuf, six cent soixante, six cent soixante et un, six cent soixante-deux, six cent soixante trois, six cent soixante-quatre, six cent soixante-cinq, six cent soixante-six, six cent soixante-sept, six cent soixante-huit, six cent soixante-neuf, six cent soixante-dix, six cent soixante-onze, six cent soixante-douze, six cent soixante-treize, six cent soixante-quatorze, six cent soixante-quinze, six cent soixante-seize, six cent soixante-dix-sept, six cent soixante-dix-huit, six cent soixante-dix-neuf, six cent quatre-vingt, six cent quatre-vingt-un, six cent quatre-vingt-deux, six cent quatre-vingt-trois, six cent quatre-vingt-quatre, six cent quatre-vingt-cinq, six cent quatre-vingt-six, six cent quatre-vingt-sept, six cent quatre-vingt-huit, six cent quatre-vingt-neuf, six cent quatre-vingt-dix, six cent quatre-vingt-onze, six cent quatre-vingt-douze, six cent quatre-vingt-treize, six cent quatre-vingt-quatorze, six cent quatre-vingt-quinze, six cent quatre-vingt-seize, six cent quatre-vingt-six-sept, six cent quatre-vingt-dix-huit, six cent quatre-vingt-dix-neuf, sept cent, sept cent un, sept cent deux, sept cent trois, sept cent quatre, sept cent cinq, sept cent six, sept cent sept, sept cent huit, sept cent neuf, sept cent dix, sept cent onze, sept cent douze, sept cent treize, sept cent quatorze, sept cent quinze, sept cent seize, sept cent dix-sept, sept cent dix-huit, sept cent dix-neuf, sept cent vingt, sept cent vingt et un, sept cent vingt-deux, sept cent vingt-trois, sept cent vingt-quatre, sept cent vingt-cinq, sept cent vingt-six, sept cent vingt-sept, sept cent vingt-huit, sept cent vingt-neuf, sept cent trente, sept cent trente et un, sept cent trente-deux, sept cent trente-trois, sept cent trente-quatre, sept cent trente-cinq, sept cent trente-six, sept cent trente-sept, sept cent trente-huit, sept cent trente-neuf, sept cent quarante, sept cent quarante et un, sept cent quarante-deux, sept cent quarante-trois, sept cent quarante-quatre, sept cent quarante-cinq, sept cent quarante-six, sept cent quarante-sept, sept cent quarante-huit, sept cent quarante-neuf, sept cent cinquante, sept cent cinquante et un, sept cent cinquante-deux, sept cent cinquante-trois, sept cent cinquante-quatre, sept cent cinquante-cinq, sept cent cinquante-six, sept cent cinquante-sept, sept cent cinquante-huit, sept cent cinquante-neuf, sept cent soixante, sept cent soixante et un, sept cent soixante-deux, sept cent soixante-trois, sept cent soixante-quatre, sept cent soixante-cinq,

three, six hundred and forty four, six hundred and forty five, six hundred and forty six, six hundred and forty seven, six hundred and forty eight, six hundred and forty nine, six hundred and fifty, six hundred and fifty one, six hundred and fifty two, six hundred and fifty three, six hundred and fifty four, six hundred and fifty five, six hundred and fifty six, six hundred and fifty seven, six hundred and fifty eight, six hundred and fifty nine, six hundred and sixty, six hundred and sixty one, six hundred and sixty two, six hundred and sixty three, six hundred and sixty four, six hundred and sixty five, six hundred and sixty six, six hundred and sixty seven, six hundred and sixty eight, six hundred and sixty nine, six hundred and seventy, six hundred and seventy one, six hundred and seventy two, six hundred and seventy three, six hundred and seventy four, six hundred and seventy five, six hundred and seventy six, six hundred and seventy seven, six hundred and seventy eight, six hundred and seventy nine, six hundred and eighty, six hundred and eighty one, six hundred and eighty two, six hundred and eighty three, six hundred and eighty four, six hundred and eighty five, six hundred and eighty six, six hundred and eighty seven, six hundred and eighty eight, six hundred and eighty nine, six hundred and ninety, six hundred and ninety one, six hundred and ninety two, six hundred and ninety three, six hundred and ninety four, six hundred and ninety five, six hundred and ninety six, six hundred and ninety seven, six hundred and ninety eight, six hundred and ninety nine, seven hundred, seven hundred and one, seven hundred and two, seven hundred and three, seven hundred and four, seven hundred and five, seven hundred and six, seven hundred and seven, seven hundred and eight, seven hundred and nine, seven hundred and ten, seven hundred and eleven, seven hundred and twelve, seven hundred and thirteen, seven hundred and fourteen, seven hundred and fifteen, seven hundred and sixteen, seven hundred and seventeen, seven hundred and eighteen, seven hundred and nineteen, seven hundred and twenty, seven hundred and twenty one, seven hundred and twenty two, seven hundred and twenty three, seven hundred and twenty four, seven hundred and twenty five, seven hundred and twenty six, seven hundred and twenty seven, seven hundred and twenty eight, seven hundred and twenty nine, seven hundred and thirty, seven hundred and thirty one, seven hundred and thirty two, seven hundred and thirty three, seven hundred and thirty four, seven hundred and thirty five, seven hundred and thirty six, seven hundred and thirty seven, seven hundred and thirty eight, seven hundred and thirty nine, seven hundred and forty, seven hundred and forty one, seven hundred and forty two, seven hundred and forty three, seven hundred and forty four, seven hundred and forty five, seven hundred and forty six, seven hundred and forty seven, seven hundred and forty eight, seven hundred and forty nine, seven hundred and fifty, seven hundred and fifty one, seven hundred and fifty two, seven hundred and fifty three, seven hundred and fifty four, seven hundred and fifty five, seven hundred and fifty six, seven hundred and fifty seven, seven hundred and fifty eight, seven hundred and fifty nine, seven hundred and sixty, seven hundred and sixty one, seven hundred and sixty two, seven hundred and sixty three, seven hundred and sixty four, seven hundred and sixty five, seven hundred and sixty six, seven hundred and sixty seven, seven hundred and sixty eight, seven hundred and sixty nine, seven hundred and seventy, seven hundred and seventy one, seven hundred and seventy two, seven hundred and

sept cent soixante-six, sept cent soixante-sept, sept cent soixante-huit, sept cent soixante-neuf, sept cent soixante-dix, sept cent soixante-onze, sept cent soixante-douze, sept cent soixante-treize, sept cent soixante-quatorze, sept cent soixante-quinze, sept cent soixante-seize, sept cent soixante-dix-sept, sept cent soixante-dix-huit, sept cent soixante-dix-neuf, sept cent quatre-vingt, sept cent quatre-vingt-un, sept cent quatre-vingt-deux, sept cent quatre-vingt-trois, sept cent quatre-vingt-quatre, sept cent quatre-vingt-cinq, sept cent quatre-vingt-six, sept cent quatre-vingt-sept, sept cent quatre-vingt-huit, sept cent quatre-vingt-neuf, sept cent quatre-vingt-dix, sept cent quatre-vingt-onze, sept cent quatre-vingt-douze, sept cent quatre-vingt-treize, sept cent quatre-vingt-quatorze, sept cent quatre-vingt-quinze, sept cent quatre-vingt-seize, sept cent quatre-vingt-dix-sept, sept cent quatre-vingt-dix-huit, sept cent quatre-vingt-dix-neuf, huit cent, huit cent un, huit cent deux, huit cent trois, huit cent quatre, huit cent cinq, huit cent six, huit cent sept, huit cent huit, huit cent neuf, huit cent dix, huit cent onze, huit cent douze, huit cent treize, huit cent quatorze, huit cent quinze, huit cent seize, huit cent dix-sept, huit cent dix-huit, huit cent dix-neuf, huit cent vingt, huit cent vingt-et-un, huit cent vingt-deux, huit cent vingt-trois, huit cent vingt-quatre, huit cent vingt-cinq, huit cent vingt-six, huit cent vingt-sept, huit cent vingt-huit, huit cent vingt-neuf, huit cent trente, huit cent trente et un, huit cent trente-deux, huit cent trente-trois, huit cent trente-quatre, huit cent trente-cinq, huit cent trente-six, huit cent trente-sept, huit cent trente-huit, huit cent trente-neuf, huit cent quarante, huit cent quarante et un, huit cent quarante-deux, huit cent quarante-trois, huit cent quarante-quatre, huit cent quarante-cinq, huit cent quarante-six, huit cent quarante-sept, huit cent quarante-huit, huit cent quarante-neuf, huit cent cinquante, huit cent cinquante et un, huit cent cinquante-deux, huit cent cinquante-trois, huit cent cinquante-quatre, huit cent cinquante-cinq, huit cent cinquante-six, huit cent cinquante-sept, huit cent cinquante-huit, huit cent cinquante-neuf, huit cent soixante, huit cent soixante et un, huit cent soixante-deux, huit cent soixante-trois, huit cent soixante-quatre, huit cent soixante-cinq, huit cent soixante-six, huit cent soixante-sept, huit cent soixante-huit, huit cent soixante-neuf, huit cent soixante-dix, huit cent soixante-onze, huit cent soixante-douze, huit cent soixante-treize, huit cent soixante-quatorze, huit cent soixante-quinze, huit cent soixante-seize, huit cent soixante-dix-sept, huit cent soixante-dix-huit, huit cent soixante-dix-neuf, huit cent quatre-vingt, huit cent quatre-vingt-un, huit cent quatre-vingt-deux, huit cent quatre-vingt-trois, huit cent quatre-vingt-quatre, huit cent quatre-vingt-cinq, huit cent quatre-vingt-six, huit cent quatre-vingt-sept, huit cent quatre-vingt-huit, huit cent quatre-vingt-neuf, huit cent quatre-vingt-dix, huit cent quatre-vingt-onze, huit cent quatre-vingt-douze,

seventy three, seven hundred and seventy four, seven hundred and seventy five, seven hundred and seventy six, seven hundred and seventy seven, seven hundred and seventy eight, seven hundred and seventy nine, seven hundred and eighty, seven hundred and eighty one, seven hundred and eighty two, seven hundred and eighty three, seven hundred and eighty four, seven hundred and eighty five, seven hundred and eighty six, seven hundred and eighty seven, seven hundred and eighty eight, seven hundred and eighty nine, seven hundred and ninety, seven hundred and ninety one, seven hundred and ninety two, seven hundred and ninety three, seven hundred and ninety four, seven hundred and ninety five, seven hundred and ninety six, seven hundred and ninety seven, seven hundred and ninety eight, seven hundred and ninety nine, eight hundred, eight hundred and one, eight hundred and two, eight hundred and three, eight hundred and four, eight hundred and five, eight hundred and six, eight hundred and seven, eight hundred and eight, eight hundred and nine, eight hundred and ten, eight hundred and eleven, eight hundred and twelve, eight hundred and thirteen, eight hundred and fourteen, eight hundred and fifteen, eight hundred and sixteen, eight hundred and seventeen, eight hundred and eighteen, eight hundred and nineteen, eight hundred and twenty, eight hundred and twenty one, eight hundred and twenty two, eight hundred and twenty three, eight hundred and twenty four, eight hundred and twenty five, eight hundred and twenty six, eight hundred and twenty seven, eight hundred and twenty eight, eight hundred and twenty nine, eight hundred and thirty, eight hundred and thirty one, eight hundred and thirty two, eight hundred and thirty three, eight hundred and thirty four, eight hundred and thirty five, eight hundred and thirty six, eight hundred and thirty seven, eight hundred and thirty eight, eight hundred and thirty nine, eight hundred and forty, eight hundred and forty one, eight hundred and forty two, eight hundred and forty three, eight hundred and forty four, eight hundred and forty five, eight hundred and forty six, eight hundred and forty seven, eight hundred and forty eight, eight hundred and forty nine, eight hundred and fifty, eight hundred and fifty one, eight hundred and fifty two, eight hundred and fifty three, eight hundred and fifty four, eight hundred and fifty five, eight hundred and fifty six, eight hundred and fifty seven, eight hundred and fifty eight, eight hundred and fifty nine, eight hundred and sixty, eight hundred and sixty one, eight hundred and sixty two, eight hundred and sixty three, eight hundred and sixty four, eight hundred and sixty five, eight hundred and sixty six, eight hundred and sixty seven, eight hundred and sixty eight, eight hundred and sixty nine, eight hundred and seventy, eight hundred and seventy one, eight hundred and seventy two, eight hundred and seventy three, eight hundred and seventy four, eight hundred and seventy five, eight hundred and seventy six, eight hundred and seventy seven, eight hundred and seventy eight, eight hundred and seventy nine, eight hundred and eighty, eight hundred and eighty one, eight hundred and eighty two, eight hundred and eighty three, eight hundred and eighty four, eight hundred and eighty five, eight hundred and eighty six, eight hundred and eighty seven, eight hundred and eighty eight, eight hundred and eighty nine, eight hundred and ninety, eight hundred and ninety one, eight hundred and ninety two, eight hundred and ninety three, eight hundred and ninety four, eight hundred and ninety five, eight hundred and ninety six, eight hundred and ninety seven, eight hundred and ninety eight,

huit cent quatre-vingt-treize, huit cent quatre-vingt-quatorze, huit cent quatre-vingt-quinze, huit cent quatre-vingt-seize, huit cent quatre-vingt-dix-sept, huit cent quatre-vingt-dix-huit, huit cent quatre-vingt-dix-neuf, neuf cent, neuf cent un, neuf cent deux, neuf cent trois, neuf cent quatre, neuf cent cinq, neuf cent six, neuf cent sept, neuf cent huit, neuf cent neuf, neuf cent dix, neuf cent onze, neuf cent douze, neuf cent treize, neuf cent quatorze, neuf cent quinze, neuf cent seize, neuf cent dix-sept, neuf cent dix-huit, neuf cent dix-neuf, neuf cent vingt, neuf cent vingt et un, neuf cent vingt-deux, neuf cent vingt-trois, neuf cent vingt-quatre, neuf cent vingt-cinq, neuf cent vingt-six, neuf cent vingt-sept, neuf cent vingt-huit, neuf cent vingt-neuf, neuf cent trente, neuf cent trente et un, neuf cent trente-deux, neuf cent trente-trois, neuf cent trente-quatre, neuf cent trente-cinq, neuf cent trente-six, neuf cent trente-sept, neuf cent trente-huit, neuf cent trente-neuf, neuf cent quarante, neuf cent quarante et un, neuf cent quarante-deux, neuf cent quarante-trois, neuf cent quarante-quatre, neuf cent quarante-cinq, neuf cent quarante-six, neuf cent quarante-sept, neuf cent quarante-huit, neuf cent quarante-neuf, neuf cent cinquante, neuf cent cinquante et un, neuf cent cinquante-deux, neuf cent cinquante-trois, neuf cent cinquante-quatre, neuf cent cinquante-cinq, neuf cent cinquante-six, neuf cent cinquante-sept, neuf cent cinquante-huit, neuf cent cinquante-neuf, neuf cent soixante, neuf cent soixante et un, neuf cent soixante-deux, neuf cent soixante-trois, neuf cent soixante-quatre, neuf cent soixante-cinq, neuf cent soixante-six, neuf cent soixante-sept, neuf cent soixante-huit, de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent cinq aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Mathias—avec bâtisses y érigées.

Pour être vensus en bloc et comme une seule exploitation en vertu d'un jugement de l'honorable Juge F. S. MacLennan, en date du 25 octobre 1915, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Mathias, comté de Rouville, le QUATRIEME jour de JANVIER prochain (1916), à UNE heure et DEMIE de l'après-midi.

JOS.-L. CORMIER,  
Bureau du shérif, Shérif.  
Saint-Hyacinthe, 27 novembre, 1915.  
6899—49-2  
[Première publication, 4 décembre 1915.]

### Ventes par le Shérif—Terrebonne

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.  
Cour de circuit.—District de Montréal.  
Sainte-Scholastique : } FRONTENAC  
No 18671. } BREWERIES  
LTD, Demanderesse; vs CYRILLE MONDOUX,  
Défendeur.

eight hundred and ninety nine, nine hundred, nine hundred and one, nine hundred and two, nine hundred and three, nine hundred and four, nine hundred and five, nine hundred and six, nine hundred and seven, nine hundred and eight, nine hundred and nine, nine hundred and ten, nine hundred and eleven, nine hundred and twelve, nine hundred and thirteen, nine hundred and fourteen, nine hundred and fifteen, nine hundred and sixteen, nine hundred and seventeen, nine hundred and eighteen, nine hundred and nineteen, nine hundred and twenty, nine hundred and twenty one, nine hundred and twenty two, nine hundred and twenty three, nine hundred and twenty four, nine hundred and twenty five, nine hundred and twenty six, nine hundred and twenty seven, nine hundred and twenty eight, nine hundred and twenty nine, nine hundred and thirty, nine hundred and thirty one, nine hundred and thirty two, nine hundred and thirty three, nine hundred and thirty four, nine hundred and thirty five, nine hundred and thirty six, nine hundred and thirty seven, nine hundred and thirty eight, nine hundred and thirty nine, nine hundred and forty, nine hundred and forty one, nine hundred and forty two, nine hundred and forty three, nine hundred and forty four, nine hundred and forty five, nine hundred and forty six, nine hundred and forty seven, nine hundred and forty eight, nine hundred and forty nine, nine hundred and fifty, nine hundred and fifty one, nine hundred and fifty two, nine hundred and fifty three, nine hundred and fifty four, nine hundred and fifty five, nine hundred and fifty six, nine hundred and fifty seven, nine hundred and fifty eight, nine hundred and fifty nine, nine hundred and sixty, nine hundred and sixty one, nine hundred and sixty two, nine hundred and sixty three, nine hundred and sixty four, nine hundred and sixty five, nine hundred and sixty six, nine hundred and sixty seven, nine hundred and sixty eight of the official subdivision of the original lot number one hundred and five upon the official plan and book of reference of the parish of Saint Mathias—with buildings thereon erected.

To be sold as one single lot *en bloc*, by a judgment of the Honourable Justice F. S. MacLennan, dated 25th October 1915, at the parochial church door of Saint Mathias, county of Rouville, on the FOURTH day of JANUARY next, (1916), at HALF past ONE o'clock in the afternoon.

JOS. L. CORMIER,  
Sheriff's office, Sheriff.  
Saint Hyacinth, 27th November, 1915.  
6900—49-2  
[First published, 4th December, 1915.]

### Sheriff's Sales—Terrebonne

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.  
Circuit Court.—District of Montreal.  
Sainte Scholastique : } FRONTENAC  
No. 18671. } BREWERIES  
LTD, Plaintiff ; vs CYRILLE MONDOUX,  
Defendant.

Un lot de terre situé dans le canton de Chatham, comté d'Argenteuil, district de Terrebonne, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels comme faisant partie du numéro cent quatre-vingt-quatorze (No 194); borné devant, au nord par le chemin public, et des autres côtés par le restant du dit lot No 194, les lignes de côté sont à angle droit, le chemin du côté ouest se trouvant environ un acre et demie de la montée connue sous le nom de "Noyes Road"—avec une fromagerie et tout l'outillage servant à fabriquer le fromage et le beurre, et autres bâtisses comprenant maison et écurie y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique du village de Saint-Philippe d'Argenteuil, district de Terrebonne, le VINGT-SEPTIEME jour de JANVIER prochain 1916 à ONZE heures de l'avant-midi.

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du shérif. Shérif.  
Sainte-Scholastique, 14 décembre 1915.

7415—52-2

[Première publication, 24 décembre 1915].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour supérieure.—District de Terrebonne.*  
Sainte-Scholastique, à savoir: } PETER FISH-  
No. 384. } MAN, De-  
demandeur; vs FRANK LEGNIA, Défendeur.

Un emplacement situé dans le canton DeSalaberry, comté et district de Terrebonne, et connu et désigné sous le numéro un (1), de la subdivision officielle du lot de terre numéro quatre cent vingt-huit (No 428), du sixième rang du dit canton DeSalaberry, mesurant cent vingt-huit pieds de front par quatre cent soixante-seize pieds de profondeur en la ligne sud-est et trois cent cinquante-deux pieds de profondeur en la ligne nord-ouest, formant une superficie de cinquante-deux mille neuf cent quatre-vingt-douze pieds, le tout plus ou moins, mesure anglaise—avec un cottage et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique du village de Saint-Jovite, dit district, le VINGT-CINQUIEME jour de JANVIER prochain 1916, à UNE heure de l'après-midi.

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du shérif, Shérif.  
Sainte-Scholastique, 22 décembre 1915.

7583—52-2

[Première publication, 24 décembre 1915].

That certain lot of land situate in Chatham township, county of Argenteuil, district of Terrebonne, known and designated on the official plan and book of reference as forming part of lot number one hundred and ninety four (No. 194); bounded towards the north by the public highway and on the other sides by the residue of said lot No. 194, the lateral lines being at right angles, the road on the west side being about one acre and a half distant from the hill road known under the name of "Noyes Road"—with a cheese factory and all equipment therein used in the making of butter and cheese and other buildings including a house and stable thereon erected.

To be sold at the catholic church door of the village of Saint Philippe d'Argenteuil, district of Terrebonne, on the TWENTY SEVENTH day of JANUARY next 1916, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's office. Sheriff.  
Sainte Scholastique, 14th December, 1915.

7416—52-2

[First published, 24th December, 1915].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*District of Terrebonne.—Superior Court.*  
Sainte Scholastique, to wit: } PETER FISH-  
No. 384. } MAN, Plain-  
tiff; vs FRANK LEGNIA, Defendant.

That certain emplacement situate in DeSalaberry township, county and district of Terrebonne, known and designated under number one (1), of the official subdivision of the lot of land number four hundred and twenty eight (No. 428), of the sixth range of said DeSalaberry township, measuring one hundred and twenty eight feet in front by four hundred and seventy six feet in depth, in the south east line and three hundred and fifty two feet in depth in the north west line, with a superficies of fifty two thousand nine hundred and ninety two feet, the whole more or less, english measure, — with a cottage and other buildings thereon erected.

To be sold at the Catholic church door of the village of Saint Jovite, said district, on the TWENTY FIFTH day of JANUARY next, 1916, at ONE o'clock in the afternoon.

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's office, Sheriff.  
Sainte Scholastique, 22nd December, 1915.

[First published, 24th December, 1915.]

7584—52-2

## Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour de circuit.—Comté de Champlain.—District des Trois-Rivières*

Trois-Rivières, à savoir: } PAUL RINFRET,  
No. 209. } ES-QUALITÉ,  
Demandeur; vs JOHNNY PERRON, Défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, savoir:

Un terrain ou emplacement situé en la paroisse de Saint-Stanislas, connu et désigné comme faisant partie du lot de terre numéro quatre cent quinze (Pte No 415), sur le plan officiel et dans le livre de renvoi de la paroisse de Saint-Stanislas, dans le comté de Champlain, de la contenance d'un arpent en superficie environ; borné en front

## Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Circuit court.—County of Champlain.—District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit: } PAUL RINFRET,  
No. 209. } ES-QUALITÉ,  
Plaintiff; vs JOHNNY PERRON, Defendant.

As belonging to said defendant, to wit:

That certain parcel of land or emplacement situate in the parish of Saint Stanislas, known and designated as forming part of the lot of land number four hundred and fifteen (Pt. No. 415), on the official plan and book of reference of the parish of Saint Stanislas, county of Champlain, containing about one arpent in superficies;

par le chemin public, et des trois autres côtés par Eustache Perron—avec une maison dessus construite.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Stanislas, le VINGT-CINQUIÈME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,  
Bureau du shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 18 décembre 1915. 7581—52-2  
[Première publication, 24 décembre 1915.]

bounded in front by the public road, and on the other three sides by Eustache Perron—with a house thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Stanislas, on the TWENTY FIFTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,  
Sheriff's office, Sheriff.  
Three Rivers, 18th December, 1915. 7582—52-2  
[First published, 24th December, 1915.]

### Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté ministériel en date du quinze décembre 1915, de nommer MM. les capitaines John Augustin Mann et Daniel Percival Gillmor, du 148ième Batt. juges de paix en vertu des dispositions de l'article 3361, S. R. Q., 1909, pour l'espace de six mois, avec juridiction sur toute la province, aux fins d'assermenter les recrues.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté ministériel, en date du seize de décembre 1915, de nommer M. le major Louis Alexandre Renaud, du 57ième Régiment; MM. les lieutenants Jean Jacques et Paul Emard, du 85ième Regiment, juge de paix en vertu des dispositions de l'article 3361, S. R. Q., 1909, pour l'espace de six mois avec juridiction sur toute la province, aux fins d'assermenter les recrues.

7525

### Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR, has been pleased by Order in Council dated the fifteenth day of December, 1915, to appoint captains Augustine Mann and Daniel Percival Gillmor, of the 148th Battalion, justices of the peace under the provisions of article 3361, Q. R. S. 1909, for a period of six months, with jurisdiction over the whole province, for administering the oath to recruits.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR, has been pleased, by Order in council dated the sixteenth day of December, 1915, to appoint Major Louis Alexandre Renaud, of the 57th Regiment; lieutenants Jean Jacques and Paul Emard, of the 85th Regiment, justices of the peace under the provisions of article 3361, Q. R. S., 1909 for a period of six months, with jurisdiction over the whole province, for administering the oath to recruits.

7526

### Avis du Gouvernement

#### Quebec Furniture Company, Limited.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huit décembre 1915, constituant en corporation MM. Louis Philippe Fortier, Joseph Rodolphe Fortier, marchands de meubles, Gédéon Rousseau, Aimé Rousseau et Joseph Bolduc, menuisiers, de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce de meubles, de toutes sortes, de poêles, prélaris, tapis rideaux et autres, effets et garnitures de maison, achat et vente ou vente à commission de ces divers meubles et effets, sous le nom de "Quebec Furniture Company" Limited' avec un fonds social de douze mille piastres (\$12,000.00), divisé en cent vingt (120) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est à Québec

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour de décembre 1915.

C. J. SIMARD,  
7431 Sous-secrétaire de la province.

#### Christian Roumanian Aid and Culture Society, Limited.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 18ème jour de décembre 1915, constituant en corporation

### Government Notices

#### Quebec Furniture Company, Limited.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the eighteenth day of December, 1915, incorporating Messrs. Louis-Philippe Fortier, Joseph Rodolphe Fortier, furniture merchant, Gédéon Rousseau, Aimé Rousseau and Joseph Bolduc, joiners, of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of dealers in furniture, stores of all kinds, oiled cloths, carpets, curtains and house furnishings, to purchase and sell, on commission or otherwise, the above household goods, under the name of "Quebec Furniture Company, Limited" with a capital stock of twelve thousand dollars (\$12,000.00), divided into one hundred and twenty (120) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, to be at Québec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of December, 1915.

C. J. SIMARD,  
7432—52-2 Assistant Provincial Secretary.

#### Christian Roumanian Aid and Culture Society, Limited.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the 18th day of December, 1915, incorporating Messrs. Cons-

MM. Constantin Baby, employé civil, Alexandre Buliga, charpentier, Peter Bourean, charpentier, Ferdinand Maximilian, mécanicien, George Suprovitch, conducteur de tramway, et Maftai Ivascuik, entraineur, de Montréal, pour les fins suivantes:

L'assistance morale et matérielle aux indigents et malades Roumains, engagés dans toutes les carrières de la vie; faire les démarches nécessaires pour organiser un monument dont le but serait de construire et posséder une école Roumaine à Montréal;

Élever à un plus haut degré le niveau moral et intellectuel de la colonie Roumaine par des conférences et des distractions sociales;

Bâtir et posséder des édifices qui seront affectés comme une école à l'usage des Roumains et pour fins sociales et charitables, les garnir de meubles convenables, avec aussi le droit d'acheter des terrains pour y élever des constructions à ces dites fins, les grever et hypothéquer, tel qu'il sera le plus avantageux et le plus convenable, pour le bénéfice de la dite société afin de réaliser les objets pour lesquels elle est constituée et organisée, sous le nom de "Christian-Roumanian Aid and Culture Society, Limited", avec un fonds-social de vingt mille piastres (\$20,000.00) divisé en deux cents (200) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce 18ème jour de décembre 1915.

C. J. SIMARD,

7429-52-2 Sous-secrétaire de la province.

#### La Compagnie de Téléphone Rural Soulanges.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt trois novembre 1915, à "La Compagnie de Téléphone Rural Soulanges", par lesquelles son fonds social est augmenté de la somme de cinq mille piastres (\$5,000.00), à celle de dix mille piastres (\$10,000.00), divisée en actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune, et de plus accordant les pouvoirs additionnels suivants: Pouvoir de circuler dans les voies et routes des comtés de Soulanges et de Vaudreuil, le tout conformément aux dispositions des articles 6028 et 6046 des S. R. Q., 1909.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour de novembre 1915.

C. J. SIMARD,

7575-52-2 Sous-secrétaire de la province.

#### Canadian Hand Laundry, Limited.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du quatorze décembre 1915, constituant en corporation MM. Jean-Baptiste Thibault, Damien Messier, Arthur Galipeau, Joseph Phidime Portelance, Joseph Bruno Lebœuf, et Albert Thibault, buandiers, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Blanchir, laver, nettoyer, repasser, presser, teindre, coudre, du linge de toute sorte;

Aller le chercher à domicile, faire la sollicitation auprès des personnes, faire la distribution de tout tel linge;

Acheter, acquérir, fabriquer, échanger par le trafic toute installation machine, accessoires, presses, moteurs et autres choses nécessaires pour exercer les affaires de la dite compagnie; les payer en espèces sonnantes ou en actions acquittées ou au-

tantin Baby, employé civil, Alexander Buliga, carpenter, Peter Bourean, carpenter, Ferdinand Maximilian, mechanic; George Suprovitch, street railway conductor, and Maftai Ivascuik, driller, of Montreal, for the following purposes:

Material and moral support of the needy and sick Roumanian, in all ways of life;

The necessary steps for a movement to build and own a Roumanian school in Montreal;

Through lectures and social amusements, to bring the Roumanian people to a higher standard of morality and education;

To build and own buildings to be used as Roumanian school and for social and charitable purposes and to garnish them with suitable furniture with the right of buying lands, and make construction thereon for said purposes and grant mortgages and hypothecs as may be most convenient and suitable to said society in order to obtain the purposes of its existence and organization, under the name of "Christian Roumanian Aid and Culture Society Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of December, 1915.

C. J. SIMARD,

7430-52-2 Assistant Provincial Secretary.

#### La Compagnie de Téléphone Rural Soulanges.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty third day of November, 1915, increasing the capital stock of "La Compagnie de Téléphone Rural Soulanges" from the sum of five thousand dollars (\$5,000.00) to that of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into shares of fifty dollars (\$50.00) each and granting said company the following additional powers: Power to run its lines in the highways and roads of the counties of Soulanges and Vaudreuil, the whole under the provisions of articles 6028 and 6046 of the Q. R. S., 1909.

Dated from the office of the provincial secretary, this twenty third day of November, 1915.

C. J. SIMARD,

7576-52-2 Deputy Provincial Secretary.

#### Canadian Hand Laundry, Limited.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the fourteenth day of December, 1915, incorporating Messrs. Jean Baptiste Thibault, Damien Messier, Arthur Galipeau, Joseph Phidime Portelance, Joseph Bruno Lebœuf and Albert Thibault, landrymen, of the city of Montreal, for the following purposes:

To laundry, wash, clean, iron, press, dye, sew linen of every kind;

To solicit, orders from individuals and to collect and deliver linen from and to the domicile of clients;

To purchase, acquire, manufacture, exchange by trade any installation, machinery, accessories, presses, motors and other equipment necessary for the carrying on of the business of said company, and to pay for same in cash or in paid shares

tres valeurs de la compagnie; spécialement acheter tous les objets mobiliers servant actuellement à l'exploitation du dit commerce et appartenant à Jean-Baptiste Thibault et en payer le prix comme sus-dit;

Acquérir par achat ou autrement toute entreprise exerçant une industrie que la présente compagnie est autorisée à exercer ou toute industrie identique, telle que celle des tabliers, serviettes, nappes, etc., et les payer en actions acquittées ou autres valeurs de la compagnie; ou les vendre, louer ou autrement en disposer, en totalité ou en partie; s'amalgamer avec toute autre compagnie ayant des objets semblables à ceux de la présente compagnie et généralement faire toute exploitation concernant les fins pour lesquelles la dite compagnie demande d'être incorporée, sous le nom de "Canadian Hand Laundry, limited", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est à Montréal,

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour de décembre 1915.

C. J. SIMARD,  
7417-52-2 Sous-secrétaire de la province.

#### Club Papineau, Limitée.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du premier décembre 1915, constituant en corporation MM. Adélar Adam, gentilhomme; Hervé Smith, gérant; Edouard Pelletier, menuisier; Joseph N. Sabourin, commis et Jean Baptiste Seguin, contracteur, de Montréal, dans les buts suivants:

Tenir un club avec licence de liqueurs spiritueuses avec en même temps une salle d'amusements, billard, pool;

Avec pouvoir d'acquérir, posséder, hypothéquer et vendre des immeubles et faire toutes les transactions relatives à l'exploitation du dit club, sous le nom de "Club Papineau Limitée", avec un fonds social de quinze mille piastres (\$15,000.00), divisé en cent cinquante (150) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaire de la corporation, est à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce premier jour de décembre, 1915.

C. J. SIMARD,  
7419-52-2 Sous-secrétaire de la province.

#### Lachute Stores, Limited.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du quatorze décembre 1915 constituant en corporation MM. William Henry Ayers, manufacturier, Félix Paquette, marchand, Samuel Flibotte, surintendant, Wilfrid Bélanger, contre-maître, Joseph Ampleman, boulanger, de Lachute, dans les buts suivants:

Etre négociants et marchands en gros et en détail de nouveautés, merceries, modes, literies, carpettes, chapeaux et fourrures, hardes faites, épiceries, tous les produits de la ferme, provisions, confiseries, pipes et tabacs, verreries, porcelaines, quincailleries, chaussures, bois et charbon, meubles, machines agricoles, ciment et tous les matériaux de construction et toutes autres marchandises qui peuvent être l'objet de commerce;

Faire le commerce de l'immeuble, acquérir la totalité ou aucune partie de l'achalandage, des droits, biens et créances y compris aucune op-

or other securities of this company, especially to purchase all moveable equipment now used in the exploitation of said business belonging to Jean Baptiste Thibault and to pay for same as aforesaid;

To acquire by purchase or otherwise any undertaking carrying on a business similar to that which this company is authorized to carry on or any business identical thereto, such as aprons, napkins, table-cloths etc., and to pay for same in paid up shares or other securities of the company; or to sell, lease or otherwise dispose of the whole or part of same; to amalgamate with any other company having objects similar to those of the present company and generally carry on any business relating to the purposes for which said company is incorporated, under the name of "Canadian Hand Laundry, Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, to be at Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of December, 1915.

C. J. SIMARD,  
7418-52-2 Deputy Provincial Secretary.

#### Club Papineau, Limitée.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the first day of December 1915, incorporating Messrs. Adélar Adam, gentleman; Herve Smith, manager; Edouard Pelletier, joiner; Joseph N. Sabourin, clerk and Jean Baptiste Seguin, contractor, of Montreal, for the following purposes:

To operate a club licensed to sell, spirituous liquors, together with recreation rooms, billiard and pool rooms;

With power to acquire, hold, hypothecate and sell immoveables and carry on any business incidental to the exploitation of said club, under the name of "Club Papineau Limited," with a capital stock of fifteen thousand dollars (\$15,000.00), divided into one hundred and fifty (150) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, to be at Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary this first day of December, 1915.

C. J. SIMARD,  
7420-52-2 Deputy Provincial Secretary.

#### Lachute Stores, Limited.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of December, 1915, incorporating Messrs. William Henry Ayers, manufacturer, Felix Paquette, merchant, Samuel Flibotte, superintendent, Wilfrid Belanger, foreman, Joseph Ampleman, baker, of Lachute, for the following purposes:

To act as wholesale and retail traders and dealers in fancy goods, haberdashery, millinery, bedding, rugs, hats and furs, ready made clothing, groceries and all farm produce, provisions, confectioneries, pipes and tobaccos, glassware, chinaware, hardware, boots and shoes, wood and coal, furniture, farm implements, cement and all building materials and any other merchantable goods to deal in real estate;

To acquire all or any part of the good-will, rights, property and assets, including any options, concessions or the like, of any individual, firm,

tion, concession ou autre privilège semblable d'aucune personne, société, association, corporation et les payer totalement ou partiellement en numéraire ou en obligations; ou à l'acquit intégral ou partiel d'iceux, distribuer et émettre comme libérées et non sujette à appel, des parts du capital actions de la présente compagnie;

Acquérir et se procurer telle propriété mobilière et immobilière, qui peut devenir nécessaire aux fins de son industrie, et construire, acheter ou louer telles bâtisses, appareils ou machineries qui pourront être utiles dans l'exercice d'icelle;

Vendre, louer, grever et hypothéquer la totalité ou aucune partie, à sa convenance, de ses biens meubles et immeubles; recevoir en paiement complet ou partiel d'iceux du numéraire, des obligations, des actions ou d'autres valeurs dans aucune autre corporation ou compagnie;

Acquérir ou détenir, vendre ou autrement disposer du capital, des parts, valeurs ou entreprises d'aucune autre compagnie dont l'un des objets se réfère à l'exercice d'aucun des pouvoirs octroyés à la présente corporation transporter ses entreprises ou créances, ou se fusionner avec aucune telle compagnie;

Émettre des obligations et débetures garanties par la totalité ou aucune partie de la propriété mobilière ou immobilière, actuelle ou future de la présente compagnie;

Garantir, assurer et se rendre responsable du paiement, des billets promissoires, lettres de change, comptes ou autres obligations d'aucune nature quelconque pour aucune corporation, société ou individu;

Vendre ou aliéner la totalité ou aucune partie de la propriété mobilière ou immobilière réelle ou personnelle, de la compagnie en considération de ce qu'elle jugera convenable, et spécialement pour des parts, obligations, débetures ou valeurs dans aucune autre compagnie ou corporation;

Émettre la totalité ou aucune partie du capital de la présente compagnie, comme entièrement libéré et non sujet à appel, en paiement de la propriété mobilière ou immobilière ou autres créances acquises par elle, ou avec l'assentiment des actionnaires, pour rémunérer les services rendus à la compagnie dans ou à l'occasion de la souscription des parts ou débetures de la présente corporation ou pour toute autre considération que les directeurs approuveront dans son intérêt;

Généralement faire tous actes et exercer tous pouvoirs et commerce conduisant à la réalisation des objets pour lesquels la compagnie est incorporée sous le nom de "Lachute Stores, Limited," avec un fonds social de (\$20,000.00), divisé en quatre mille (4000) actions de cinq piastres (\$5.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est à Lachute.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour de décembre 1915.

C. J. SIMARD,

7421—52-2 Sous-secrétaire de la province.

association, or corporation, and to pay for the same wholly or in part in cash, or bonds, or in part payment or full payment therefor to allot and issue, as fully paid up, and non-assessable, shares of the capital of the company;

To acquire and secure such property, moveable or immoveable, as may be necessary for the purposes of its business, and to construct, purchase or lease such buildings, plant, apparatus or machinery, as may be useful in connection with its business;

To sell, lease, mortgage and hypothecate, or otherwise dispose of such moveable or immoveable property in whole or in part as it may see fit, and to accept in whole or partial payment thereof cash, bonds, stocks, or other securities in any other corporation or company;

To acquire and hold, and to sell or otherwise dispose of the stock, shares securities or undertaking of any other company having for one of its objects the exercise of any of the powers of this company, or to transfer its undertaking or assets to or to amalgamate with any such company;

To issue bonds, and debentures secured upon any or all of the company's property, moveable or immoveable, present or future;

To guarantee and give security for, and to become responsible for the payment of promissory notes, bills of exchange, accounts, or other obligations of any kind whatsoever, of any other corporation, firm or individual;

To sell or alienate the whole or any part of the moveable or immoveable, real or personal property of the company for such consideration as the company may deem convenient and especially for shares, bonds, debentures or securities in any other company or corporation;

To issue the whole or any part of the capital stock of the present company as fully paid up and non-assessable shares in payment of any moveable or immoveable property or other claims acquired by the company, or with the approval of shareholders as the remuneration for services rendered to the company in or about the subscription of shares and debentures of the present corporation or for any such other consideration as the directors may approve in its interest.

Generally to do all acts and exercise all powers and carry on any business incidental to the proper fulfilment of the objects for which the company is incorporated, under the name of "Lachute Stores, Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into four thousand (4000) shares of five dollars (\$5.00) each.

The principal place of business of the corporation, to be at Lachute.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of December, 1915.

C. J. SIMARD,

7422—52-2 Assistant Provincial Secretary.

## Demandes à la Législature

Avis est donné que demande sera faite à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session d'une loi constituant en corporation une compagnie sous le nom de "Verchères, Chambly & Laprairie Tramways Coy", avec pouvoir de construire et exploiter un chemin de fer électrique entre Saint-Roch et Châteauguay et de Laprairie à Chambly, avec embranchements,

## Application to the Legislature

Notice is given that an application will be made to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for a charter of incorporation of a company under the name of "Verchères, Chambly & Laprairie Tramways Company", with power to build and operate an electric railway between Saint Roch and Châteauguay and from Laprairie to Chambly, with connection branches and loop

raccordements et lignes de ceinture à d'autres endroits dans les comtés de Châteauguay, Laprairie, Chambly, Verchères et Richelieu, et droit de traverser le fleuve Saint-Laurent et entrer dans la cité de Montréal, et tous autres pouvoirs nécessaires.

Fait à Montréal, ce 22 décembre 1915.

DESSAULLES, GARNEAU

& VANIER,

7475—52-4 Procureurs des Requérants.

Avis est par les présentes donné que la Société des Artisans Canadiens-Français, corps politique ayant son siège principal d'affaires dans la cité de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir les amendements suivants à sa charte, savoir: le droit d'instituer une caisse au décès payable à la mort du sociétaire ou à terme; émettre des certificats pour temps limité; prêter à ses sociétaires; prolonger le terme des certificats; pourvoir aux frais funéraires des enfants des sociétaires; amender la section 7 du Chapitre 143, 5 George V, en ajoutant après le mot "relativement" les mots "au décès".

Z. FONTAINE,

Procureur de la dite Société

Montréal, 20 décembre 1915. 7471—52-4

AVIS

Je, soussigné, Joseph Philippe Philéas Caumartin, des cité et district de Montréal, avocat, ayant subi avec succès les examens d'admission à la pratique du droit, mais mon terme de cléricature n'étant pas encore expiré, donne par les présentes avis qu'étant dûment autorisé par le Conseil Général du Barreau de la province de Québec, je présenterai à la prochaine session de la Législature de cette province, un projet de loi aux fins de me permettre de pratiquer la profession d'avocat.

PH. CAUMARTIN,

222, rue Saint-Jacques, Montréal.

Montréal, 10 décembre 1915. 7509—52-4

Avis est par le présent donné que Robert Warden Lee, de la cité de Montréal, dans le district de Montréal, avocat et doyen de la Faculté de droit de l'Université McGill, après permission obtenue à cet effet du Conseil Général du Barreau de la province de Québec, demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, qu'une loi soit passée autorisant le Barreau de la province de Québec, à l'admettre au nombre de ses membres après tel examen qu'il sera jugé bon de lui faire subir.

McLENNAN, HOWARD & AYLNER,

Procureur du Requérant.

Montréal, 10 décembre 1915. 7513—52-4

Avis public est par le présent donné que Alexander Walker Thornton, de la cité de Montréal, docteur en chirurgie dentaire, demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, qu'une loi soit votée autorisant le Collège des Chirurgiens-Dentistes de la province de Québec, à l'admettre incontinent au nombre de ses membres.

ATWATER, DUCLOS & BOND,

Avocats du Requérant

Montréal, 16 décembre 1915. 7467—52-4

Avis est par le présent donné que "The Shamrock Amateur Athletic Association" demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, qu'une loi soit votée pour amender la loi 51-52 Victoria, chap. 69, des

lines to other places in the counties of Châteauguay, Laprairie, Chambly, Verchères and Richelieu, and right to cross the Saint Lawrence River and enter the city of Montreal, and all other necessary powers.

Dated at Montréal, this 22nd December, 1915.

DESSAULLES, GARNEAU

& VANIER,

7476—52-4 Solicitors for Applicants.

Public notice is hereby given that "La Société des Artisans Canadiens-Français" a body politic having its principal place of business in the city of Montreal, will apply to the Quebec Legislature, at its next session, to obtain the following amendments at its charter, that it to say:

The right to establish a mortuary fund payable at a fixed period or at the death of the member of the Society; to issue certificates for a limited term; to lend money to its members; to extend the term of the certificates; to provide for the funeral expenses of the members' children; to amend the section 7 of the Chapter 143, 5 George V, in adding after the word "relatively" the words "at the death".

Z. FONTAINE,

Attorney for the said Society.

Montreal, 20th December, 1915. 7472—52-4

NOTICE

I, the undersigned, Joseph Philippe Philéas Caumartin, of the city and district of Montreal, advocate, having passed with success the examinations for admission to the practice of law, but my term of scholarship having not yet expired, give by these presents, notice that being duly authorized by the General Council of the Bar, of the province of Quebec, I will present a bill to the Legislature of this province, with the object of being authorized to practice the law.

PH. CAUMARTIN,

222, Saint James street, Montreal.

Montreal, 10th December, 1915. 7510—52-4

Notice is hereby given that Robert Warden Lee, of the city of Montreal, in the district of Montreal, Barrister-at-Law and dean of the faculty of Law of McGill University, having obtained permission to that effect from the General Council of the Bar of the province of Quebec, will petition the Legislature of the province of Quebec at its next session for an act to authorize the Bar of the Province of Quebec, to admit him among its members after such examination as they may see fit to impose.

McLENNAN, HOWARD & AYLNER,

Attorneys for Petitioner.

Montreal, 10th December, 1915. 7514—52-4

Public notice is hereby given that at the next session of the Legislature of the province of Quebec, Alexander Walker Thornton, of the city of Montreal, doctor of dental surgery, will apply for an act to authorize the College of Dental Surgeons of the province of Quebec to admit him forthwith as a member of the College.

ATWATER, DUCLOS & BOND,

Solicitors for Applicant

Montreal, 16th December, 1915. 7468—52-4

Notice is hereby given that at the next session of the Legislature of the province of Quebec, application will be made for the passing of an Act by the Shamrock Amateur Athletic Association to amend 51-52 Victoria, chapter 69, of

Statuts de la province de Québec, qui est la Loi constituant en corporation la "Shamrock Athletic Association", pour lui permettre d'augmenter l'évaluation annuelle des immeubles qu'elle est autorisée à posséder; d'élargir le champ de ses opérations dans la province, d'obtenir l'exemption de payer certaines cotisations municipales et scolaires.

LESLIE H. BOYD,  
Avocat des Requérants.

Montréal, 21 décembre, 1915. 7469—52-4

the Statutes of the province of Quebec, being an Act to incorporate the Shamrock Amateur Athletic Association, to increase the annual valuation of real estate which it is permitted to hold; to enlarge the scope of its athletic operations throughout the province; and to obtain exemptions from payment of certain municipal and school taxes.

LESLIE H. BOYD,  
Solicitor for Applicants.

Montreal, 21st December, 1915. 7470—52-4

Avis est par le présent donné que Robert J. Wickham, Isidore Crépeau, de la cité d'Outremont, Ridley L. Charlton, de la cité de Montréal, Joseph Hurtubise et Peter W. A. Burkett, de la cité de Westmount, et Emmanuel Gauthier, de Maisonneuve, courtiers d'assurance, du district de Montréal, demanderont à la législature de Québec, à sa prochaine session, qu'une loi soit votée les constituant, eux et tous autres qui s'associeront à eux, en corporation sous le nom de "Fire Insurance Brokers Association of Montreal", pour, entre autres objets, promouvoir et régler les affaires du courtage des assurances contre le feu, dans la cité de Montréal et ailleurs, établir une organisation centrale pour ses membres, encourager et assurer leur compétence de même qu'une étiquette professionnelle convenable pour leur bénéfice commun; en même temps sauvegarder les intérêts des assurés, leur donner le droit de posséder des meubles, et autres pouvoirs corporatif d'usage.

CAMPBELL, McMASTER & PAPINEAU,  
Procureurs des requérants.

Montréal, 21 décembre 1915. 7473—52-4

Public notice is hereby given that Robert J. Wickham, Isidore Crépeau, of the city of Outremont, Ridley L. Charlton, of the city of Montreal, Joseph Hurtubise and Peter W. A. Burkett, of the city of Westmount, and Emmanuel Gauthier, of Maisonneuve, Insurance Brokers, of the district of Montreal, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session for an act to constitute them and all others who may become associated with them a corporation under the name of "Fire Insurance Brokers Association of Montreal", for among other purposes, the promotion and regulation of the business of fire insurance brokage in the city of Montreal, and elsewhere, the providing of a central organization for its members, and to encourage and establish their proficiency and proper professional conduct for their mutual benefit, and at the same time to safeguard the interests of the insuring public, the holding of property, and other usual corporate powers.

CAMPBELL, McMASTER & PAPINEAU,  
Attorneys for Applicants.

Montreal, 21st December, 1915. 7474—52-4

Avis est, par les présentes, donné que MM. Jean Baptiste Berthiaume, senior, rentier, Narcisse Beauchamp, entrepreneur, Eustache Fortier, hôtelier, tous trois des cité et district de Montréal, et Azarias Claude, courtier d'immeubles, de la ville d'Outremont, dit district, électeurs municipaux et propriétaires de la cité de Montréal dans le district de Montréal, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander par voie d'amendement au bill que présentera la cité de Montréal, la révocation ou le rappel de la loi 2 George V, chapitre 56, section 37, sous-section (a) et, qu'à défaut, par la dite cité de Montréal de présenter un bill pour amender sa charte, ils s'adresseront eux-mêmes à la dite législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander la passation d'une loi révoquant ou rappelant la dite loi 2 George V, chapitre 56, section 37, sous-section (a).

R. G. de LORIMIER,  
Procureurs des requérants.

Montréal, 15 décembre 1915. 7289—51-4

Notice is hereby given that Messrs. Jean Baptiste Berthiaume, senior, gentleman, Narcisse Beauchamp, contractor, Eustache Fortier, hotel-keeper, all three of the city and district of Montreal, and Azarias Claude, real estate broker, of the town of Outremont, said district, rate-payers, electors and proprietors of the city of Montreal, in the district of Montreal, shall apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain by way of amendment to the bill which will be presented by the city of Montreal, the revocation of repeal of the law 2 George V, chapter 56, section 37, sub-section (a) and that in default by the city of Montreal to present a bill amending its charter, they, themselves will apply to the Legislature of the province of Quebec at its next session, for an act revoking or repealing the said Law 2 George V, chapter 56, section 37, sub-section (a).

R. G. de LORIMIER,  
Attorney for petitioners.

Montreal, 15th December, 1915. 7290—51-4

Avis est par le présent donné que Francis Joseph Laverty, avocat et conseil du Roi; Edward Quinn, gérant; John Quinlan, entrepreneur; William Hayes, gérant, et George McAnally, secrétaire, tous de la cité de Montréal, demanderont à la Législature de Québec, à sa prochaine session, de les constituer en corporation sous le nom de "The Metropolitan Columbus Association", cette société étant organisée pour établir, entretenir et bâtir une maison de club pour l'avantage de ses membres, et pour autres fins.

M. A. PHELAN,  
Procureur des Pétitionnaires.

151 rue Saint-Jacques.  
Montréal, 22 décembre, 1915. 7521—52-4

Notice is hereby given that Francis Joseph Laverty, advocate and King's counsel; Edward Quinn, manager; John Quinlan, contractor; William Hayes, manager and George McAnally, secretary, all of the city of Montreal, will apply to the Quebec Legislature, at its next session to be incorporated under the name of "The Metropolitan Columbus Association" such society being created for the purpose of establishing maintaining and erecting a club house for the benefit of its members and for other purposes.

M. A. PHELAN,  
Attorney for Petitioners.

157 Saint James street,  
Montreal, 22nd December, 1915. 7522—52-4

Avis public est par les présentes donné que "La Caisse des Familles," société d'assurance et de secours mutuels, ayant son principal siège d'affaires dans la cité de Québec, en conformité d'une résolution adoptée unanimement le trente (30) novembre dernier par une assemblée générale spéciale de ses membres régulièrement convoqués, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une charte lui accordant plus de pouvoirs que ceux conférés par la loi générale des assurances, 8 Edouard VII, et définissant davantage les objets pour lesquels la Société sus-nommée a été constituée lors de sa fondation en 1895.

Le Bureau Exécutif de la Caisse des Familles, par

F. X. FAFARD,  
Président.

Québec, 22 décembre 1915. 7523—52-4

Avis est par les présentes donné que Dame Helmina Berthiaume, épouse de Louis Joseph Rivet, et ce dernier dûment autorisée, tous deux des cité et district de Montréal; Demoiselle Anna Berthiaume, fille majeure et usant de ses droits de la cité de Outremont, dans le district de Montréal; Dame Angéline Berthiaume, épouse de Pamphile DuTremblay, avocat, et de ce dernier dûment autorisée, tous deux de la cité d'Outremont, dans le district de Montréal; Arthur Berthiaume, avocat, de la cité d'Outremont, dans le district de Montréal; s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi changeant les dispositions de l'acte de donation fiduciaire, passé devant Mtre Girouard, le 26 décembre 1914, sous le numéro 5354 de ses minutes, quant à ce qui concerne les donataires fiduciaires créés par le dit acte, de façon à ce que Dame Helmina Berthiaume, Demoiselle Anna Berthiaume, Dame Angéline Berthiaume, Arthur Berthiaume, ci-dessus désignés, Eugène Berthiaume et Edouard Berthiaume, tous de la cité d'Outremont, dans le district de Montréal, soient les donataires fiduciaires, aux lieu et place de ceux mentionnés à l'acte susdit, et pour autres fins.

HELMINA BERTHIAUME,  
ANNA BERTHIAUME,  
ANGÉLINE BERTHIAUME,  
ARTHUR BERTHIAUME,  
L. J. RIVET,  
PAMPHILE DUTREMBLAY,  
GEOFFRION, GEOFFRION & CUSSON,  
Procureur.  
Montréal, 21 décembre 1915. 7573—54-4

#### AVIS.

Avis est par les présentes donné que l'Union Saint-Joseph à Saint-Roch de Québec, corporation légale ayant son principal établissement à Québec, s'adressera à la législature de la province de Québec, à la prochaine session pour obtenir une loi amendant son acte d'incorporation (44-45 Victoria, chapitre 52), en lui donnant de plus amples pouvoirs.

CASGRAIN, RIVARD, CHAUVEAU &  
MARCHAND,  
Procès de l'Union Saint-Joseph de Saint-Roch de Québec.  
Québec, 22 décembre 1915. 7537—52-4

Avis public est par le présent donné que le Lord Evêque de Montréal, une corporation simple, demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi pour les fins suivantes:

Amender les titres de propriété, la loi 38 Victoria ch. 74, et tous autres lois incompatibles

Public notice is hereby given that "La Caisse des Familles," an insurance and mutual benefit association, having its chief place of business in the city of Quebec, pursuant to a resolution unanimously adopted on the thirtieth (30th) November last, at a general special meeting of its members duly called for that purpose, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an Act of incorporation granting it more powers than those granted by the Quebec Insurance Act 8 Edward VII and more clearly defining the objects for which said association was constituted when founded in 1895.

The Executive Board of La Caisse des Familles, per

F. X. FAFARD,  
President.

Quebec, 22nd December, 1915. 7524—52-4

Notice is hereby given that Dame Helmina Berthiaume, wife of Louis Joseph Rivet, and by the later duly authorized, both of the city and district of Montreal; Miss Anna Berthiaume, spinster in the full exercise of her rights, of the city of Outremont, in the district of Montreal, Dame Angéline Berthiaume, wife of Pamphile DuTremblay, advocate, and by the latter duly authorized, both of the city of Outremont, in the district of Montreal; Arthur Berthiaume, advocate, of the city of Outremont, in the district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session for an act changing the provisions of the deed fiduciary donation passed before Mtre Girouard, on the 26th December, 1914, under number 5354 of his minutes, in matters concerning the fiduciary donees created by said deed, so that Dame Helmina Berthiaume, Miss Anna Berthiaume, Dame Angéline Berthiaume, Arthur Berthiaume, above designated, Eugène Berthiaume and Edouard Berthiaume, both of the city of Outremont, in the district of Montreal, be the fiduciary donees in the place and stead of those mentioned in the aforesaid deed and for other purposes.

HELMINA BERTHIAUME,  
ANNA BERTHIAUME,  
ANGÉLINE BERTHIAUME,  
ARTHUR BERTHIAUME,  
L. J. RIVET,  
PAMPHILE DUTREMBLAY,  
GEOFFRION, GEOFFRION & CUSSON,  
Attorney's.  
Montreal, 21st December, 1915. 7514—52-4

#### NOTICE

Notice is hereby given that "l'Union Saint-Joseph à Saint-Roch de Québec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next sittings for an act amending its charter (44-45 Victoria, chapter 52), and granting further powers.

CASGRAIN, RIVARD, CHAUVEAU &  
MARCHAND,  
Attorneys for l'Union Saint-Joseph de Saint-Roch de Québec.  
Québec, 22nd December, 1915. 7538—52-4

Public notice is hereby given that the Lord Bishop of Montreal, a corporation sole, will make application, at the next session of the Legislature of the province of Quebec, for the passing of an act for the following purposes:

To amend the deeds of title, the act, 38 Victoria, ch. 74, and all other acts inconsistent with

avec celle qu'il sollicite, de manière à conférer au dit Lord Evêque et aux syndics, en fiducie, la propriété de l'emplacement et de l'édifice qui étaient autrefois l'Eglise Saint-Stephens, et maintenant connue comme étant l'Eglise Saint-Edwards, avec pouvoir de les hypothéquer et vendre, et à même le produit de ces hypothèques ou vente acquitter les dettes légitimes de ladite église ainsi que de la corporation des dites église et paroisse de Saint-Edwards, le résidu devant servir et être employé aux fins religieuses des dites église et paroisse.

L. H. DAVIDSON,  
Avocat du requérant.  
Montréal, 21 décembre 1915. 7593—52-4

Avis est par le présent donné que la cité de Westmount, demandera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi amendant sa charte, 8 Ed. VII, ch. 89, tel qu'amendée par 2 Geo. V, ch. 60 et 4 Geo. V, ch. 77, aux fins: (a) d'accorder à la cité de Westmount, un prolongement de délai pour acquérir les immeubles mentionnés dans le Statut 4 Geo. V, ch. 77, article 3; (b) d'inclure au nombre des réclamations privilégiées exemptes d'enregistrement celles pour pouvoir électrique ainsi que l'intérêt sur icelles; (c) d'augmenter le montant que la cité peut emprunter sur résolution en attendant la perception des taxes générales et spéciales; (d) le droit de fixer le tarif des licences à des montants excédant deux cents piastres (\$200.00), par année; (e) le droit de prohiber les ventes de dimanche; (f) le droit de préparer les listes électorales en même temps que les listes municipales et deux fois par année seulement; (g) le droit de surveiller, régler et contrôler la hauteur, la forme de l'architecture des bâtisses qui seront construites et de nommer une commission à cette fin.

Daté à Westmount, dans la province de Québec, ce vingt-unième jour de décembre 1915.

J. W. WELDON,  
7597—52-4 Avocat de la requérante.

Avis public est par le présent donné que "The Shawinigan Water & Power Company", demandera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi amendant sa charte de manière à lui permettre d'acheter, posséder et disposer des parts et valeurs d'autres compagnies, d'exercer aucune sorte d'industrie de fabrication et autre commerce, de garantir l'exécution des contrats par aucune corporation ou personne, et généralement d'exercer tous ces pouvoirs que les lettres patentes octroient d'habitude aux compagnies à fond social, et de distribuer l'énergie électrique dans les comtés de Québec et de Montmorency.

LAFLEUR, MACDOUGALL, MACFARLANE  
& POPE,  
Avocats des requérants.

Montréal, 22 décembre 1915. 7595—52-4

Avis public est par le présent donné que la ville de Montréal-Est, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, dans le but d'obtenir certaines modifications à la loi la constituant en corporation, telle qu'amendée, et d'obtenir certains pouvoirs additionnels concernant les matières suivantes:

Pouvoirs d'emprunt et débentures; division des quartiers; ratification de certaines résolutions; règlements, contrats, privilèges, franchises et exemption de taxes; industries municipales; annexion de territoire; modes de répartition; rues et boulevards; spécialement l'annexion de cette partie du rang Saint-Léonard, dans la

the act applied for, so as to vest the property of the site and building, formerly Saint Stephens church, and now known as Saint Edwards church, with the said Lord Bishop and the churchwardens of said church, in trust, with power to mortgage and sell, and out of the proceeds of such mortgage or sale to pay the lawful liabilities of the said church and of the corporation of the said church and parish of Saint Edwards, and the balance to use and apply for the purposes ecclesiastical of the said church and parish.

L. H. DAVIDSON,  
Chancellor and solicitor for the applicant.  
Montreal, 21st December, 1915. 7594—52-4

Notice is hereby given that the city of Westmount will apply at the next session of the Legislature of the Province of Quebec, for a bill to amend its charter, 8 Ed. VII, ch. 89, as amended by 2 Geo. V, ch. 60, and 4 Geo. V, ch. 77, for the purpose of granting the city of Westmount; (a) an extension of time for acquiring the immovables referred to in Statute 4 Geo. V, ch. 77, article 3; (b) the inclusion of claims for electric power and interest thereon among the privileged claims exempt from registration; (c) an increase in the amount which the city may borrow on resolution pending the collection of general and special taxes; (d) the right to fix license fees at amounts higher than two hundred dollars (\$200.00), per year; (e) the right to prohibit the sale of merchandise on Sunday; (f) the right to prepare electoral lists when municipal lists are drawn up and not more often than once in two years; (g) the right to supervise, regulate and control the height, shape and design of buildings to be erected and to appoint a commission for such purpose.

Dated at Westmount, in the Province of Quebec, this twenty first day of December, 1915.

J. W. WELDON,  
7598—52-4 Solicitor for Applicant.

Public notice is hereby given that at the next session of the Legislature of the Province of Quebec, the Shawinigan Water & Power Company, will apply for an act to amend its charter in such a manner as to permit it to purchase, hold and dispose of the shares and securities of other companies, to carry on all kinds of manufacturing and other business, to guarantee the performance of contracts by any corporation or person and generally to exercise all such powers as are usually conferred by letters patent upon joint stock companies, and to conduct electricity within the counties of Quebec and Montmorency.

LAFLEUR, MACDOUGALL, MACFARLANE  
& POPE,  
Attorneys for Applicants.

Montreal, 22nd December, 1915. 7596—52-2

Notice is hereby given that the town of Montreal-East, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, in order to obtain certain modifications to the law incorporating it in corporation, as amended, and to obtain certain additional powers on the following subjects:

Borrowing powers and debentures; division of wards; ratification of certain resolutions, by-laws, contracts, privileges, franchises, and exemption from taxes; municipal industries; annexation of territory; modes of assessment; streets and boulevards; particularly the annexation of this portion of Saint Leonard range in the parish of

paroisse de la Pointe-aux-Trembles, située au nord-ouest de la ville entre les limites est de la ville de Saint-Léonard de Port Maurice, et une partie des limites ouest de Montréal-Est.

LA VILLE DE MONTREAL-EST,

Par J. EMERY CODERRE,

7547—52-5

Secrétaire-trésorier.

Avis public est par les présentes donné que la ville de la Pointe-aux-Trembles, comté de Laval, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, dans le but de refondre la loi la constituant en corporation de ville (Statut de Québec, 2 Geo. V, ch. 74), en y incorporant les pouvoirs spéciaux et généraux qu'elle possède déjà avec certaines modifications, et en outre en y ajoutant certains pouvoirs ou certaines modifications à la loi générale concernant les matières suivantes:

Elections; procédures relatives aux élections; définition de certaines expressions dans la loi des cités et villes; qualification des électeurs et des échevins; avis municipaux; approbation des règlements par les électeurs; pouvoirs de l'ingénieur de la ville; voirie; expropriations; égouts; bâtiments; répartitions; acquisition et administration d'aqueduc; octroi et ratification de certaines franchises et privilèges; emprunts et débetures; vote des compagnies; commission du fonds d'amortissement; représentation dans les compagnies à fonds social; annexion du nouveau territoire et spécialement cette partie du rang Saint-Léonard, dans la paroisse de la Pointe-aux-Trembles qui se trouve au nord-ouest du territoire de la ville, entre la ville de Montréal-Est et le prolongement de la ligne frontière est de la ville de la Pointe-aux-Trembles et autres pouvoirs.

LA VILLE DE LA POINTE-AUX-TREM-BLES,

Par J. C. V. ROY,

Montréal, 30 novembre 1915. 7545—52-5

Secrétaire-trésorier.

Avis public est par le présent donné que la ville de Beaconsfield s'adressera à la Législature, de la province de Québec, à sa prochaine session, dans le but d'obtenir certaines modifications à la loi la constituant en corporation, telle qu'amendée, et d'obtenir certains pouvoirs additionnels concernant les matières suivantes:

Confirmation de règlements concernant la fermeture ou la réglementation de certains chemins, mode de répartition spécial; taxes spécial droit et pouvoirs de séparation de territoire, et particulièrement annexion d'une partie du territoire de la ville à la paroisse de Saint-Joachim de la Pointe-Claire, droit de fixer le lieu des séances du conseil en dehors de la municipalité et autres pouvoirs.

LA VILLE DE BEACONSFIELD,

Par J. L. V. MALLETTE,

Montréal, 30 novembre 1915. 7543—52-5

Secrétaire-trésorier.

AVIS.

Avis public est par les présentes donné par Les Curé et Marguilliers de l'Œuvre et Fabrique de la Paroisse de Saint-Pierre aux Liens demanderont à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi constituant en corporation sous le nom de "Les Syndics de la paroisse de Saint-Pierre aux Liens", les curé et les trois marguilliers du banc, avec les droits, pouvoirs et privilèges accordés aux corporations de syndics en vertu des Statuts refon-

la Pointe aux Trembles, lying to the north west of the town between the eastern boundaries of the town of Saint Leonard de Port Maurice, and the portion of the western boundaries of Montreal east.

THE TOWN OF MONTREAL EAST,

Per J. EMERY CODERRE,

Montreal, 30th November, 1915. 7548—52-5

Secretary Treasurer.

Notice is hereby given that the town of la Pointe aux Trembles, county of Laval, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, in order to consolidated the law incorporating it as a town municipality (Statute of Quebec, 2 Geo. V, ch. 74), inserting in it the powers general and special which it possesses already with certain modifications, and providing for certain additional powers and modifications to the cities and towns' Act, on the following subjects;

Elections and proceedings relating thereto; defining certain expressions in the cities and towns' Act; qualification of the electors and aldermen; municipal notices; approval of by-laws by electors; powers of the engineer of the town; streets; expropriations; sewers; constructions and buildings; assessment and imposition of taxes; acquisition and administration of the aqueduct; granting and ratification of certain franchises and privileges; loans and debentures; votes of the joint stock companies; sinking fund commission; representation in companies; annexation of new territory and particularly such portion of Saint Leonard range, in the parish of La Pointe aux Trembles, lying to the north west of the territory of the town, between the town of Montreal East, and a prolongation of the western boundary line of the town of La Pointe aux Trembles and other powers.

THE TOWN OF LA POINTE AUX TREM-BLES,

Per J. C. V. ROY,

Montreal, 30th November, 1915. 7546—52-5

Secretary Treasurer.

Notice is hereby given that the town of Beaconsfield will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, in order to obtain certain modifications to the law incorporating it in corporation, as amended, and to obtain certain additional powers on the following subjects:

Ratifying of by-laws concerning the closing or the regulation of certain roads; method of imposition of taxes; local improvement taxes; right and provisions for separating certain parts of the territory of the town and particularly to annex a part of it to the parish of Saint Joachim de la Pointe-Claire; right to fix place of meeting outside of municipality and other powers.

THE TOWN OF BEACONSFIELD,

Per J. L. V. MALLETTE,

Montreal, 30th November, 1915. 7544—52-5

Secretary Treasurer.

NOTICE.

Public notice is hereby given that the "Curé et Marguilliers de l'Œuvre et Fabrique", of the parish of Saint Pierre aux Liens, will apply at the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain a law incorporating under the name of the "Syndics de la paroisse de Saint-Pierre aux Liens", the cure and the three marguilliers du banc, with the rights, powers and privileges granted to corporations of trustees (syndics), by the Revised Statutes, 1909, and

dus de 1909, et autorisant les dits syndics à emprunter une somme n'excédant pas \$45,000. pour payer les dettes et obligations de ladite fabrique, contractées pour l'achat des terrains requis, la construction d'une église, sacristie et presbytère et autres propriétés de fabrique, et à prélever par voie de répartition sur les immeubles possédés par les catholiques romains individuellement ou par compagnies incorporées, les intérêts et le fond d'amortissement du dit emprunt; de même qu'à prélever une somme ne dépassant pas 15c annuellement par \$100. sur les immeubles desdits catholiques romains, individuellement ou par compagnies incorporées, pour rencontrer les frais, dépenses et intérêts de ladite fabrique, à se servir des rôles d'évaluation en vigueur dans les différentes municipalités de la paroisse, à évaluer les terrains en culture à un montant de pas moins ni plus de quinze cents piastres de l'arpent, à homologuer l'acte de répartition préparé et autres fins.

TAILLON, BONIN, MORIN & LARAMEE,  
Procureurs de ladite Fabrique.  
Montréal, 23 décembre 1915. 7533—52-4

Les Commissaires d'Écoles pour la municipalité de la ville de Maisonneuve, dans le comté de Maisonneuve, donnent avis qu'ils demanderont à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi pour annexer à leur territoire en tout ou en partie, le territoire des municipalités scolaires voisines, pour amender la section 4 de la loi 56 Victoria, chapitre 57, la section 12 de la loi 63 Victoria, chapitre 53, et la section 26 de la loi 61 Victoria, chapitre 57, pour annuler certains contrats faits par les commissaires ou certaines résolutions adoptées par les commissaires pour limiter l'évaluation ou la taxation de certains terrains, ou pour exempter en tout ou en partie certains terrains de la taxation, pour ratifier les émissions et ventes des débetures des dits commissaires émises à date, pour leur permettre de faire certains emprunts temporaires et pour amender et remplacer les articles 2641, 2697, 2698, 2699, 2709, 2725, 2726 et 2739 des Statuts refondus de la province de Québec, en autant que ces dits articles peuvent s'appliquer aux dits commissaires d'écoles, pour donner aux commissaires le pouvoir de faire faire l'évaluation des terrains qui ne sont pas évalués à leur valeur réelle par la cité de Maisonneuve.

SENECAL & GELINAS,  
Procureurs des requérants.  
Montréal, 22 décembre 1915. 7463—52-4

CITÉ DE QUEBEC.

HOTEL DE VILLE.

Québec, 22 décembre 1915.

DEMANDES A LA CHARTE DE LA CITE  
DE QUEBEC.

Avis public est par le présent donné que la cité de Québec, s'adressera à la législature de cette province, à sa prochaine session, pour demander certains amendements à sa charte d'incorporation, et pour demander d'être autorisée à emprunter une somme de quatre cent trente-cinq mille piastres pour payer le coût de travaux permanents dans les rues et places publiques de la cité; pour le parachèvement du maître tuyau de 40 pouces; pour aider à l'établissement d'un hôpital des tuberculeux; pour la construction du Boulevard Saint-Louis; pour outillage requis pour le dépar-

authorizing the said trustees (syndics) to borrow a sum not exceeding \$45,000. to pay the debts and obligations of the said fabrique, assumed by the purchasing of properties required, the construction of a church, vestry, and of a presbytery and other properties of said fabrique, and to levy by means of assessment on the immoveables belonging to the Roman catholics, individually or through incorporated companies, the interest and sinking fund on said loan; also to levy a sum not exceeding 15c annually per \$100. on said immoveables belonging to the roman catholics, individually or through incorporated companies, to meet the costs, expenses and interests of said fabrique, to use the assessment roll in force in the different municipalities of said parish, to value the properties in cultivation to an amount not exceeding nor less than fifteen hundred dollars an arpent, to homologate the assessment roll prepared and to all other purposes.

TAILLON, BONIN, MORIN & LARAMEE,  
Attorneys for said Fabrique.  
Montreal, 23rd December 1915. 7534—52-4

The School Commissioners for the municipality of the city of Maisonneuve, in the county of Maisonneuve, hereby give notice that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act annexing to their territory, in whole or in part, the territories of adjacent school municipalities amending section 4 of the Act 56 Victoria, chapter 57, and section 12 of the Act 63 Victoria, chapter 53, and section 26 of the 61, Victoria, chapter 57, annulling certain contracts made by the commissioners, limiting the valuation or taxation of certain lands or exempting, in whole or in part, certain lands from taxation, ratifying the issue and sale of debentures of said Commissioners issued up to this date, granting them the powers to make certain temporary loans and amending and replacing articles 2641, 2697, 2698, 2699, 2709, 2725, 2726 and 2739 of the Revised statutes of the province of Quebec, in so far as said articles may apply to said school commissioners empowering the commissioners to appraise lands not estimated at their real value by the city of Maisonneuve.

SENECAL & GELINAS,  
Attorneys for petitioners.  
Montreal, 22nd December, 1915. 7464—52-4

CITY OF QUEBEC.

CITY HALL.

Quebec, 22nd December, 1915.

AMENDMENTS TO THE CITY CHARTER  
OF THE CITY OF QUEBEC TO BE  
ASKED AT THE NEXT SESSION  
OF THE LEGISLATURE.

Public notice is hereby given that the city of Quebec, shall apply to the Legislature of this Province at its next session to ask certain amendments to its charter of incorporation, and to obtain authorization to borrow a sum of four hundred and thirty five thousand dollars (\$435,000.00), to pay the cost of permanent works in the streets and public places of the city; for the completion of the 40" main water pipe; to help the establishment of an hospital for tuberculosis patients; for the construction of the Boulevard Saint Louis; for the equipment

tement des chemins et aussi pour ratifier certains paiements faits à "La Crèche", à "La Goutte de Lait" et à la Société de Patronage de l'Hôpital des Tuberculeux; pour être autorisée à payer une certaine somme à l'Association d'Education Canadienne-française de l'Ontario; pour la protection des sources et cours d'eau qui alimentent son aqueduc; pour amender les articles de la charte qui règlent le nombre des membres requis aux séances du Conseil pour la passation des règlements; pour changer le mode d'octroi des licences pour voitures, etc., pour amender la loi concernant l'appel à la Cour supérieure des jugements de la Cour du recorder en matière de cotisation; pour la taxe personnelle imposée sur les ouvriers non résidents dans ses limites; pour fixer la part payable par la cité pour la construction des trottoirs permanents; pour diminuer le fonds de réserve pour faire face aux dépenses imprévues; pour imposer (le sou du pauvre) ou toute autre taxe de même nature sur les théâtres ou lieux d'amusements; pour forcer les compagnies d'immeubles à donner la liste des noms de leurs acheteurs sur promesse de vente; pour l'avis concernant les réclamations des dommages contre la cité; pour la réunion du comité conjoint concernant la traverse entre Québec et Lévis; pour ratifier le contrat passé avec "The Public Service Corporation"; pour soumettre aux contribuables un *referendum* sur la prohibition de liqueurs alcooliques et pour autres fins.

Par ordre,

7531—52-4

H. J. J. B. CHOUINARD,  
Greffier de la Cité.

Avis public est par le présent donné que Joseph Barnard, journaliste, J.-Israel Lafontaine, agent, Thomas Bournival, courtier, Napoléon Lamy, bijoutier, Wellie Narcisse Godin, médecin, Anselme Dubé, entrepreneur, Charles Bourgeois, avocat et un grand nombre d'autres, tous électeurs et contribuables de la cité des Trois-Rivières, demanderont à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi amendant la charte de la dite cité aux fins d'obtenir la réduction du terme de Maire et des échevins de quatre ans à deux ans; l'élection des échevins par le peuple au cas de vacances dans le Conseil; le droit de révoquer dans certains cas, le maire et les échevins avant l'expiration de leur terme d'office; le droit de soumettre par voie de *referendum*, toute décision du Conseil, à l'approbation des électeurs municipaux.

CHARLES BOURGEOIS,  
Procureur des requérants.

Trois-Rivières, 22 décembre 1915 7571—52-4

Province de Québec,  
District de Montréal.

Avis public est, par les présentes, donné que Edmond St-Denis, étudiant en loi, de Montréal, présentera un bill privé, à la prochaine session de la Législature de Québec, tendant à régulariser son admission à l'étude du notariat, ainsi que son brevet de cléricature.

EDMOND ST-DENIS,

Montréal, 21 décembre 1915. 7539—52-4

Avis public est par les présentes donné que la Commission des Ecoles Catholiques de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un pouvoir additionnel d'emprunt pour un montant n'excédant pas un million de dollars, au moyen d'émission de débentures, en sus des emprunts déjà faits ainsi que de ceux déjà autorisés; elle

required for the Road Department; and also to ratify certain payments made to "La Crèche", and "La Goutte de Lait", and "La Société de Patronage de l'Hôpital des Tuberculeux"; to obtain authorization to pay a certain sum to "L'Association d'Education Canadienne-française de l'Ontario"; for the protection of the sources and water courses which feed our water works; to amend the articles of the charter which regulate the number of members required at meeting of the Council for the passing of by-laws; to change the mode of granting licenses for vehicles, etc.; to amend the law concerning appeals of the Superior Court of the judgment of the Recorder's Court in matters of assessment; for the personal tax imposed upon working men who do not reside within its limits; to determine the proportion payable by the city for the construction of permanent sidewalks; to diminish the reserve fund; to provide for unforeseen expenditures; to impose a tax commonly named "le sou du pauvre", or any other tax of this nature upon theatres or places of amusement; to compel real estate companies to give out the list of the names of purchasers of lots upon promise of sale; as to the notice to be given of claims for damages against the city; to permit the convocation of the joint committee concerning the ferry between Quebec and Levis; to ratify the contract passed with the Public Service Corporation; to submit to the vote of tax payers a *referendum* upon the prohibition of alcoholic liquors, and for other purposes.

By order,

7532—52-4

H. J. J. B. CHOUINARD,  
City Clerk.

Public notice is hereby given that Joseph Barnard, journalist; J. Israel Lafontaine, agent, Thomas Bournival, broker, Napoléon Lamy, jeweller, Wellie Narcisse Godin, doctor of medicine, Anselme Dubé, contractor, Charles Bourgeois, advocate, and many others, all electors and rate-payers of the city of Three Rivers, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at next session, for an Act amending the charter of the said city so as to reduce the term of office of the mayor and aldermen from four years to two years; the election of the alderman by the people in case of any vacancy in the council; the right to revoke, in certain cases, the mayor and alderman before the expiration of their term of office, the right to submit by means of a *referendum*, any decision of the Council to the approval of municipal electors.

CHARLES BOURGEOIS,  
Attorney for Petitioners.

Three Rivers, 22nd December, 1915.

7572—52-4

Province of Quebec,  
District of Montreal.

Public notice is hereby given that Edmond St. Denis, of Montreal, law student, will present a private bill, at the coming session of the Legislature of Quebec, on account of regulating his registration at La Chambre des Notaires and also his brevet de cléricature.

EDMOND ST-DENIS,

Montreal, 21st December, 1915. 7540—52-4

Public notice is hereby given that The Catholic School Commission of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain additional borrowing power, for an amount not exceeding one million of dollars, over and above the loans already made, as well as those already authorized. The said Commission will also ask for power to make use of the Treasury

demandera aussi le pouvoir de se servir des bons du Trésor qu'elle est autorisée à émettre pour payer les terrains qu'elle achète, les maisons d'écoles qu'elle achète ou construit, ainsi que pour garantir tels paiements.

ULRIC LAFONTAINE,  
Secrétaire-trésorier.

Montréal, 21 décembre 1915. 7541—52-5

bonds that it is authorized to issue in payment of land sites it may purchase, school-houses that it may purchase or build, as well as a guarantee of such payment.

ULRIC LAFONTAINE,  
Secretary-treasurer.

Montreal, 21st December, 1915. 7542—52-4

Province de Québec,  
District de Montréal.

Avis est par les présentes donné, que Messieurs Antoine Pigeon, Godfroid Defoy, fils, Gustave Pepin, Léon Léonard, Ferdinand Vanier, Joseph Robert, tous cultivateurs de la ville de Saint-Léonard-de-Port-Maurice, dans le comté de Laval, W. A. Cotton, P. A. Dubord et Compagnie Limitée, Vendome Boulevard and Lands Limited, ces derniers, des cité et district de Montréal et autres, tous électeurs municipaux et propriétaires de la ville de Saint-Léonard de Port-Maurice, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander la passation d'un bill à l'effet d'amender le chapitre 105 du Statut V, Georges V, loi constituant en ville, la municipalité de Saint-Léonard de Port-Maurice, à savoir que les propriétaires et occupants des lots connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe, dans le comté d'Hochelaga, sous les numéros 410 à 505, inclusivement; pour, les dits propriétaires et occupants être détachés de la dite ville de Saint-Léonard de Port-Maurice, telle qu'incorporée comme dit ci-dessus, et former une municipalité indépendante, sous la direction et l'autorité du Code Municipal, de la province de Québec, sous le nom de la Municipalité de la paroisse de Saint-Léonard de Port-Maurice, avec, en outre, les pouvoirs conférés par le Code Municipal aux paroisses généralement, les pouvoirs de Conseil de Comté, de s'annexer d'autres terres contigües aux lots ci-dessus, du consentement des propriétaires, nonobstant toutes autres lois affectant le territoire de la nouvelle municipalité, et autres fins municipales, à toutes fins que de droit.

PELISSIER, WILSON & ST-PIERRE,  
Avocats et Procureurs.

Montréal, 21 décembre 1915. 7465—52-4

Province of Quebec,  
District of Montreal.

Notice is hereby given that Messrs. Antoine Pigeon, Godfroid Defoy, Jr., Gustave Pépin, Léon Léonard, Ferdinand Vanier, Joseph Robert, all farmers, of the town of Saint Léonard de Port-Maurice, in the county of Laval, and W. A. Cotton, P. A. Dubord & Company, Limited, and Vendôme Boulevard and Lands Limited, these last mentioned of the city and district of Montreal, and others, all municipal electors and property owners of the town of Saint Léonard de Port-Maurice, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act amending chapter 105 of Statute V, George V, incorporating into a town, the municipality of Saint Léonard de Port-Maurice, and detaching from the aforesaid municipality of Saint Léonard de Port Maurice as incorporated by said statute the owners and occupants of those lots of land known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Longue-Pointe, in the county of Hochelaga, under numbers 410 to 505, both inclusive and constituting them into a distinct municipality governed by the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, under the name of municipality of the parish of Saint Léonard de Port-Maurice, and also with the powers granted by the Municipal Code, to parishes generally, the powers of the county council, the power to annex other lands contiguous to the hereinabove mentioned lots, with the consent of the owners of such lands, notwithstanding any other laws affecting the territory of the new municipality now seeking incorporation and for other municipal purposes, to all lawful purposes.

PELISSIER, WILSON & ST-PIERRE,  
Attorneys and Solicitors.

Montreal, 21st December, 1915. 7466—52-4

Avis public est par les présentes donné que la corporation de Cartierville s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi amendant sa charte quant à la manière de répartir le coût des égouts et de l'ouverture et la confection des rues; la réglementation des connexions d'égouts et d'aqueduc; à son pouvoir de fournir de l'eau aux municipalités voisines et aux pouvoirs de ces dernières de transiger à cette fin; d'autoriser le Conseil à emprunter, sur simple résolution, l'argent nécessaire pour solder les comptes encourus en rapport avec l'aqueduc et défrayer le coût des travaux qui restent à faire et solder la balance due sur contrats pour travaux municipaux et défrayer le coût de ceux qui restent à faire.

7535—52-5 Procureur de la corporation  
Requérante.

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec at its next session for the passing of a law amending the charter of the town of Cartierville as to the way the costs for sewers to be assessed and the opening and the confection of streets; the regulation of sewers and aqueduct connections; to its power to furnish with water the neighbouring municipalities and to the power of the latter to compound for this purpose; to authorize the Council to borrow, on only resolution, the necessary money to pay the fees incurred in connection with the aqueduct and to defray the costs of the works remaining to be done and to pay the balance due on contracts for municipal works and defray the costs of those remaining to be done.

7536—52-5 Attorney for the  
Petitioner.

## Avis Divers

Cet avis *re*: Dme Filfe vs Plante aurait dû paraître pour la 5e fois, le 18 décembre,

Cour supérieure. No 5143. Province de Québec. District de Montréal. Dame Louisa Filfe, épouse commune en biens de Hector Plante, forgeron, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice; vs le dit Hector Plante.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 16 novembre 1915.

6643 THEBERGE & GERMAIN,  
Procureurs de la demanderesse.

Cour supérieure. No 246. Province de Québec. District de Montmagny. Dame Eva Lamontagne, épouse commune en biens de Achille Côté, tous deux de Saint-Fabien de Panet, district de Montmagny.

La demanderesse a pris une séparation de biens contre son mari.

TALBOT & BEAUDOIN,  
Procureurs de la demanderesse.  
Saint-Joseph de Beauce, 18th Decembre, 1915.  
7553—52-5

Cour supérieure. No 2617. Province de Québec. District de Beauce. Dame Caroline Gagné, épouse commune en biens de Aimé Tardif, tous deux de Saint-Frédéric, district de Beauce, cultivateur.

La demanderesse a pris une séparation de biens contre son mari.

TALBOT & BEAUDOIN,  
Procureurs de la demanderesse.  
Saint-Joseph, Beauce, 18 décembre 1915.  
7551—52-5

Cour supérieure. No 2010. Province de Québec. District de Montréal. Dame Christiana Racette, épouse commune en biens de Joseph Courtemanche, de la cité et du district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, aux fins des présentes, Demanderesse; vs Joseph Courtemanche, manufacturier du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 20ième jour de décembre 1915.

JOSEPH ARCHAMBAULT,  
Procureur de la demanderesse.  
Montréal, 22 décembre 1915. 7549—52-5

## Miscellaneous Notices

The following notice *re*: Dame Filfe vs Plante should have appeared on the 18th Decembre, for the 5th time.

Superior Court. No. 5143. Province of Quebec. District of Montreal. Dame Louisa Filfe, wife common as to property of Hector Plante, blacksmith, of the city and district of Montreal, duly authorized to ester en justice; vs the said Hector Plante.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the 16th of November, 1915.

6644 THEBERGE & GERMAIN,  
Attorneys for Plaintiff.

Superior Court. No. 246. Province of Québec. District of Montmagny. Dame Eva Lamontagne of Saint Fabien de Panet, Montmagny wife of Achille Côté, butcher of the same place, has this day, instituted an action in separation as to property against her husband.

TALBOT & BEAUDOIN,  
Attorneys for plaintiff.  
Montmagny, 18th Decembre, 1915.  
7554—52-5

Superior Court. No. 2617. Province of Quebec. District of Beauce. Dame Caroline Gagné of Saint Frederic Beauce, wife of Aimé Tardif, farmer of the same place, has this day, instituted an action in separation as to property against her husband.

TALBOT & BEAUDOIN,  
Attorneys for plaintiff.  
Saint Joseph Beauce, 18th Decembre, 1915.  
7552—52-5

Superior Court. No. 2010. Province of Quebec. District of Montreal. Dame Christiana Racette, wife common as to property of Joseph Courtemanche, of the city and district of Montreal, duly authorized to ester en justice, Plaintiff; vs Joseph Courtemanche, manufacturer of the same place, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on the 20th day of Decembre, 1915.

JOSEPH ARCHAMBAULT,  
Attorney for plaintiff.  
Montreal, 22nd Decembre, 1915. 7550—52-5

## Avis de Faillites

Cour supérieure.

Province de Québec,  
District de Montréal.

Dans l'affaire de Jos. Norton, négociant, de Caughnawaga, P. Q., Insolvable.

Un premier bordereau de dividende a été préparé en la présente affaire et sera payable à mon bureau le ou après le 11 janvier 1916. Aucune contestation à ce dividende doit être produite chez moi avant la date ci-haut mentionnée.

F. McD. JACOBS,  
Curateur.  
Caughnawaga, P. Q.  
Montréal, 24 décembre 1915. 7565

## Bankrupt Notices

Superior Court.

Province of Quebec,  
District of Montreal.

In the matter of Jos. Norton, trader of Caughnawaga, P. Q., Insolvent.

A first dividend sheet has been prepared in this matter, and will be payable at my office on, or after the 11th of January 1916. Any contestation of such dividend must be deposited with me before the date above mentioned.

F. McD. JACOBS,  
Curators.  
Caughnawaga, P. Q.  
Montreal, 24th Decembre, 1915. 7566

*Cour supérieure.*

Province de Québec,  
District de Joliette,  
No 7276.

Dans l'affaire de Ruth Hanna, "Hanna & Co",  
Saint-Félix de Valois, Qué., Insolvable.  
Avis est par le présent donné qu'un premier  
et dernier bordereau de dividende a été déclaré  
en la susdite affaire, sujet à objection jusqu'au  
17 janvier 1916, après laquelle date ce dividende  
sera payable à notre bureau.

J. G. DUHAMEL,  
H. H. BEAULIEU,  
Curateurs.

Bureau de:  
Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,  
92 rue Notre-Dame-Est.  
Montréal, Qué., 21 décembre 1915. 7589

*Cour supérieure.*

Province de Québec,  
District de Montréal,  
No 506.

Dans l'affaire de David Orstein, "Universal  
Grocery", 100 rue Sainte Catherine-Ouest,  
Montréal, Qué., Insolvable.  
Avis est par le présent donné que l'insolvable  
sus-nommé a fait, ce 21 décembre 1915, une ces-  
sion judiciaire de tous ses biens pour le bénéfice  
de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la  
Cour supérieure du district de Montréal.

J. G. DUHAMEL,  
Sub.-Gardien provisoire.

Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,  
92 rue Notre-Dame-Est.  
Montréal, 22 décembre 1915. 7591

*Cour supérieure.*

Province de Québec,  
District de Montréal,  
No 269.

Dans l'affaire de Dame Alfreda Ouellette "A. E.  
Marcil & Cie, Montréal, Qué., Insolvable.  
Avis est par le présent donné qu'un premier et  
dernier bordereau de dividende a été préparé en  
la susdite affaire et sera sujet à objection  
jusqu'au 17 janvier 1916, après laquelle date ce  
dividende sera payable à notre bureau.

J. G. DUHAMEL,  
H. H. BEAULIEU,  
Curateurs.

Bureau de  
Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,  
92, rue Notre-Dame-Est, Montréal.  
Montréal, 21 décembre 1915. 7587

*Cour supérieure.*

Province de Québec,  
District de Montréal,  
No 85-a-433.

Dans l'affaire de Alex. Kutzman & Z. Rozen,  
"Kutzman & Rozen", 1163 Boulevard Saint-  
Laurent, Montréal, Qué., Insolvable.  
Avis est par le présent donné qu'un premier  
et dernier bordereau de dividende a été déclaré  
en la susdite affaire et sera ouvert à contestation  
jusqu'au 17 janvier 1916, après laquelle date  
ce dividende sera payable à notre bureau.

J. G. DUHAMEL,  
H. H. BEAULIEU,  
Curateurs.

Bureau de  
Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,  
92, rue Notre-Dame-Est, Montréal.  
Montreal, Qué., 20 décembre 1915. 7585

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Joliette,  
No. 7276.

In the matter of Ruth Hanna, "Hanna & Co",  
Saint Felix de Valois, Que., Insolvent.  
Notice is hereby given that a first and final  
dividend has been declared in the above matter  
which is open to objection until the 17th day  
of January, 1916, after which date this dividend  
will be payable at our office.

J. G. DUHAMEL,  
H. H. BEAULIEU,  
Curators.

Office of:  
Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,  
No. 92 Notre Dame street East.  
Montreal, Que., 21st December, 1915. 7590

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Montreal,  
No. 506.

In the matter of David Orstein, "Universal  
Grocery", 100 Saint Catherine street West,  
Montreal, Que., Insolvent.  
Notice is hereby given that the above named  
insolvent has this 21st day of December, 1915,  
made a judicial abandonment of all his property  
for the benefit of his creditors at the office of the  
Prothonotary of the Superior Court for the dis-  
trict of Montreal.

J. G. DUHAMEL,  
Sub-Provisional Guardian.

Office of:  
Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,  
No. 92 Notre Dame street East.  
Montreal, Que., 22nd December, 1915. 7592

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Montreal,  
No. 269.

In the matter of Dame Alfreda Ouellette, "A. E.  
Marcil & Cie", Montreal, Que., Insolvent.  
Notice is hereby given that a first and final  
dividend has been declared in the above matter,  
which is open to objection until the 17th day of  
January, 1916, after which date this dividend  
will be payable at our office.

J. G. DUHAMEL,  
H. H. BEAULIEU,  
Curators.

Office of Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,  
No. 92, Notre Dame Street, East.  
Montreal, Que., 21st December, 1915. 7588

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Montreal,  
No. 85-a-433.

In the matter of Alex. Kutzman & J. Rozen,  
"Kutzman & Rozen", 1163 Saint Lawrence  
Blvd., Montreal, Que., Insolvents.  
Notice is hereby given that a first and final  
dividend has been declared in the above matter  
which is open to objection until the 17th day  
of January, 1916, after which date this dividend  
will be payable at our office.

J. G. DUHAMEL,  
H. H. BEAULIEU,  
Curators

Office of:  
Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,  
No. 92 Notre Dame street East.  
Montreal, Que., 20th December, 1915. 7586

*Cour supérieure.*

Province de Québec,  
District de Montréal,  
No 508.

Luigi Capponi, "Capponi Import Co. & Madam Louise" a, ce jour, fait cession de ses biens, et j'ai été nommé gardien provisoire.

LORENZO BELANGER,  
Montréal, 16 décembre 1915. 7557

*Cour supérieure.*

Canada,  
Province de Québec,  
District de Rimouski.

*In re:* Lydius Ross, Rimouski, Insolvable.  
Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 10 janvier, 1916, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

J. P. E. GAGNON,  
Curateur.

Bureau: 44 et 46 rue Dalhousie,  
Bâtisse de la Cie du Richelieu.  
Québec, 22 décembre 1915. 7561

*Cour supérieure.*

Province de Québec,  
District de Montréal.

*In re:* Dame Catherine Moreau, R. Granito & Cie, Insolvable.  
Avis est par les présentes donné que la susdite insolvable, a, le 13ième jour de décembre 1915, fait un abandon judiciaire de tous ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

ALEXANDRE DESMARTEAU,  
Sub-Gardien provisoire.

No 60 rue Notre-Dame est, Montréal.  
Montréal, 21 décembre 1915. 7555

*Cour supérieure.*

Canada,  
Province de Québec,  
District de Montmagny.

*In re:* Anthime Lord, Saint-Cyrille, Insolvable.

Avis est par le présent donné que par jugement de la Cour supérieure, en date du 21ième jour de décembre 1915, j'ai été nommé curateur aux biens du dit insolvable.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi, dans les trente jours de cette date.

J. P. E. GAGNON,  
Curateur.

Bureau: 44 et 46, rue Dalhousie,  
Bâtisse de la Cie du Richelieu.  
Québec, 22 décembre 1915. 7559

EN VERTU DE L'ACTE DES LIQUIDATIONS.

*Cour supérieure.*

Canada,  
District de Beauce.

Dans l'affaire de "The Canadian Lumber & Pulp Co.", Sainte-Sabine, En liquidation.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 10 janvier 1916, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

J. P. E. GAGNON,  
Liquidateur.

Bureau: 44 et 46 Dalhousie,  
Bâtisse de la Cie du Richelieu.  
Québec, 22 décembre 1915. 7563

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Montreal,  
No. 508.

Luigi Capponi, "Capponi Import Co. & Madam Louise" has, this day, made a judicial abandonment, and I have been appointed provisional guardian.

LORENZO BELANGER.  
Montreal, 16th December, 1915. 7558

*Superior Court.*

Canada,  
Province of Quebec,  
District of Rimouski.

*In re:* Lydius Ross, Rimouski, Insolvent.  
Notice is hereby given that a first and final dividend has been prepared in this matter, and is open to objection until the 10th of January, 1916, and after which date this dividend will be payable at my office.

J. P. E. GAGNON,  
Curator.

Office: 44 and 46 Dalhousie street,  
Richelieu & Ont. Building.  
Quebec, 22nd December, 1915. 7562

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Montreal.

*In re* Dame Catherine Moreau "R. Granito & Cie", Insolvent.  
Notice is hereby given that the aforesaid insolvent has, on the 13th day of December, 1915, made a judicial abandonment of all her property for the benefit of her creditors.

ALEXANDRE DESMARTEAU,  
Sub. Provisional Guardian.

No. 60 Notre Dame street west, Montreal.  
Montreal, 21st December, 1915. 7556

*Superior Court.*

Canada,  
Province of Quebec,  
District of Montmagny.

*In re:* Anthime Lord, Saint-Cyrille, Insolvent.

Notice is hereby given that by an order of the Superior Court, dated the 21st of December, 1915, I have been appointed curator to the said estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me, within thirty days from this date.

J. P. E. GAGNON,  
Curator.

Office: 44 and 46 Dalhousie street,  
Richelieu & Ont. Building.  
Quebec, 22nd December, 1915. 7560

UNDER THE WINDING UP ACT.

*Superior Court.*

Canada,  
Province of Quebec,  
District of Beauce.

In the matter of The Canadian Lumber & Pulp Co., Sainte-Sabine, In liquidation.

Notice is hereby given that a first and final dividend has been prepared in this matter, and is open to objection until the 10th January, 1916, and after which date this dividend will be payable at my office.

J. P. E. GAGNON,  
Liquidator.

Office: 44 and 46 Dalhousie,  
Richelieu & Ont. Building.  
Quebec, 22nd December, 1915. 7564

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL  
OFFICIELLE GAZETTE

**C**eux qui envoient des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle*, voudront bien se conformer aux règles ci-dessous:

1. Adresser "Gazette Officielle", Québec.
2. Indiquer le nombre voulu d'insertions.

**3. TRANSMETTRE INVARIABLEMENT LE PRIX DE L'ANNONCE AINSI QUE LE PRIX D'UN EXEMPLAIRE DE LA GAZETTE, TELS QUE DONNÉS PLUS BAS; SANS CELA L'ANNONCE NE SERA PAS PUBLIÉE**

Les prix sont:

Première insertion, 10c par ligne (mesure agate)

Insertion subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

Traduction, 40c par 100 mots.

*Gazette Officielle*, par exemp., 21c.

Slips ou épreuves, 65c par douzaine.

**AUCUNE ANNONCE N'EST INSÉRÉE POUR MOINS D'UNE PIASTRE.**

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$5. par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils devront faire une remise en conséquence.

N.-B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

**LES ANNONCEURS SONT PRIÉS DE MENTIONNER NOTRE NUMÉRO D'ORDRE POUR TOUTE RECLAMATION QUELCONQUE.**

E. E. CINQ-MARS,  
Imprimeur du Roi,

Hôtel du Gouvernement.  
Québec, 4 avril 1914.

6235

**P**ARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette*, will please observe the following rules:

1. Address "The Official Gazette", Québec.
2. Indicate the number of insertions required.

**3. INVARIABLY REMIT THE FEES FOR SUCH ADVERTISEMENTS, TOGETHER WITH THE PRICE OF THE GAZETTE, AS BELOW, OTHERWISE THEY WILL NOT BE INSERTED.**

The rates are:

First insertion, 10 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Translation, 40 cents per 100 words.

*Official Gazette*, 21 cents per single number.

Slips, 65 cents per dozen.

**NO ADVERTISEMENT IS INSERTED FOR A LESS CHARGE THAN ONE DOLLAR.**

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock, noon, on Thursday, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$5. per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N.-B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number; the second number the *Gazette* number; and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

**ADVERTISERS ARE KINDLY REQUESTED TO MENTION OUR DOCUMENT NUMBER IN ALL CLAIMS TO THIS OFFICE.**

E. E. CINQ-MARS,  
King's Printer.

Government House.

Québec, 4th April, 1914.

6236

**Index de la Gazette Officielle  
de Québec, No 52.**

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—ACTIONS  
FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Dme Beauchesne vs Simoneau . . . . .	3139
" Benoit vs Beaudoin . . . . .	3140
" Boily vs Bernard . . . . .	3140
" Champagne vs Martineau . . . . .	3141
" Crawford vs Lauer . . . . .	3140
" DeRoche Brune vs Fetherstonharg . . . . .	3140
" Fortin vs Fortin . . . . .	3139
" Filfe vs Plante . . . . .	3201
" Gagné vs Tardif . . . . .	3101
" Lagacé vs Ouellette . . . . .	3141
" Lambert vs Goulet . . . . .	3141

ANNONCEURS, avis aux . . . . . 3204

**Index of the Quebec Official  
Gazette. No. 52.**

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—ACTIONS  
FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Dme Lamontagne vs Côté . . . . .	3101
" Lipschitz vs Jacobson . . . . .	3141
" Macbeth vs Adams . . . . .	3140
" Martin vs Bonnier . . . . .	3140
" Messier vs Forget . . . . .	3139
" Pilon vs Besner . . . . .	3141
" Pominville vs Dme Gibeau . . . . .	3139
" Racette vs Courtemanche . . . . .	3101
" St-Hilaire vs Chartrand . . . . .	3139
" Tabatchnik vs Granovwsky . . . . .	3141

ADVERTISERS, notice to . . . . . 3204

ASSOCIATIONS, ASSURANCES OU SOCIÉTÉS:— ASSOCIATIONS, INSURANCES OR SOCIETIES:—	ASSOCIATIONS, ASSURANCES OR SOCIÉTÉS:— ASSOCIATIONS, INSURANCES OR SOCIETIES:—
La Prévoyance..... 3116	La Société des Commis-Marchands de Québec..... 3115
The Mutual Fire Insurance of the parish of Sainte Croix..... 3116	The Loyola Convalescent Home..... 3115
La Société de Secours Mutuels de la Cour de Montcalm, No 91, de Riv.-du-Loup.... 3116	
<b>AVIS:—</b>	<b>NOTICE:—</b>
Règles de pratique pour la Cour supérieure siégeant en revision..... 3145	Rule of practice for Superior Court, sitting in Revision..... 3145
<b>BILAN DU LIQUIDATEUR:—</b>	<b>LIQUIDATOR'S STATEMENT:—</b>
The Perkins Electric Co. Ltd..... 3147	The Perkins Electric Co. Ltd..... 3147
<b>BILLS PRIVÉS, parlement fédéral, avis au sujet des..... 3117</b>	<b>PRIVATE BILLS, Federal Parliament, notices respecting the..... 3117</b>
<b>BILLS PRIVÉS, P. Q., avis au sujet des..... 3117</b>	<b>PRIVATE BILLS, P. Q., notices respecting the 3117</b>
<b>DEMANDES A LA LÉGISLATURE:—APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE:</b>	<b>DEMANDES A LA LÉGISLATURE:—APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE:</b>
Allard, Joseph..... 3127	La Prévoyance..... 3128
Banque Provinciale du Canada..... 3137	La ville de—The town of Lévis..... 3132
Barnard, Joseph <i>et al.</i> ..... 3199	La ville de Montréal-Nord—The town of Montreal-North..... 3126
Bélaïr, Limitée..... 3133	La ville de Québec-Ouest—The town of Quebec-West..... 3125
Berthiaume, J.-Bte <i>et al.</i> ..... 3194	Lecavalier-Riel, Ltée..... 3131
Caumartin, J.-P.-Philéas..... 3193	Lee, Robert Warden..... 3193
Cie North Shore Power..... 3119	Lemay, Jos.-Pamphile..... 3132
Cie Three Rivers Traction..... 3119	Les Commissaires d'Écoles pour la municipalité de la ville de Maisonneuve—The school commissioners for the municipality of Maisonneuve..... 3198
Cité de Hull—City of Hull..... 3120	L'Institut des Artisans de Montréal—Mechanics Institute of Montréal..... 3122
Cité de Québec—City of Quebec..... 3198	Lord évêque de—Lord bishop of Montréal..... 3195
Cité de—City of Maisonneuve..... 3124	L'Union du Travail..... 3133
Cité de—City of Montréal..... 3123	L'Union Saint-Joseph à Saint-Roch de Québec..... 3195
Civic Investment and Industrial Coy..... 3138	L'Institut Catholique des Sourds-Muets pour la province de Québec..... 3129
Collège des Chirurgiens dentiste de la province de Québec—College of Dental Surgeons of the Province of Quebec..... 3122	McAvoy, Peter <i>et al.</i> ..... 3119
Commissaires d'écoles de la municipalité scolaire de Saint-Edouard—The school Commissioners of the school municipality of Saint Edouard..... 3133	Mendel, Frank..... 3131
Commissions des Ecoles catholiques de—Catholic School Commission of Montreal..... 3199	Municipalité de la paroisse de Saint-Léonard de Port-Maurice—Municipality of the parish of Saint Leonard of Port Maurice..... 3200
Compagnie de Pulpe de Chicoutimi..... 3118	Municipalité scolaire du village de Villeray—School municipality of the village of Villeray..... 3127
Corporation de Cartierville..... 3200	Municipalité scolaire des Syndics catholiques d'Écoles séparées de la paroisse de Saint-Michel-Archange de Montréal—School municipality of the Catholic School Trustees of the separate schools of the parish of Saint Michel the Archangel of Montreal..... 3131
Corporation de la cité des Trois-Rivières—Corporation of the city of Three Rivers..... 3120	Paroisse—Parish Notre-Dame-des-Neiges.. 3133
Corporation de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles..... 3128	Quebec Central Railway Co..... 3130
Corporation de la ville Laval des Rapides... 3122	Royal Victoria College..... 3119
Curé et Marguilliers de l'œuvre et Fabrique de la paroisse de Saint-Pierre-aux-Liens—Curate and Churchwardens of L'œuvre and Fabrique of the parish of Saint Pierre aux-Liens..... 3197	Shamrock Amateur Athletic Association... 3193
Danville Protestant Cemetery Coy..... 3121	Shawinigan Water & Power Coy..... 3196
Desjardins, Hubert <i>et al.</i> ..... 3130	Shilman, Benjamin..... 3121
Desjardins, Hubert <i>et al.</i> ..... 3130	Société des Artisans Canadiens-Français... 3193
Desjardins, Hubert <i>et al.</i> ..... 3132	Sunday School Union of the Province of Quebec..... 3138
Federation of Jewish Philanthropis of Montreal..... 3128	The Metropolitan Columbus Association... 3194
Fineberg, Inv. Newton..... 3128	Thorton, Alex. Walter..... 3193
Fire Insurance Brokers Association of Montreal..... 3196	Titleman, Nathan..... 3127
Gagné, Ls René..... 3121	Trenholme, Thomas A..... 3120
Garceau, J.-H <i>et al.</i> ..... 3136	Verchères, Chambly & Laprairie Tramways Coy..... 3192
Gaudreault, Maurice..... 3121	
Labrecque, Joseph..... 3125	
Lachance, Olivier-Joseph..... 3127	
La Cie de chemin de fer Montréal-Sud et Ouest—Montreal South and Western Railway Power Coy..... 3134	
La Caisse des Familles..... 3195	

La Cie d'Assurance Mutuelle contre le feu des Beurreries et Fromageries de la province de Québec.....	3132	Ville de—Town of Beaconsfield.....	3197
La Corporation du village de—of Dorion..	3130	Ville de—Town of La Pointe-aux-Trembles	3197
		Ville de—Town of Montréal-Est-East...	3196
		Ville du—Town of Sault-au-Récollet.....	3134
		Ville de—Town of Saint Michel.....	3136
		Ville de—Town of Saint Lambert.....	3138
EXAMEN:—Barreau:—EXAMINATION:—Bar:—		EXAMEN:—Barreau:—EXAMINATION:—Bar:—	
Montréal.....	3147	Québec.....	3146
FAILLIS:—INSOLVENTS:—		FAILLIS:—INSOLVENTS:—	
Allard.....	3143	McNight.....	3142
Authier.....	3143	Miller.....	3144
Capponi.....	3203	Moreau (Dme).....	3203
Bouchard.....	3145	Norton.....	3201
Carsley.....	3143	Orsntein.....	3202
Delage.....	3144	Ouellette (Dme).....	3202
Després.....	3145	Ross.....	3203
Ekinberg.....	3142	Sheldon.....	3144
Hanna & Co.....	3202	The Canadian Lumber & Pulp Co.....	3203
Kutzman & Rozen.....	3202	Tremblay.....	3142
Lafond.....	3145	Viau.....	3144
Langlois.....	3144	Villeneuve.....	3142
Leibovitch.....	3142	Weinfield.....	3143
Lord.....	3203		
LETTRES PATENTES—LETTERS PATENT:—		LETTRES PATENTES—LETTERS PATENT:—	
Canadian Hand Laundry, Ltd.....	3190	La Cie de Conserves Premier, Ltée.....	3108
Christian Roumanian Aid & Culture Soc...	3189	La Cie des Engrais Chimiques Anglo-Fran- caise, Ltée.....	3111
Club Papineau, Ltée.....	3191	La Cie de Téléphone Rural Soulanges.....	3190
Coleraine Chromium Ltd.....	3109	Saint Lawrence Fish and Meat Coy, Incorp	3114
General Lumber Coy, Ltd.....	3112	Quebec Furniture Coy, Ltd.....	3189
Guy Realty Coy, Incorp.....	3107	The Fenster Coy., Ltd.....	3108
Lachute Stores Ltd.....	3191	The Khaki Kit Kitchen Coy, Ltd.....	3113
La Cie de Conserves de Chambly, Ltée.....	3110		
LETTRES PATENTES SUPPLEMENTAIRES:—		SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—	
Black River Jockey Club, Ltd.....	3111	Black River Jockey Club, Ltd.....	3111
NOMINATIONS:—APPOINTMENTS:—		NOMINATIONS:—APPOINTMENTS:—	
Commissaire pour recevoir affidavits—Com- missioners receive affidavit:—Colonel J. J. Creelman.....	3105	Juges de paix.—Justices of the peace:— District:— Montréal.....	3105
Coroner-conjoint—Joint Coroner:—MM. Messrs. André Béique et—and J.-W. Armstrong.....	3106	Québec.....	3105
		Richelieu.....	3105
		Juges de paix d'après l'art. 3361, S. R. Q., —Justices of the peace under art. 3361 R. S. Q.....	3189
ORDRE DE COUR:—		ORDER OF COURT:—	
Labonté.....	3149	Labonté.....	3149
PROCLAMATION:—		PROCLAMATION:—	
Convocation des Chambres pour la dépê- des affaires.....	3106	Parliament convoked for the despatch of business.....	3106
VENTES PAR LICITATION:—SALES BY LICITATION:		VENTES PAR LICITATION:—SALES BY LICITATION:	
Christin vs Christin <i>et al</i> .....	3148	Kavanagh (Dme <i>et vir</i> , vs Dme Kava- nagh.....	3149
Gray (Dme) <i>et al</i> vs Dame Gray <i>et al</i> ....	3149		
VENTE PAR LIQUIDATEUR:—		LIQUIDATORS' SALE:—	
The Canadian New Invention Improvement Mfg., Coy., Inc., vs Quesnel.....	3150	The Canadian New Invention Improvement Mfg., Coy., Inc., vs Quesnel.....	3150
VENTES PAR LES SHERIFS:—SHERIFFS' SALES:—		VENTES PAR LES SHERIFS:—SHERIFFS' SALES:—	
ARTHABASKA:—		ARTHABASKA:—	
Fortier vs Rouleau.....	3152	Thibault vs Larochelle.....	3152
Beauce:—		Beauce:—	
Fortier vs Gilbert.....	3152	Fortier vs Gilbert.....	3152
BEDFORD:—		BEDFORD:—	
Beaudry <i>et al</i> vs La Culture de Ginseng..	3153	Beaudry <i>et al</i> vs La Culture de Ginseng..	3153

<b>IBERVILLE:—</b>		<b>IBERVILLE:—</b>	
Roy vs Frada <i>et al.</i> .....	3153	Roy vs Frada <i>et al.</i> .....	3153
<b>JOLIETTE:—</b>		<b>JOLIETTE:—</b>	
La Banque Nationale vs Champagne <i>et al.</i>	3154	Perreault vs Trudeau.....	3155
<b>MONTREAL:—</b>		<b>MONTREAL:—</b>	
Barrette vs L'Abbé & Frère.....	3168	Les Commissaires de la Côte des Neiges— The School Commissioners of Côte des Neiges vs Gabart.....	3158
Bisaillon & Cie vs Daoust <i>et al.</i> .....	3166	Lussier (Dme) vs héritiers—heirs Dme Buissière.....	3155
Bourque & Filion, faillis—Insolvents.....	3157	Lévy failli, —Insolvent.....	3162
Boyer vs Kivenko.....	3163	Merchants and Employers Guarantee and Accident Coy vs Latour.....	3167
Capistran vs Desrochers.....	3159	Ouimet & Guertin vs Dme Robinovitch..	3168
Capistran vs Desrochers.....	3163	Paquette vs Choquette.....	3160
Cousineau vs Dorais.....	3165	Pepin vs Elieff.....	3161
Dagenais <i>et al esql</i> vs Boileau <i>et al.</i> .....	3161	Picotte vs Dlle Simard.....	3164
Deguisse (Dlle) vs Grenier.....	3169	Rabinovitch vs Solen & Seidman.....	3156
Delormes vs Bailey.....	3160	Richardson <i>et al esql</i> .....	3158
DeSerres vs Lauzon.....	3165	Richer & Cie, faillis—Insolvents.....	3156
Dorais, failli—Insolvent.....	3165	Stroud vs Fairview Land Coy. Ltd.....	3162
Feneglio vs Comte.....	3163	Trudeau vs la Société d'Administration Bilaudeau.....	3161
Grenier—Worrington Motor Co Ltd. vs Brunelle.....	3157	Trust & Loan Coy of Canada vs Leca- valier.....	3168
Guillot vs Jobin.....	3167	Trust & Loan Coy of Canada vs Murray	3155
Houle vs Dme Bissonnette.....	3169	Valiquette vs Morin.....	3164
Ladouceur vs Dme Taillefer.....	3159		
Lavallée (Dme) vs Dme Côté.....	3166		
Le Crédit Foncier Franco-Canadien vs Duchow <i>et al.</i> .....	3166		
<b>OTTAWA:—</b>		<b>OTTAWA:—</b>	
Racicot, failli—Insolvent.....	3170	The Bank of Ottawa vs Parsley.....	3170
<b>PONTIAC:—</b>		<b>PONTIAC:—</b>	
Dale vs Pendergraft.....	3172	De Laval Separator Ltd vs Vandoski....	3172
<b>QUEBEC:—</b>		<b>QUEBEC:—</b>	
Cloutier vs Touzin <i>et al.</i> .....	3176	Le Séminaire de Québec—The Seminary of Quebec vs Gosselin.....	3173
Fahey vs Dme Foucher.....	3176	Nesbitt vs Poitras.....	3177
Larivière vs Couturier.....	3175	Tessier (Dme) vs Bouffard.....	3175
<b>ROBERVAL:—</b>		<b>ROBERVAL:—</b>	
La Banque d'Hochelaga vs Gagnon <i>et al.</i>	3178	The Renfrew Machinery Coy vs Larouche	3177
<b>SAINT-FRANCOIS:—</b>		<b>SAINT FRANCIS:</b>	
Leonard & Juneau vs Pierce <i>et al.</i> .....	3178	Picard (Dme) vs Côté.....	3179
<b>SAINT-HYACINTHE:—</b>		<b>SAINT-HYACINTHE:—</b>	
Delâge vs La Société d'Aqueduc de Rou- gemont.....	3179	Marquette & Dupré, faillis—Insolvents.	3180
<b>TERREBONNE:</b>		<b>TERREBONNE:</b>	
Fishman vs Legnia.....	3188	Frontenac Breweries Ltd vs Mondou....	3187
<b>TROIS-RIVIERES:—</b>		<b>THREE RIVERS:—</b>	
Rinfret <i>ès. l</i> vs Person.....	3188	Rinfret <i>èsql</i> vs Perron.....	3188

1028	...	...
1029	...	...
1030	...	...
1031	...	...
1032	...	...
1033	...	...
1034	...	...
1035	...	...
1036	...	...
1037	...	...
1038	...	...
1039	...	...
1040	...	...
1041	...	...
1042	...	...
1043	...	...
1044	...	...
1045	...	...
1046	...	...
1047	...	...
1048	...	...
1049	...	...
1050	...	...
1051	...	...
1052	...	...
1053	...	...
1054	...	...
1055	...	...
1056	...	...
1057	...	...
1058	...	...
1059	...	...
1060	...	...
1061	...	...
1062	...	...
1063	...	...
1064	...	...
1065	...	...
1066	...	...
1067	...	...
1068	...	...
1069	...	...
1070	...	...
1071	...	...
1072	...	...
1073	...	...
1074	...	...
1075	...	...
1076	...	...
1077	...	...
1078	...	...
1079	...	...
1080	...	...
1081	...	...
1082	...	...
1083	...	...
1084	...	...
1085	...	...
1086	...	...
1087	...	...
1088	...	...
1089	...	...
1090	...	...
1091	...	...
1092	...	...
1093	...	...
1094	...	...
1095	...	...
1096	...	...
1097	...	...
1098	...	...
1099	...	...
1100	...	...

... prepared by H. C. KING ... for the ...